

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



26
janvier
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 26 Janvier 2024
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

24CP01-1 Soutien aux Associations Touristiques

ANNEXE - Délibération

24CP01-2 Meublés de Tourisme

ANNEXE - Délibération

24CP01-3 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau d'attribution

24CP01-4 Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

24CP01-5 Programme 2024 de renouvellement des chaussées sur la voirie départementale

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Programme réseau structurant 2024

ANNEXE - 2-Programme GRC 2024

24CP01-6 Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales - Commune de Le Vaulmier

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Plan

24CP01-7 Convention relative à la gestion, la surveillance, l'entretien et la réparation du pont de Sedeyrac (RD922) entre la Commune de Naucelles et le Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan de situation

24CP01-8 Convention relative à la gestion, la surveillance, l'entretien et la réparation du pont sur la RD 52 (RD 922) et l'escalier sur la culée C1 entre la Commune de Naucelles et le Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Plan de situation

24CP01-9 Route départementale N°4 - Aménagement de la Place du 10 juin 1944 et de la rue du Mont Mouchet en traverse du bourg de RUYNES-EN-MARGERIDE

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Délibération Commune

24CP01-10 Aménagement de la route départementale n°59 - Commune de Laroquevieille - Déclassement et échange de terrains - Pas de D.U.P. (article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP01-11 Aménagement de la Route Départementale n°15 - Commune de Champagnac - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP01-12 Aménagement des Routes Départementales n°62 et n°105 - Communes de Cheylade et Chalvignac - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP01-13 Aménagement des Routes Départementales n°62, n°49 et n°105 - Communes de Cheylade, Saint-Hippolyte et Chalvignac - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

24CP01-14 Aménagement des Routes Départementales n°62, n°49 et n°105 - Communes de Cheylade, Saint-Hippolyte et Chalvignac - Indemnisation de fermiers

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CP01-15 Simplification du Règlement Intérieur du FSL et modification des barèmes

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Règlement intérieur FSL 2024

24CP01-16 Convention de partenariat entre France Travail et le Département du Cantal pour l'approche globale de l'accompagnement des demandeurs d'emploi ayant des difficultés sociales et professionnelles

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP01-17 Convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'association pour la formation et l'accompagnement des personnes en contrats aidés (AFAPCA) dans le cadre du dispositif "Défi Cantal 2024"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CP01-18 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" (Dispositif Cantal'Mouv)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Analyse candidature

ANNEXE - 3-Lettre demande de subvention

ANNEXE - 4-Fiche de présentation du dispositif

24CP01-19 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" (Dispositif RESPIR)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Analyse candidature

ANNEXE - 3-Lettre demande de subvention

ANNEXE - 4-Fiche de présentation du dispositif

24CP01-20 Conventions de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'Agence de services et de paiement (ASP)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention CUI

ANNEXE - 2-Convention ACI

24CP01-21 Conventions relatives à la délégation de la mission de référent RSA à l'association Forum réfugiés pour les bénéficiaires du RSA hébergés en centre provisoire d'hébergement (CPH) et les bénéficiaires du RSA orientés vers le programme d'accompagnement global et individualisé des réfugiés (AGIR)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention CPH

ANNEXE - 2-Convention AGIR

24CP01-22 Appel à projets 2024-2025 "prise en compte des spécificités des travailleurs non salariés"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets 2024-2025

24CP01-23 Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention AAP1 et AAP2

ANNEXE - 2-Convention AAP3

ANNEXE - 3-Tableau récap

24CP01-24 Favoriser le remplacement des agriculteurs - Subvention au Service de Remplacement Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP01-25 Contrat Sport Cantal : Soutien au Comité départemental de Sport Adapté pour le déplacement en compétition de ses licenciés sur la saison 2023-2024

ANNEXE - Délibération

24CP01-26 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac - Restructuration de l'école d'Arpajon-sur-Cère

ANNEXE - Délibération

24CP01-27 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Mauriac - Création d'un nouveau restaurant scolaire au Vigean

ANNEXE - Délibération

24CP01-28 Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Commune de Saint-Mamet-la-Salvetat - Création de 3 logements passerelles Les Clefs du Cantal

ANNEXE - Délibération

24CP01-29 Petites Villes de Demain : Avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en œuvre des contributions de la Banque des Territoires

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

24CP01-30 Patrimoine - Programmation 2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

CANTAL INNOVANT

24CP01-31 Stratégie Cantal Europe - Bilan et Perspectives

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dossiers FEDER 2023

ANNEXE - Dossiers FSE+ 2023

24CP01-32 Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste dossiers

24CP01-33 Renouvellement de l'adhésion du Conseil départemental au CRAIG (Centre Régional Auvergne-Rhône-Alpes de l'Information Géographique)

ANNEXE - Délibération

CANTAL RESPONSABLE

24CP01-34 Cantal'ENS Collèges et Lycées

ANNEXE - Délibération

24CP01-35 Contrat ENS des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes

ANNEXE - Délibération

24CP01-36 Route départementale n°617 - Rétablissement de la continuité écologique - Pont de la Planche du Souq - Commune de BOISSET

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Délibération SMBL

24CP01-37 Convention portant sur l'attribution d'une subvention au titre du contrat de chaleur renouvelable (ADEME)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ADMINISTRATION GENERALE

24CP01-38 Attribution des logements des collèges publics - Année scolaire 2023-2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Logements de fonction 2023-2024

24CP01-39 Mise à la réforme du matériel appartenant au Département

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Liste matériel réformé

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-1

Soutien aux Associations Touristiques

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-01 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le Projet pour le Cantal 2021-2030 et son plan d'actions ;

Vu la délibération n° 23CD-05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du tourisme pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

Vu l'avis de la Commission Tourisme en date du 7 décembre 2023 ;

- ATTRIBUE au Comité Régional de la Fédération Française de la Randonnée Pédestre une subvention d'un montant de 2 310 € pour la requalification et la valorisation du GR®4 dans le cadre de l'appel à projets "Soutien aux Grandes Itinérances du Massif-Central" programmé sur la période 2024-2026.

Cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits au Chapitre 65 - Nature 65748 - Fonction 633 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-2

Meublés de Tourisme

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 23CD03-2 du Conseil départemental du 29 septembre 2023 approuvant la mise à jour des dispositifs d'aides en faveur des hébergements et validant la date d'échéance de ceux-ci au 31 décembre 2024 ;

Vu la délibération n° 23CD05-3 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur du Tourisme pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Vu l'avis favorable de la Commission Tourisme réunie le 7 décembre 2023 ;

- **ATTRIBUE** les subventions telles que définies dans le tableau ci-après :

Bénéficiaire	Objet	Montant de l'investissement en € HT	Montant attribué en €
Mme M.	Création de 4 chambres d'hôtes / étape pour 10 personnes, labellisées Rando Accueil sur la commune de Thiézac	187 086	10 800
M.	Création d'un meublé de tourisme pour 4 personnes labellisé Nattitude au lieu-dit Selves sur la commune du Rouget - Pers	45 413	6 000

La dépense d'un montant de 16 800 € sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20422, fonction 94 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-3

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Locales ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attributions et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- **ATTRIBUE** des subventions aux manifestations ou associations locales à 5 cantons pour un montant global de 14 030 € au titre du Fonds Cantal Animation.

Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 26 janvier 2024

Bénéficiaires	Objet	Subvention en €
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Cabrettes et Accordéons des Burons de Pailherols	organisation de la semaine de la cabrette à Arpajon sur Cère et pour la conception des nouvelles tenues	200
Club de Loisirs de Brouzac	organisation d'un voyage au Maroc du 12 au 19 mars 2024	300
APE de Lacapelle del Fraisse	participation à une classe fluvial sur le canal du Midi pour 29 élèves	580
CANTON D'AURILLAC 2		
Centre Social de Marmiers	fonctionnement	1 000
Ecole de la Jordanne	complément pour l'organisation d'une classe de mer à la Tranche-sur-Mer du 3 au 7 juin 2024	500
Association AMIDA	fonctionnement	500
Les Restos du Cœur	fonctionnement	500
CANTON D'AURILLAC 3		
APE de l'Ecole d'Application des Frères Delmas	organisation de voyages scolaires et participation à diverses activités pour l'année scolaire 2023/2024	1 500
Lycée Emile Duclaux	organisation du concours de poésie "Graines de Poètes"	300
Lycée Georges Pompidou - ENILV	participation au Trophée International de l'Enseignement Agricole 2024	400
Club Aurillac Athlétisme	organisation de la manifestation sportive "Les 10 km d'Aurillac" le 27 avril 2024	500
Amicale Sportive Belbeixoise	organisation du tournoi de Pâques des jeunes sur la Plaine des Jeux de la Ponétie le 31 mars 2024	200
Association Peuple et Culture Cantal	fonctionnement 2024	750
Association Sportive du Lycée Monnet-Mermoz	organisation d'un séjour sportif à Port Camargue du 29 Avril au 3 mai 2024	500
Centre Social ALC - L'Alouette Café	participation aux frais d'édition pour un livre d'histoire du quartier	500
Association Bastissem à Orhac	fonctionnement	300
CANTON DE NEUVEGLISE SUR TRUYERE		
Club des Pierres Blanches d'Anterrieux	organisation d'un voyage en 2023 par des clubs du 3e âge	500
Association Musée de la Résistance d'Anterrieux	acquisition d'une sono pour les commémorations et les conférences en 2023	500
Club du 3e Age Les Roseaux du Lander	fonctionnement 2023	400
Association Aubrac/Mar	fonctionnement 2024	1 000
Le Grand Parours	organisation de l'Epreuve Multisport le 8 juin 2024 à Neuvéglise sur Truyère	1 500
Club du 3e Age de Lieutadès Les Capujadous	organisation de la semaine des Florales Sauvages du 11 au 18 juin 2023	300
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Club Alpin Français du Haut Cantal	acquisition de matériel d'escalade	500
Collège Georges Pompidou de Condat	organisation d'un voyage scolaire à Paris en 2024	500
Tennis Club Riom-Gentiane	acquisition de panneaux publicitaires et réalisation d'actions en 2024	300
TOTAL		14 030

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-4

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

- 1 500 € pour le syndicat Montbéliard du Cantal ;
- 100 € pour la 914^{ème} section locale de la Médaille Militaire d'Aurillac ;
- 500 € pour la Communauté Professionnelle de Santé Accès Santé Nord Cantal ;
- 2 000 € pour l'association The Spring Institute for Forests on the Moon ;
- 250 € pour l'UNEC AuRA ;
- 500 € pour le Cochonnet Marmanhacois.

Les montants seront prélevés sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-5

Programme 2024 de renouvellement des chaussées sur la voirie départementale

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 23CD05-10 du 18 décembre 2023 adoptant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale et les principes posés quant à l'entretien et l'exploitation de cette dernière et donnant délégation à la Commission Permanente pour adapter, en cours d'année et dans les enveloppes votées, les différents programmes de travaux en cours d'établissement ;

- **VALIDE** le programme de chaussées sur le réseau routier structurant pour un budget de 3,3 M€ au titre de l'année 2024 et dont le détail est joint en annexe de la présente délibération ;

- **VALIDE** le programme de grosses réparations de chaussées sur le réseau routier secondaire pour un budget de 2,3 M€ au titre de l'année 2024 et dont le détail est joint en annexe de la présente délibération.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME TRAVAUX D'INVESTISSEMENT 2024

ORGANISATION TERRITORIALE		CARACTERISTIQUES CHANTIER				ESTIMATION
	Antenne	RD	Opération	Surface m²	Longueur m	Montant TTC
RESEAU STRUCTURANT						
TRANCHE FERME						
Travaux Entreprise						
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	Giratoire de Naucelles a l'aménagement de la traverse	3 800	170	100 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	Aménagement traverse de Naucelles au panneau d'agglomeration	1 200	150	30 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0990	Pont d'Embarre Carlat	15 500	1 960	180 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	Affaissement sur passage supérieur de la RD 52	1 100	130	40 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	Jussac Apcher	16 550	2 145	290 000,00 €
Aurillac	Maur	15 D0920	Giratoire de Lafeuillade en vèzie	3 100	210	80 000,00 €
Aurillac	Maur	15 D0920	Côte de Senilhes Giratoire d'Emplainadiou	9 300	1 220	180 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	Carrefour RD 105 Sortie Mauriac Direction Ydes	6 000	791	110 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	TAG La Dinotte 1	4 200	400	80 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	Giratoire entrée de Ydes	2 500	230	52 000,00 €
Mauriac	Riom	15 D0003	BB 2023 carrefour RD 415	22 300	2 736	300 000,00 €
Mauriac	Riom	15 D00678	Traverse de Condat Suite	7 450	1005	96 000,00 €
Saint-Flour	Murat	15 D0003	L'Héritier giratoire de Super Murat	6 800	570	95 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	Giratoire échangeur Sud A75 RD 250	3 400	110	56 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	Giratoire de Rozier Coren	2 800	200	52 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	Traverse de Saint Georges	5 000	660	80 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0990	Tagenac RD 890	45 900	6 075	540 000,00 €
SOUS TOTAL TRAVAUX ENTREPRISE						2 361 000,00 €
Travaux régie						
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	Haut de la côte de garabit au Carrefour de la RD 48	41 540	5 295	74 000,00 €
Mauriac	Riom Es Montagnes	15 D0003	Montée de Pierrebessè	20 000	2 720	36 000,00 €
SOUS TOTAL TRAVAUX REGIE						74 000,00 €
Frais divers						
			Part révision travaux entreprise chantiers 2023			130 000,00 €
siege			Part révision travaux entreprise chantiers 2024			660 000,00 €
siege	-	-	Contrôle extérieur - Auscultation	-	-	27 000,00 €
siege			Commande carottage Nextroad			15 000,00 €
siege	-	-	Glissière mise à niveau	-	-	15 000,00 €
siege	-	-	Peinture RS Parc	-	-	18 000,00 €
SOUS TOTAL FRAIS DIVERS						865 000,00 €
						3 300 000,00 €

TRANCHE OPTIONNELLE						
Aurillac	Maur	15 D0920	Sortie de Lafeuillade TAG Prunet	25 000	2 675	400 000,00 €
Aurillac	Maur	15 D0920	Traverse de Montsalvy carrefour RD 19 EB10 Montsalvy	7 200	790	155 000,00 €
Aurillac	Maur	15 D0990	Traverse de Vézac	8 200	1030	175 000,00 €
Aurillac	Maur	15 D0663	Purge tour de la fontaine	550	25	20 000,00 €
Aurillac	Maur	15 D0663	Passage à niveau au carrefour de la RD 245 au carrefour Ex RD 863	2 200	350	60 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0990	La Gane Pont d'Embarre	15 500	1 930	180 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0120	Sortie de Saint Paul Des Landes / Chantier 2022	2 850	370	60 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0120	Traverse de Montvert	4 300	605	105 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	Giratoire de Jussac sortie d'agglom.	4 300	565	95 000,00 €
Aurillac	Laroquebrou	15 D0922	Descente de Saint Cernin	18 000	2 000	300 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0680	La Grille Ally	11 000	1 685	180 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	TAG La Dinotte 2 Mauriac	21 300	2 430	280 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	Traverse de Mauriac Zone Artisanale	11 100	1 230	190 000,00 €
Mauriac	Mauriac	15 D0922	Giratoire de la Baraquette	2 500	130	50 000,00 €
Mauriac	Riom	15 D0003	Carrefour RD 415 RMCL à Salsignac	13 750	1 964	185 000,00 €
Mauriac	Riom Es Montagnes	15 D0678	Limite Puy de Dôme au pont blanc Chanterelle	23 000	3 190	264 000,00 €
Mauriac	Riom Es Montagnes	15 D0922	Virages montée de Granges	585	5 100	90 000,00 €
Saint-Flour	Murat	15 D0926	Côte de Pignoux Meymargues	13 200	1 690	177 000,00 €
Saint-Flour	Murat	15 D0003	La Gazelle / La Carrière	20 500	2630	285 000,00 €
Saint-Flour	Murat	15 D0003	La Carrière Carrefour RD 23 Dienne	24 500	2 500	332 000,00 €
Saint-Flour	Murat	15 D0067	Station du Lioran Attention TDF 2024	20 000	2 500	300 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0621	Avenue du Docteur Mallet giratoire RD 721 au giratoire RD 679	3 400	420	55 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	Descente de Garabit	17 500	2 030	160 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0990	Carrefour RD 890 au carrefour de la RD 921	12 600	1 700	150 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	Avenue de la République ville basse Saint-Flour	5 300	720	65 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0909	Pont SNCF giratoire de la Liberté	2 800	330	37 000,00 €
Saint-Flour	Saint-Flour	15 D0921	Côte des Ternes	15 300	1 450	199 500,00 €
SOUS TOTAL TRANCHE OPTIONNELLE						3 950 000,00 €

Programme GRC 2024			
RD	PR	Opération	Estimation
Tranche Ferme			
4	16+015 à 17+147	VC de Niolat à GRC 2023	80 000,00 €
4	17+596 à 18+368	VC les Costes à GRC 2023	50 000,00 €
32	21+000 à 22+470	Traverse de St-MAMET	120 000,00 €
39	26+300 à 27+000	MURAT - Ezoldebeau	70 000,00 €
40	37+980 à 40+282	Pont d'ALLEUZE au terrain de foot	100 000,00 €
40	40+282 à 42+109	Terrain de foot d'ALLEUZE à RD 48	90 000,00 €
60	12+450 à 15+650	RD 35 - Le Soliage	180 000,00 €
122	3+000 à 5+300	MAURIAC - ANGLARDS de SALERS	220 000,00 €
308	0+000 à 1+600	RD 8 - RD 108	60 000,00 €
359	0+000 à 2+377	Salilhès	60 000,00 €
436	3+091 à 7+700	SEGUR - SAINT-SATURNIN	160 000,00 €
617	32+300 à 33+100	ROANNES St-MARY	170 000,00 €
679	23+400 à 26+850	Les Essarts - CONDAT	240 000,00 €
680	49+600 à 49+700	Epingle Puy Mary	10 000,00 €
759	0+000 à 1+350	THIEZAC	40 000,00 €
		Révisions	550 000,00 €
		Divers (laboratoire, amiante, HAP, préparation régie,...)	100 000,00 €
Total			2 300 000,00 €
Tranche Optionnelle			
8	2+931 à 8+140	D57 Limite CRD	350 000,00 €
9	17+000 à 18+290	VEZE	50 000,00 €
20	27+382 à 27+702	Traverse de St-MAMET	30 000,00 €
22	16+665 à 18+600	Glinoux	60 000,00 €
22	37+350 à 38+100	Cheyssac	100 000,00 €
22/49	43+200 à 43+690	Traverse de CHAMPS/TARENTEINE	100 000,00 €
43	36+7000 à 39+000	Carrefour de la Bitarelle	70 000,00 €
46	0+200 2+820	JUSSAC - Le Couderc	180 000,00 €
46	0+015 à 0+175	Traverse de JUSSAC	30 000,00 €
46	5+840 à 8+475	Aubespèyre - Aubin	80 000,00 €
51	8+750 à 10+500	Bramarie	10 000,00 €
54	22+305 à 25+788	MALBO - RD57	280 000,00 €
57	4+100 à 5+600		60 000,00 €
58	19+415 à 20+491	Carbonat - Roquetorte	80 000,00 €
61	14+080 à 16+670	Descente de Vabre	150 000,00 €
103	0+000 à 3+100	Cd19 - RD 22	110 000,00 €
122	2+000 à 3+000	MAURIAC - ANGLARDS de SALERS	130 000,00 €
144	1+000 à 3+500	Lusclade - FERRIERES St-MARY	110 000,00 €
145	0+000 à 0+184	RD 45 - Le Bex	40 000,00 €
145	1+100 à 1+600	Ex RN 122 - Les Bessades	40 000,00 €
219	4+000 à 5+650	LEYNHAC	70 000,00 €
320	0+000 à 0+580	Traverse d'ARPAJON	110 000,00 €
341	5+297 à 6+961	Garrigou	80 000,00 €
358	5+030 à 6+290	Course du Mouton VC de Pailhès	70 000,00 €
423	0+000 à 0+650		30 000,00 €
453	0 à 1+600	Sortie d'AURILLAC	120 000,00 €
453	1+600 à 3+160	Route impériale	140 000,00 €
622	12+280 à 14+500	Marchal - Pont du Moulin des Anes	130 000,00 €
622	0+000 à 0+230	MONTBOUDIF	30 000,00 €
678	51+740 à 53+460	Montbrun	90 000,00 €
679	2+990 à 3+450	Traverse de CHAMPS	60 000,00 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-6

**Convention pour l'exécution du Service Hivernal sur les routes départementales -
Commune de Le Vaulmier**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 15CD04-02 du Conseil départemental du 18 septembre 2015 adoptant le Règlement de la voirie départementale ;

- **APPROUVE** la convention avec la Commune de Le Vaulmier pour l'exécution du service hivernal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION POUR L'EXECUTION DU SERVICE HIVERNAL SUR LES ROUTES DEPARTEMENTALES

Entre

Personne Publique : **Département du CANTAL**

Représentée par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental

Pôle des Mobilités
Hôtel du département
28, Avenue GAMBETTA
15 000 AURILLAC

Et

La Commune de LE VAULMIER

Le bourg
15380 LE VAULMIER

Représentée par Monsieur FOURNIER Christian, Maire

Il a été convenu et arrêté ce qui suit,

1. OBJET DE LA CONVENTION :

Les stipulations de la présente convention concernent le déneigement de routes départementales (R.D.) du canton de RIOM-ES-MONTAGNES sur la Commune de LE VAULMIER. La présente convention autorise les équipes de la commune à intervenir en déneigement sur le réseau départemental.

A) CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Il s'agit de déneiger les routes départementales à l'aide d'un pousseur et d'un outil de raclage lors de la **première ouverture**. En journée, sauf indication contraire du maître d'œuvre, le déneigement de la route départementale est effectué par le centre routier de SALERS.

B) NATURE DES PRESTATIONS

La Commune assure la prestation de déneigement qui comprend notamment la mise à disposition du véhicule et des outils de déneigement, les carburants, le personnel de conduite, les moyens de communication, les assurances et tous les consommables nécessaires.

La prestation de déneigement sera effectuée sur le circuit prédéfini représenté sur la carte jointe en annexe.

A titre exceptionnel, une intervention pourra être commandée en renfort sur une autre partie du réseau départemental, dans ce cas la prestation sera rémunérée conformément au prix indiqué à l'article 7.B ci après.

Aucune opération de salage ou de gravillonnage des voies n'est demandée à la Commune.

2. LES INTERVENANTS :

A) LA PERSONNE PUBLIQUE :

La convention sera exécutée sous l'autorité du Chef d'Antenne de MAURIAC.

Il assurera la vérification des conditions générales d'organisation et de coordination mises en place entre le titulaire et le centre routier de SALERS qui est chargée du déclenchement et de la conduite des interventions.

L'Antenne de MAURIAC communiquera à la Commune de LE VAULMIER les coordonnées du patrouilleur.

B) LA COMMUNE :

Préalablement au démarrage de la campagne, la Commune de LE VAULMIER portera à la connaissance de l'Antenne de MAURIAC les coordonnées du responsable général de la mission objet de la convention.

L'organisation mise en place par la Commune de LE VAULMIER devra tenir compte des contraintes découlant de la législation du travail, notamment celles relatives à la durée des temps de conduite et de repos des chauffeurs.

3. MATÉRIEL MIS À DISPOSITION PAR L'ENTREPRENEUR :

A) DESCRIPTION :

1) CONFORMITÉ

Le matériel utilisé par la Commune de LE VAULMIER doit être conforme à la réglementation en vigueur et en particulier :

- au code de la Route,
- à la norme NF P 98-795 relative à la signalisation, balisage et éclairage des unités d'intervention du service hivernal,
- au décret 96-1001 relatif aux engins de service hivernal et modifiant le Code de la Route,
- à l'arrêté du 18/11/96 relatif aux poids, dimensions et signalisation des engins de service hivernal.

2) LE MATERIEL D'INTERVENTION ET LES EQUIPEMENTS

Le matériel mis à disposition par la Commune de LE VAULMIER est le suivant :

- Tracteur équipé d'une étrave + lame d'usure

La commune devra tenir compte des surcharges occasionnées par le matériel équipant le porteur, et de l'obligation de satisfaire aux conditions de R.T.I. exigibles pour les engins qui interviendront en viabilité hivernale.

B) PANNES OU DÉFAILLANCE DU MATÉRIEL :

En cas de défectuosité, de panne ou d'incident, la Commune de LE VAULMIER en informera au plus tôt le Responsable d'Interventions.

C) DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION :

La période dite « période hivernale » commence le 15 novembre (inclus) et se termine le 15 mars (inclus) de l'année suivante. Sa durée équivaut à 4 mois entier. Durant cette période, la Commune de LE VAULMIER se tient à la disposition du Responsable d'Interventions pour assurer les prestations de déneigement qui font l'objet de la présente convention.

4. PERSONNELS :

Les personnels constituant les équipages des unités de traitement seront mis à disposition par la Commune de LE VAULMIER.

Chaque équipage comprendra un chauffeur et éventuellement, sur l'initiative du titulaire, un accompagnateur.

5. INTERVENTIONS :

A) CIRCUIT D'INTERVENTION :

Le circuit d'intervention est celui indiqué sur la carte annexée. Il s'agit de la route départementale RD 12 du PR 36+980 (VC de Clavière) au PR 43+550 (Besse) soit 6 560 ml.

B) PERMANENCE DE LA COMMUNE ET CONDITIONS D'EXECUTION :

- En situation courante, la commune intervient pour la première ouverture.
- Le maître d'œuvre, en dérogation à l'alinéa précédent, peut demander expressément une nouvelle intervention.
- Aussi, l'équipage doit pouvoir être joint à tout moment par téléphone, pendant et en dehors des horaires et des jours normaux de travail, par le Responsable d'Interventions.
- Le chauffeur doit être prêt à intervenir sur simple appel téléphonique.
- Les équipes de la Commune de LE VAULMIER interviendront sous la direction technique du Patrouilleur de SALERS.
- Les prestations à réaliser sont susceptibles d'intervenir n'importe quel jour, y compris samedis, dimanches et jours fériés, et à n'importe quelle heure.

N° Téléphone de la Mairie de LE VAULMIER : 04.71.69.52.13

N° Téléphone de M. FOURNIER Christian, Maire : 06.77.25.97.67

N° Téléphone du Chauffeur placé en astreinte : 06.70.69.64.41

N° Téléphone Centre routier départemental de SALERS : 04.71.40.74.06

C) MODALITES D'ALERTE :

En règle générale, l'alerte est donnée par le Patrouilleur de SALERS qui demandera par téléphone au responsable désigné par la Commune de LE VAULMIER de procéder aux opérations de déneigement et de traitement.

Si le responsable désigné par la Commune de LE VAULMIER constate qu'une chute de neige est en cours, (ou qu'elle a eu lieu) alors qu'il n'a reçu aucune indication du Patrouilleur, et qu'elle va nécessiter une première ouverture, il pourra procéder à une intervention. Il devra systématiquement en informer ce dernier dès que possible.

A l'inverse, aucune autre intervention en plus de la première ouverture ne pourra être effectuée sans la validation expresse du patrouilleur. Si tel est le cas, elle ne sera pas rémunérée.

Dans tous les cas, lorsque les modalités d'intervention ont été fixées par le Patrouilleur de SALERS, elles seront scrupuleusement respectées par l'intervenant.

D) INFORMATION ET COMMUNICATION PENDANT LES INTERVENTIONS

Le chauffeur sera muni de moyens de communication téléphonique pour rester joignable par le Patrouilleur du SALERS.

Il devra en outre répondre à chaque demande du Responsable d'Interventions qui lui demandera sa position ou son avancement et l'état des chaussées ou du trafic sur le circuit.

E) INTERVENTIONS COMPLEMENTAIRES DE L'AGENCE

Le Département du Cantal, CRD de SALERS, intervient sur le circuit en complément des prestations confiées à la Commune de LE VAULMIER pour poursuivre le déneigement après la première ouverture ou pour l'exécution de sablage ou gravillonnage.

En cas d'impossibilité, il pourra être fait appel au service de la Commune dans les conditions définies plus haut (1-A, 5-C).

6. ASSURANCE :

La Commune de LE VAULMIER est tenue de contracter une police d'assurance pour garantir la responsabilité des accidents ou incidents pouvant impliquer l'engin et son chauffeur ainsi que les usagers et leurs véhicules.

7. REMUNERATION :

A) FORFAIT CIRCUIT :

Chaque intervention sera rémunérée au prix forfaitaire de **166,00 € HT** pour la saison hivernale 2023-2024.

Cette rémunération couvre toutes les dépenses de personnel, d'assurances, de carburant, d'entretien, de réparation et d'amortissement du matériel.

B) PRIX HORAIRE CHASSE-NEIGE :

Il est fixé à **88,00 € HT** pour la saison hivernale 2023-24.

La Commune établira un récapitulatif mensuel des interventions effectuées et en adressera un exemplaire à l'antenne de MAURIAC / CRD de SALERS pour vérification. Sur la base de ce constat mensuel, la commune établira une facture à la fin de la saison hivernale.

8. REVISION :

La révision des prix s'effectuera au 1^{er} octobre de chaque année par l'application aux prix énoncés ci-dessus d'un coefficient C donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + \frac{0,85 \times \text{TRTP}(1)}{\text{TRTP}(0)}$$

C'est le coefficient de révision

TRTP : transport routier dans les marchés publics.

L'index (1) est le dernier indice connu à la date d'application du prix.

L'index (0) est l'indice du mois de novembre 2023.

9. VALIDITE - RESILIATION :

La présente convention est conclue pour la saison hivernale 2023-2024.

Elle sera tacitement reconduite chaque année.

Sa résiliation pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, formulée au plus tard avant le 30 septembre de chaque année.

**Lu et approuvé,
Aurillac, le**

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

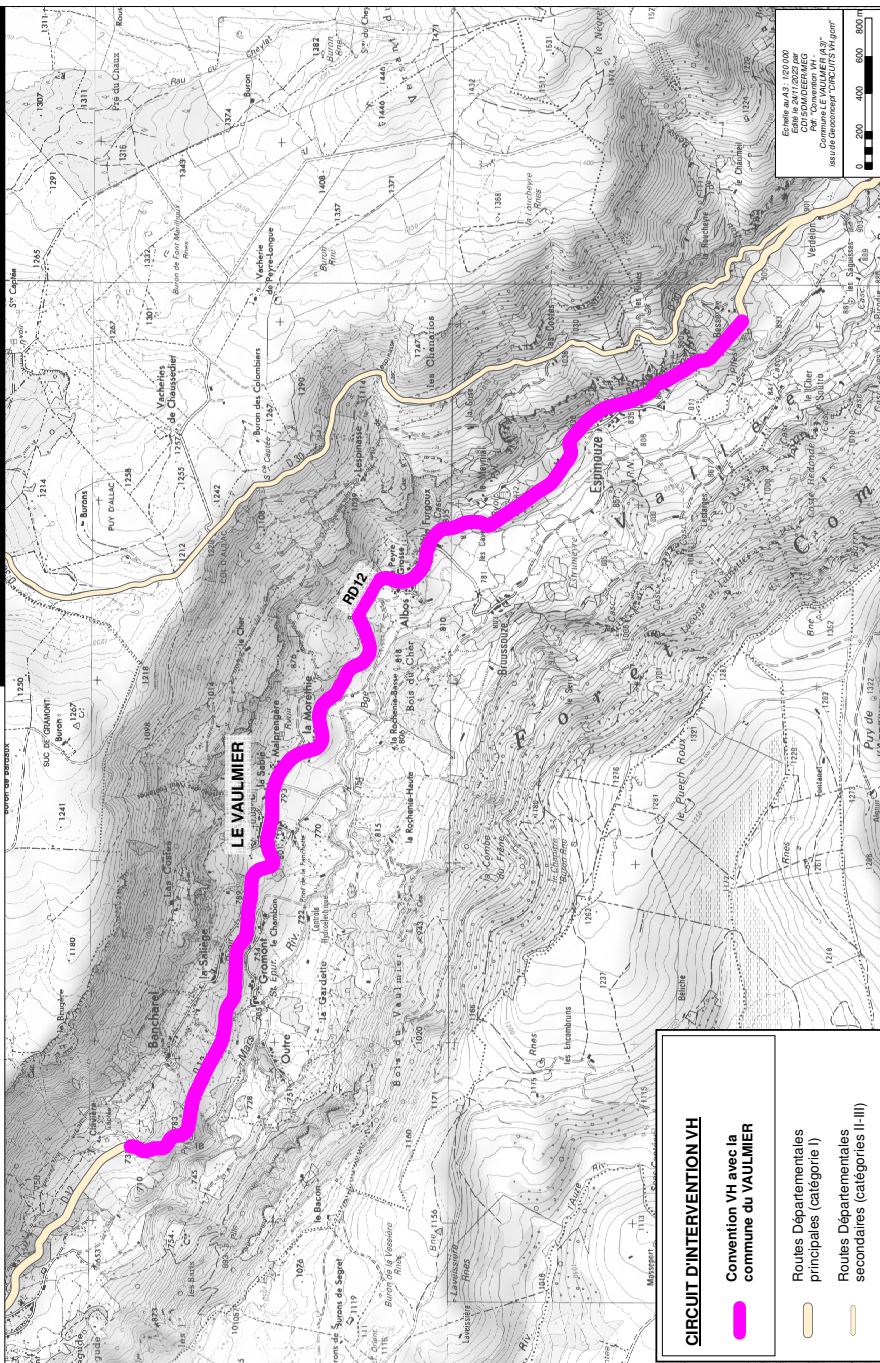
**Lu et approuvé,
Le Vaulmier, le**

Le Maire de LE VAULMIER

Christian FOURNIER

Exécution du service hivernal des routes départementales

CONVENTION avec la commune du VAULMIER



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-7

Convention relative à la gestion, la surveillance, l'entretien et la réparation du pont de Sedeyrac (RD922) entre la Commune de Naucelles et le Département du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération de la Commune de Naucelles du 23 novembre 2023 approuvant la convention ;

- **APPROUVE** la convention de gestion, d'entretien et de réparation du Pont de Sedeyrac entre le Département du Cantal et la Commune de Naucelles dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



COMMUNE DE NAUCELLES



CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DU CANTAL
POLE ROUTES DEPARTEMENTALES ET
INFRASTRUCTURES

CONVENTION

RELATIVE A LA GESTION, LA SURVEILLANCE,
L'ENTRETIEN ET LA REPARATION DU PONT DE SEDEYRAC

ENTRE,

LA COMMUNE DE NAUCELLES, Place des Anciens Combattants NAUCELLES (15 250),
représentée par Monsieur Christian POULHES, Maire de la commune, autorisé par délibération du
Conseil Municipal en date du

Désignée ci-après par "la Commune",

D'une part,

ET

Le DEPARTEMENT DU CANTAL, 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par
Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental autorisé par une délibération de la
Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal en date du

Désigné ci-après par "le Département du Cantal",

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Le Département du Cantal a réalisé en 2008 une nouvelle route départementale dite « Déviation des Quatre Chemins » qui recoupe la voie communale de Sedeyrac. Afin de rétablir la voie de circulation, le Département du Cantal a construit un pont en béton précontraint dit « Passage Supérieur de la voie communale de Sedeyrac ».

Cette convention traite des modalités de gestion de cet ouvrage.

Il convient que la répartition des missions entre les deux collectivités soient clairement formalisés.

ARTICLE I : Objet de la Convention

La présente convention précise les obligations particulières de chaque signataire en ce qui concerne la gestion administrative et la surveillance de l'ouvrage d'une part, l'exécution et le financement des travaux d'entretien et de réparation d'autre part.

Les opérations de modernisation ou visant à une amélioration de capacité de l'ouvrage ou de sa géométrie, ne font pas partie de l'objet de la présente convention.

ARTICLE II : Caractéristiques de l'ouvrage

Nom de l'ouvrage	Voie portée	Voie franchie	Caractéristiques
Pont de Sedeyrac	Voie communale de Sedeyrac	RD 922 PR 0+290	Ouvrage en béton avec dalle en béton armé et poutres latérales en béton précontraint

ARTICLE III : Dispositions relatives à la gestion, la surveillance, l'entretien et la réparation de l'ouvrage

1) Gestion administrative

La gestion administrative comprend :

- La composition et l'établissement du dossier d'ouvrage ;
- La gestion proprement dite du dossier d'ouvrage, notamment l'archivage et la mise à jour ;
- L'instruction des affaires administratives afférentes à l'ouvrage (transports exceptionnels, limitation de charge, réglementation de la circulation, concessionnaires, etc...) ;
- Les procédures afférentes au recouvrement des dégâts au domaine public avec tiers identifiés.

2) Surveillance

La surveillance de l'ouvrage d'art est l'ensemble des contrôles et des examens permettant de suivre son état afin de réaliser en temps utiles les opérations d'entretien et, le cas échéant, de déclencher les mesures de sécurité nécessaires. Elle est composée de la surveillance continue et des actions de surveillance et d'évaluation périodiques.

3) Entretien

L'entretien consiste à intervenir, soit systématiquement, soit sur la base d'une dégradation prévisible ou amorcée sur tout ou partie d'un ouvrage avant que celui-ci ne soit altéré.

3.a) Entretien courant

L'entretien courant comprend les actions d'entretien ne nécessitant pas de haute technicité :

- Le nettoyage des dispositifs d'écoulement des eaux ;
- Le nettoyage de la chaussée, des joints, des trottoirs, etc ;
- L'élimination de toute végétation nuisible sur l'ensemble de l'ouvrage et ses abords ;

- L'entretien et le maintien en état des dispositifs de retenue, équipements de sécurité, signalisations horizontale et verticale ;
- L'entretien courant de la chaussée (PATA, etc) ;

3.b) Entretien spécialisé

L'entretien spécialisé porte pour l'essentiel sur les équipements et les éléments de protection, et également sur les défauts mineurs de la structure qui ne remettent pas en cause la capacité portante de l'ouvrage. Il diffère de l'entretien courant par les moyens particuliers et les techniques spéciales qu'il met en œuvre.

Il regroupe les études et les travaux et comprend :

- La remise en peinture des dispositifs de retenue ou leur remplacement ;
- La réfection des couches d'étanchéité et de roulement ;
- Le remplacement des joints de chaussée et de trottoirs ;
- Le remplacement des appareils d'appuis ;
- La protection des armatures apparentes ;
- Le ragréage des bétons.

4) Réparation

La réparation consiste à remettre partiellement ou totalement un ouvrage dans son état de service initial. Elle regroupe les études et les travaux correspondants.

ARTICLE IV : Missions confiées aux collectivités

IV - 1 : Missions du Département du Cantal

Le Département du Cantal assurera les missions suivantes définies à l'article III soit :

- Gestion administrative,
- Surveillance,
- Entretien courant
 - o L'entretien courant de la chaussée (PATA, etc) ;
 - o L'élimination de toute végétation nuisible sur l'intrados de l'ouvrage et ses abords,
 - o L'entretien et le maintien en état des dispositifs de retenue sur l'ouvrage, équipements de sécurité, signalisations horizontale et verticale ;
- Entretien spécialisé,
- Réparation.

Il assumera ainsi la maîtrise d'ouvrage pour les missions correspondantes.

IV - 2 : Missions de la commune de Naucelles

La commune de Naucelles assurera les missions suivantes définies à l'article III soit :

- Le nettoyage des dispositifs d'écoulement des eaux de la voie communale ;
- Le nettoyage de la chaussée, des joints, des trottoirs, etc ;
- L'élimination de toute végétation nuisible sur la voie, les trottoirs de l'ouvrage et ses abords ;
- L'entretien et le maintien en état des dispositifs d'assainissement pluvial (fossés, avaloirs, ...), sur et hors ouvrage ;
- L'entretien et le maintien en état des dispositifs de retenue, équipements de sécurité hors ouvrage, signalisations horizontale et verticale ;

Elle assumera ainsi la maîtrise d'ouvrage pour les missions correspondantes.

IV - 3 : Précisions

Il est précisé que les attributions pour les missions sont les suivantes :

- Consultation des entreprises ;
- Préparation du choix des maîtres d'œuvre, signature et gestion des contrats de maîtrise d'œuvre après accord de choix des entrepreneurs par le maître d'ouvrage ;
- Préparation du choix des entrepreneurs, signature et gestion des contrats de travaux après accord de choix des entrepreneurs par le maître d'ouvrage ;
- Gestion et paiement des marchés de travaux ;
- Gestion financière, comptable, administrative et technique de l'opération ;
- La gestion de la TVA ;
- Coordination de sécurité ;
- Réception des ouvrages ;
- Eventuelle mise en œuvre de la garantie.

Et l'accomplissement de tous les actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

IV - 4 : Répartition des dépenses

Les collectivités assumeront l'ensemble des dépenses concernant les missions qui leurs sont confiées.

ARTICLE V : Annexes à la présente convention

Le plan de situation du pont est annexé à la présente convention.

ARTICLE VI : Date d'effet et durée de la Convention

La présente convention prend effet à 0 heure le lendemain de la signature par les deux parties.

Sauf dénonciation par l'un des deux signataires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avant le 1^{er} juillet de l'année en cours, la présente convention est renouvelée annuellement.

ARTICLE VII : Règlement des litiges

Tout litige dans l'application de la présente convention, qui ne pourra pas être résolue par voie amiable, relèvera du Tribunal Administratif d'Aurillac.

Fait en deux exemplaires, le

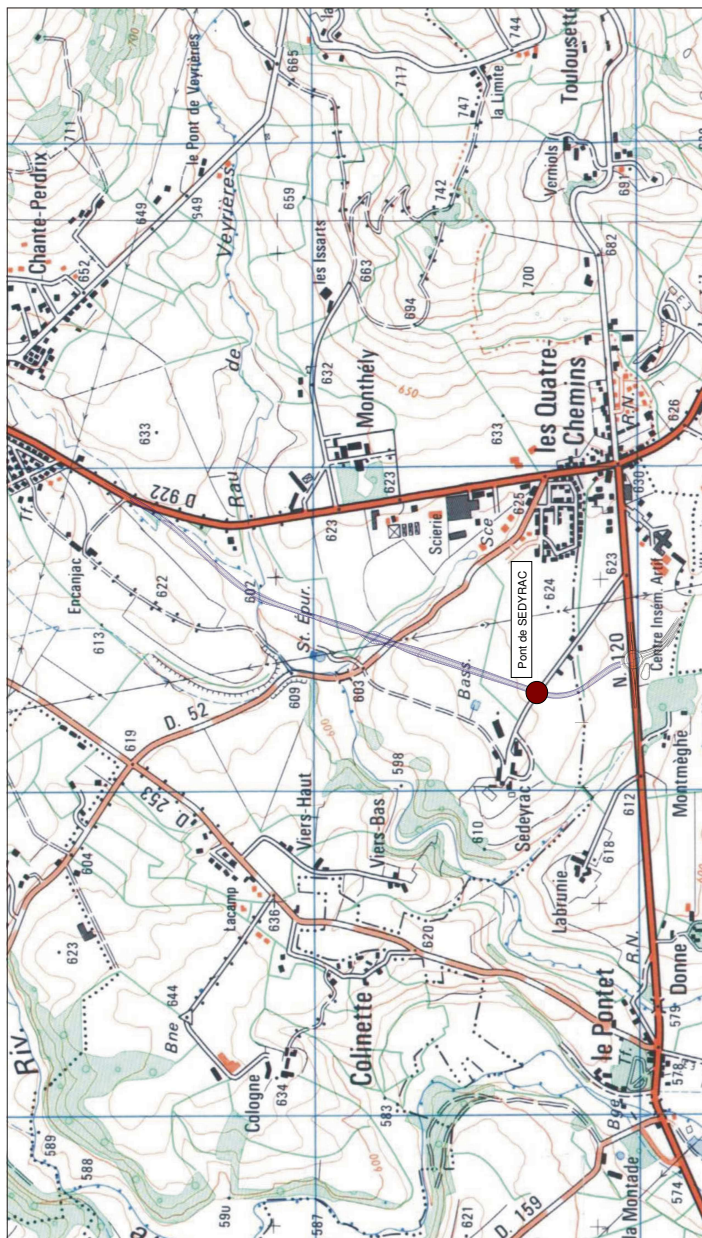
Pour la Commune de Naucelles
Le Maire
Naucelles, le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental
Aurillac, le

Christian POULHES

Bruno FAURE

RD 922 - DEVIATION DES QUATRE CHEMINS



PLAN DE SITUATION DU PONT DE SEDEYRAC

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-8

Convention relative à la gestion, la surveillance, l'entretien et la réparation du pont sur la RD 52 (RD 922) et l'escalier sur la culée C1 entre la Commune de Naucelles et le Département du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la délibération de la Commune de Naucelles du 28 novembre 2023 approuvant la convention ;

- **APPROUVE** la convention de gestion, d'entretien et de réparation du Pont sur la RD 52 entre le Département du Cantal et la Commune de Naucelles dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



COMMUNE DE NAUCELLES



CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DU CANTAL
POLE ROUTES DÉPARTEMENTALES ET
INFRASTRUCTURES

CONVENTION

RELATIVE A LA GESTION, LA SURVEILLANCE,
L'ENTRETIEN ET LA REPARATION DU PONT SUR LA RD52

ENTRE,

LA COMMUNE DE NAUCELLES, Place des Anciens Combattants NAUCELLES (15 250),
représentée par Monsieur Christian POULHES, Maire de la commune, autorisé par une délibération
du Conseil Municipal en date du

Désignée ci-après par "la Commune",

D'une part,

ET

Le DEPARTEMENT DU CANTAL, 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC Cedex, représenté par
Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental autorisé par une délibération de la
Commission Permanente du Conseil Départemental du Cantal en date du

Désigné ci-après par "le Département du Cantal",

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Le Département du Cantal a réalisé en 2008 une nouvelle route départementale dite « Déviation des Quatre Chemins ». Afin de croiser la Route Départementale n°52, le Département du Cantal a construit un pont en béton armé de type PIPO dit « Pont sur la RD52 ».

Par la suite, la Commune a construit un escalier le long de la culée C1 de l'ouvrage.
Cette convention traite des modalités de gestion de l'ouvrage d'art et de cet escalier.

Il convient que la répartition des missions entre les deux collectivités soient clairement formalisés.

ARTICLE I : Objet de la Convention

La présente convention précise les obligations particulières de chaque signataire en ce qui concerne la gestion administrative et la surveillance de l'ouvrage d'une part, l'exécution et le financement des travaux d'entretien et de réparation d'autre part.

Les opérations de modernisation ou visant à une amélioration de la capacité de l'ouvrage ou de sa géométrie, ne font pas partie de l'objet de la présente convention.

ARTICLE II : Caractéristiques de l'ouvrage

Nom de l'ouvrage	Voie portée	Voie franchie	Caractéristiques
Pont sur la RD 52	RD 922 PR 0+770	RD 52	Ouvrage en béton armé type PIPO

ARTICLE III : Missions confiées aux collectivités

III - 1 : Missions du Département du Cantal sur le Pont sur la RD 52

1) Gestion administrative

La gestion administrative comprend :

- La composition et l'établissement du dossier d'ouvrage ;
- La gestion proprement dite du dossier d'ouvrage, notamment l'archivage et la mise à jour ;
- L'instruction des affaires administratives afférentes à l'ouvrage (transports exceptionnels, limitation de charge, réglementation de la circulation, concessionnaires, etc...) ;
- Les procédures afférentes au recouvrement des dégâts au domaine public avec tiers identifiés.

2) Surveillance

La surveillance de l'ouvrage d'art est l'ensemble des contrôles et des examens permettant de suivre son état afin de réaliser en temps utiles les opérations d'entretien et, le cas échéant, de déclencher les mesures de sécurité nécessaires. Elle est composée de la surveillance continue et des actions de surveillance et d'évaluation périodiques.

3) Entretien

L'entretien consiste à intervenir, soit systématiquement, soit sur la base d'une dégradation prévisible ou amorcée sur tout ou partie d'un ouvrage avant que celui-ci ne soit altéré.

3.a) Entretien courant

L'entretien courant comprend les actions d'entretien ne nécessitant pas de haute technicité :

- Le nettoyage des dispositifs d'écoulement des eaux ;
- Le nettoyage de la chaussée, des joints, des trottoirs, etc ;
- L'élimination de toute végétation nuisible sur l'ensemble de l'ouvrage et ses abords ;
- L'entretien et le maintien en état des dispositifs de retenue, équipements de sécurité, signalisations horizontale et verticale ;
- L'entretien courant de la chaussée (PATA, etc) ;

3.b) Entretien spécialisé

L'entretien spécialisé porte pour l'essentiel sur les équipements et les éléments de protection, et également sur les défauts mineurs de la structure qui ne remettent pas en cause la capacité portante de l'ouvrage. Il diffère de l'entretien courant par les moyens particuliers et les techniques spéciales qu'il met en œuvre.

Il regroupe les études et les travaux et comprend :

- La remise en peinture des dispositifs de retenue ou leur remplacement ;
- La réfection des couches d'étanchéité et de roulement ;
- Le remplacement des joints de chaussée et de trottoirs ;
- Le remplacement des appareils d'appuis ;
- La protection des armatures apparentes ;
- Le ragréage des bétons.

4) Réparation

La réparation consiste à remettre partiellement ou totalement un ouvrage dans son état de service initial. Elle regroupe les études et les travaux correspondants.

III - 2 : Missions de la commune de Naucelles sur l'escalier

La commune de Naucelles assurera les missions suivantes définies à l'article III pour l'escalier soit :

- Gestion administrative,
- Surveillance,
- Entretien courant comprenant la dévégétalisation autour de l'ouvrage jusqu'à la culée C1 soit l'ensemble du quart de cône C1 – Côté droit
- Entretien spécialisé,
- Réparation.

Elle assumera ainsi la maîtrise d'ouvrage pour les missions correspondantes ainsi que les conséquences judiciaires civiles et pénales d'un accident découlant de l'utilisation de cet équipement.

III - 3 : Précisions

Il est précisé que les attributions pour les missions sont les suivantes :

- Consultation des entreprises ;
- Préparation du choix des maîtres d'œuvre, signature et gestion des contrats de maîtrise d'œuvre après accord de choix des entrepreneurs par le maître d'ouvrage ;
- Préparation du choix des entrepreneurs, signature et gestion des contrats de travaux après accord de choix des entrepreneurs par le maître d'ouvrage ;
- Gestion et paiement des marchés de travaux ;
- Gestion financière, comptable, administrative et technique de l'opération ;
- La gestion de la TVA ;
- Coordination de sécurité ;

- Réception des ouvrages ;
- Eventuelle mise en œuvre de la garantie.

Et l'accomplissement de tous les actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

III - 4 : Répartition des dépenses

Les collectivités assumeront l'ensemble des dépenses concernant les missions qui leurs sont confiées.

ARTICLE IV : Annexes à la présente convention

Le plan de situation du pont est annexé à la présente convention.

ARTICLE V : Date d'effet et durée de la Convention

La présente convention prend effet à 0 heure le lendemain de la signature par les deux parties.

Sauf dénonciation par l'un des deux signataires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avant le 1^{er} juillet de l'année en cours, la présente convention est renouvelée annuellement.

ARTICLE VI : Règlement des litiges

Tout litige dans l'application de la présente convention, qui ne pourra pas être résolue par voie amiable, relèvera du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Fait en deux exemplaires, le

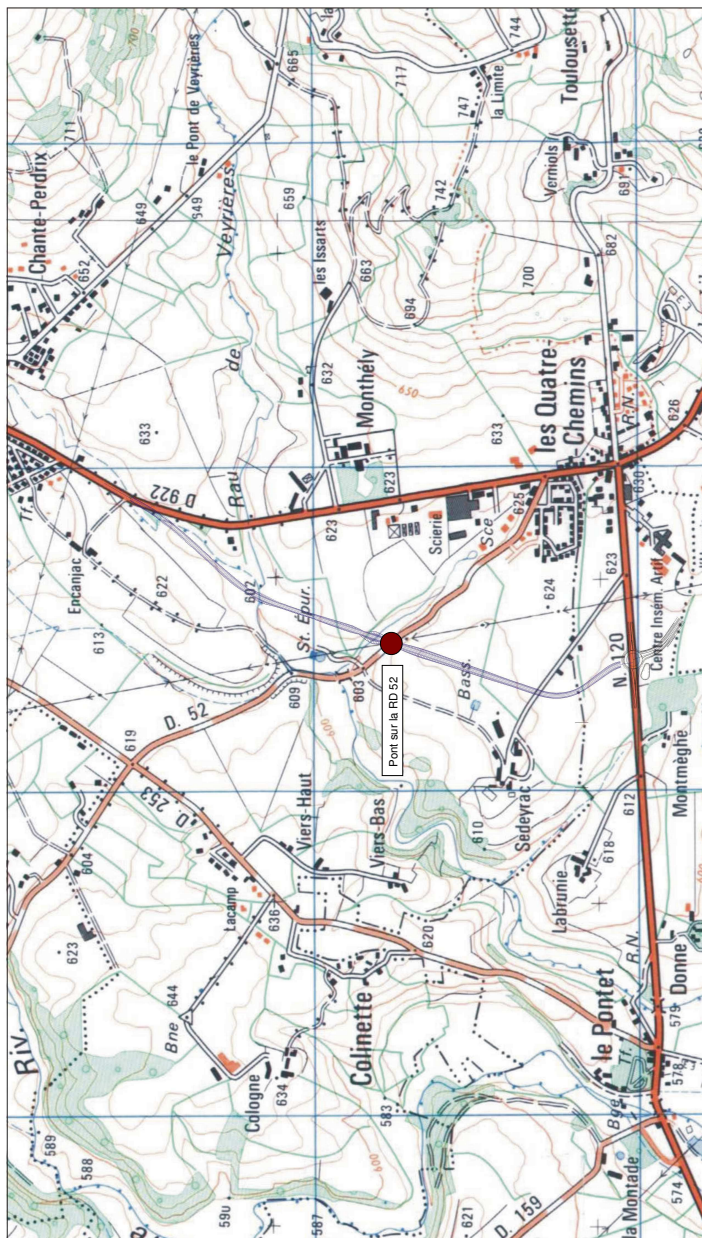
Pour la Commune de Naucelles
Le Maire
Naucelles, le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental
Aurillac, le

Christian POULHES

Bruno FAURE

RD 922 - DEVIATION DES QUATRE CHEMINS



PLAN DE SITUATION DU PONT SUR LA RD 52

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-9

Route départementale N°4 - Aménagement de la Place du 10 juin 1944 et de la rue du Mont Mouchet en traverse du bourg de RUYNES-EN-MARGERIDE

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n° 10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traverse d'agglomérations ;

Vu la délibération de la Commune de RUYNES-EN-MARGERIDE en date du 27 novembre 2023 faisant part de son intention d'aménager la Place du 10 juin 1944 et la rue du Mont Mouchet sur la RD4 et sollicitant la délégation de la maîtrise d'ouvrage ;

- **DECIDE** de prendre en considération les travaux d'aménagement de la RD 4, en traverse du bourg de RUYNES-EN-MARGERIDE, Commune de RUYNES-EN-MARGERIDE, pour un montant de participation estimé à 67 000 € TTC.

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec la Commune de RUYNES-EN-MARGERIDE, fixant les modalités techniques et administratives de réalisation des travaux dont le projet est joint en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DÉPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE A TITRE GRATUIT POUR L'AMÉNAGEMENT DE LA PLACE DU 10 JUIN 1944 ET DE LA RUE DU MONT MOUCHET EN TRAVERSE DU BOURG DE RUYNES-EN-MARGERIDE

COMMUNE DE RUYNES-EN-MARGERIDE

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 4

Entre :

Le Département du Cantal dont le siège est 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du 26 janvier 2024,

Et

La Commune de RUYNES-EN-MARGERIDE dont le siège est Le Bourg 15 320 RUYNES-EN-MARGERIDE, représentée par son Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 27 novembre 2023,

Vu le code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n° 10CG05-08 du Conseil Général du 16 décembre 2010 adoptant les nouvelles règles d'intervention du Département concernant l'aménagement des Routes Départementales en traverse d'agglomérations ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le Département donne délégation à la Commune de RUYNES-EN-MARGERIDE, qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la Place du 10 juin 1944 et de la Rue du Mont Mouchet sur la RD4, en traverse du bourg de RUYNES-EN-MARGERIDE.

Les principales caractéristiques de l'aménagement sont :

- Longueur : 160 ml
- Largeur : de 5,90 à 6,50 m
- Chaussée : 25 cm GNT 0/60 + 12 cm GNT 0/31⁵ + 7 cm Grave Bitume + 6 cm Béton Bitumineux (à la charge de la Commune)

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera exécuté,
2. Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
3. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
4. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
5. Réception de l'ouvrage

Et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 2 : Obligations de La Commune

La Commune s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage, déléguée gratuitement par le Département, des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment :

- De recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,
- De respecter le code du travail en matière de sécurité, de coordination et de protection de la santé,
- De respecter le code de la commande publique et les règles de la comptabilité en matière de dévolution et d'exécution des travaux,
- D'exercer les pouvoirs de police lui appartenant afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels intervenant sur le chantier.

Le Département ne pourra s'engager à participer à l'opération, pour les travaux ci-après, que sous réserve de son inscription au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération :

- Pose de caniveaux (financement sur la base de caniveaux béton).
- Réfection de la chaussée

Article 3 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc....) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du maître d'ouvrage déléguant le cas échéant.

Article 4 : Conditions financières

L'inscription de cette opération, au tableau de programmation pluriannuelle des investissements routiers en traverse d'agglomération, n'étant pas réalisée à ce jour, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à la charge du maître d'ouvrage délégué ; l'éventuel engagement du Département pour une participation financière, estimée à 67 000,00 € TTC est différé à un examen budgétaire ultérieur.

Ce montant est établi sur la base d'une estimation des prestations que le Département pourrait financer et qui sont mentionnées à l'article 2 de la présente convention.

Le versement du fond de concours, versé à la Commune par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités réelles mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Toutefois, si le quantitatif de ces prestations devait évoluer à la hausse du fait d'adaptations en cours de chantier, une validation du Département (Direction des mobilités) est un préalable à toute réalisation et prise en charge.

En cas de décision favorable, le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par le maître d'ouvrage délégué dans la limite de 80% du montant indiqué au présent article, le solde sera versé après la remise des ouvrages prévue à l'article 7 de la présente convention.

La Commune ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au maître d'ouvrage délégué, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental (notamment la portance de la chaussée avant mise en œuvre des couches de structures de chaussée). A ce titre, le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département (Direction des mobilités), représenté par le coordinateur territorial de SAINT-FLOUR, à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le maître d'ouvrage délégué et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par le coordinateur territorial de SAINT-FLOUR, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par le maître d'ouvrage délégué, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de réception et de remise au Département des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- L'entretien et les grosses réparations de la chaussée (hormis les parties pavées ou réalisées en matériaux non bitumineux),
- L'entretien et la mise en conformité des panneaux de signalisation directionnelle pour les mentions le concernant,
- L'entretien des supports classiques de signalisation directionnelle
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur

La Commune assurera l'entretien des dépendances :

- Les plantations afin qu'elles ne perturbent ni la circulation sur la RD 4 ni les visibilitées en carrefour et au niveau des sorties riveraines,
- Les mobiliers urbains autorisés selon le règlement de voirie départementale,
- Les zones de stationnements,
- Les grilles avaloirs,
- Les caniveaux, les trottoirs
- Les réseaux assainissement,
- Les îlots directionnels et séparateurs de voies
- La signalisation horizontale et de police conformément au Règlement de Voirie Départementale en vigueur
- La signalisation directionnelle pour les mentions la concernant,
- Les supports de signalisation directionnelle qui sont la conséquence d'un choix esthétique,
- L'éclairage public,
- Les autres équipements (gabions...).

Article 8 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de RUYNES-EN-MARGERIDE.

Article 9 : Règlement des litiges

Le Département autorise la commune, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

Le Maire de RUYNES-EN-MARGERIDE

Le Président du Conseil départemental,

François ODOUL

Bruno FAURE

CONSEIL MUNICIPAL
DE RUYNES EN MARGERIDE



Date de la convocation : 22 novembre 2023

Date d'affichage : 22 novembre 2023

Conseillers en exercice : 12

Présents : 11

Représentés : 1

Excusés ou absent(s) : 0

Votants : 12

Pour : 12

Contre : 0

Abstentions : 0

SEANCE DU 27 novembre 2023

DELIBERATION DE 2023_86

L'an deux mille vingt-trois et le vingt-sept novembre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle du Conseil sous la présidence de Monsieur François ODOUL, Maire.

Présents : François ODOUL, Marc MAGENTIES, Suzanne LEVET, Michel ALBARET, Philippe JUILLARD, Samuel ROCHE, Jean-Philippe JOUVE, Mylène FASQUEL, Adrien COSTANTINI, Aurélie JULIEN, Colette BONY

Représentation(s) : Gérard DELPY par François ODOUL

Excusé(s) :

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Madame Aurélie JULIEN

Le Maire certifie :

- qu'un extrait de la présente délibération a été affiché en mairie le 04 décembre 2023.

- exacte et rendue exécutoire cette délibération après transmission en Sous-Préfecture le 04 décembre 2023.

Tout recours contentieux à l'encontre de la présente délibération doit être déposé, dans un délai de deux mois à compter de sa date d'affichage en mairie auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Objet : Opération Coeur de Village (5ème tranche) - Aménagement de la Place du 10 juin 1944 et de la rue du Mont Mouchet - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Département et prise en charge financière des travaux sur la RD 4

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que l'aménagement de la Place du 10 juin 1944 et de la rue du Mont Mouchet relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage : la commune et le Département du Cantal pour la réfection de la chaussée de la RD 4 comprise dans le périmètre des travaux.

Il convient donc de passer une convention avec le Département, afin de désigner le maître d'ouvrage délégué qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération et de fixer la prise en charge respective des travaux.

Il informe les membres présents que suite à divers échanges avec les services départementaux et sur la base de l'estimation financière du 11 octobre 2023, il a été envisagé que :

- la commune de Ruynes en Margeride assure la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de l'aménagement de la Place du 10 juin 1944 et de la rue du Mont Mouchet,
- que le Département du Cantal participera financièrement à hauteur d'un montant arrondi de 67 000 € TTC. Le montant réel définitif sera calculé avec les prix du marché et les quantités du décompte.

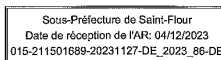
Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, à la majorité des suffrages exprimés, le Conseil Municipal :

- demande l'établissement d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage avec le Département du Cantal concernant la réfection de la chaussée de la RD 4 dans la cadre de l'aménagement de la Place du 10 juin 1944 et de la rue du Mont Mouchet,
- sollicite une prise en charge des travaux prévus sur la RD 4 par le Département du Cantal à hauteur d'un montant arrondi de 67 000 € TTC.
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits,
et les membres présents ont signé au registre

Le Maire,

François ODOUL



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-10

**Aménagement de la route départementale n°59 - Commune de Laroquevieille -
Déclassement et échange de terrains - Pas de D.U.P. (article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le titre III du Code de la Voirie Routière ;

Vu l'article L 1111- 4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023, entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

Considérant l'intérêt général certain de procéder à l'aménagement de la route départementale n° 59 ;

- **DECIDE** d'annuler la délibération de la Commission Permanente n° 16CP07-29 du 23 septembre 2016 portant sur l'échange de terrains avec Monsieur sur l'aménagement de la RD n°59 ;

- **EMET** un avis favorable au déclassement de l'ancienne route départementale et à l'échange de terrains tel que défini ci-après ;

**Route Départementale n° 59
Carrefour RD 60 à TIDERNAT - 583**

Monsieur

cède au Département du Cantal :

Commune de LAROQUEVIEILLE

Références cadastrales					Acquisition	Non acquis
Sect	N°	Nature	Lieu-dit	Contenance en m²	Emprise en m²	Surf m²
A	600	T	Le Tel	8284	70	8214
A	565	T	Les Blattes	434	9	425
A	551	P	Tidernat	321	51	270
A	566	T	Les Blattes	2174	24	2150
A	552	P	Tidernat	8334	6	8328

En échange le Département du Cantal cède à Monsieur

:

Commune de LAROQUEVIEILLE

Références cadastrales				Surf cédée en m²
Section	N°	Nature	Lieu-dit	
A	602	DEL	Tidernat	192

La mutation de ces parcelles fera l'objet **d'un acte d'échange avec soulte de 35,20 € à la charge du Département du Cantal.**

Les frais d'acte notarié seront à la charge du Département.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié en application de la présente délibération et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'Article 1042 du Code Général des Impôts.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-11

**Aménagement de la Route Départementale n°15 - Commune de Champagnac -
Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- **DECIDE** de l'annulation de la délibération n° 23CP09-12 de la Commission Permanente du 24 novembre 2023 portant sur l'aménagement de la RD n°15 ;

- **DECIDE** de l'acquisition des terrains nécessaires à l'aménagement de la route départementale n°15 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 15
Pont de Vernéjoux - 01180**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts) Commune : CHAMPAGNAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
SCI de la DORDOGNE	H505	316	1504	Bâtiment	31,60
Consorts DELMAS	H475	166	7492	Bâtiment	16,60

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à ces acquisitions et à régler les frais afférents ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-12

Aménagement des Routes Départementales n°62 et n°105 - Communes de Cheylade et Chalignac - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- DECIDE de l'acquisition de terrains nécessaires à l'aménagement des Routes Départementales n° 62 et n° 105 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route Départementale n° 62
Aménagement Tissonnières / Cheylade - 01068**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts) Commune : CHEYLADE

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
Consorts CHALVIGNAC	AI154	148	347	Lande	14,80	16,03	30,83
Copropriété DUCHET	ZK65	192	69586	Pâture	19,20	0,00	19,20

**Route Départementale n° 105
Chalvignac au Barrage de l'Aigle - 01175**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts) Commune : CHALVIGNAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Consorts COUDERC	D288	26	3604	Taillis	1,00 € non versé
Consorts BORDEZ	AA1	248	4672	Pré	111,60

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à ces acquisitions et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-13

Aménagement des Routes Départementales n°62, n°49 et n°105 - Communes de Cheylade, Saint-Hippolyte et Chalignac - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

- **VALIDE** les acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des Routes Départementales n° 62, n° 49 et n° 105 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route Départementale n° 62
Aménagement Tissonnières / Cheylade - 01068**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts) Commune : CHEYLADE

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	ZK58	1884	7186	Futaie	282,60
	ZK62	64	4806	Pâtûre	6,40
M. et Mme	AI155	177	1001	Landes	17,70

**Route Départementale n° 49
Aménagement de sécurité "Liauronde" - 01151**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts) Commune : SAINT HIPPOLYTE

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
	A448	749	3753	Futaie	74,90
M. et Mme	A449	313	2477	Pâtûre	31,30

**Route Départementale n° 105
Chalvignac au Barrage de l'Aigle - 01175**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts) Commune : CHALVIGNAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Section du PEYROU	D864 - D865	2959	80188	Taillis	295,90
Section de CHALVIGNAC	D293 - D630 - D631 - D633	1201	6404	Taillis	120,10
M. et Mme	D286	65	14525	Pâtûre	6,50
M. et Mme	D298	351	2264	Taillis	35,10

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions et de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent ;

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-14

Aménagement des Routes Départementales n°62, n°49 et n°105 - Communes de Cheylade, Saint-Hippolyte et Chalignac - Indemnisation de fermiers

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la voirie routière et notamment l'article L.131-5 ;

Vu la délibération n°23CD05-44 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 adoptant le programme d'investissement 2024 sur la voirie départementale ;

Vu la convention départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles.

- DECIDE l'indemnisation des exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-dessous :

**Aménagement Tissonnières/Cheylade - 01068
Commune de CHEYLADE – RD 62**

Fermier(s)	Propriétaire(s)	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité totale en €
GAEC LOUBEYRE	Copropriété DUCHET	ZK65	192	PA	35,51 €

Aménagement de sécurité "Liauronde" - 01151
Commune de SAINT HIPPOLYTE – RD 49

Fermier(s)	Propriétaire(s)	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale en €
GAEC du PASTURAL	M. et Mme LEMMET GUY	A449	313	PA	48,61 €	360 €	408,61 €

Chalvignac au Barrage de l'Aigle - 01175
Commune de CHALVIGNAC – RD 105

Fermier(s)	Propriétaire(s)	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité totale en €
GAEC de LAVIGNE	Consorts BORDEZ	AA1	248	PRE	57,41 €

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans ces affaires.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-15

Simplification du Règlement Intérieur du FSL et modification des barèmes

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221-10 ;

Vu la délibération n°19CD03-14 du Conseil départemental du 27 juin 2019 approuvant le Règlement Intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et se prononcer sur tout document nécessaire à la mise en place de ce règlement et en particulier les avenants venant le modifier ;

Vu l'avis favorable du Comité directeur du FSL en date du 28 septembre 2023 sur la simplification du Règlement intérieur du FSL et l'actualisation des barèmes d'aides ;

Vu l'avis favorable du Comité responsable du Plan Hébergement Logement du Cantal en date du 15 décembre 2023 ;

- **APPROUVE** la simplification du Règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement et sa nouvelle rédaction présentée en annexe, applicable au 1^{er} février 2024 ;

- **APPROUVE** la modification des barèmes qui sera applicable au 1^{er} février 2024 :

Barème énergie

- 1 personne : 400 € quelques soient les énergies puis 40 € par personne supplémentaire,
- 2 personnes : 440 €,
- 3 personnes : 480 €,
- 4 personnes : 520 €,
- 5 personnes : 560 €.

Barème eau

- 1 personne : 150 €,
- 2 personnes : 200 €,
- 3 personnes : 250 €,
- 4 personnes : 300 €,
- 5 personnes : 350 €.

Le deuxième critère lié à la consommation d'eau par personne (40M³/an/personne) reste inchangé.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT

Règlement Intérieur

Application au 01 02 2024

Chaque jour à vos côtés



SOMMAIRE GENERAL

PARTIE I – DISPOSITIONS GENERALES	3
1 – Références réglementaires	4
2 – Public concerné	5
3 – Champ d’application	5
4 – Organisation générale du dispositif	5
5 – Coordination des actions du FSL	7
6 – Révision du règlement intérieur	9
 PARTIE II – AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES	 10
1 – Modalités pratiques	11
2 – Accès au logement	18
3 – Maintien dans le logement	26
 PARTIE III – AUTRES INTERVENTIONS DU FSL	 33
1 – Accompagnement Social Lié au Logement	34
2 – Aide aux surcoûts de gestion locative	34
3 – Prévention relative aux dépenses d’énergie et d’eau	35
 ANNEXE : MONTANT PLAFOND DES AIDES	 36

PARTIE I – DISPOSITIONS GENERALES

1 – Références réglementaires	4
2 – Public concerné	5
3 – Champ d’application	5
4 – Organisation générale du dispositif	5
4.1 – Le Comité Directeur	6
4.2 – Le Secrétariat du FSL	6
4.3 – Les instances de décision	6
5 –Coordination des actions du FSL	7
5.1. – Le FSL et la prévention de l’expulsion	7
5.2 – Le FSL et le surendettement	8
5.3 – L’accompagnement social ciblé logement et les diagnostics sociaux et financiers.	8
5.4 – Le FSL et la lutte contre l’habitat indigne	8
6 – Révision du règlement intérieur	9

[Retour au SOMMAIRE](#)

**PARTIE I – DISPOSITIONS
GENERALES**

**PARTIE II – AIDES FINANCIERES
INDIVIDUELLES**

**PARTIE III – AUTRES
INTERVENTIONS DU FSL**

ANNEXE

1 – Références réglementaires

- Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données,
- Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 1614-7, R. 1614-40-1, R. 1614-40-2 et R. 1614-40-4 ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles et en particulier son article L. 115-3 ;
- Vu la loi modifiée n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
- Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement et notamment ses articles 1er, 4 et 6
- Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales
- Vu la loi 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement
- Vu la loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et ses décrets d'application.
- Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique
- Vu le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux fonds de solidarité pour le logement ;
- Vu le décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau.
- Vu le décret n°2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées
- Vu le Plan Hébergement Logement du Cantal 2018-2023 arrêté le 16 octobre 2018.

La loi n° 90-449 du 31 mai 1990 modifiée notamment par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales confie au Département la responsabilité de la gestion d'un Fonds de Solidarité pour le Logement incluant les aides en faveur du maintien des flux d'énergie, d'eau et de services téléphoniques.

Le règlement intérieur du FSL a pour objet de définir les conditions d'octroi des aides, ainsi que les modalités de fonctionnement et de gestion du fonds.

Après examen par le Comité Directeur du Fonds du 07 juin 2019, et avis du Comité Responsable du Plan Hébergement du Cantal 2018-2023 du 17 juin 2019, **le présent règlement intérieur a été adopté par délibération du Conseil départemental en date du 27 juin 2019.**

Il est applicable pour tous les dossiers déposés après **le 31 décembre 2019**

Il est publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dispositions générales

2 – Public concerné

Ce sont les personnes ou familles relevant du Plan Hébergement Logement du Cantal (2018-2023).

Ainsi, toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence a droit à une aide de la collectivité, dans les conditions fixées dans le présent règlement, pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

3 – Champ d'application

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) intervient, dans les conditions définies dans le présent règlement **pour favoriser l'insertion durable dans le logement pour les ménages les plus démunis.**

- Lors de l'accès et/ou pour le maintien dans un logement locatif.
- Pour le maintien dans leur logement des personnes propriétaires occupantes, au sens des alinéas 4 à 6 de l'article 6 de la loi n°90-449 susvisée

Le FSL prend la forme, sur décision du Conseil départemental :

D'aides financières (subvention, ou remise de dettes) pour les ménages confrontés à des difficultés financières et/ou sociales.

D'un dispositif d'accompagnement social ciblé logement, limité dans le temps qui peut être préconisé lorsqu'il est nécessaire à l'installation ou au maintien dans le logement de personnes qui rencontrent des difficultés particulières.

D'une aide aux suppléments de dépenses de gestion locative, attribuée aux associations qui sous-louent des logements ou qui en assurent la gestion immobilière.

De dispositifs en faveur de toute action préventive, individuelle ou collective, mise en œuvre par des associations, des bailleurs publics ou autres structures agissant dans le cadre du Plan Hébergement Logement du Cantal.

4 – Organisation générale du dispositif

Le Fonds de Solidarité pour le Logement est une compétence dévolue au Département. Le Conseil départemental, ou bien la commission permanente dans les domaines où elle a reçu délégation :

- Adopte le règlement intérieur et le cas échéant le modifie
- Vote les crédits affectés au Fonds, dans le cadre de l'adoption de son budget annuel
- Autorise le Président du Conseil départemental ou par délégation son représentant, à signer tout acte, arrêté, convention et annexe, ainsi que toute décision se rapportant au Fonds de Solidarité pour le Logement

Un bilan annuel du FSL est présenté au Comité Responsable du Plan Hébergement Logement (PDALHPD).

Retour au SOMMAIRE

1 – Références
réglementaires

2 – Public
concerné

3 – Champ
d'application

4 – Organisation
générale du dispositif

5 – La coordination
des actions du FSL

6 – Révision du
Règlement intérieur

Dispositions générales

4.1 – Le Comité Directeur

Un Comité Directeur est chargé de suivre le fonctionnement du Fonds. Il peut proposer :

- De modifier le barème de ressources et les montants plafonds des aides
- D'établir des critères restrictifs liés à la gestion de l'enveloppe budgétaire
- Toute modification au règlement intérieur

Il se réunit au moins une fois par an et examine les bilans d'activité et financiers annuels.

Sous la présidence du Président du Conseil départemental ou son représentant, il est composé des représentants des contributeurs financiers du Fonds et d'experts qualifiés dont la liste peut être modifiée par le Comité directeur.

Des représentants du Département	Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant Le Directeur de la Solidarité Départementale ou son représentant
Un représentant de chaque partenaire financeur*	Caf, MSA, Cantal Habitat, CCAS d'Aurillac, CCAS d'Arpajon sur Cère, CABA, EDF, ENGIE, TotalEnergies, Orange, un élu désigné par l'Association des Maires ,
Des experts	Direction de l'Action Sociale de l'Emploi et de l'Insertion du Département, Action Logement Services, SOLIHA Cantal, ANEF Cantal (porteur du SIAO et de l'AVDL), Habitat Jeunes Cantal, SA Polygone, UDAF du Cantal,

* dont la contribution ou le montant prévisionnel des remises de dette est égal ou supérieur à 3 000 €

Le secrétariat et l'animation du Comité Directeur sont assurés par le Conseil départemental.

4.2 – Le Secrétariat du FSL

Le secrétariat du FSL est l'instance opérationnelle du dispositif :

- Il enregistre et traite l'ensemble des demandes d'interventions transmises par les services ayant procédé à l'évaluation et à l'instruction.
- Il inscrit les dossiers complets soit en délégation, soit en commission mensuelle FSL.
- Il établit ensuite le procès-verbal des décisions de la délégation ou de la commission.
- Il prépare les notifications des décisions et tous les documents afférents permettant d'assurer les paiements.
- En cas de situation d'urgence, il dispose d'une procédure spécifique lui permettant de statuer rapidement sur le dossier. Un état annuel rend compte de l'application de cette procédure spécifique.

4.3 – Les instances de décision

- La Délégation

Les décisions sont prises dans le cadre de la délégation donnée au secrétariat du FSL :

- Lorsque les ressources du demandeur et le montant sollicité sont conformes aux barèmes (annexe 1 et annexe 2) et que la demande respecte les critères d'octroi des aides (Partie II - §2 et §3),
- En cas d'avis défavorable émis par le travailleur social ou le responsable hiérarchique, le dossier sera présenté en commission.

- La Commission

La Commission FSL examine et statue sur :

Retour au SOMMAIRE					
1 – Références réglementaires	2 – Public concerné	3 – Champ d'application	4 – Organisation générale du dispositif	5 – La coordination des actions du FSL	6 – Révision du Règlement intérieur

Dispositions générales

- Les demandes dérogatoires,
- Les demandes concernant les dettes locatives antérieures
- Les demandes orientées par la Commission de Coordination des Actions de prévention des Expulsions (CCAPEX)
- Les recours gracieux

La Commission se compose comme suit :

- Le Directeur de la Solidarité Départementale ou son représentant,
- Un représentant de la Direction de l'Action Sociale de l'Emploi et de l'Insertion du Département
- Un représentant de chaque fournisseur d'énergie, d'eau ou de services téléphoniques ayant conventionné avec le Département (EDF, ENGIE, CABA, Orange)
- Un représentant de la CAF
- Un représentant de la MSA
- Un représentant de Cantal Habitat
- Un représentant de la SA Polygone
- Un représentant du CCAS d'Aurillac
- Un représentant de l'UDAF du Cantal,
- Un représentant de l'association Habitat Jeunes Cantal
- Un représentant de SOLIHA Cantal,
- Un représentant de l'ANEF Cantal, porteur du SIAO et de l'AVDL

Le représentant du Conseil départemental, qui préside la Commission, recherche un consensus entre les membres présents sur la décision à prendre. En cas de divergence, la décision fait l'objet d'un vote. En cas d'égalité des voix celle du Conseil départemental est prépondérante.

La Commission ne peut valablement se réunir que si au moins 3 membres, dont un représentant du Conseil départemental, sont présents.

La Commission se réunit au minimum une fois par mois

5 – Coordination des actions du FSL

5.1. – Le FSL et la prévention de l'expulsion

La Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) a pour vocation de coordonner tous les dispositifs concourant à la prévention des expulsions et d'améliorer cette coordination. La présidence de la commission est assurée conjointement par le préfet et le président du Conseil départemental. De ce fait, le FSL du Cantal se trouve au premier rang de ces dispositifs de prévention.

La loi ALUR prévoit (art.28) que le FSL alerte la CCAPEX ou l'organisme payeur « *lorsque son aide ne pourrait pas, à elle seule, permettre le maintien dans les lieux ou le logement du locataire* ».

À l'inverse, en cas d'impayés, la CCAPEX veille à l'articulation de la prise en charge de la dette locative entre les acteurs, et à ce titre, peut faire appel au FSL du Cantal pour apurer la dette locative, que ce soit dans la perspective d'un maintien ou dans celle d'un logement.

La saisine du FSL peut s'envisager lorsque que le ménage fait l'objet d'une procédure d'expulsion suffisamment avancée pour mettre en péril son maintien dans un logement et dès lors que l'aide, en accord avec le bailleur et les services compétents de la Préfecture, peut permettre de surseoir à l'exécution de l'expulsion.

Retour au SOMMAIRE

1 – Références
réglementaires

2 – Public
concerné

3 – Champ
d'application

4 – Organisation
générale du dispositif

5 – La coordination
des actions du FSL

6 – Révision du
Règlement intérieur

Dispositions générales

5.2 – Le FSL et le surendettement

Dans le cadre des recommandations de la CCAPEX et dans certaines conditions, une aide FSL peut être sollicitée lorsqu'il existe une situation de surendettement amenant le ménage à déposer une déclaration auprès de la commission départementale de surendettement des particuliers.

De son côté, la commission départementale de surendettement peut inviter les personnes qu'elle rencontre à solliciter le FSL.

5.2.1 – Demande de FSL en parallèle avec le dépôt d'une déclaration de surendettement

Le FSL peut être saisi par le demandeur lors du dépôt d'une déclaration de surendettement ou lors de la phase de traitement de la situation par le secrétariat la Banque de France. La dette locative doit figurer dans la déclaration de surendettement et la saisie du FSL doit être mentionnée.

La Commission de surendettement est alors fondée à solliciter tout renseignement auprès du secrétariat du FSL de nature à l'informer sur l'évolution de la demande.

5.2.2 – Existence de mesures de remboursement (plan conventionne ou mesures imposées) :

Une demande d'aide peut être déposée lorsque la situation du ménage s'est modifiée ou bien si ce dernier doit faire face à une dépense exceptionnelle et inévitable. Il faut également que le paiement de la dette impacte son reste à vivre et sa capacité à honorer le paiement de son loyer courant.

5.2.3 – Existence d'une suspension d'exigibilité des créances ou d'un rétablissement personnel (RP)

Une aide du FSL peut être déposée dans le cas où le bail a été résilié et que cette aide rend possible un relogement mieux adapté à la situation du ménage.

5.3 – L'accompagnement social ciblé logement et les diagnostics sociaux et financiers.

En coordination avec les partenaires du Plan Hébergement Logement du Cantal (2018-2023), le FSL contribue à l'offre globale de service d'accompagnement vers et dans le logement et de diagnostics sociaux et financiers.

De manière opérationnelle, la mise en cohérence de l'action publique réfléchie entre tous les partenaires du champ, financeurs et opérateurs, s'exerce dans les cadres de concertation formalisés que sont le Bureau d'Accès au Logement et à l'Hébergement (BALH), le dispositif départemental de prévention des expulsions locatives (CCAPEX), le Protocole Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne, ou encore la Commission d'attribution des aides du FSL.

Chacune de ces instances de concertation peut ainsi préconiser la mesure d'accompagnement la plus adaptée, quel qu'en soit le porteur.

5.4 – Le FSL et la lutte contre l'habitat indigne

Le Conseil départemental est signataire du Protocole Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne. A ce titre, le FSL veille à la conformité du logement et dans ses préconisations, la Commission peut orienter le demandeur vers les dispositifs d'amélioration du logement, ou des mesures de prévention.

Retour au SOMMAIRE

1 – Références réglementaires

2 – Public concerné

3 – Champ d'application

4 – Organisation générale du dispositif

5 – La coordination des actions du FSL

6 – Révision du Règlement intérieur

6 – Révision du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur pourra être révisé autant que de besoin, notamment en matière de critères de ressources et d'octroi des aides, selon la même procédure que celle qui a prévalu à son approbation, à savoir après avis du Comité Responsable du PDALHPD et délibération du Conseil départemental.

Cependant, conformément à l'article L 3221-10 du Code général des collectivités territoriales, le Président du Conseil départemental pourra prendre toute mesure conservatoire en cours d'année notamment si l'enveloppe budgétaire dédiée au fonds ne peut être respectée.

Cette disposition vise à garantir la pérennité d'intervention du FSL auprès des publics visés par le présent règlement, dans la limite des crédits annuellement affectés au budget du FSL.

L'avis préalable du Comité Responsable du PDALHPD ne sera pas requis dans ce cas précis.

Cependant, les mesures prises seront présentées aux membres du comité de pilotage et à la réunion suivante du Comité Responsable.

Retour au SOMMAIRE

1 – Références réglementaires	2 – Public concerné	3 – Champ d'application	4 – Organisation générale du dispositif	5 – La coordination des actions du FSL	6 – Révision du Règlement intérieur
--------------------------------------	----------------------------	--------------------------------	--	---	--

Fonds de Solidarité pour le Logement – Règlement intérieur - Janvier 2020 – Conseil départemental du Cantal

9

PARTIE II – AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES

1 – Modalités pratiques	11
1.1. - Saisine	11
1.2. - Evaluation et instruction	11
1.3. - Recevabilité	11
1.4 – Traitement des dossiers	13
FICHE 1 – RESSOURCES	14
1.5 – Processus de décision	15
1.6 – Procédure d'urgence	16
1.7 – Notification des décisions	16
1.8 – Recours	16
1.9 – Règles de confidentialité	16
1.10 - Accès aux informations	17
2 – Accès au logement	18
2.1 - Champ d'intervention	18
2.2 - Conditions de saisine	18
2.3 - Conditions de logement	18
2.4 - Adéquation entre le coût du logement et les ressources du ménage	18
2.5 -Plafonnement des aides	18
FICHE 2 – DEPOT DE GARANTIE	19
FICHE 3 – ASSURANCE HABITATION	20
FICHE 4 – LOYER DU MOIS D'ENTREE DANS LES LIEUX	21
FICHE 5 – FRAIS D'AGENCE ou DE BAIL	22
FICHE 6 – FRAIS DE BRANCHEMENT(S) DE COMPTEUR (S)	23
FICHE 7 – FRAIS DE DEMENAGEMENT	24
FICHE 8 – DETTE LOCATIVE ANTERIEURE	25
3 – Maintien dans le logement	26
3.1 - Conditions de saisine	26
3.2 - Conditions de logement	26
3.3 - Plafonnement des aides	26
FICHE 9 – DETTES D'ASSURANCES D'HABITATION	27
FICHE 10 – DETTES DE LOYER ET DE CHARGES	28
FICHE 11 – IMPAYES D'ENERGIE	29
FICHE 12 – DETTE D'EAU	30
FICHE 13 – DETTE DE TELECOMMUNICATIONS	31
FICHE 14 – AIDE PREVENTIVE POUR L'ELECTRICITE ET/OU LE GAZ	32

Les fiches 2 à 14 précisent la nature, le montant et les modalités d'attribution des différentes aides financières relatives au logement qui peuvent être accordées aux personnes, aux familles, à titre individuel, ou à certaines associations.

Retour au SOMMAIRE			
PARTIE I – DISPOSITIONS GENERALES	PARTIE II – AIDES FINANCIERES INDIVIDUELLES	PARTIE III – AUTRES INTERVENTIONS DU FSL	ANNEXE

1 – Modalités pratiques

1.1 - Saisine

Le Fonds de Solidarité pour le Logement peut être saisi :

- Directement par toute personne ou famille en difficulté, et, avec son accord, par toute personne ou organisme y ayant intérêt ou vocation.
- Par la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX)
- Par l'organisme payeur de l'aide au logement,
- Par le représentant de l'Etat dans le département.

1.2 - Evaluation et instruction

Si une demande arrive directement au secrétariat du FSL, cette demande sera transmise pour évaluation et instruction administrative, au service social concerné.

Les demandes d'aides sont présentées par un travailleur social salarié auprès d'une administration de la fonction publique, d'un service social intégré à une collectivité locale, d'une association, d'un organisme de sécurité sociale, ou d'une entreprise privée ainsi que par les travailleurs sociaux des bailleurs sociaux qui ont connaissance des ménages en difficulté et qui assurent leur accompagnement.

Les demandes d'aides sont validées par l'organisme employeur qui est garant de la complétude et de la cohérence des données communiquées. Les situations de surendettement sont explicitement mentionnées dans l'évaluation sociale.

Chaque demande d'aide doit être motivée par un avis favorable ou défavorable.

Le travailleur social peut solliciter le secrétariat du fonds pour avoir connaissance de l'historique des aides déjà accordées et des prêts en cours.

Pour les ressortissants du régime agricole, le travailleur social peut solliciter le service prestations familles de la MSA pour vérifier les droits ou les montants des prestations.

1.3 - Recevabilité

Le FSL ne prend en considération que les demandes concernant un logement en résidence principale, situé sur le département du Cantal.

Pour pouvoir prétendre à l'attribution d'une aide du FSL, il convient de ne pas avoir de situations contentieuses vis à vis du fonds.

Le FSL intervient en dernier recours pour aider à résoudre les situations les plus difficiles. Au préalable, le demandeur doit faire valoir l'ensemble de ses droits avant de demander une aide au FSL : revenu de solidarité active, prime d'activité, pension alimentaire, demande d'aide au logement, prestations dans le cadre d'une garde alternée ...

Le FSL n'est pas prioritaire sur les procédures de surendettement.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

Aides financières individuelles

La demande globale doit être supérieure à 60 € par dossier. En deçà, un délai de paiement ou un plan d'apurement avec le créancier sera privilégié.

1.3.1 – Les conditions de ressources

La sollicitation du FSL est soumise à un barème général de ressources, référence destinée à garantir un traitement équitable sur le département des demandes de la personne ou de la famille. Il est calculé sur la base du montant en vigueur, à la date d'enregistrement du dossier par le secrétariat du FSL, de l'Allocation Adulte Handicapée (AAH), arrondi à l'entier (suivant la méthode de Gauss) pour une personne seule, auquel est appliqué un coefficient multiplicateur (unité de consommation) variant en fonction de la composition de la famille.

Composition familiale	Personne isolée	Couple
sans personne à charge	1	1,5
1 enfant à charge	1,5	1,8
2 enfants à charge	1,8	2,1
3 enfants à charge	2,2	2,5
4 enfants à charge	2,6	2,9
5 enfants à charge	3	3,3
6 enfants à charge	3,4	3,7
Personne supplémentaire	0,4	

La **FICHE 1** précise la nature des ressources à mentionner et celles prises en compte.

1.3.2 – Les critères d'octroi des aides

L'attribution des aides est subordonnée au respect des critères d'octroi spécifiques à chacune d'elle

1.3.3 – Recevabilité des demandes dans le cadre des logements accompagnés :

L'aide du FSL est refusée lorsque le logement ouvre droit à l'**Allocation de Logement Temporaire (ALT)**.

L'intermédiation locative « Location/ Sous location » pouvant financer l'assurance habitation et le premier mois de loyer lorsqu'un locataire accompagné accède à un logement, le FSL ne pourra pas être saisi dans ce cadre. De même pour le maintien, l'assurance et les dettes de loyer et charges peuvent également être financées par l'intermédiation locative. Le FSL continuera donc à ne pas les financer.

Pour l'intermédiation locative « Mandat de gestion », le FSL peut être sollicité pour toutes les aides accès et maintien car l'intermédiation locative « Mandat de gestion » ne finance que la gestion locative adaptée, c'est-à-dire la sécurisation du rapport locatif et le fonctionnement de l'opérateur : Visites, gestions des charges, interventions. Il n'y a donc pas double financement.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

Aides financières individuelles

	Intermédiation locative.	
Accès	Mandat de gestion	Location Sous location
Dépôt de garantie	Oui	Oui
Loyer du mois d'entrée dans les lieux	Oui	Non
Assurance habitation	Oui	Non
Frais d'agence ou de bail	Oui	Oui
Frais de branchement de compteur	Oui	Oui
Frais de déménagement	Oui	Oui
Dettes locative antérieures	Oui	Oui si pas ancien IML

Maintien	Mandat de gestion	Location Sous location
Assurance habitation	Oui	Non
Dettes de loyer et ou de charges	Oui	Non
Impayé d'énergie	Oui	Oui
Dettes d'eau	Oui	Oui
Dettes de télécommunication	Oui	Oui
Electricité / Gaz préventif	Oui	Oui

Enfin, pour ce qui concerne l'**aide au surcoût de gestion**, il y a également possibilité de solliciter toutes les aides FSL dans le cadre de l'accès et du maintien. En effet l'aide au surcoût gestion ne finance que les dépenses de frais de gestion, la carence de location, les dégradations d'occupation et le suivi des sous-locataires. Aucune aides du FSL ne finance cela aujourd'hui.

1.4 – Traitement des dossiers

Les demandes sont adressées au secrétariat du FSL :

Fonds de Solidarité pour le Logement

Conseil départemental du Cantal
Pôle de la Solidarité Départementale - Mission Logement
28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex

Seules les demandes à caractère d'urgence peuvent être transmises par voie dématérialisée à l'adresse suivante : fsl@cantal.fr. L'urgence devra être justifiée dans l'évaluation sociale.

Ce service n'étant pas habilité à recevoir du public, les demandeurs qui ont besoin d'une aide dans la constitution de leur demande, doivent s'adresser aux services sociaux.

Pour être examinées, les demandes d'aide doivent être recevables (§1.3) et complètes : c'est-à-dire, inclure l'imprimé unique signé par le demandeur, le rapport social (exposé de situation, évaluation, avis motivé) signé du travailleur social, ainsi que les pièces complémentaires nécessaires à leur traitement.

Tout dossier incomplet ou comportant des informations incohérentes ou erronées relevées par le secrétariat du Fonds, sera retourné dès examen, au service social qui a adressé la demande. Les demandes seront annulées au bout d'un mois après appel de pièces ou demande de complément non fournis.

Retour au SOMMAIRE		
1 – Modalités pratiques	2 – Accès au logement	3 - Maintien dans le logement

Aides financières individuelles

FICHE 1 – RESSOURCES

Ressources à mentionner

Les **ressources à mentionner** dans le dossier correspondent à la **moyenne des revenus des 3 mois** qui précèdent la demande d'aide.

Il convient de déclarer l'**ensemble des ressources imposables et non imposables de toutes les personnes vivant au foyer** (quelle que soit la nature des revenus : salaire, indemnités de chômage, indemnités journalières, pension d'invalidité, retraite, pension alimentaire, bourses d'études, prime d'activité etc...).

Les **prestations familiales** à indiquer sont celles du **mois précédant** la demande.

La **prestation logement** à indiquer est celle du **mois en cours**.

Ressources prises en compte = Ressources perçues

Afin de garantir l'équité de traitement, l'ensemble des revenus (ressources et prestations, déduction faite des indus ou retenues éventuels), est comparé au **barème général de ressources (§1.3.1)** établi sur la base du montant de l'allocation adulte handicapé (AAH), arrondi à l'euro entier, pour une personne seule. Les ressources du Contrat Engagement Jeune sont prises en compte.

• Ressources à déduire

Les pensions alimentaires versées

Le RLS est à déduire du montant du loyer.

Ressources non comptabilisées :

- La prestation logement (APL, ALS, ALF ...)
- L'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et ses compléments, dont la majoration pour parent isolé
- La prestation de compensation du Handicap (PCH) l'allocation compensatrice tierce personne (ACTP)
- Complément libre choix de mode de garde
- Les prestations apériodiques (Allocation de Rentrée Scolaire ...)
- Les primes ponctuelles

Conditions spécifiques

- ➔ Les étudiants non boursiers ne sont pas éligibles au dispositif
- ➔ Si les demandeurs ont moins de 25 ans, et pour les étudiants boursiers, la demande mentionnera obligatoirement tous les éléments permettant une vision objective de la situation, ensemble des ressources, motif de la décohabitation, contexte familial...

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

Aides financières individuelles

1.5 – Processus de décision

Les décisions d'aides relatives au FSL sont prises par le président du Conseil départemental, ou son représentant par délégation, et notifiées par le Département.

1.5.1 – Nature des décisions

- ➔ Accord
- ➔ Ajournement
- ➔ Accord de principe, sous condition
- ➔ Rejet

1.5.2 – Décision prise en délégation

Le secrétariat du FSL a reçu délégation pour prendre les décisions relatives aux demandes entrant dans les barèmes (ressources, montant des aides) et respectant les critères d'octroi (cf § 4.3.1).

L'examen en délégation prendra en compte les éléments contenus dans l'évaluation, la proposition d'aide élaborée avec le demandeur en fonction de ses capacités contributives et l'avis motivé du travailleur social. Le secrétariat FSL a la possibilité de renvoyer une demande en délégation vers la commission mensuelle après avis du chef de service ou du responsable hiérarchique, notamment vis-à-vis des demandes récurrentes.

Tout dossier ajourné pour complément d'information n'ayant pas fait l'objet d'une réponse dans les deux mois sera classé sans suite.

1.5.3 – Décision prise en commission

Toutefois, des dossiers ne répondant pas aux critères de recevabilité, pourront être examinés par la Commission mensuelle à titre dérogatoire, à la demande du travailleur social.

La commission statuera au regard des éléments circonstanciés apportés dans le rapport social. Les arguments doivent justifier la demande dérogatoire. L'évaluation précisera en particulier :

- ➔ Les événements qui ont provoqué le déséquilibre financier ;
- ➔ La plus-value qu'apporterait une aide du FSL à la situation sociale et/ou projet de la personne ou famille en matière d'insertion socioprofessionnelle et d'insertion durable dans le logement.
- ➔ Le traitement financier global de la dette et le degré de mobilisation du demandeur dans la mise en œuvre du plan de financement établi.

Les dossiers examinés en commission sont présentés de façon anonyme.

La Commission peut assortir sa décision de diverses recommandations.

La Commission peut émettre un accord de principe le temps de la mise en place ou de la réalisation d'une préconisation spécifique dans la limite de 3 mois.

La Commission se réserve également le droit de rejeter un dossier lorsque le montant total des dettes du foyer (toutes natures confondues) relèverait d'un dossier de surendettement.

La Commission motive tout rejet.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

Aides financières individuelles

1.6 – Procédure d'urgence

La procédure d'urgence est prévue pour permettre une prise de décision rapide, dans le cas où le délai de la procédure de droit commun risque de mettre en échec la solution proposée.

Pour les demandes dérogatoires les décisions sont prises en délégation. Ces décisions prises en urgence font l'objet d'une information à la Commission FSL mensuelle.

1.7 – Notification des décisions

Le secrétariat notifie les décisions à la famille et au travailleur social instructeur, et le cas échéant à l'organisme ou l'instance ayant saisi le FSL, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la demande complète.

Le versement de l'aide est conditionné par la transmission impérative, dans un délai de deux mois des pièces nécessaires à la mise en paiement (ex. : facture délivrée après accord donné sur devis...). Ces pièces seront mentionnées et sollicitées sur la notification d'accord au demandeur et au créancier, avec copie au travailleur social.

Sans réponse du demandeur et/ou de ses créanciers dans un délai de deux mois, à partir de la date de notification du FSL, le dossier fera l'objet d'un rejet administratif pour pièces pour paiement non fournies.

1.8 – Recours

La notification au demandeur de chaque décision précise les modalités de recours suivantes :

« Les décisions prises au titre du FSL peuvent faire l'objet d'un recours gracieux, adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal - Hôtel du département - 28 avenue Gambetta - 15015 Aurillac, formulé par la personne avec l'aide si besoin d'un travailleur social, dans les deux mois qui suivent leur notification.

Ces décisions peuvent également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand - 6 Cours Sablon - 63000 Clermont-Ferrand.

Le recours gracieux éventuellement exercé proroge de deux mois le délai de recours contentieux devant le tribunal administratif. »

La commission FSL examinera la demande de recours gracieux, accompagnée par un rapport social faisant état des motifs de la contestation.

1.9 – Règles de confidentialité

La personne ou la famille qui s'adresse au FSL a droit à la protection de sa vie privée. Dès lors, les informations concernant la situation familiale, économique et sociale des demandeurs, nécessaires à l'instruction de la demande et par conséquent, portées à la connaissance des services du Département et des membres de la commission qui examinent les dossiers doivent demeurer confidentielles à l'égard des tiers. Il ne peut bien évidemment être fait état en dehors de la commission du contenu de ses délibérations, notamment de l'avis particulier d'un de ses membres.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

Aides financières individuelles

1.10 - Accès aux informations

Les données personnelles traitées dans le cadre du FSL sont recueillies conformément aux dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et de la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978.

Les agents des services du Département traitent ces données sur habilitation et veillent à leur confidentialité (secrets professionnels, mesures de sécurité, ...).

Tout demandeur ou bénéficiaire du FSL peut accéder à ses données personnelles, les faire rectifier ou encore invoquer le droit à l'oubli, en adressant une demande écrite accompagnée d'un justificatif d'identité au Délégué à la Protection des Données (DPO) du Département à l'adresse mail dpo@cantal.fr

Retour au SOMMAIRE

1 – Modalités pratiques

2 – Accès au logement

3 - Maintien dans le logement

Fonds de Solidarité pour le Logement – Proposition Mise à jour Règlement intérieur V1 – Conseil départemental du Cantal

17

2 – Accès au logement

2.1 - Champ d'intervention

Pour faciliter l'accès au logement locatif (parc public ou privé), qu'il s'agisse d'une location meublée ou non meublée, que le bailleur soit une personne physique ou morale, le FSL peut accorder des subventions pour le paiement :

❖ du dépôt de garantie	FICHE 2
❖ de l'assurance habitation	FICHE 3
❖ du loyer du mois d'entrée dans les lieux	FICHE 4
❖ des frais d'agence ou de bail	FICHE 5
❖ des frais de branchement(s) de compteurs	FICHE 6
❖ des frais de déménagement	FICHE 7
❖ de dettes locatives antérieures	FICHE 8

Ces aides sont cumulables entre elles.

2.2 - Conditions de saisine

Le demandeur doit justifier d'une proposition de réservation ferme d'un logement adapté à ses ressources, à sa composition familiale, d'un droit potentiel à une aide au logement. Le FSL peut être saisi avant l'entrée dans les lieux, et dans **un délai maximal de 2 mois** à compter de cette date.

Le droit potentiel à une aide au logement sera justifié par une simulation CAF pour le nouveau logement. Pour les ressortissants agricoles, le service prestation MSA pourra fournir l'estimation.

2.3 - Conditions de logement

Les aides sont accordées sous réserve que le logement réponde aux normes de décence prévues par le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002. Il ne doit pas être signalé dans une procédure d'infractions au Règlement Sanitaire Départemental ou du Code de la Santé Publique ni au Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne ou dans l'Outil de Repérage et de Traitement de l'Habitat Indigne et non décent (application ORTHI).

2.4 - Adéquation entre le coût du logement et les ressources du ménage

Pour l'accès dans un nouveau logement, les ressources du ménage doivent être compatibles avec le montant du loyer résiduel. **Le taux d'effort du loyer** ne devra pas excéder 30 % des ressources du ménage.

Le taux d'effort locatif est défini comme suit :

$$\frac{\text{Loyer} + \text{provisions charges hors chauffage et eau} - \text{Aides au logement}}{\text{Ressources} - \text{AL}} \times 100$$

Les montants loyers et charges (inscrites dans le bail) sont ceux du nouveau logement

2.5 - Plafonnement des aides

Le montant total des aides à l'accès ne pourra pas dépasser un cumul de 1 500 € pour un même ménage et un même logement, sur une période de 36 mois.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 2 – DEPOT DE GARANTIE

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à régler la totalité ou une partie du dépôt de garantie

Nature de l'aide

- ➔ Subvention (selon conditions spécifiques)

Montant de l'aide

- ➔ 1 mois de loyer hors charges, sauf pour les meublés (2 mois possibles)
- ➔ L'aide accordée tient compte du montant récupérable sur le dépôt de garantie du logement quitté.

Païement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait au propriétaire bailleur

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 36 mois, à demander dans les 2 mois qui suivent l'entrée dans les lieux. Si une nouvelle aide est demandée avant l'échéance des 36 mois elle sera étudiée en commission ou en délégation sur justification du remboursement total du précédent dépôt de garantie au FSL.
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'énergie, l'eau, les services téléphoniques, l'aide préventive,

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande unique : les montants loyers et charges et **APL ou AL (Estimation ou montant réel)** indiqués sont ceux du nouveau logement.
- ➔ Fiche logement et engagement de location, signé du bailleur et du locataire.
- ➔ RIB du bailleur

Conditions spécifiques

- ➔ **Le financement du dépôt de garantie doit être systématiquement recherché en priorité auprès d'Action Logement Services (AVANCE LOCA-PASS® ou AVANCE AGRI-LOCA-PASS) :** [Tester l'éligibilité Locapass :](https://locapass.actionlogement.fr/)
 - uniquement en ligne via le lien suivant : <https://locapass.actionlogement.fr/>
 - A l'étape 3 : répondre **NON** à la question : Bénéficiez-vous d'une aide du [Fonds de Solidarité au Logement \(FSL\)](#) pour votre futur logement ? OUI / NON
 - Réponse positive : faire la demande
 - ✓ **Test positif, et LOCAPASS accepté : pas de FSL**
 - ✓ **Test positif, mais Locapass refusé: demande FSL possible**
 - ✓ **Test négatif : demande FSL possible**



La fiche « **ENGAGEMENT DE LOCATION** » doit être signée du bailleur et du locataire.
Un seul exemplaire (de préférence l'original) est à joindre au dossier FSL.
Un exemplaire est conservé par le bailleur, un exemplaire est remis au locataire.

- ➔ La mise en place du versement direct de la prestation logement au bailleur est obligatoire.
- ➔ Au départ du locataire, le bailleur restitue le dépôt de garantie au FSL, sauf créance auprès du bailleur pour le logement concerné.
- ➔ Si le locataire a fait l'avance du règlement du dépôt de garantie, la demande est irrecevable.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 3 – ASSURANCE HABITATION

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge tout ou partie de l'assurance habitation

Nature de l'aide

Subvention

Montant de l'aide

- ➔ Le montant de l'aide est défini par barème (annexe 2)

Paiement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait au locataire, sur présentation d'un justificatif.
- ➔ A la demande, le paiement de l'aide peut se faire à la compagnie d'assurances.

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 36 mois, à demander dans les 2 mois qui suivent l'entrée dans les lieux
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'énergie, l'eau, les services téléphoniques, l'aide préventive

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande unique : les montants loyers et charges et APL ou AL (Estimation ou montant réel) indiqués sont ceux du nouveau logement.
- ➔ Fiche logement et engagement de location, signé du bailleur et du locataire
- ➔ Devis d'assurance ou attestation d'assurance, précisant le montant annuel de la prime
- ➔ RIB du créancier, ou du locataire

Conditions spécifiques

- ➔ La demande n'est pas recevable s'il s'agit d'un arriéré de cotisations
- ➔ Il doit s'agir d'un premier ou nouveau contrat

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 4 – LOYER DU MOIS D'ENTREE DANS LES LIEUX**Objet de l'aide**

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge une partie du loyer du mois d'entrée dans les lieux

Nature de l'aide

- ➔ Subvention

Montant de l'aide

- ➔ Le montant de l'aide est systématiquement ramené au montant de la prestation logement, proratisé au nombre de jours occupés si l'entrée dans le logement intervient en cours de mois

Paiement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait au propriétaire bailleur
- ➔ Si le locataire a fait l'avance du premier mois de loyer, le paiement de l'aide lui sera fait au vu d'une quittance

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 36 mois, à demander dans les 2 mois qui suivent l'entrée dans les lieux
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'énergie, l'eau, les services téléphoniques, l'aide préventive

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande unique : les montants loyers et charges et APL ou AL (Estimation ou montant réel) indiqués sont ceux du nouveau logement.
- ➔ Fiche logement et engagement de location, signé du bailleur et du locataire
- ➔ RIB du bailleur (ou du locataire)

Conditions spécifiques

- ➔ La demande n'est pas recevable lorsqu'il y a une continuité de droit à la prestation logement.
- ➔ La mise en place du versement direct de la prestation logement au bailleur est obligatoire.
- ➔ Pas d'intervention du FSL dans le cas d'un double paiement de loyer

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 5 – FRAIS D'AGENCE ou DE BAIL

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge une partie ou la totalité des frais d'agence ou de bail

Nature de l'aide

- ➔ Subvention

Montant de l'aide

- ➔ Montant maximum limité à 60% du loyer mensuel sans les charges

Paiement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait à l'agence ou au bailleur
- ➔ Si le locataire a fait l'avance des frais, le paiement de l'aide lui sera fait au vu d'une facture acquittée

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 36 mois, à demander dans les 2 mois qui suivent l'entrée dans les lieux
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'énergie, l'eau, les services téléphoniques, l'aide préventive

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande unique : les montants loyers et charges et APL ou AL (Estimation ou montant réel) indiqués sont ceux du nouveau logement.
- ➔ Fiche logement et engagement de location, signé du bailleur et du locataire
- ➔ RIB du bailleur, de l'agence ou du locataire

Conditions spécifiques

- ➔ La mise en place du versement direct de la prestation logement au bailleur est obligatoire.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FSL - ACCES

FICHE 6 – FRAIS DE BRANCHEMENT(S) DE COMPTEUR (S)

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge les frais de branchement de compteur d'électricité ou de gaz

Nature de l'aide

- ➔ Subvention

Montant de l'aide

- ➔ Le montant de l'aide est défini par barème (voir annexe)

Paiement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait au fournisseur
- ➔ Si le demandeur a fait l'avance des frais, le paiement de l'aide lui sera fait au vu d'un justificatif de paiement

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 36 mois, à demander dans les 2 mois qui suivent l'entrée dans les lieux.
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'énergie, l'eau, les services téléphoniques, l'aide préventive.

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande unique : : les montants loyers et charges et APL ou AL (Estimation ou montant réel) indiqués sont ceux du nouveau logement.
- ➔ Fiche logement
- ➔ Facture de souscription
- ➔ RIB du fournisseur ou du demandeur

Conditions spécifiques

- ➔ Cumul possible entre l'aide pour le branchement du compteur électrique et l'aide pour le branchement du compteur de gaz

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 7- FRAIS DE DEMENAGEMENT

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge une partie ou la totalité des frais de déménagement

Nature de l'aide

- ➔ Subvention

Montant de l'aide

- ➔ Aide plafonnée à 1 000 €
- ➔ Et limitée à 80 % de la dépense lorsque l'aide demandée est supérieure à 500 €.

Paiement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait au déménageur ou au tiers au vu d'une facture non acquittée
- ➔ Si le demandeur a fait l'avance des frais de déménagement, le paiement de l'aide lui sera fait au vu d'une facture acquittée, ou justificatifs de frais

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 36 mois, à demander dans les 2 mois qui suivent l'entrée dans les lieux
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'énergie, l'eau, les services de télécommunications, l'aide préventive

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande unique : les montants loyers et charges et APL ou AL (Estimation ou montant réel) indiqués sont ceux du nouveau logement.
- ➔ Fiche logement
- ➔ Devis ou justificatifs des frais de déménagement
- ➔ RIB du déménageur ou du demandeur
- ➔ L'évaluation du travailleur social précisera obligatoirement la date d'entrée dans les lieux.

Conditions spécifiques

- ➔ Le financement des frais de déménagement doit être systématiquement recherché en priorité auprès d'Action Logement Services
- ➔ La demande n'est pas recevable s'il s'agit d'un accueil temporaire dans la famille ou chez un tiers
- ➔ Sont considérés comme frais de déménagement,
 - ➔ Le déménagement par un professionnel, par une association d'insertion,
 - ➔ Les frais de location de véhicule,
 - ➔ Les frais de péage d'autoroute,
 - ➔ Les frais de carburant

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FSL - ACCES

FICHE 8 – DETTE LOCATIVE ANTERIEURE

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge une partie ou la totalité d'une dette de loyer et/ou charges **pour faciliter l'accès à un nouveau logement** de ménages menacés d'expulsion ou ayant quitté leur logement, mais dont la dette locative demeure.

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 36 mois, à demander dans les 2 mois qui suivent l'entrée dans le nouveau logement.
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'énergie, l'eau, les services téléphoniques, l'aide préventive

Nature de l'aide

- ➔ Subvention

Montant de l'aide

- ➔ Aide plafonnée à 800 €

Païement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait au propriétaire bailleur du logement quitté

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande unique : : les montants loyers et charges et APL ou AL (Estimation ou montant réel) indiqués sont ceux du nouveau logement.
- ➔ Fiche logement et le cas échéant, engagement de location, signé du bailleur et du locataire
- ➔ Etat de la dette du logement quitté signé par le bailleur et le locataire
- ➔ RIB du bailleur (ancien logement)

Conditions spécifiques

- ➔ L'examen de ces demandes est systématiquement soumis à la Commission mensuelle du FSL
- ➔ La mise en place du tiers payant est exigée pour le nouveau logement
- ➔ Aucune aide possible si le logement antérieur ou le nouveau logement se situe dans un autre département.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

3 – Maintien dans le logement

Pour faciliter le maintien dans le logement, en cas de situation de précarité, le FSL peut intervenir sous forme d'aide financière pour le paiement :

❖ d'une dette d'assurance d'habitation	FICHE 9
❖ d'une dette de loyer et de charges	FICHE 10
❖ d'impayé d'énergie (électricité, gaz, chaleur...)	FICHE 11
❖ d'une dette d'eau	FICHE 12
❖ d'une dette de télécommunications	FICHE 13
❖ de l'électricité et/ou du gaz à titre préventif	FICHE 14

Ces aides sont cumulables entre elles.

3.1 - Conditions de saisine

Pour ouvrir droit à l'attribution d'une aide FSL, il convient de ne pas avoir de situations contentieuses vis-à-vis du fonds.

Les demandes ne seront pas prises en compte lorsqu'une aide à l'accès a été accordée dans les 12 mois qui précèdent, sauf en cas de changement de situation familiale, professionnelle ou économique.

3.2 - Conditions de logement

Le versement des aides est subordonné au bon état du logement qui doit respecter les conditions de décence prévues par le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 et ne pas faire l'objet d'un arrêté d'insalubrité ou de péril.

3.3 - Plafonnement des aides

Le montant total des aides au maintien ne pourra pas dépasser un cumul de 1 500 € pour un même ménage, sur une période de 12 mois.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 9 – DETTES D'ASSURANCES D'HABITATION

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge tout ou partie de l'assurance habitation
- ➔ Il doit s'agir de la cotisation de l'année en cours

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 12 mois
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour un impayé de loyers et/ou de charges, l'énergie, l'eau, les télécommunications, et l'aide préventive.

Nature de l'aide

- ➔ Subvention

Montant de l'aide

- ➔ Le montant de l'aide est défini par barème (voir annexe)

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande
- ➔ Devis d'assurance ou appel de cotisation
- ➔ RIB de l'assureur ou du locataire

Paiement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait à la compagnie d'assurances
- ➔ Sur demande, le paiement de l'aide peut se faire au locataire, sur présentation d'un justificatif

Conditions spécifiques

- ➔ La demande n'est pas recevable s'il s'agit d'un arriéré de cotisations supérieur à 12 mois
- ➔ Pour rappel, le défaut d'assurance est une clause résolutoire du bail

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 10 – DETTES DE LOYER ET DE CHARGES

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge une partie ou la totalité d'une dette de loyer et/ou charges du logement occupé au moment de la demande.

Nature de l'aide

- ➔ Subvention

Montant de l'aide

- ➔ Aide plafonnée à 800 €

Paiement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait au propriétaire bailleur du logement

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 12 mois
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'assurance habitation, l'énergie, l'eau, les télécommunications, et l'aide préventive.

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande
- ➔ Fiche logement (Sauf si déjà fournie pour une demande antérieure pour le même logement)
- ➔ Etat de la dette, signé par le bailleur et le locataire avec au verso, l'engagement du propriétaire bailleur dûment rempli.
- ➔ L'avis de régularisation de charges doit être fourni. L'instructeur tiendra compte de la limite de la consommation définie pour les dettes d'eau. (40 M3 / an / pers)
- ➔ Attestation de versement direct de la prestation logement au bailleur
- ➔ RIB du bailleur

Conditions spécifiques

- ➔ S'il n'existe pas avant la saisine du FSL, la mise en place du tiers payant est exigée pour tout dossier
- ➔ Le paiement du loyer résiduel doit avoir été repris sur au moins deux mois consécutifs, à la date du dépôt de la demande.
- ➔ L'examen de demandes orientées par la Commission de Coordination des Actions de prévention des Expulsions (CCAPEX) est systématiquement soumis à la Commission mensuelle du FSL.
- ➔ Un impayé de dépôt de garantie ne constitue pas une dette de loyer ou de charges.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FSL - MAINTIEN

FICHE 11 – IMPAYES D'ENERGIE

Objet de l'aide

- L'aide est destinée à prendre en charge une partie ou la totalité des impayés d'énergie du logement occupé au moment de la demande
- Aide possible, si la dette concerne un ancien contrat, chez le même fournisseur d'énergie en réseau.

Fréquence et règles de cumul

- Plusieurs demandes sont possibles sur une période de 12 mois, dans la limite du barème.
- Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'accès au logement, pour un impayé de loyers et/ou de charges, l'assurance habitation, l'eau, les télécommunications.

Nature de l'aide

- Subvention

Montant de l'aide

- Le montant de l'aide est défini par barème (annexe)

Paieement de l'aide

- Le paiement de l'aide se fait au fournisseur
- Lorsqu'une décision a été prise à partir d'un devis, le paiement de l'aide interviendra sur production d'une facture

Constitution du dossier

- Formulaire de demande
- Fiche logement (Sauf si déjà fournie pour une demande antérieure pour le même logement)
- Facture(s) **recto verso** ou devis
- Les lettres de relance ne seront pas prises en considération
- RIB du fournisseur

Conditions spécifiques

- Le demandeur doit, pour que l'aide soit accordée, avoir contribué à un paiement partiel, à hauteur de 20 % minimum de la facture, ou avoir mis en place un paiement échelonné. Une aide ponctuelle d'un autre partenaire (Association caritative par exemple), peut être comprise dans le calcul des 20%. Cependant, sur une facture donnée, le montant du chèque énergie (valeur de l'année) ne rentre pas dans le calcul de la contribution des 20 %.

- Sont à exclure :

Les abonnements et consommations à titre professionnel, l'achat de pétrole

- A compter de la date de dépôt du dossier auprès du FSL, le consommateur bénéficiaire du maintien de la fourniture d'électricité, de gaz ou de chaleur, prévu à l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles.

La saisine du FSL a pour effet de suspendre la procédure d'impayé et donc de suspendre la coupure ou la réduction d'énergie, à compter de la date de dépôt du dossier complet, jusqu'à la décision qui doit intervenir dans les 2 mois.

Pour activer la protection du dossier, l'instructeur doit informer le correspondant solidarité du fournisseur de la saisine du FSL.

- L'instructeur doit veiller à ce que le demandeur ait fait valoir auprès de son fournisseur, le cas échéant, les droits associés au bénéfice du chèque énergie mentionnés à l'article R. 124-16 du code de l'énergie.
- Pour le secteur agricole, il peut arriver que l'abonnement ne différencie pas l'exploitation du domicile. Pour une demande d'aide, il sera pratiqué la ventilation suivante de la dette : 70% pour l'exploitation, 30% pour l'habitation.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 12 – DETTE D'EAU

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge une partie ou la totalité des dettes d'eau (abonnements, consommations, assainissement) du logement occupé au moment de la demande
- ➔ L'aide concerne le contrat en cours

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Une seule aide sur une période de 12 mois
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'accès au logement, pour un impayé de loyers et/ou de charges, l'assurance habitation, l'énergie, les télécommunications, et l'aide préventive

Nature de l'aide

- ➔ Subvention

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande
- ➔ Fiche logement (Sauf si déjà fournie pour une demande antérieure pour le même logement)
- ➔ Facture(s) recto-verso
- ➔ RIB du fournisseur

Montant de l'aide

- ➔ Le montant de l'aide est défini par barème dans une limite de consommation de 40 m3 par personne et par an (voir annexe)

Païement de l'aide

- ➔ Le paiement de l'aide se fait au fournisseur

Conditions spécifiques

- ➔ Le demandeur doit, pour que l'aide soit accordée, avoir effectué un paiement partiel de sa facture, ou avoir mis en place un paiement échelonné.
- ➔ Sont à exclure :
Les abonnements et consommations à titre professionnel
Les consommations d'eau pour piscines et jardin

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 13 – DETTE DE TELECOMMUNICATIONS

Objet de l'aide

- ➔ L'aide est destinée à prendre en charge certaines dettes de télécommunications auprès des opérateurs ayant signé une convention avec le Conseil départemental

Nature de l'aide

- ➔ Proposition de remise de dette

Montant de l'aide

- ➔ Plafonné à 300 €

Paiement de l'aide

- ➔ Une proposition à appliquer une remise de dette est faite à l'opérateur

Fréquence et règles de cumul

- ➔ Plusieurs demandes sont possibles sur une période de 12 mois, dans la limite du plafond
- ➔ Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'accès au logement, pour un impayé de loyers et/ou de charges, pour l'assurance habitation, l'énergie, l'eau, l'aide préventive

Constitution du dossier

- ➔ Formulaire de demande
- ➔ Facture(s) **détaillées**
- ➔ Fiche de liaison avec l'opérateur

Conditions spécifiques

- ➔ **A ce jour, seul l'opérateur Orange est concerné :**
Le demandeur doit être une personne physique, client Orange résidentiel (Non professionnel), titulaire d'un abonnement aux services de téléphonie fixe et/ou d'accès internet et/ou mobile Orange ou Sosh. Les lignes concernées par la demande ne doivent pas être résiliées ou avoir fait l'objet d'un effacement de dette sur l'année en cours.
La dette ne peut se retrouver dans le fichier national contentieux
- ➔ **Sont à exclure : les dettes auprès d'autres fournisseurs et les sommes collectées pour le compte de tiers, qui figurent sur la facture détaillée.**
- ➔ **A réception de la fiche de liaison, Orange protège le client de la résiliation et met les services téléphoniques du client en service restreint local pour une durée maximum de 30 jours.**

L'examen de ces demandes est systématiquement soumis à la commission et relève de la procédure d'urgence.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

FICHE 14 – AIDE PREVENTIVE POUR L'ELECTRICITE ET/OU LE GAZ

Objet de l'aide

- L'aide est destinée à prendre en charge au maximum trois échéances des mensualités mises en place avec le fournisseur d'énergie, ayant conventionné avec le Conseil départemental

Nature de l'aide

- Subvention

Montant de l'aide

- Le montant de l'aide est accordé dans la limite du barème (voir annexe)

Paiement de l'aide

- Le paiement de l'aide se fait au fournisseur

Fréquence et règles de cumul

- Une seule aide sur une période de 12 mois
- Sur une période de 12 mois, cette aide peut se cumuler avec une aide pour l'accès au logement, pour un impayé de loyers et/ou de charges, pour l'assurance habitation, l'eau, les services de télécommunications.

Constitution du dossier

- Formulaire de demande
- Fiche logement (Sauf si déjà fournie pour une demande antérieure pour le même logement)
- Copie de l'échéancier
- RIB du fournisseur

Conditions spécifiques

- Lors de la publication de la présente fiche, seuls les fournisseurs EDF, ENGIE et TotalEnergies sont concernés.
- Aide mobilisable dès lors qu'un échéancier de paiement est en place et respecté.
- La demande n'est recevable que s'il reste au moins trois mensualités à honorer à la date de dépôt du dossier.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[1 – Modalités pratiques](#)

[2 – Accès au logement](#)

[3 - Maintien dans le logement](#)

PARTIE III – AUTRES INTERVENTIONS DU FSL

1 – Accompagnement Social Lié au Logement	34
2 – Aide aux surcoûts de gestion locative	34
3 – Prévention relative aux dépenses d'énergie et d'eau	35

[Retour au SOMMAIRE](#)

[PARTIE I – DISPOSITIONS
GENERALES](#)

[PARTIE II – AIDES FINANCIERES
INDIVIDUELLES](#)

[PARTIE III – AUTRES
INTERVENTIONS DU FSL](#)

[ANNEXE](#)

1 – Accompagnement Social Lié au Logement

Le Conseil départemental gère directement l'attribution de l'Accompagnement Social Lié au logement (ASLL) dont les mesures sont accordées en réunion d'équipe des Services d'Action Sociale de la Direction de l'Action Sociale, de l'Emploi de l'Insertion et du Logement (DASEIL). Sur un même cadre d'intervention, l'ASLL et l'AEB ont chacune un contenu spécifique. Les accompagnements sont réalisés par les conseillères en économie sociale et familiale (CESF) des Services d'Action Sociale.

Les mesures d'ASLL comprennent notamment les diagnostics sociaux concernant les ménages menacés d'expulsion (art.6 de la loi 90-449 du 31 mai 1990)

C'est une intervention destinée à accompagner les personnes ou les familles qui rencontrent des difficultés d'ordre économique et/ou social. Elle permet de définir un projet de l'habiter dans un processus global d'insertion.

L'ASLL s'exerce principalement dans les domaines :

- de l'adaptation du logement à la situation de la personne ou de la famille,
- de l'appropriation du logement et de son environnement,
- de la médiation avec les bailleurs,
- de la gestion budgétaire liée au logement,
- de la prévention des expulsions.

Les ASLL peuvent correspondre à des moments clefs de l'insertion par le logement.

- Accès

Avant l'entrée dans le logement pour définir le projet.

Lors de l'entrée dans un logement afin de faciliter l'installation : organisation budgétaire, intégration dans le quartier, aménagement du logement, connaissance des différents services de la commune...

- Maintien

Résoudre les problèmes d'endettement locatif, de difficultés de remboursement des prêts FSL, de troubles d'occupation et de voisinage et prévenir les expulsions.

2 – Aide aux surcoûts de gestion locative

Le FSL peut accorder une aide destinée à financer les suppléments de dépenses de gestion locative aux associations, et autres organismes à but non lucratif qui sous-louent des logements à des personnes ou familles mentionnées au § 1 – 2 du présent règlement, ou qui en assurent la gestion immobilière pour le compte de propriétaires.

L'aide aux suppléments de dépenses de gestion locative peut également être versée aux associations pour leur permettre de conclure des contrats de bail glissant entre l'association, un bailleur public et un ménage en voie d'autonomie ; dans ce cas, le titulaire du bail est l'association qui sous-loue le logement jusqu'au moment où le bail pourra être effectif entre le bailleur et le ménage concerné.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[PARTIE I – DISPOSITIONS
GÉNÉRALES](#)

[PARTIE II – AIDES FINANCIÈRES
INDIVIDUELLES](#)

[PARTIE III – AUTRES
INTERVENTIONS DU FSL](#)

[ANNEXE](#)

Autres interventions du FSL

Cette aide ne peut porter sur des logements bénéficiant de l'aide aux associations logeant à titre temporaire des personnes défavorisées prévue à l'article 1 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991.

Pour ce qui concerne l'aide au surcoût de gestion, il y a possibilité de solliciter toutes les aides FSL dans le cadre de l'accès et du maintien. En effet l'aide au surcoût gestion ne finance que les dépenses de frais de gestion, la carence de location, les dégradations d'occupation et le suivi des sous-locataires. Aucune aides du FSL ne finance cela aujourd'hui.

Les demandes concernant l'attribution de cette aide sont à formuler directement auprès du Président du Conseil départemental. L'attribution de l'aide est subordonnée à la signature d'une convention avec le Conseil départemental. L'aide est versée selon les modalités figurant sur cette convention.

3 – Prévention relative aux dépenses d'énergie et d'eau

Le FSL peut engager toute action de prévention des impayés d'énergie et d'eau, pour aider les publics concernés par le présent règlement à réduire significativement leurs consommations et à réduire les factures correspondantes.

Ces actions de prévention peuvent être :

- des actions collectives d'information sur les usages du logement
- des interventions éducatives (individuelles ou collectives) réalisées par un professionnel du travail social (technicienne d'interventions sociales et familiales, conseillère en économie sociale et familiale...) et/ou des intervenants techniques spécialisés (conseiller habitat)
- des actions individuelles de diagnostic technique pour repérer la nature d'éventuels dysfonctionnements et accompagner dans le montage de solutions. Il est rendu compte à la commission des résultats de ces diagnostics et des contacts pris avec les propriétaires pour examiner avec celui-ci la possibilité d'effectuer des travaux et de rechercher les solutions de financement adaptées.

A cette fin, le Comité Directeur peut proposer de réserver des crédits du FSL à ces actions de prévention, éventuellement abondés de participations financières spécifiques de différents contributeurs.

[Retour au SOMMAIRE](#)

[PARTIE I – DISPOSITIONS
GENERALES](#)

[PARTIE II – AIDES FINANCIERES
INDIVIDUELLES](#)

[PARTIE III – AUTRES
INTERVENTIONS DU FSL](#)

[ANNEXE](#)

ANNEXE : MONTANT PLAFOND DES AIDES

Assurance habitation

T1/T2	80 €
T3 et plus	127 €

Branchement de compteur

Branchement électricité (prestation Enedis)	20 €
Branchement gaz (prestation GRDF)	20 €

Energie et eau

Composition du foyer (nbre de personnes)	Plafond des aides	
	Energie	Eau
1	400 €	150 €
2	440 €	200 €
3	480 €	250 €
4	520 €	300 €
5	560 €	350 €
6	560 €	400 €
7 et plus	560 €	450 €

Pour les dettes d'eau, le plafond sera appliqué dans la limite d'une consommation de 40 m³ par personne et par an

[Retour au SOMMAIRE](#)

[PARTIE I – DISPOSITIONS
GENERALES](#)

[PARTIE II – AIDES FINANCIERES
INDIVIDUELLES](#)

[PARTIE III – AUTRES
INTERVENTIONS DU FSL](#)

[ANNEXE](#)

Chaque jour à vos côtés



Fonds de Solidarité pour le Logement

Conseil départemental du Cantal - Pôle de la Solidarité Départementale - Mission Logement
28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex - Mail : fsl@cantal.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-16

**Convention de partenariat entre France Travail et le Département du Cantal
pour l'approche globale de l'accompagnement des demandeurs d'emploi
ayant des difficultés sociales et professionnelles**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L262-29, L262-30, L262-32, L262-33, L262-34, L262-42 et R262-72 et R262-73, qui structure les liens entre le Conseil Départemental et Pôle emploi ;

Vu la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi ;

Vu la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 relative pour le plein emploi ;

Vu la délibération n°09CP08-006 de la Commission Permanente du 18 septembre 2009 validant la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active et son avenant approuvé par délibération n°10CP07-10 de la Commission Permanente du 17 septembre 2011

Vu la délibération n° 2013-41 du 17 octobre 2013 du Conseil d'Administration de Pôle emploi relative à l'évolution des relations entre Pôle emploi et les Conseils Généraux visant à permettre un accompagnement global de certains demandeurs d'emploi ;

Vu le protocole national ADF-DGEFP-Pôle emploi signé le 5 avril 2019 relatif à l'approche globale de l'accompagnement ;

Vu la délibération n°19CD03-05 du Conseil départemental du 27 juin 2019 approuvant la convention départementale d'appui à la lutte contre la pauvreté et pour l'accès à l'emploi 2019-2021 et son avenant adopté par délibération n°20CD02-02 du Conseil départemental du 26 juin 2020 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu le projet de programmation 2021-2027 du Fonds Social Européen ;

- APPROUVE la convention entre France Travail et le Département du Cantal relative à l'approche globale de l'accompagnement des demandeurs d'emploi ayant des difficultés sociales et professionnelles dont le projet est joint en annexe.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE FRANCE TRAVAIL ET LE DÉPARTEMENT DU CANTAL
POUR L'APPROCHE GLOBALE DE L'ACCOMPAGNEMENT DES DEMANDEURS
D'EMPLOI AYANT DES DIFFICULTÉS SOCIALES ET PROFESSIONNELLES

ENTRE

Le Département du Cantal, représenté par Monsieur Bruno FAURE, Président du conseil départemental, autorisé par délibération de la commission permanente du 26 janvier 2024 ;

Ci-après dénommé « le Département »

D'une part,

Et

France Travail, institution nationale publique mentionnée à l'article L.5312-1 du code du travail (n° SIRET 130 005 481 12841) dont le siège est situé au 13 rue Crépet – CS 70402, 69364 Lyon cedex 07, représenté par Monsieur Frédéric TOUBEAU, Directeur régional, et Monsieur Sébastien FAURE-ROUQUIÉ, Directeur territorial délégué Cantal (France Travail Cantal, 14, avenue du Garric - Bâtiment 6 - Pôle immobilier d'entreprises - Parc d'activités de Tronquières 15 000 AURILLAC) ;
Ci-après dénommé « France Travail »,

Vu la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi,
Vu la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 relative pour le plein emploi,
Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L262-29, L262-30, L262-32, L262-33, L262-34, L262-42 et R262-72 et R262-73, qui structure les liens entre le Conseil Départemental et Pôle emploi
Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil général du 17 septembre 2010 ;
Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;
Vu la convention tripartite 2019-2022 signée le 20 décembre 2019 entre l'État, l'Unédic et Pôle emploi,
Vu la délibération n° 2013-41 du 17/10/2013 du Conseil d'Administration de Pôle emploi relative à l'évolution des relations entre Pôle emploi et les Conseils Généraux visant à permettre un accompagnement global de certains demandeurs d'emploi
Vu le protocole national ADF – DGEFP – Pôle emploi signé le 05 avril 2019, relatif à l'approche globale de l'accompagnement
Vu la convention de partenariat entre Pôle emploi et le Département du Cantal signé le 20 février 2018, relative à l'approche globale de l'accompagnement pour la période 2018 - 2020
Vu le projet de programmation 2021 - 2027 du Fonds Social Européen
Vu la convention départementale d'appui à la lutte contre la pauvreté et pour l'accès à l'emploi du 28/06/2019
Vu l'avenant à la convention départementale d'appui à la lutte contre la pauvreté et pour l'accès à l'emploi du 03/07/2020 ;
Vu la délibération n°XXXX de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 Janvier 2024 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PRÉAMBULE

La lutte contre la pauvreté et l'insertion sociale et professionnelle des personnes les plus fragilisées constituent une priorité partagée de France Travail et du Département du Cantal.

Ainsi, la convention tripartite 2019 – 2022 signée entre l'Etat, l'Unédic et Pôle emploi renforce ses partenariats stratégiques avec les autres acteurs du Service Public de l'Emploi et poursuit par l'avenant à la convention tripartite 2019-2022 valable jusqu'au 31 décembre 2023 :

- Pour les personnes présentant des risques d'exclusion durable du marché du travail, France Travail assure, en cohérence avec la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, avec les Conseils départementaux et les acteurs de l'insertion, la mise en œuvre de la garantie d'activité en mobilisant l'accompagnement global, notamment pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de la poursuite et du développement de la relation privilégiée entre les signataires en tenant compte de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Considérant en particulier la complémentarité de leurs missions :

- La coordination du Pacte Territorial d'Insertion et pour l'Emploi (PTIE), l'animation de la politique d'insertion et l'accompagnement social des publics en situation de précarité ou durablement fragilisés pour le Département
- L'insertion professionnelle des actifs et la résolution des problèmes de recrutement des entreprises pour France Travail,

France Travail et le Département décident d'unir leurs efforts et de mobiliser leurs partenaires pour développer et accélérer l'accès ou le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi confrontés à des difficultés d'ordre social et professionnel, qu'ils soient bénéficiaires du RSA ou non.

Cette convention acte la volonté partagée de favoriser une articulation optimale du champ de l'emploi et du champ social, visant à améliorer les chances de réussite de l'insertion professionnelle durable des demandeurs d'emploi.

Favorisant le rapprochement d'expertises, elle va permettre :

- Aux conseillers France Travail d'élaborer des parcours prenant davantage en compte des aspects sociaux pour tout demandeur d'emploi inscrit à France Travail qui en a besoin, et qui adhère.
- Aux intervenants sociaux ayant en charge l'accompagnement social des personnes inscrites comme demandeurs d'emploi de s'appuyer sur l'expertise des conseillers France Travail.

Afin d'apporter des réponses personnalisées et adaptées aux besoins des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels, l'organisation des relations entre le Département du Cantal et France Travail se structure autour de trois niveaux de réponses :

- L'accès aux ressources partenariales disponibles sur le territoire à travers une mobilisation de ces ressources par les conseillers France Travail et par les travailleurs sociaux (directe ou validée par un manager) ou après accord de l'opérateur ou financeur de l'action concernée,
- La mise en œuvre d'un accompagnement global permettant la prise en charge conjointe des besoins sociaux et professionnels par un conseiller France Travail et un professionnel du travail social,
- L'aiguillage vers une prise en charge sociale exclusive et temporaire des demandeurs d'emploi le nécessitant.

En pilotant ensemble l'approche globale de l'accompagnement, le Département et France Travail fondent leur collaboration sur une approche des besoins et non une logique statutaire. Ils favorisent une prise en charge coordonnée et simultanée des publics touchés par l'exclusion. Ils contribuent à accélérer le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi les plus fragilisés.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les conditions de coopération entre le Département et France Travail pour favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi confrontés à des difficultés sociales et professionnelles.

Elle détermine les moyens mis en œuvre par les partenaires.

ARTICLE 2 – AXE DE PARTENARIAT : L'APPROCHE GLOBALE

2.1 – LES PRINCIPES FONDATEURS

Les relations entre le Département et France Travail s'inscrivent dans les orientations du protocole national signé entre l'Association des Départements de France (ADF), l'Etat (DGEFP), et France Travail. Cet accord cadre prévoit la mise en œuvre d'une approche globale de l'accompagnement sur la base d'une collaboration élargie à trois axes en fonction des besoins des demandeurs d'emploi et détaillés dans les points suivants.

Ces coopérations sont fondées sur les besoins des publics et non sur leur statut afin d'en faire bénéficier les demandeurs d'emploi.

Afin d'optimiser les interventions et les moyens des partenaires, chacun se recentre sur ses compétences. Ainsi, France Travail assure le suivi et l'accompagnement des demandeurs d'emploi dans le cadre de son offre de service de droit commun et, parallèlement, le Département, chef de file de la politique d'action sociale développe ses interventions dans le cadre de son offre de service de droit commun.

2.2 – LA MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE GLOBALE

AXE 1 – L'ACCES AUX RESSOURCES PARTENARIALES DU TERRITOIRE

Le Département et France Travail s'appuient sur un outil commun pour partager les informations sur les ressources mobilisables sur le territoire, accessible aux conseillers France Travail comme aux agents du Conseil départemental.

AXE 2 – L'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL

Le Département et France Travail s'appuient sur leurs offres de services et organisations actuelles.

France Travail met en œuvre une quatrième modalité d'accompagnement prévoyant un accompagnement coordonné entre un conseiller France Travail d'une part et un professionnel social d'autre part : l'accompagnement global.

Cette modalité d'accompagnement global s'adresse aux demandeurs d'emploi rencontrant des freins périphériques au retour à l'emploi nécessitant une prise en charge articulée par France Travail et le Département.

L'accompagnement global s'appuie sur des :

- conseillers France Travail dédiés qui assurent le rôle de référent des demandeurs d'emploi positionnés sur cette modalité
- intervenants sociaux du Département et des acteurs du champ social volontaires qui assurent le rôle de référent des demandeurs d'emploi positionnés sur cette modalité,
- chefs de projet insertion du Département qui assurent la mission de coordonner les interactions avec les services du Département et de France Travail,
- conseillers du service pénitentiaire d'insertion et de probation du Cantal

Pour France Travail, la taille cible des portefeuilles est de 70 demandeurs d'emploi pour un conseiller France Travail à plein temps.

L'accès à cette modalité d'accompagnement global repose sur l'adhésion du demandeur d'emploi.

L'accompagnement global des personnes positionnées s'effectue dès l'adhésion du demandeur d'emploi et l'intervenant social du Département se met en situation d'accompagner le demandeur d'emploi dès que les besoins émergent, à différents stades du parcours en accompagnement global, et il peut être en veille à certaines étapes de l'accompagnement.

Les modalités opérationnelles de cet accompagnement global sont les suivantes :

- L'entrée dans le dispositif repose sur une définition conjointe des critères d'orientation que le conseiller France Travail se chargera de vérifier pour le compte des deux partenaires, sans double validation.
- En dehors de ces critères, une double validation sera nécessaire (conseiller France Travail et chef de projet insertion du Département)
- Le conseiller France Travail est chargé d'accompagner le demandeur d'emploi sur les sujets relatifs à la recherche d'emploi et / ou l'évolution professionnelle
- Le Département se met en situation de mobiliser son offre de services sur le champ social dès lors que des besoins sont identifiés lors du diagnostic ou en cours d'accompagnement
- Suivi des parcours : les parcours des demandeurs d'emploi en accompagnement global feront l'objet d'échanges réguliers les conseillers dédiés France Travail et les chefs de projet insertion du Département.

AXE 3 – LE DEMANDEUR D'EMPLOI SUIVI EXCLUSIVEMENT EN ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Certains demandeurs d'emploi rencontrent des difficultés sociales qui font durablement obstacle à leur recherche d'emploi.

Sur proposition du conseiller France Travail ou d'un travailleur social et selon les mêmes modalités opérationnelles que pour l'accompagnement global (décrites ci-dessus), l'accompagnement par un intervenant social peut être proposé avec l'adhésion du demandeur d'emploi concerné.

Durant cet accompagnement, l'accompagnement professionnel de France Travail est suspendu afin d'éviter l'effet mille-feuille pour un public déjà fragilisé. Le demandeur d'emploi reste inscrit sur la liste de France Travail sous réserve qu'il réponde aux obligations de tout demandeur d'emploi, notamment conformément à l'article L.5411-2 du Code du Travail en matière d'actualisation mensuelle.

L'accompagnement social exclusif a vocation à demeurer temporaire. La situation de chaque demandeur d'emploi concerné sera réexaminée tous les 6 mois.

2.3 – LES MOYENS HUMAINS

Pour la mise en œuvre des actions relatives à l'axe 2 de la présente convention, France Travail dédie quatre postes de conseillers exclusivement chargés de l'accompagnement global.

Ces conseillers sont placés sous l'autorité hiérarchique de leur Directeur d'agence et bénéficient de l'animation fonctionnelle d'un animateur départemental France Travail.

L'animateur départemental France Travail a également pour mission de coordonner les interactions avec les services du Département.

Le Département (pôle solidarité départementale, direction action sociale emploi, insertion logement, service emploi insertion) identifie les chefs de projet insertion pour assurer le travail en binôme avec les conseillers dédiés France Travail et mobiliser l'offre de services sociale.

ARTICLE 3 – PILOTAGE ET EVALUATION DE LA CONVENTION

Instance de pilotage :

Un comité de pilotage composé de représentants de France Travail et du Département veille à la mise en œuvre, au pilotage et à l'évaluation de la présente convention.

Il est composé comme suit :

Pour le Département :

- Du président du Conseil départemental, ou son représentant
- Du directeur du pôle solidarité départementale
- Du directeur action sociale emploi insertion logement (DASEIL)
- De la cheffe de service emploi insertion

Pour France Travail :

- du directeur territorial délégué Cantal
- de la chargée de mission, chargée de l'animation départementale

Ce comité de pilotage se réunira selon une périodicité semestrielle. Il peut être intégré à une autre instance avec les mêmes acteurs, comme point spécifique de l'ordre du jour

Il a pour mission de faire un point d'étape, d'évaluer le bilan annuel attestant de la réalisation de la convention, de partager les indicateurs de pilotage, quantitatifs et qualitatifs, sur les entrées et les résultats, et de définir les orientations à venir. Il valide l'association de nouveaux opérateurs sociaux à l'approche globale de l'accompagnement, s'il y a lieu.

Le relevé de conclusions du comité de pilotage suivant la fin de chaque année civile aura valeur de bilan d'exécution annuel de la présente convention.

Echanges d'informations :

A l'occasion du comité de pilotage,

France Travail s'engage à fournir les données disponibles dans l'application de gestion dédiée à l'accompagnement global, et accessible à la DGEFP et à l'Union européenne.

Conformément aux règles imposées par la CNIL, ces données communiquées au Département doivent être réservées à un usage strictement interne et n'ont donc pas vocation à être communiquées à un tiers.

Promotion - Communication :

Les signataires s'engagent à organiser en concertation la promotion et la communication des informations relatives à leur partenariat.

Ils s'engagent également à respecter les règles de publicité inhérentes à la mobilisation du FSE.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans.

Elle prend effet le 01 janvier 2024 et prendra fin le 31 décembre 2027.

Elle pourra être modifiée, précisée ou renouvelée par voie d'avenant.

ARTICLE 5 – DEONTOLOGIE ET PROTECTION A CARACTERE PERSONNEL

France Travail et le Département s'engagent à respecter les règles du service public et notamment à veiller à ce que les pratiques, interventions, démarches, comportements ou décisions soient conformes aux principes du service public rappelés ci-après :

- Principe d'équité de traitement et de non-discrimination,
- Principe de confidentialité, de protection de la vie privée et de protection des données à caractère personnel (selon les dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), en particulier pour l'utilisation des données à caractère personnel des fichiers de France Travail, uniquement accessibles aux agents de France Travail, sauf autorisation spécifique de la CNIL,
- Principe de gratuité de placement,
- Principe de continuité du service public, pour les personnes reçues par des services différents,
- Principe de transparence, permettant notamment le libre accès pour l'intéressé aux données le concernant.
- Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
- Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie.
- Les parties traitent les données personnelles uniquement pour :
 - la réalisation de l'objet de la convention ;
 - les besoins de l'exécution et du suivi de la convention.
- Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.
- Les parties répondent aux demandes des personnes concernées dans le délai d'un mois. Elles collaborent entre elles, si nécessaire, pour apporter ces réponses.

- France Travail et le partenaire traitent les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de France Travail, il communique la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.
- Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le partenaire s'engage à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution de la convention et au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la fin de la convention.
- Chaque partie informe l'autre partie de la survenance de toute violation de données personnelles susceptibles d'avoir, directement ou indirectement, des conséquences pour l'autre partie, ainsi que de toute plainte qui lui serait adressée par une personne concernée par le traitement. Cette information intervient dans les plus brefs délais et au plus tard 36 heures après la découverte de la violation de données ou la réception de la plainte.
- Une convention spécifique relative à l'échange de données sera jointe avec cette convention de partenariat

ARTICLE 6 – RESILIATION

En cas de non-respect des engagements pris par l'une ou l'autre des parties, la présente convention pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend portant sur l'application de la présente convention, un accord sera recherché entre les parties. Si le différend persiste, le litige sera porté devant le tribunal administratif compétent.

Fait en trois exemplaires originaux,
À Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental du Cantal

**Le Directeur régional de France Travail
Auvergne-Rhône-Alpes**

Bruno FAURE

Frédéric TOUBEAU

Le Directeur territorial délégué de France Travail Cantal

Sébastien FAURE-ROQUIÉ

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-17

Convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'association pour la formation et l'accompagnement des personnes en contrats aidés (AFAPCA) dans le cadre du dispositif "Défi Cantal 2024"

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Magali MAUREL et Valérie RUEDA se retirent et ne prennent pas part au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.263-1 à L.263-2 ;

Vu la Circulaire N° DGEFP/MIP/METH/2021/42 du 12 février 2021 relative au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) ;

Vu la délibération n°22CD04-6 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 approuvant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°09CP08-006 de la Commission Permanente du 18 septembre 2009 validant la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active et son avenant approuvé par délibération n°10CP07-10 de la Commission Permanente du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFPCA en date du 15 décembre 2023 ;

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Département en faveur de l'Association pour la Formation et l'Accompagnement des Personnes en contrats Aidés (AFAPCA) dans le cadre de l'action « Défi Cantal » à hauteur de 5 440 € pour l'année 2024 ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Département et l'AFAPCA pour la mise en œuvre de l'action « Défi Cantal » dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 017- Nature 6568-Fonction 444 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DEFI CANTAL 2024

(Développement de la Formation et de l'Insertion dans le Cantal)

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 25 février 2023,

Et

L'AFAPCA, CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGÉNIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI, 16, place de la Paix, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le règlement départemental d'aides sociales adopté par délibération n°22CD04-06 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération n° 09CP08-005 de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération n°10CP07-10 de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la Circulaire N° DGEFP/MIP/METH/2021/42 du 12 février 2021 relative au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFPCA en date du 15 décembre 2023 ;

Vu la décision n° xxxxxxxx de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 Janvier 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Malgré un taux de chômage faible, la situation de nombreuses personnes durablement éloignées du marché du travail demeure préoccupante. Le Parcours Emploi Compétences est un contrat aidé destiné à permettre aux personnes les plus en difficulté de s'insérer durablement dans le monde professionnel en développant dans le cadre d'une activité professionnelle des compétences transférables ou mobilisables dans un autre environnement.

Reposant sur un triptyque Emploi-Formation-Accompagnement, les Parcours Emploi Compétences (PEC) permettent à tout salarié recruté de valoriser son expérience professionnelle, d'identifier ses connaissances, ses savoir-faire et savoir-être, d'engager un parcours de formation afin d'augmenter son employabilité et ainsi favoriser un retour à une insertion professionnelle durable.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Pour l'année 2024, le Conseil départemental du Cantal confie à l'AFAPCA l'accompagnement de 8 bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) en Parcours Emploi Compétences (PEC) non accompagnés par le dispositif Cantal Emploi Insertion du Conseil départemental.

Outre sa mission de diagnostic, l'association est chargée, en lien avec France Travail, de mettre en place le plan de formation des bénéficiaires du RSA qui lui sont confiés et de monter le plan de financement avec, en cas de besoin, la contribution des crédits départementaux d'insertion du Conseil départemental du Cantal.

Dans ce cadre, les salariés concernés seront orientés vers l'Association par les référents France Travail, sur proposition des référents uniques en charge du suivi des bénéficiaires du RSA et en accord avec les employeurs de ces derniers.

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE L'AFAPCA

Par la présente convention, l'Association AFAPCA s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre l'action « Défi Cantal » qui consiste à réaliser un bilan diagnostic des salariés et à proposer un accompagnement individuel.

2.1 - Bilan diagnostic des salariés

L'AFAPCA identifie dans le cadre des projets professionnels des salariés, les points suivants :

- Atouts et freins en termes de motivation et centres d'intérêts,
- Niveau de maîtrise des compétences,
- Mobilité géographique acceptée,
- Appui à apporter au bénéficiaire pour réaliser son parcours vers l'emploi.

Elle les informe sur :

- La nécessité d'actions d'appui ponctuel,
- L'accès à la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) : repérage de l'éligibilité au titre de la VAE, inscription et mobilisation sur la démarche,
- Le besoin et les offres existantes en matière de formation professionnelle.

L'AFAPCA proposera à chaque bénéficiaire ayant validé son projet de formation :

- Un SAS diagnostic de 15 heures (phase de positionnement, de construction du parcours),
- Un parcours déterminé en fonction des besoins du salarié :

- Parcours préparatoire à la qualification (en particulier parcours préparatoire aux écoles aides-soignantes, infirmières, aide médico-psychologique ou auxiliaire de Vie Sociale.
- Parcours d'adaptation à l'emploi
- Parcours qualifiant.

2.2 - Mise en œuvre du parcours de formation

L'AFAPCA assure la gestion administrative et financière des entrées en formation et sollicite si besoin des aides individuelles à l'insertion auprès du service Emploi Insertion du Conseil départemental en complément de la subvention allouée par le Conseil régional et de la participation financière des employeurs et des OPCO.

Elle assure également :

- Les contacts avec les organismes de formation nécessaires à la réalisation des formations,
- La signature de la convention AFAPCA / organismes de formation qui précise les modalités de la formation,
- L'évaluation qualitative de la prestation enclenchée ainsi qu'une attestation mensuelle des heures de formation réellement réalisées,
- La mise en contact salariés / employeurs pour le suivi, le calendrier et les conditions de financement du plan de formation,
- Le règlement des factures de l'organisme de formation (sur présentation d'un état de services faits). Les aides individuelles à l'insertion seront, quant à elles, directement versées à l'organisme de formation par le Service Emploi Insertion

ARTICLE 3 : MONTANT DU FINANCEMENT

Le financement du Conseil départemental du Cantal concerne :

- Les coûts de l'accompagnement proposé aux bénéficiaires : sur la base d'un parcours moyen de 15 heures, le Conseil départemental apporte à l'AFAPCA un financement de 680 € par personne, soit un montant maximum de 5 440 € pour 8 parcours. En cas d'interruption de l'accompagnement pour cause de reprise d'emploi ou d'absence dûment justifiée (entrée en formation rémunérée/cas de force majeure, etc. ...), le Conseil départemental finance la prestation au prorata de l'accompagnement réalisé sur la base d'un forfait horaire de 45,33 €.
- La mobilisation des aides individuelles à l'insertion (article 5.2.1 du règlement intérieur des aides individuelles à l'insertion) : Le Conseil départemental ne s'engage qu'au vu du plan de formation, d'une proposition de financement et après recherche par l'AFAPCA de tous les cofinancements possibles. La participation du Conseil départemental est plafonnée à 500 € par personne sur ses crédits départementaux d'insertion. Le financement des aides individuelles se fait dans la limite des crédits disponibles.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT

La contribution due par le Conseil départemental à l'AFAPCA en contrepartie de la réalisation de la présente convention est versée selon les modalités suivantes :

4.1- Dans le cadre du coût d'accompagnement estimé à 5 440 €

- Un premier versement de 70 % soit 3 808 € (trois mille huit cent huit Euros) est effectué à la signature de la présente convention,
- Le solde est engagé sur présentation des comptes rendus d'exécution émargés par le cocontractant et le bénéficiaire sur la base de 15 heures d'accompagnement.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association AFAPCA selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

Domiciliation bancaire :

N° IBAN : FR76 1871 5002 0008 7795 8639 668

BIC : CEPAFRPP871

Les versements seront effectués sur le compte ouvert par l'Association auprès de la Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'AFAPCA

L'Association AFAPCA s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

L'AFAPCA s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du dispositif et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'AFAPCA, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

5-1 - Utilisation de la subvention

L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Conseil départemental, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 10 ci-après.

5-2 - Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, l'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de l'AFAPCA au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

5.3 - Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le Service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le Service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le Service Emploi Insertion à exiger de l'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

5.4 - Information du Département

L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 10 ci-après.

ARTICLE 6 : REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5-1, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à l'AFAPCA en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 7 : CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à l'AFAPCA de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 8 : SUIVI ET ÉVALUATION

L'AFAPCA organise et planifie, en concertation et/ou à la demande des services du département le comité de pilotage (COPI) qui est chargé du suivi et de l'évaluation de l'action et de ses éventuels ajustements organisationnels et de mise en œuvre.

Elle fait également toutes propositions utiles pour développer, améliorer ou réorienter l'opération. Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'AFAPCA ou en cas de nécessité impérieuse à la demande du Conseil départemental.

Le comité est composé des représentants des signataires de la présente convention et d'un représentant de France Travail. D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources.

L'opérateur s'engage à veiller à la disponibilité des membres du comité de pilotage pour établir ses dates de réunion. Il rédige et adresse aux membres, le relevé de conclusion de chaque comité de pilotage.

ARTICLE 9 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1er janvier 2024 et s'achèvera au 31 décembre 2024 Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION

10.1 - A l'initiative de l'AFAPCA

L'AFAPCA peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'AFAPCA est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

10.2 - A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'AFAPCA, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'AFAPCA est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;

Lorsque l'AFAPCA n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;

En cas de fraude avérée ;

Lorsque l'AFAPCA refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'AFAPCA dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de l'AFAPCA, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

10.3 - Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'AFAPCA ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'AFAPCA.

Les sommes dues à l'AFAPCA à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'AFAPCA déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 4.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de l'AFAPCA,

Bruno FAURE

Gérard PRADAL

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-18

Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" (Dispositif Cantal'Mouv)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Magali MAUREL et Valérie RUEDA se retirent et ne prennent pas part au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-27 et suivants ;

Vu la délibération n°09CP08-006 de la Commission Permanente du 18 septembre 2009 validant la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active et son avenant approuvé par délibération n°10CP07-10 de la Commission Permanente du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu la délibération n°22CD04-6 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 approuvant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFPCA en date du 2 novembre 2023 ;

- APPROUVE le montant du concours financier du Conseil départemental à hauteur de 100 000 € pour l'année 2024 ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat relative à la mise en œuvre du dispositif « Cantal'Mouv » dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au Chapitre 011-Nature 6288-Fonction 420 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À
L'AFAPCA- DISPOSITIF CANTAL'MOUV
DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS 2021-2025
« PARCOURS D'INSERTION SANS OBSTACLE »**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 26 janvier 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

Et

L'AFAPCA – CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI, 16 place de la Paix, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL, ci-après désigné par les termes « **L'AFAPCA** »,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-27 et suivants ;

Vu le règlement départemental d'aide sociales adopté par délibération n°22CD04-06 du Conseil départemental du 14 novembre 2022 ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFPCA en date du 02/11/2023 ;

Vu la décision n° xxxxxxxx de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 Janvier 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et le Pacte Territorial pour l'Insertion pour l'Emploi dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion. C'est donc un Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) et un Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE) qui définit la politique commune au Département et à ses partenaires pour la période de 2021 à 2025 dans le Cantal avec une approche décloisonnée entre les publics et les directions du Département intervenant dans le champ des solidarités (enfance famille, autonomie, action sociale et insertion).

L'enjeu de ce PDIE-PTIE est **d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité**. Le PDIE/PTIE 2021-2025 a défini cinq engagements : une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé, un passeport vers l'emploi, **un parcours d'insertion sans obstacle**, la prise en compte des spécificités de chacun et une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente. Ces engagements se traduisent en vingt-deux fiches actions.

Si l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi est évidemment fonction de leurs niveaux de compétences et de qualifications, elle dépend également de leur capacité à se déplacer : que ce soit pour participer à un entretien d'embauche, suivre une formation ou occuper un emploi, c'est bien la question de l'accessibilité à l'opportunité professionnelle qui se pose.

Souvent présentée comme un « passeport vers l'emploi », la mobilité géographique peut également entraver les parcours d'insertion de ceux qui -pour des raisons matérielles, financières, cognitives, ou encore psycho-sociales - ont des pratiques de déplacement limitées. Pluriels et complexes, les freins à la mobilité géographique jouent un rôle déterminant dans la réalisation de nombreuses trajectoires professionnelles.

Les publics, suivis par le Département dans le cadre de leurs parcours en insertion, peuvent se heurter à des **freins périphériques, notamment liés à l'absence de mobilité**. **L'accompagnement individualisé a pour objectif d'aider la personne à accéder à une mobilité autonome favorisant son insertion professionnelle**.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le Conseil départemental du Cantal confie à l'AFAPCA la mise en œuvre de parcours d'accompagnement à la mobilité dans le cadre du dispositif « Cantal Mouv' ». Le dispositif se déroulera comme suit :

- **Mobilisation du partenariat et des publics** : Une notice pédagogique synthétique, une présentation de la prescription en ligne ainsi qu'un support de présentation seront transmis pour permettre d'informer et de former les nouveaux conseillers prescripteurs,
- **Orientation vers le dispositif** : le public sera orienté vers le dispositif via une fiche de prescription dématérialisée. Les identifiants et mots de passe seront fournis à l'ensemble des prescripteurs afin qu'ils puissent rédiger les prescriptions en ligne via la plateforme <https://gestion.afapca.fr/>. Un entretien téléphonique préalable sera proposé pour vérifier l'adéquation entre la demande de la personne et le dispositif proposé,
- **Bilan mobilité** : outil de diagnostic des potentiels et des problématiques de mobilité du participant. Il fournit deux éléments principaux : un cadre d'analyse de la situation individuelle d'une personne, d'un point de vue socio professionnel et du point de vue de sa mobilité quotidienne et une étude des différentes solutions de mobilité que la personne peut utiliser pour faire évoluer sa situation

socioprofessionnelle. Ce bilan mobilité, qui devra durer **au minimum 2 heures en présentiel**, appréhendera de façon globale la situation du participant au regard de ses difficultés de mobilité. Ce bilan servira de base à la mise en œuvre de l'accompagnement individualisé. Il devra permettre :

- D'évaluer les capacités, les potentialités, les difficultés et freins liés à la mobilité de la personne,
- D'identifier les besoins de mobilité au regard du projet socio professionnel,
- De définir et valider un projet individuel de mobilité à court et moyen-long terme.

Une commission mensuelle sera organisée par l'AFAPCA. Cette commission sera composée des représentants du SEI et des référents de parcours mobilité. Elle statuera sur les suites à donner : clôture du dossier, mise en en étape de l'accompagnement, ajournement... Un participant pourra intégrer directement la phase « accompagnement vers la mobilité » si un bilan mobilité de même nature a été réalisé dans les deux années précédentes.

- **Accompagnement à la mobilité** : Adapté aux besoins et aux potentialités du demandeur, cet accompagnement a pour objectif de favoriser l'accès à la mobilité autonome du demandeur. Différentes offres de services pourront être mobilisées par l'AFAPCA en interne ou en externe : Dispositifs Intégracode, Prépacode, Dispositif RESPIR, garage solidaire... ». L'accompagnement pourra être mené sous la forme d'entretiens individuels, de mises en situation ou d'ateliers collectifs (ateliers « Bouger sur mon territoire ») en fonction des besoins des participants.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DE L'AFAPCA

Par la présente convention, l'AFAPCA s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'opération « CANTAL'MOUV ».

Par conséquent l'AFAPCA s'engage à assurer, grâce à des professionnels disposant des qualifications requises, **l'accompagnement d'au moins 400 bénéficiaires** (personnes éloignées de l'emploi dont les freins personnels, sociaux, socioprofessionnels ou de difficultés de mobilité compromettent l'accès à une insertion professionnelle).

Pour cela, l'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre l'action suivant **cinq étapes clés** :

- Mobilisation du partenariat
- Suivi des prescriptions (suivi des données qualitatives et quantitatives des participants) ;
- Mise en œuvre et suivi de l'accompagnement du public cible ;
- Planification de comités de suivi avec le Département (points mensuels permettant d'obtenir toutes les informations nécessaires au bon déroulement de la convention),
- Comité de pilotage

L'AFAPCA assurera en continu, la gestion comptable et financière du dispositif et la gestion administrative des dossiers de chaque participant.

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone). En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur concerné. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

L'AFAPCA s'engage à organiser la mise en place de comités de suivis mensuels avec les agents concernés du Service Emploi Insertion afin de suivre les prescriptions numériques et les dossiers participants notamment des bénéficiaires du RSA. En effet, l'AFAPCA s'engage en sus, à tenir informé le chef de projet SEI du territoire concerné, de toute entrée validée dans le dispositif d'un bénéficiaire du RSA, en temps réel.

ARTICLE 3 - VOLUME DE PUBLIC CONCERNÉ

L'AFAPCA propose d'accompagner environ 400 personnes sur la durée de la convention, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, identifiées par les référents uniques : services du Département ou partenaires.

L'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre cette opération sur l'ensemble du département du Cantal en adaptant la réponse aux territoires. L'AFAPCA devra assurer une couverture territoriale permettant à chaque bénéficiaire potentiel d'avoir accès à cette action.

ARTICLE 4 - MOYENS MIS À DISPOSITION

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnement, l'AFAPCA met à disposition :

- 5 référents de parcours mobilité à hauteur de 3,44 ETP,
- 2 moniteurs auto-école à hauteur de 2 ETP,
- 1 assistante de référent de parcours pour la validation des fiches de prescription après vérification de l'éligibilité des publics et de la complétude des dossiers, pour la gestion des absences des bénéficiaires, pour la rédaction des justificatifs de présence et les contrats de financement à hauteur de 0,6 ETP.

En outre le Directeur de l'association dirige le dispositif et son déploiement sur le territoire à hauteur de 0,6 ETP. Un des référents de parcours sera également en charge de la coordination de l'équipe des conseillers mobilité à hauteur de 0,3 ETP.

L'AFAPCA met à disposition des locaux adaptés à l'accueil du public tant au niveau de l'accompagnement individuel que collectif et ce, au plus près des bénéficiaires, afin que l'absence de mobilité ne soit pas un frein à la participation à cette action. L'AFAPCA s'engage à proposer des interventions à minima sur Aurillac, Mauriac et Saint Flour. De par les conventions existantes avec diverses structures, l'AFAPCA accroît sa capacité à intervenir au plus près des bénéficiaires avec une couverture sur l'ensemble du département. De plus, un camion itinérant vient renforcer cette organisation.

ARTICLE 5 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total éligible prévisionnel de l'opération est de 578 540,88 € pour la durée de cette convention soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

La subvention départementale attribuée à l'AFAPCA pour la réalisation de l'opération, au titre de l'année 2024, est fixée à un montant de 100 000 euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 17,28% du coût total de l'opération.

Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

Une avance de 50 000 €, soit 50,00% du montant prévisionnel, est versée à l'AFAPCA dès notification de la présente convention.

7.2 Solde

Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet avant le 15 décembre 2024.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de l'AFAPCA selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

AFAPCA CENTRE RESSOURCES ET INGÉ
Domiciliation bancaire : Caisse d'épargne Auvergne et Limousin
N° IBAN : FR76 1871 5002 0008 7795 8639 668
BIC : C E P A F R P P 8 7 1

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'AFAPCA

8.1 Echanges d'informations- protection des données personnelles- confidentialité

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce partenariat, les partenaires sont susceptibles de recueillir et échanger des informations personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 (ci-après « loi informatique et libertés ») ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et du règlement (UE).

Elle agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du projet et garantit à ce titre qu'elle informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés dans la présente Convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

Toute information ou donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre à l'occasion de la Convention, ou à laquelle les parties pourraient avoir accès à l'occasion de la Convention, ne peut être utilisée que dans le cadre de la Convention, et ne peut être communiquée à des tiers sans l'accord

écrit et préalable de l'autre partie. L'AFAPCA s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par L'AFAPCA, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception

8.2 Utilisation de la subvention

L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.3 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, l'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de l'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.4 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de L'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

8.5 Information du Département

L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à l'AFAPCA en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement. Cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITE ET DECHEANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à l'AFAPCA de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET EVALUATION

11.1 Suivi et évaluation des parcours individuels

- Un bilan mobilité individuel,
- Feuille d'émargement,
- Bilan de l'accompagnement
- Contrat d'engagement

11.2 Suivi et évaluation de l'action

Le suivi et l'évaluation de l'action « CANTAL MOUV ' » se fera aux moyens de :

- Commission mobilité mensuelle (en présentiel ou en visioconférence) : suivi des parcours individuels,

Comité de pilotage en fin d'action : composé du responsable de la structure, des salariés en charge de l'accompagnement mobilité et des agents du service Emploi Insertion en charge du suivi de l'opération,

- Bilan d'exécution portant sur l'ensemble des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné.

ARTICLE 12 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenant(s).

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A l'initiative de l'AFAPCA

L'AFAPCA peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'AFAPCA est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'AFAPCA, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'AFAPCA est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'AFAPCA n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque l'AFAPCA refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'AFAPCA dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de l'AFAPCA, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'AFAPCA ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'AFAPCA.

Les sommes dues à l'AFAPCA à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'AFAPCA déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'AFAPCA,

Bruno FAURE

Gérard PRADAL

ETUDE DE LA CANDIDATURE :
AFAPCA Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi
REPONSE A L'APPEL A PROJET PERMANENT DU DOMO PDIE 2021-2025
« Parcours d'insertion sans obstacle »

CONCERNANT LE DOSSIER DE DEMANDE :

Les pièces citées ci-après sont demandées et énumérées dans le DOMO du PDIE 2021-2025, version du 1^{er} février 2021, page 4.

Le candidat a fourni :

- Une demande écrite adressée au Président du Conseil départemental. Cette pièce est nécessaire pour démontrer que l'initiative de la demande provient du bénéficiaire. Elle peut prendre la forme d'une lettre d'intention préalable mais devra être accompagné ou suivi d'un dépôt d'un dossier complet dans les six mois. À défaut, la demande sera déclarée irrecevable.
- La fiche de présentation de l'opération en annexe.
- Une copie de la publication au Journal Officiel ou du récépissé de déclaration à la Préfecture.
- Une copie des statuts.
- Une liste des membres de l'organe décisionnel.
- Le numéro SIRET pour justifier de l'immatriculation de l'organisme, obligatoire pour percevoir des aides publiques. Il peut s'agir de l'avis de situation au répertoire SIRENE disponible sur <https://avis-situation-sirene.insee.fr/>
- Le relevé d'identité bancaire indiquant le code BIC et le code IBAN.
- Une attestation sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme.
- Les documents comptables des 3 derniers exercices pour justifier de la santé financière de la structure demandeuse.
- Une liste de l'ensemble des aides demandées ou perçues au titre du projet lors de la demande pour vérifier l'absence de surcompensation, de double financement ou de sur-financement.

Le candidat n'a pas fourni :

- Une liste de l'ensemble des aides perçues au cours des trois dernières exercices (dont l'exercice en cours) pour la conformité au régime d'aides d'État, le cas échéant.
- La délibération de l'organe décisionnel de la structure approuvant le projet et le plan de financement.

CRITERES D'ELIGIBILITE :

Les critères cités ci-après sont demandés et énumérés dans le DOMO du PDIE 2021-2025, version du 1^{er} février 2021, page 4.

Critères conformes :

- Le descriptif du projet doit être précis et détaillé dans la demande d'aide, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens prévisionnels en moyens humains et financiers mobilisés à cette fin ;
- La durée de réalisation des opérations ne pourra excéder 36 mois pour les appels à projets permanents. Seront privilégiées les opérations d'une durée de 12 ou 24 mois.
- Le projet doit être mené au bénéfice direct ou indirect des publics visés par le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 et dans le périmètre géographique du Cantal ;
- Le porteur de projets doit être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes applicables ;

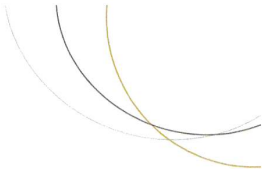
- Le porteur de projets doit être en capacité de respecter les obligations de communication de l'intervention du Conseil départemental.
- Le positionnement sur les actions retenues sera du ressort du Conseil départemental ou du prescripteur habilité en s'assurant de l'adhésion du bénéficiaire. Une fiche navette départementale de positionnement, dûment remplie, sera signée par le bénéficiaire et le référent social ou professionnel et ensuite adressée (par courrier ou courriel) à la structure qui assure l'action concernée.
Proposition d'une prescription numérique via des codes de connexion sur une plateforme de l'AFAPCA.
- Chaque organisme retenu dans le cadre des appels à projets devra mettre en place des comités de suivi (nombre fixé dans la convention) dont les comptes rendus seront transmis au Service Emploi Insertion.
La tenue d'une commission mobilité mensuelle permettra d'effectuer un suivi régulier du dispositif.

NOTATION DU CANDIDAT, SELON CRITERES DE SELECTION :

Critères	Note	Commentaires
L'expérience des intervenants (compétences, qualifications, connaissance du public et du champ de l'insertion sociale et professionnelle, connaissance du territoire au niveau social et économique et des acteurs)	50/50	<p>Les intervenants (6,94 ETP) cités dans le descriptif du projet sont des professionnels diplômés : Article 3.4, p.25 : « Martine Linard, Mélanie Vialle, Alanna Pages, Dominique Réjaud et Isabelle Lassalle sont les référents de parcours des bénéficiaires. Michel Gohier et Sonia Robert sont les enseignants de la conduite en charge des accompagnements des bénéficiaires du dispositif.</p> <p>Ces professionnels ont pour les premiers une expérience auprès des publics en situation d'insertion et pour les deux derniers un diplôme en lien avec leurs missions.</p> <p>Ces intervenants ont déjà eu l'opportunité de travailler avec le public cible de l'action CANTAL'Mouv depuis 2019, date de mise en œuvre du marché public du Département.</p> <p>L'AFAPCA et les intervenants missionnés dans le cadre de l'action sont donc compétents en matière d'accompagnement du public éloigné de l'emploi et ont également la connaissance du territoire cantalien, de par les multiples « points d'accueil » proposés qui desservent chaque arrondissement.</p> <p>L'AFAPCA est une structure implantée sur le Cantal depuis de nombreuses années, qui a su s'imprégner du territoire et travailler sur divers champs de l'insertion.</p>
La qualité du parcours proposé (outils, méthode d'animation, partenaires sollicités, plus-value, suivi)	40/50	<p>Le parcours d'accompagnement proposé permet un suivi du stade de la prescription par le référent du participant jusqu'à la restitution d'un bilan de parcours de l'accompagnement individuel accompagné d'une feuille d'émargement cosignée par le participant et l'intervenant.</p> <p>L'AFAPCA propose ainsi d'orienter les participants sur le dispositif au moyen d'une prescription numérique, puis un entretien téléphonique préalable sera réalisé avec la personne pour s'assurer de l'adéquation entre la demande de l'intéressé et le dispositif concerné. Puis un bilan mobilité sera réalisé d'une durée de 2h minimum en présentiel avec signature d'un contrat d'engagement pour l'accompagnement mobilité. Présentation du bilan mobilité à la commission mobilité mensuelle pour statuer sur la clôture du dossier ou la poursuite de l'accompagnement.</p>

		<p>L'AFAPCA met l'accent sur la nécessité d'échanges réguliers entre avec les référents (prescripteurs, Service Emploi Insertion, et AFAPCA) pour le bon déroulement du parcours du participant.</p> <p>Les partenaires sollicités sont les prescripteurs (30 prescripteurs différents repérés): « travailleurs sociaux du Département, des CCAS, Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, MSA, chambres consulaires. ».</p> <p><u>Commentaires</u></p> <p>Une attention doit être de mise compte tenu de la gestion directe des prescriptions par l'AFAPCA afin que les besoins du public cible du Cd15 soient pris en compte.</p>
La logique de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats) en favorisant une approche intégrée et globale	30/30	<p>La logique de projet est évidente avec un processus clair et défini comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un diagnostic – un public – une approche globale d'une problématique mobilité avec différents champs d'interventions ; - Un calendrier de mise en œuvre prévisionnel - Un déroulement technique. Compte tenu de l'ancienneté de ce dispositif, une réunion de lancement n'est plus nécessaire. Toutefois, une fiche de présentation synthétique, proposée, doit permettre aux nouveaux professionnels d'utiliser ce dispositif ; méthode de prescription, documents de suivi, coordination avec les partenaires) avec une gestion administrative (compilation des données participants et financières) ; - Une phase de bilan et d'évaluation (des bilans individuels, une réunion de clôture ainsi qu'un bilan d'exécution) <p>L'AFAPCA prévoit de toucher 400 participants dans le cadre du dispositif CANTAL'Mouv</p>
L'impact territorial du projet en privilégiant l'échelle des bassins d'emploi et/ou du département (maillage territorial permettant de favoriser l'accessibilité de l'opération aux publics ciblés par l'opération)	30/30	<p>CANTAL'Mouv est un dispositif proposé sur l'ensemble du département du Cantal (article 3.1, p.24) tout en prenant en compte l'importance du maillage territorial lorsqu'il est possible. L'AFAPCA propose des interventions sur les arrondissements d'Aurillac, Mauriac et Saint-Flour. Un camion itinérant vient en 2024 renforcer l'accessibilité du dispositif.</p> <p>La couverture territoriale est importante pour que chaque bénéficiaire puisse avoir accès facilement au dispositif.</p>
Le nombre de participants accompagnés	30/30	400 participants sont visés par l'action CANTAL'Mouv
Le coût de l'opération par participant	30/30	100 000 € sont sollicités au titre de la demande de subvention pour 400 participants soit un coût par participant, pour le Département, estimé à 250€. La subvention départementale attribuée à l'AFAPCA pour la réalisation de l'opération, au titre de l'année 2024, est fixée à un montant de 100 000 euros

		maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 17.28% du coût total de l'opération.
La capacité d'animation et le partenariat réuni autour du projet	30/30	L'AFAPCA est un acteur du territoire connu et reconnu qui sait déjà être ressource pour divers partenaires cités précédemment. Tout au long de la fiche descriptive du projet sont cités plusieurs partenaires de l'insertion tels que le SEI du Cd15, les TS, les MILO, Pôle Emploi, Cap Emploi, etc.
Le caractère novateur et/ou anticipatif des opérations sur les problématiques de mutations économiques	25/30	CANTAL' Mouvement ne constitue pas en soi une opération novatrice, puisque cette action est déjà conduite depuis plusieurs années. Les propositions de l'AFAPCA ont évolué chaque année afin de s'adapter aux besoins du public. Si en 2023, une auto-école solidaire a été créée, c'est en 2024, un camion itinérant, proposant des cours de code, qui sera mis en œuvre. La volonté est de favoriser une plus grande accessibilité à l'opération.
La capacité à mobiliser d'autres sources de financement.	20/20	L'AFAPCA montre sa capacité à mobiliser plusieurs types de financements en sollicitant : <ul style="list-style-type: none"> - Le FSE + - Le Conseil régional Auvergne Rhône Alpes - Pôle Emploi - Le Cd15 - La CAF - Mob in
NOTE		285/300



M. Bruno FAURE
Président du Conseil départemental
28 Avenue Gambetta
15 000 Aurillac

A Aurillac, le 2 novembre 2023

Objet : Demande de subvention au titre de l'appel à projets 2021-2025 - Parcours d'insertion sans obstacle

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de solliciter au nom de l'AFAPCA, une subvention du Conseil départemental d'un montant de **100 000 €** au titre de l'appel à projets 2021-2025 Parcours d'insertion sans obstacle, pour **le dispositif Cantal'Mouv.**

En application du règlement correspondant, je vous adresse ci-joint le dossier et ses annexes obligatoires dûment complétés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Gérard PRADAL



AFAPCA
Centre de Ressources et d'Ingénierie
Pour l'Insertion et l'Emploi

16 place de la Paix
Président de l'AFAPCA
15000 AURILLAC

AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'emploi

16 place de paix – 15000 Aurillac- 04 71 43 07 20 - secretariat@afapca.fr

SIRET:
397 733 015 001 01

RNA :
W151000844



www.afapca.fr



DISPOSITIF CANTAL'Mouv

Plateforme de Mobilité départementale

Fiche de présentation de l'opération

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom	AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi
Sigle	AFAPCA
Statut juridique	Association Loi 1901
Adresse	AFAPCA 16 place de la paix – 15000 Aurillac
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : contact@afapca.fr www.afapca.fr
N° de Siret	397 733 015 001 01
N° RNA	W151000844
Code APE	8899B
Agrément O F	83150296115
Agrément Auto-école	1 23 015 000 10
Représentant légal	Gérard PRADAL
Fonction	Président
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : contact@afapca.fr
Personne référente	Pierre SAVARIC
Fonction	Directeur
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : direction@afapca.fr



PRESENTATION

L'AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi, association reconnue Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale, s'inscrit sur le territoire Cantalien depuis bientôt 30 ans.

L'association a pour objet de favoriser l'insertion socio professionnelle des publics éloignés de l'emploi en portant des projets, des dispositifs et des expérimentations.

Les valeurs de l'association reposent sur :

➡ **Le Caractère social et solidaire de ses activités**

L'association s'adresse essentiellement aux partenaires accompagnant des publics éloignés de l'emploi mais aussi aux structures salariant des personnes en contrats aidés et aux Structures de l'Insertion par l'Activité Economique.

L'objectif est le retour vers l'emploi durable, en proposant à ces publics des dispositifs d'accompagnement et de formation.

A cet effet, l'association :

- Fédère salariés, employeurs et partenaires pour faire du parcours d'insertion un procédé « gagnant-gagnant ».
- Préconise des actions de remobilisation et de formations pour les publics fragilisés et contribue à leurs mises en œuvre en assurant la gestion administrative et financière
- Mobilise et mutualise des fonds publics et privés liés à la mise en œuvre de ces actions

➡ **Sa volonté de s'inscrire dans l'innovation**

L'AFAPCA se positionne comme un acteur de "l'expérimentation active" de nouvelles solutions et dispositifs innovants. Elle est force de proposition vis-à-vis des partenaires institutionnels en charge de la politique publique de l'emploi et de l'insertion.

L'association développe ses propres actions sous sa responsabilité administrative et pédagogique pour permettre de travailler à l'insertion des personnes en grande difficulté.

L'AFAPCA est un lieu neutre dans lequel sont rassemblés les savoir-faire de différents professionnels ayant des compétences en matière d'évaluation, d'orientation, de mobilité et d'insertion professionnelle.

En 2022, l'AFAPCA porte plusieurs activités d'ingénieries s'intégrant dans 4 pôles de compétence :

1. Remobilisation et action santé :

- Dispositif RESPIR – REseau de Soins et de Pratiques pour une Insertion Réussie

2. Accompagnement à la mobilité :

- Dispositif Cantal'Mouv - Plateforme de mobilité



- Auto-école Solidaire

3. Accompagnement à la formation

- Dispositif DEFI 15 - Développement par l'Emploi et la Formation pour l'Insertion dans le Cantal

4. Accompagnement à l'emploi :

- Clauses Sociales d'Insertion

Gouvernance :

Concernant sa composition, l'AFAPCA est dirigée par un Conseil d'Administration composé de membres de fondateur, autorité de l'état, des collectivités territoriales et des financeurs (DDETSP, Conseil Régional d'Auvergne Rhône-Alpes, Conseil départemental, Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, Association des Maires, Mission Locale, CAP Emploi), de membres actifs (issus des employeurs de contrats aidés) et de membres associés (personnes approuvées et qualifiées). Parmi les membres du Conseil d'Administration, certains ont été élus lors de l'Assemblée Générale de l'association pour composer le bureau associatif. Ce dernier regroupe un président, une vice-présidente, une trésorière, une secrétaire.

Rôle des instances

L'assemblée générale approuve les rapports moraux et financiers,

- Entend et approuve le rapport d'activité et le rapport moral de l'association
- Entend et approuve les comptes de l'exercice clos
- Définit les orientations morales et financières pour l'exercice suivant,
- Renouvelle les membres élus du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale, sur rapport du Conseil d'Administration, est appelée à ratifier le programme annuel prévisionnel des actions à mener.

Le Conseil d'Administration gère le budget, détermine l'emploi des fonds, conduit les réflexions sur l'action à mener par l'Association dans le respect des orientations décidées par l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut comporter **une commission pédagogique** dans le but d'aider au montage des actions de formations et **un comité de sélection** lorsque l'association met en œuvre un appel à projet pour une cotraitance.

Le Conseil d'Administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs au bureau.

Le bureau du Conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est nécessaire et assure le fonctionnement régulier de l'Association. Il prépare l'ordre du jour des Assemblées, les rapports d'activités et financiers de l'année écoulée, le rapport d'orientation et assure l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.



La structure et sa démarche partenariale :

Il est à noter que dans un rapport du CREDOC d'Octobre 2010, « l'AFAPCA fait figure de tête de réseau informelle » (p18) pour les structures de l'IAE du département du Cantal et est considérée comme « un porteur de projet faisant l'unanimité » (p26).

En effet, l'AFAPCA est un partenaire de longue date du Service Public de l'Emploi (DDETSPP, PLIE, Conseil départemental, Pole Emploi, Mission Locale, CAP Emploi...) ainsi que de l'ensemble des structures de l'IAE (ACI, AI, ETTI...) du territoire.

De plus, pour mettre en œuvre une mutualisation de fonds pour financer des formations, l'AFAPCA travaille aussi avec le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes, les OPCA (OPCA EP, UNIFORMATION...) mais aussi avec de nombreux employeurs de contrats aidés du département qu'ils soient des collectivités locales (mairies, EPCI...), des collectivités hospitalières, ou des associations du secteur sanitaire et social (ADAPEI, ADSEA, Cités Cantaliennes...) ou bien encore sportives et culturelles (AFC, Stade Aurillacois, Ecole de Cirque...).

Enfin, l'association travaille avec l'ensemble des organismes de formation du territoire et aussi avec d'autres partenaires pour favoriser la remobilisation des publics en difficulté sociale et professionnelle tel que le CIDFF Cantal.

Ainsi, l'AFAPCA peut se prévaloir d'une bonne connaissance du secteur de l'insertion, du secteur formatif, des partenaires institutionnels ainsi que des employeurs du territoire.

Le rapport du CREDOC d'Octobre 2010 précisait que les institutionnels reconnaissent à l'AFAPCA « une compétence en matière d'animation de réseau ».

Dans le cadre de la mise en œuvre de la plateforme de mobilité départementale Cantal Mouv depuis 2018, l'association a su s'appuyer naturellement sur son réseau existant mais également multiplier les partenariats afin de répondre aux attentes des bénéficiaires qui nous sont orientés par plus de 35 prescripteurs différents en 2020.

Par exemple l'AFAPCA travaille avec l'ensemble des auto écoles du territoire mais aussi avec tous les acteurs départementaux et régionaux qui œuvrent dans le domaine de la mobilité comme le montre le schéma ci-dessous.



Depuis le 17 octobre 2018, le lancement de la Plateforme mobilité Cantal'Mouv, financée par l'état, le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes et le Conseil Départemental du Cantal, a permis une montée en charge progressive des accompagnements avec 37 bénéficiaires sur le 4^{ème} trimestre 2018, puis 146 bénéficiaires en 2019 pour atteindre 228 bénéficiaires en 2020 malgré la crise sanitaire.

Au 3^{ème} trimestre 2023, l'AFAPCA accompagne plus de 470 bénéficiaires sur sa plateforme de Mobilité Cantal'Mouv avec la mise en place de nombreuses prestations permettant de tenir compte des difficultés des publics accueillis :

- Prestation Bilan Mobilité
- Prestation Accompagnement Individualisé « Savoir Bouger » & « Pouvoir Bouger »
- Prestation « Atouts Permis »
- Accompagnement « Parcours Permis »
- Ingénierie de financement pour « Réparation, Achat & location de véhicule »

Il est à noter que depuis le 1^{er} janvier 2022, l'AFAPCA a mis en place sur le bassin de vie d'Aurillac une Auto-Ecole Solidaire pour permettre de mieux accompagner les bénéficiaires qui sont orientés afin de prendre en compte leurs problématiques lors du bilan de conduite complet.

La création de l'auto-école solidaire permet de proposer des cours de code et de conduite pour les bénéficiaires qui rencontrent des difficultés d'apprentissage liées à un niveau scolaire très bas, ou à des échecs successifs, notamment à l'obtention du code ou du permis.

Aussi l'auto-école solidaire permet un accompagnement renforcé de bénéficiaires pour :

- Expertiser et mobiliser les personnes en difficulté face au permis de conduire ;
- Accompagner les personnes en difficulté d'apprentissage afin d'acquérir le permis de conduire nécessaire à leur insertion socio-professionnelle.

Les ateliers proposés par l'Autoécole Solidaire doivent permettre aux bénéficiaires d'obtenir l'examen théorique et/ou pratique du permis en faisant la proposition de la combinaison suivante :

- L'accès à l'atelier Prépa Code et/ou
- L'accès à l'atelier Intégra Code et/ou
- L'accès à l'atelier Intégra Mob et/ou
- L'accès à l'atelier Code renforcé et/ou
- L'accès à l'examen du code et/ou
- L'accès à des heures de conduite :
 - Boite manuelle
 - Boite automatique
- Formation permettant la levée du code restrictif 78 pour les permis passés sur véhicules à boîte de vitesse automatique
- L'accès à l'examen de la conduite

A compter de novembre 2023 et l'acquisition d'une unité mobile de formation, l'auto-école solidaire devient nomade



En effet, l'acquisition d'un camion itinérant de deux espaces bureaux séparés dont un doté d'un écran et d'un système de cours de code et pouvant accueillir jusqu'à 5 élèves, permet ainsi des interventions auprès d'un public en difficulté vivant dans des bassins de vie ruraux.

L'auto-école solidaire nomade, se déplace pour rendre accessible à l'échelle du département, des dispositifs actuellement mis en place uniquement sur le bassin de vie d'Aurillac tel que des ateliers de code renforcé.

Respect des obligations réglementaires :

Dispositions prises pour se conformer aux obligations réglementaires qui incombent aux organismes de formation et notamment celles relatives au règlement intérieur

L'AFAPCA dispose d'un règlement intérieur établi conformément aux articles L6352-3 et L6352-4 et R6352-

1 à R6352-15 du Code du Travail. Ce règlement s'applique à l'ensemble des stagiaires, quel que soit le lieu de formation.

Ce règlement intérieur :

- Rappelle les principales mesures applicables en matière d'hygiène et de sécurité
- Fixe les règles de discipline : nature et échelle des sanctions, droits et recours des stagiaires sanctionnés...
- Précise les modalités de représentation des stagiaires pour les stages d'une durée supérieure à 200 heures.

Il est constitué d'articles et intègre les modalités obligatoires :

- Objet et champ d'application
- Règles d'hygiène et de sécurité
- Consignes en cas d'incendies
- Règles en matière de tabac, boissons alcoolisées et drogues
- Assiduité du stagiaire en formation (horaires, présences, absences, retards ou départs anticipés, formalisme attaché au suivi de la formation)
- Accès aux locaux
- Tenue
- Comportement
- Utilisation du matériel
- Sanctions disciplinaires
- Garanties disciplinaires
- Représentation des stagiaires (élections des délégués, durée des mandats, rôles)

Les stagiaires sont informés oralement de la présence du règlement intérieur, peuvent le consulter au siège de l'AFAPCA et sur le site internet www.afapca.fr.

La signature du contrat d'engagement vaut acceptation et engagement à respecter tout au long de leur parcours de formation, le règlement intérieur.

Toute attitude en contradiction avec le règlement fait l'objet d'un rappel oral du règlement s'il n'y a pas de caractère de gravité. Dans le cas contraire, un courrier formalise l'avertissement et le risque de sanction en cas de réitération. Si les attitudes en cause se renouvellent, la sanction encourue est la mise à pied puis l'exclusion de la formation.



Les attitudes en contradiction au règlement intérieur font l'objet d'échange lors des réunions de l'équipe de formateurs, l'équipe échange alors afin de mettre en place une réaction mesurée et pertinente.

Dispositions prises en matière de respect des principes d'égalité et de non-discrimination

En matière de lutte contre les discriminations, le cadre légal qui s'impose aux organismes de formation repose dans l'article L. 1132-1 du Code du travail « aucune personne ne peut être écartée [...] de l'accès à une formation[...] en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son orientation sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son patronyme ou en raison de son état de santé ou de son handicap ».

Le respect de ce cadre légal passe par un engagement de notre part dans la lutte contre les discriminations afin de garantir :

- L'égal accès aux formations quelques soient les candidats ;
- Un recrutement égalitaire dans son déroulement, conduisant à des effectifs mixtes et divers ;

L'AFAPCA se conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) qui poursuit à savoir :

- L'AFAPCA s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement et conformément aux instructions de l'acheteur
- L'AFAPCA s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées.
- L'AFAPCA s'engage à ce que ses salariés soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité
- L'AFAPCA s'engage à aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition...
- L'AFAPCA s'engage à notifier à l'acheteur par courriel, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Ce courriel comportera les éléments suivants :
 - o La description de la nature de la violation de données à caractère personnel
 - o Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données
 - o La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
 - o La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre
- L'AFAPCA s'engage à aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation d'analyse d'impact relative à la protection des données
- L'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :
 - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
 - o Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes de des services de traitement



- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celle-ci dans un délai approprié en cas d'incident
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Conformément à la législation en cours, l'AFAPCA possède un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur et les mettra à disposition pour permettre la réalisation d'audits et/ou d'inspection.

L'AFAPCA se conforme également aux autres normes en vigueur liées :

- A l'émargement : les stagiaires émargement chaque demi-journée. Les feuilles d'émargement sont contre signées par le formateur à chaque demi-journée
- A l'information et aux documents à remettre avant l'entrée en formation : les stagiaires sont informés en amont du règlement intérieur, du programme, de l'équipe pédagogique et du planning. Ces documents leur sont remis.
- A la remise d'une attestation de fin de formation
- A la garantie de la protection des libertés individuelles
- Aux conditions de réalisation d'une action de formation.

Enfin, l'AFAPCA a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par: le décret n°2019-564 du 6 juin 2019 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle et le décret n° 2019-565 du 6 juin 2019 relatif au référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences, mentionné à l'article L.6316-3 du code du travail ainsi que selon l'arrêté du 6 juin 2019 relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6319-1-1 du code du travail.

L'AFAPCA est donc certifié « **Qualiopi** » ce qui vise à :

- Attester de la qualité du processus mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences ;
- Permettre une plus grande lisibilité de l'offre de formation auprès des entreprises et des usagers.



LE PROJET

Diagnostic

Le Département du Cantal connaît un relatif faible taux de chômage (4.1% de demandeur d'emploi de catégorie A au second trimestre 2023). Le vivier de main d'œuvre pour les entreprises locales apparaît donc extrêmement réduit, avec des personnes pour la plupart très éloignées de l'emploi cumulant diverses difficultés.

Ce chiffre qu'on peut estimer très bas par rapport au niveau national masque en fait une évasion importante des compétences du territoire notamment pour les populations les plus jeunes. La baisse démographique s'accompagnera de celle du nombre des actifs.

D'ores et déjà, les jeunes actifs entrant sur le marché du travail ne compensent plus les départs à la retraite des générations nées après-guerre. Une part non négligeable des publics restant demandeurs d'emploi connaît des difficultés d'insertion liées à des problématiques croisées tels que des addictions diverses, problèmes de santé, manque de qualification, problèmes de mobilité, problèmes de savoir-être et de comportement.

Pour ces personnes, les trajectoires d'accès à l'emploi relèvent de parcours associant des outils d'insertion du type Atelier et Chantier d'Insertion mais également de formation en travaillant simultanément sur la problématique de mobilité liée à notre territoire.

Suite à l'accompagnement MOUV'UP en 2016 auquel a participé activement l'AFAPCA, un constat est apparu :

- Une ventilation très diffuse sur le territoire de montagne aux mobilités malaisées ce qui provoque des difficultés structurelles d'intervention pour la sphère publique et participe à la fragilité de la population vivant sur le territoire
- Des aides à la mobilité partielle plus ou moins pertinentes mais pas de dispositif global territorial qui répond à ces problématiques
- La capacité à se déplacer de manière autonome est une dimension essentielle de la cohésion des territoires et de l'insertion socio professionnelle
- Les publics en insertion ou en recherche d'emploi sont souvent confrontés à des difficultés de mobilité qui ont des causes diverses : économiques, sociales, psychologiques, cognitives

De plus, le Cantal compte environ 145 000 habitants, répartis sur un territoire de moyenne montagne très peu densément peuplé.

Hormis dans le bassin d'Aurillac, la plupart des communes sont classées en niveau de pauvreté élevé avec des populations très âgées et pauvres, vivant dans des zones dépeuplées et des logements vétustes.

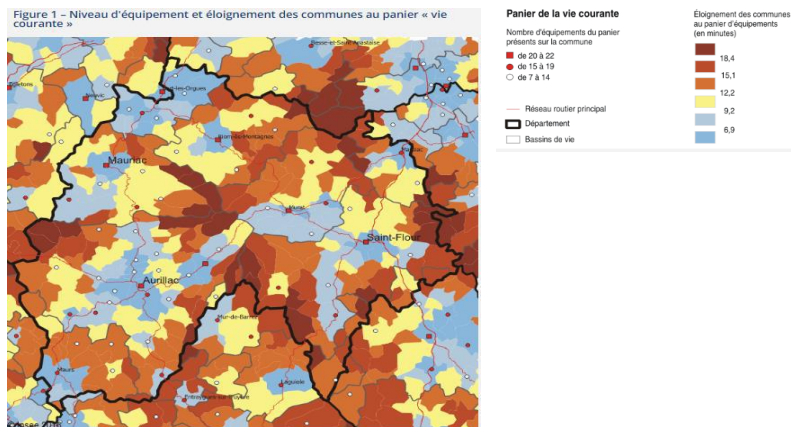
Ce niveau de précarité est très accentué sur le **territoire de Mauriac** qui, par ailleurs, accueille la population la plus vieillissante. Le niveau de ressources de la population est faible, **60 % des foyers fiscaux ne sont pas imposés**.

Le territoire de Saint-Flour présente lui aussi un vieillissement et une situation socio-économique homogène assez défavorables. (Source : Schéma départemental de l'autonomie 2021-2025)



Plus de 4550 demandeurs d'emploi de catégorie A et 2 475 personnes sont bénéficiaires du RSA (source : PDIE 2021-2025), et 50% d'entre elles ont des problèmes de mobilité, y compris dans la zone la plus densément peuplée (CABA), mais aussi dans l'hyper ruralité.

La distance entre le lieu d'habitation et le 1^{er} commerce est très souvent supérieure à 10 km



En fin le Transport A la Demande (TAD) est limité à quelques territoires et quelques déplacements

En effet, il existe du Transport A la Demande dans 3 communautés de communes. Ce service sert essentiellement à se rendre dans les principaux bourgs les jours de marché. Il est souvent confiné à des déplacements internes à la communauté de communes. Dans la Châtaigneraie cantalienne, le TAD propose des trajets libres 3 jours par semaine.

En Châtaigneraie, comme sur Hautes Terres Communauté, le TAD a réalisé près de 1 900 courses en 2019. Ce sont principalement les personnes âgées qui en bénéficient.

Les tarifs sont variables d'un EPCI à l'autre : un aller simple coûte 4 à 6 €, l'aller/retour coûte 6 à 12 € selon la distance parcourue.

En réponse à ce constat, le Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi a défini cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé
- Un passeport vers l'emploi
- Un parcours d'insertion sans obstacle
- La prise en compte des spécificités de chacun
- Une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente

Le PDIE confirme et amplifie la mobilisation du département du Cantal en innovant et en construisant avec ses partenaires des réponses adaptées :



- En utilisant les différentes formes d'actions individuelles ou d'interventions collectives pour remobiliser les personnes, créer une dynamique de parcours, et favoriser la mobilité des publics, qu'elle soit physique ou intellectuelle,
- En luttant contre les freins périphériques à l'emploi.

C'est pourquoi l'AFAPCA souhaite se positionner comme un acteur départemental permettant de travailler à l'insertion socio professionnelle des publics éloignés de l'emploi avec une approche globale en tenant compte :

- Des problématiques sociales via le dispositif **RE**seau de Soins et de **Pr**atiques pour une Insertion **Ré**ussie (**RESPIR**)
- Des problématiques formatives via le dispositif de **D**éveloppement de l'**E**mloi par la **F**ormation et l'**I**nsertion (**DEFI Cantal**)
- Des problématiques de mobilité via le dispositif **CANTAL'MOUV**



1. Généralité :

En tant que porteur de projet, l'AFAPCA mettra en œuvre un parcours d'accompagnement à la mobilité sur le territoire du Cantal permettant l'accès à une mobilité autonome et durable pour un public éloigné de l'emploi sur l'ensemble du département.

La mise en œuvre du parcours d'accompagnement à la mobilité se décline en trois temps distincts :

- la prescription
- un "bilan mobilité",
- un "accompagnement individualisé vers la mobilité" par le biais d'intervention individuelle ou collective.

Pour se faire l'AFAPCA a des atouts à faire valoir :

1.1 - Un travail de proximité et avec les professionnels du secteur

Cette action nécessitera une communication spécifique, avec des supports spécifiques, auprès des prescripteurs (Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, CIDFF, Travailleur Sociaux...) et des principales SIAE du département. Ces partenaires travaillent pour la plupart déjà en partenariat avec l'AFAPCA.

Un travail a déjà été engagé et des rapprochements avec de nouveaux partenaires se sont mis en place :

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------------|
| - La Fédération MOB'IN AURA | - Des autos écoles du département |
| - Créasol | - Le secours populaire |
| - Parcours Confiance | - Le secours catholique... |
| - Le FASTT | |

L'ensemble de ces partenariats permette à l'AFAPCA de développer et d'accompagner la mobilité des personnes à des fins d'insertion professionnelle et d'être un acteur départemental incontournable de la mobilité par l'intermédiaire de sa plateforme de mobilité Cantal'Mouv.

1.2 Une bonne connaissance des publics en situation d'insertion

On retrouve très souvent chez les publics en situation d'insertions certaines caractéristiques communes. Cela nous amène à adapter le parcours de formation, ses contenus les supports et les méthodes à la réalité et à la diversité de ce public bien connu de notre association.

Le public visé a rarement un rapport facile à l'enseignement (scolarisation hors de France, peu ou pas de scolarisation préalable). Nous déploierons des activités pédagogiques adaptées, permettant par exemple de privilégier l'oral à l'écrit, la pratique à la théorie, l'échange et le débat aux exposés et aux apports théoriques descendants.



Les publics en situation d'insertion ont le plus souvent un bas niveau de qualification (VI, Vbis, ou V pour 80 % des bénéficiaires accompagnés par l'AFAPCA sur le dispositif Cantal Mouv en 2023). Cela engendre souvent un manque de confiance dans leurs propres capacités à acquérir des compétences. La formation devra au contraire valoriser les savoir-faire déjà maîtrisés et s'en servir comme une base pour l'acquisition de techniques ou connaissances nouvelles.

✓ Typologie de public :

La plateforme de mobilité développe ses actions en direction de publics en fragilité économique, en démarche d'insertion professionnelle avec des problématiques de mobilité, de déplacement, sur prescription des professionnels de l'insertion sociale à savoir :

- Des demandeurs d'emploi
- Des personnes sans emploi bénéficiaires de Revenu de Solidarité Active (RSA)
- Des bénéficiaires des minima sociaux (ASS...)
- Des jeunes de 18 à 25 ans suivis par les Missions Locales et autres structures d'insertion,
- Des personnes salariés (contrats précaires)
- Des personnes intégrées en Structure d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)

✓ Implication des bénéficiaires :

Ils seront orientés vers la plateforme de mobilité par leurs référents qui nous transmettront une fiche de prescription numérique. Cette méthode doit permettre de répondre à une problématique transversale de mobilité en lien avec leurs parcours d'insertion socio professionnel.

Avec l'antériorité du dispositif, les prescripteurs ont une bonne connaissance de ce dernier. Il est à noter qu'en 2022, 30 prescripteurs différents ont orienté des bénéficiaires sur la plateforme de mobilité Cantal Mouv.

L'AFAPCA mettra à disposition un document de présentation de l'action pour permettre l'information et la formation des nouveaux conseillers prescripteurs qui seront eux-mêmes par la suite suffisamment armés pour évoquer la mobilité dans leurs accompagnements et impliquer leurs bénéficiaires sur cette problématique. Cette démarche devrait favoriser l'orientation d'un public déjà sensibilisé avec une volonté d'agir et donc une implication forte sur leur parcours au sein de la plateforme de mobilité.

Les identifiants et des mots de passe seront fournis à l'ensemble des prescripteurs afin qu'ils puissent rédiger les prescriptions en ligne via la plateforme <https://gestion.afapca.fr/>.

Un contrat d'engagement sera signé par le bénéficiaire lors du 1^{er} rendez-vous afin d'impliquer le bénéficiaire sur les préconisations et de le lui faire valider. Ce document doit devenir un outil pédagogique.

✓ Obstacles en lien avec les bénéficiaires

Concernant les professionnels, la principale difficulté sera la mise en place d'une méthode de travail homogénéisée avec l'ensemble des partenaires ainsi qu'une large mobilisation de ces derniers



La standardisation de la méthode de travail doit amener une notion d'équité dans le traitement des situations sur l'ensemble du territoire et permettre de faire le lien avec tous les référents pour inscrire la plateforme de mobilité dans une démarche de parcours.

Sans instauration d'une collaboration tripartite (réfèrent, bénéficiaire, conseiller mobilité) centrée sur la mobilité au service du projet, le principe même de l'accompagnement sur la plateforme de mobilité devient difficile à mettre en place par manque d'implication, de coordination et d'engagement.

Un point de vigilance complémentaire doit être levé tant à la qualité de la demande réalisée par le réfèrent du parcours de la personne. En effet, un risque subsiste sur le manque d'identification du projet de la personne et de l'enjeu mobilité au regard du projet. Dans ce cas, l'accompagnement sur la plateforme de mobilité ne pourra pas être satisfaisant.

Il est donc nécessaire de mettre en place des mesures préventives de type outils d'orientation, de prescription ainsi que la formation préalable des prescripteurs pour limiter ce risque.

Pour ce faire un document de présentation avec les éléments suivants sera proposé :

- Une notice pédagogique synthétique
- Une présentation de la prescription en ligne
- Un support de présentation pour la réunion de lancement

Concernant les bénéficiaires, le risque auquel nous pouvons être confrontés est celui d'immédiateté de l'action.

En effet, les bénéficiaires espèrent toujours des réponses rapides. Cependant, le temps de l'accompagnement doit permettre d'identifier les besoins et amener la personne à réfléchir à sa mobilité en lien avec son projet, en fonction de ces capacités et en tenant compte de diverses dimensions (culturelle, géographique, sociale, psychologique, professionnelle...)

Un accompagnement tripartite ainsi qu'une phase de bilan mobilité très pédagogique devrait permettre de limiter ce risque.

Concernant **les bénéficiaires qui ont une difficulté dans l'appropriation de la langue française**, ils devront être accompagnés soit de leurs référents pour faire l'interface si nécessaire, soit d'un traducteur.

Si la nécessité d'un traducteur s'impose, cette démarche sera à la charge du prescripteur pour trouver la ressource sur le territoire, organiser la mise en œuvre de la prestation mais aussi son financement.

Cette prestation n'étant pas prévu par le dispositif Cantal'Mouv, en aucun cas l'AFAPCA effectuera ces démarches.

Concernant les bénéficiaires qui ont un handicap du type déficience auditive et/ou de langage et/ou visuelle, ils devront être accompagnés soit de leurs référents pour faire l'interface si nécessaire, soit d'un signeur en Langue des Signes Française.



Si la nécessité d'un traducteur et ou d'un signeur s'impose, cette démarche sera à la charge du prescripteur pour trouver la ressource sur le territoire, organiser la mise en œuvre de la prestation mais aussi son financement.

Cette prestation n'étant pas prévu par le dispositif Cantal'Mouv, en aucun cas l'AFAPCA effectuera ces démarches.

2 Parcours d'accompagnement à la mobilité

Dès la demande, il est déterminant d'instaurer une collaboration tripartite (réfèrent de parcours, le bénéficiaire et le conseiller mobilité) centrée sur la mobilité au service du projet.



- La prescription numérique

Le public est orienté sur le dispositif par son réfèrent (travailleurs sociaux du Conseil départemental, des CCAS, des structures partenaires du département, Missions Locales, Cap Emploi, Pole Emploi, MSA, chambres consulaires, ...) à l'aide d'**une fiche de prescription numérique**.

Prescription en ligne

Merci de remplir la prescription en renseignant les champs ci-dessous.

Prescription | Bénéficiaire | Situation | Finalisation

Orientation

--- Choisir une orientation ---

Besoins

Merci de sélectionner une orientation, pour initialiser la liste des besoins.

Prescripteur

--- Choisir un prescripteur ---

Raison sociale *

Adresse *

Complément

Code postal * Ville *

Conseiller

Nom * Prénom *

Téléphone *

Email *

Précédent Suivant

La prescription devra être accompagnée des justificatifs suivants :

- Le justificatif d'éloignement de l'emploi (attestation de minima sociaux, d'inscription à Pole Emploi, attestation Mission Locale, PASS IAE, CEJ...)
- Fiche d'entrée FSE



- **L'entretien téléphonique préalable**

Un entretien téléphonique préalable au participant permet de vérifier :

- L'adéquation entre la demande de la personne et le dispositif proposé,
- L'adhésion de la personne à travailler à l'acquisition d'une mobilité autonome et durable sans se limiter à sa demande initiale.

Si le projet de la personne est conforme avec les objectifs du dispositif, l'entrée dans le parcours d'accompagnement pourra être mise en œuvre par l'AFAPCA.

Dans le cas contraire, l'AFAPCA informera par mail le prescripteur.

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone).

En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

- **Le bilan mobilité**

- ❖ Evaluer les attentes, besoins, capacités et ressources des personnes souhaitant mener à bien un projet pour acquérir davantage de mobilité

En tant que porteur du projet, l'AFAPCA se chargera de réaliser pour chaque bénéficiaire orienté par un prescripteur (travailleurs sociaux du Conseil départemental, des CCAS, des structures partenaires du département, Missions Locales, Cap Emploi, Pole Emploi, MSA, chambres consulaires, ...) un « **Bilan mobilité** » ayant pour objectif d'individualiser et d'accompagner le parcours des bénéficiaires en fonction de leurs projets.

Il devra permettre, entre autres, de s'assurer que le bénéficiaire a une bonne connaissance du/des projets professionnels pré-ciblés, qu'il possède des atouts qu'il peut transférer vers le/les projets professionnels et qu'il suivra les prestations proposées à travers un travail sur son projet socioprofessionnel et une évaluation de son profil psycho-professionnel en abordant entre autre les sujets suivants.

La méthodologie de diagnostic mobilité mise en place par l'AFAPCA s'appuie sur un référentiel d'évaluation qui permet de réaliser un état des lieux global de la situation du bénéficiaire. Ceci à partir des dimensions de vie représentées dans le schéma ci-dessous.



Pour chacune des dimensions, le diagnostic individuel de mobilité est construit à partir des questions évaluatives listées ci-dessous.

✓ Pour la vie professionnelle

- Quelles sont les différentes expériences professionnelles ou de formation ?
- Quelles mobilités ont été pratiquées dans le cadre de ces expériences ?
- Quel(s) emploi(s) est visé aujourd'hui ?
- Les besoins de mobilité liés à cet emploi sont-ils identifiés ?

✓ Pour la vie sociale, les ressources

- Quels parcours des lieux de vie ?
- Quelle l'articulation des temps de vie ?
- Le bénéficiaire peut-il s'appuyer sur un entourage familial et/ou amical ?
- Se déplace-t-il dans le cadre de ses loisirs, de quelles manières ?
- Existe-t-il d'autres freins à la mobilité : garde d'enfants, d'une personne handicapée, ...
- Quelle est sa situation administrative : papiers d'identité, réalisation de la journée d'appel, ... ?
- Quels sont ses revenus, quelles capacités de financement de sa mobilité, situation de surendettement ?

✓ Pour la santé

- Quelles sont ses capacités physiques (psychomoteur, vue...)
- Ses capacités « psychologiques » (mémoire, gestion des émotions) ?
- Existe-t-il un suivi médical ?
- Le bénéficiaire connaît-il des troubles psychologiques liés aux déplacements ?
- A-t-il subi un traumatisme lié à un accident ?
- Existe-t-il des conduites addictives ?
- Quelles sont ses principales motivations liées aux déplacements ?
- Quelles sont ses craintes, ses peurs ?

✓ Pour les moyens matériels

- Le bénéficiaire dispose-t-il d'un moyen de déplacement personnel (vélo, scooter, voiture, ...)
- Ces moyens sont-ils en état de fonctionner ?
- Le bénéficiaire peut-il emprunter/louer un véhicule ?
- Y a-t-il un besoin de réparation, remise en état du véhicule ?
- Le bénéficiaire a-t-il les moyens financiers d'entretenir, de réparer, d'acheter un véhicule ?

✓ Pour les compétences socles

- Le bénéficiaire maîtrise-t-il les compétences de base : lecture/écriture, mathématique, logique, communication (approche référentiel Cléa) ?
- Le bénéficiaire maîtrise-t-il les compétences de base mobilité : se repérer dans l'espace, se repérer dans le temps, lire un horaire, un plan de transport public, préparer un itinéraire ...

✓ Pour les expériences mobilité

- Quels sont les modes de déplacements actuels du bénéficiaire : marche, vélo, deux roues motorisés, véhicule sans permis transports commun, covoiturage, voiture, ...



- À quelle fréquence ?
- Pour quels motifs ?
- Quelle distance le bénéficiaire est-il prêt à parcourir chaque jour, quelle durée ?
- Quelle est sa situation au regard du permis de conduire : détenu ou non, son expérience et antériorité en auto-école, des échecs, réussites, suspension, annulation, des craintes, des peurs
- Le bénéficiaire est-il prêt à de nouvelles expériences de mobilité ?

✓ Pour le territoire

- Existe-t-il des transports en commun à proximité du lieu de vie du bénéficiaire ?
- Le territoire propose-t-il d'autres solutions de mobilité : covoiturage, transport à la Demande, aides financières à la mobilité ...
- Réside-t-il sur un bassin d'emploi et/ou de services ?
- Le lieu de résidence ou d'habitation est-il compatible avec les exigences mobilité liées à l'emploi visé ?
- Un projet de déménagement est-il envisageable ?

Ce référentiel d'évaluation est utilisé systématiquement par le conseiller mobilité au cours du diagnostic individuel mobilité. Il va lui permettre de réaliser un bilan approfondi des freins, atouts et limites du bénéficiaire quant à sa mobilité. L'ensemble des éléments évoqués sont mentionnés sur le livrable et consolidé en direct

L'accompagnement à la mobilité est un processus soutenant l'insertion. Ainsi, pour élargir son territoire de recherche d'emploi, adapter sa mobilité à l'emploi visé, accéder et se maintenir dans l'emploi, il s'agit non seulement d'identifier les freins à la mobilité du bénéficiaire mais également ses capacités, aptitudes et ressources.

Dans le cadre de l'accompagnement, la levée des freins va souvent être rendue possible par une mobilisation des atouts et ressources du bénéficiaire. Au travers des différentes dimensions évaluées (voir ci-dessus), le conseiller mobilité va chercher systématiquement à identifier ses capacités, aptitudes, motivations, et ressources. Les quelques exemples ci-dessous illustrent l'approche utilisée.

- ✓ S'agissant des capacités : je sais utiliser les transports en commun, faire du covoiturage, faire du vélo, ...
- ✓ S'agissant des aptitudes : je maîtrise les savoirs de base nécessaire pour préparer le permis de conduire, je peux m'adapter à différentes situations, je peux demander de l'aide lors d'un déplacement, j'ai déjà pratiqué différents types de mobilité
- ✓ S'agissant des motivations : je sais me déplacer dans le cadre de mes loisirs, de ma vie familiale, j'ai envie de découvrir de nouveaux modes de déplacements ...
- ✓ S'agissant des ressources : mon entourage peut m'aider dans mes déplacements, peut m'aider financièrement, j'ai droit à des aides financières ou matérielles à la mobilité, ...

L'expérience de la plateforme mobilité du Cantal et de ses conseillers mobilité montre que ces différentes identifications vont permettre de construire un parcours mobilité dans une logique de promotion des compétences de la personne et ainsi lever les freins identifiés.

Il faut donc percevoir les difficultés de mobilité comme étant des problématiques transversales.



Il est à noter que souvent plusieurs freins peuvent se croiser.

Cette phase de positionnement et d'évaluation est un préalable essentiel à la construction du parcours d'accompagnement à la mobilité intégrant plusieurs solutions à planifier (formation, financement et matériel...).

L'AFAPCA identifiera dans le cadre du bilan approfondi de mobilité, les enjeux pour le bénéficiaire :

- Répondre aux demandes immédiates
- Amener le bénéficiaire à réfléchir à sa mobilité liée à son projet professionnel
- Amener le bénéficiaire à prendre conscience de ses capacités
- Chercher l'adhésion au projet mobilité
- Faire évoluer ses représentations
- Sensibiliser aux alternatives à la voiture
- Valoriser ses capacités, savoirs faire, ressources
- Identifier ses freins professionnels et ceux liés à sa mobilité
- L'engager dans une démarche de projet professionnel et de changement

De ce fait, il ne doit pas être seulement basé sur la demande initiale (exemple : passer le permis) qui pourra être invalidée mais appréhender la mobilité de façon plus globale en s'appuyant sur les différentes possibilités du territoire : moyens de transports alternatifs (covoiturage, transport en commun...).

A partir de ces données, s'ensuivront une recherche de solution pour accéder à la mobilité autonome (via la mobilisation des dispositifs de droit commun, de réseaux de personnes et structures ressources impliqués à différents niveaux ou le montage d'un parcours spécifique), l'élaboration d'un montage financier en mobilisant les ressources gérées par les partenaires de la plateforme de mobilité.

Chaque parcours de formation est construit selon le projet professionnel élaboré dans le cadre de l'accompagnement et le profil des personnes. Les durées seront donc variables selon les projets.

Le bilan mobilité durera au minimum 2 heures en présentiel et lors du 1er entretien individuel, l'AFAPCA complètera avec le participant un contrat d'engagement (cf : annexe) actant l'adhésion du bénéficiaire à l'accompagnement mobilité proposé.

Le bilan mobilité se décompose de la manière suivante

1er rendez vous	Analyse	Rendez vous de restitution
<ul style="list-style-type: none">• 1. Accueil du bénéficiaire et présentation du diagnostic• 2. Entretien Individuel à partir des questions évaluatives• 3. Evaluation des compétences• 4. Analyse partagée des données collectées	<ul style="list-style-type: none">• Analyse complémentaire du 1er rendez vous et des données complétées en back office• Rédaction d'une ébauche d'un plan d'action qui tient compte des données collectées et qui sera la base de discussion lors du rendez vous de restitution	<ul style="list-style-type: none">• 5. Co définition du plan d'action à partir de l'ébauche de ce dernier réalisé en back office par le conseiller mobilité• 6. Saisie des résultats du diagnostic et du plan d'action



Des outils différents seront utilisés en fonction des critères que nous souhaiterons évaluer. Il sera nécessaire d'adapter les modes d'évaluations en fonction du territoire et de l'implication des personnes.

Le Bilan Mobilité est un pré requis pour tout accompagnement sur le parcours mobilité.

A l'issue de ce bilan mobilité, l'AFAPCA sera en mesure de proposer un parcours d'accompagnement individualisé adapté dont l'objectif est de **permettre au bénéficiaire d'acquérir une mobilité autonome et durable**.

Le bilan mobilité de chaque participant fera l'objet d'une présentation à la commission mobilité mensuelle mise en place à cet effet par l'AFAPCA pour donner lieu à un accompagnement.

Toutefois, un participant pourra intégrer directement la phase 3 « accompagnement individualisé » si un bilan mobilité de même nature a été réalisé soit :

- Dans les 2 ans précédents la demande d'entrée en accompagnement individuel
- Dans le cadre d'une action en faveur de l'accès à la mobilité d'un des partenaires de PDIE/PTIE (Pole Emploi, Conseil Régional).

Ce bilan devra être présenté à la commission mobilité en plus des autres justificatifs pour intégrer la phase accompagnement.

La commission mobilité statuera sur :

- La clôture du dossier :

Des freins trop importants ne permettent pas au participant d'accéder à une mobilité autonome ; le participant est indisponible ; n'adhère plus au projet ; quitte le département ...

- **L'accompagnement individualisé**
- ❖ Accompagner vers une mobilité autonome

Suite à la validation de la poursuite du parcours d'accompagnement par la Commission mobilité mise en place par l'AFAPCA, le conseiller mobilité utilise toutes les ressources de l'AFAPCA et celle de ses partenaires pour répondre aux besoins du bénéficiaire.

Deux options d'accompagnement seront possibles

La levée d'un frein à l'emploi/l'insertion

J'ai un projet défini mais, je ne peux le réaliser car ma mobilité n'est pas adaptée/suffisante, je souhaite une aide à la levée de ce frein

La dynamisation d'un parcours d'insertion

Je n'ai pas de projet clair, travailler sur ma mobilité va me permettre de définir ce projet et de dynamiser mes démarches

L'AFAPCA restera en lien très étroit avec les prescripteurs tout au long de l'accompagnement.

Le projet mobilité du participant s'inscrit souvent dans le temps, l'objectif final est de permettre à la personne d'accéder à une autonomie correspondant à des besoins et à ses souhaits :

- De se déplacer seul différemment
- De se sentir suffisamment en confiance et en capacité de se déplacer
- D'utiliser des repères existants dont il ne servait pas auparavant



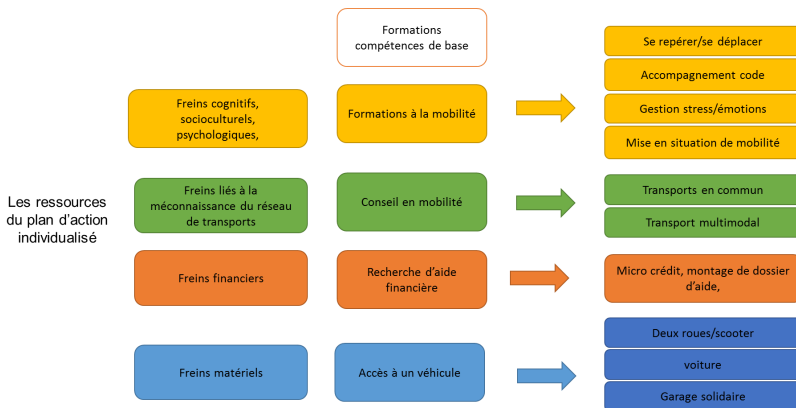
- D'élargir sa zone de déplacement
- De réparer ou d'acheter un véhicule en l'aidant à établir un plan de financement en adéquation avec ses ressources.
- De louer un véhicule

Il faudra donc définir le temps de l'action

- Le court terme (quelques jours, quelques semaines, ...) peut être l'occasion d'engager la personne dans de « petites actions » qui conduiront à un engagement plus important
- Le moyen/long terme (quelques mois) permet à la personne de se projeter et d'anticiper

L'AFAPCA proposera à chaque bénéficiaire ayant validé son projet de mobilité des ressources différentes en fonction des freins à lever :

- Freins cognitifs, socioculturels, psychologiques
- Freins liés à la méconnaissance du réseau de transports
- Freins financiers
- Freins matériels.



Ainsi divers ateliers pourront être proposés aux bénéficiaires en fonction des freins à lever.

➤ Freins cognitifs, socioculturels, psychologiques

L'Atelier « **Bouger sur mon territoire** » permettra d'aborder les thèmes suivants :

- Sens de l'orientation
- Connaissance des transports en commun présents sur le bassin de vie (TAD, location à tarif social, covoiturage, TER, transport interurbain, transport urbain...)
- Organisation de ses déplacements et connaissance des possibilités présente sur le territoire
- Cartographie
- Lecture de grilles horaires
- Mise en pratique et sensibilisation à la sécurité routière
- Les outils numériques...



Les personnes ayant des freins psychologiques ou des difficultés de gestion du stress et des émotions pourront être orientées vers **le dispositif RESPIR – Réseau de Soins et de Pratiques pour l'Insertion Réussie**. Cette orientation permet de disposer de 5 consultations avec des intervenants de pratiques alternatives, avec des psychologues, diététiciennes, socio esthéticienne et de deux consultations ostéopathiques.

Le positionnement permis lors du bilan mobilité permet de s'assurer que la capacité d'apprentissage du bénéficiaire a été évalué par une auto-école et le conseiller en mobilité en tiendra compte pour sécuriser le parcours et proposer un accompagnement individualisé adapté permettant :

- Une orientation en auto-école classique, ou
- Une orientation en atelier préalable type prépa code, intégra code, intégra mob via l'auto-école solidaire, ou
- D'invalider le projet permis, ou
- D'ajourner le projet permis en attendant de lever des freins (linguistiques, physiques...)

Il est à noter que les bénéficiaires les plus en difficultés pourront accéder à différents ateliers préalables animés par un enseignant de la conduite diplômée qui mettra en œuvre une pédagogie adaptée afin de tenir compte des diverses problématiques des bénéficiaires. Certains ateliers seront mis en œuvre par des prestataires de l'AFAPCA dans le cadre d'une sous-traitance.

Les opérateurs choisis possèdent les agréments, les diplômes (BEPECASER) et les autorisations d'enseigner conformément à la réglementation.

Aussi des **suivis du parcours d'apprentissage du Permis B** seront proposés pour faciliter son obtention que ce soit via l'auto-école solidaire de l'AFAPCA ou les auto-écoles commerciales du territoire pour :

- Le cas échéant, régler les démarches préalables à l'engagement dans le parcours : visite médicale, journée d'appel, Attestation de Sécurité Routière (ASR)...
- Informer/guider dans le choix d'une auto-école adaptée à ses besoins
- Définir un plan de financement du parcours permis
- S'assurer que la personne dispose des éléments nécessaires à l'élaboration du dossier ANTS
- Suivre l'assiduité et la progression, le cas échéant, lever les difficultés
- Valoriser les connaissances et compétences acquises,
- Prévoir les suites du permis : utilisation et acquisition d'un véhicule, les réparations éventuelles

➤ Freins liés à la méconnaissance du réseau de transports

Le Bilan Mobilité va souvent « ouvrir un champ des possibles » sans valider tel ou tel mode de déplacement dans le temps. L'accompagnement va permettre cette validation.

Dans ce cas, le conseiller va pouvoir proposer **un accompagnement individuel** :

- informer sur les différents modes de déplacements au regard de la situation de la personne
- guider/accompagner la personne dans l'expérimentation de nouveaux modes de déplacements



- objectiver avec la personne ses capacités/ressources
- aider la personne à choisir le ou les modes de déplacement adaptés à ses besoins/attentes
- définir un plan d'action pour chaque mode de déplacement choisi...

➤ Freins financiers

Se déplacer va mobiliser des moyens financiers. Quel que soit le ou les modes de déplacement choisi, le financement de la mobilité va devoir être accompagné.

Dans ce cas, le conseiller va pouvoir proposer **un accompagnement individuel** :

- Définir un plan de financement adapté à son projet professionnel/ses ressources
- Intégrer ce financement dans le budget global du bénéficiaire
- Le cas échéant, réorienter sa stratégie de mobilité
- Optimiser l'utilisation des moyens par l'intermodalité
- Identifier les modes de financements possibles : aides financières, micro crédit, personnel, entourage...
- Suivre le financement du projet mobilité, le cas échéant, faire évoluer le plan de financement

➤ Freins matériels.

Une fois le plan de financement établie et validé, le conseiller va pouvoir proposer **un accompagnement individuel** aux bénéficiaires pour être orientés vers un garage ou concessionnaire traditionnel ou vers le **garage solidaire du Cantal GS 15** pour :

- Obtenir des devis et vérifier la faisabilité des réparations
- Faire réparer son véhicule à moindre coût
- Mettre à disposition des véhicules de location à tarif adapté (Vélo à Assistance Electrique, Voiture)
- Acheter un véhicule à tarif social

3 Les moyens nécessaires à la réalisation

3.1 Organisation Géographique

Grace aux différentes conventions avec les Maison de Services Aux Personnes, les Communautés de communes, les mairies, le télé centre de Mauriac... l'AFAPCA est en capacité d'intervenir au plus près des bénéficiaires avec une bonne couverture sur le département du Cantal. Il sera possible d'intervenir aussi au sein des SIAE du département. De plus, l'acquisition du camion itinérant permet de déployer nos actions sur les bassins de vie plus ruraux.

Les sites pour l'organisation des entretiens individuel et/ou collectif tiendront compte au mieux des besoins de transports au travers d'une proximité (lorsqu'elle est possible) d'une offre de transport existante (transport en commun, TAD, bus, trains, etc.).

L'AFAPCA proposera des interventions à minima sur Aurillac, Mauriac et Saint Flour.



Les prises de rendez-vous pour les entretiens seront faites par téléphone pour convenir du lieu et de l'horaire le plus adapté au bénéficiaire en tenant compte entre autres de la garde des enfants, des horaires des écoles, du covoiturage possible....

3.2 Calendrier

Le dispositif prendra effet du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

3.3 Les participants

En 2024, environ 400 personnes pourraient bénéficier d'un parcours d'accompagnement à la mobilité.

Ce chiffre reste une estimation car les orientations sur le parcours d'accompagnement à la mobilité dépendent de des prescriptions reçues.

Le nombre de prescripteurs partenaires fera varier le nombre d'accompagnements possibles bien évidemment.

3.4 Moyens humains

Pour garantir une dynamique continue de développement des compétences et de formation de ses professionnels, l'AFAPCA est adhérente au **réseau Mob'In**. <https://www.mobin-solutions.fr/>

Réunissant les acteurs majeurs de la mobilité inclusive sur 10 départements de la région Auvergne Rhône Alpes, comptant plus de 250 adhérents en France, le réseau Mob'In propose à ses adhérents une offre de professionnalisation à destination des conseillers mobilité, de ses formateurs en auto-école sociale, des techniciens mobilité (loueurs sociaux, garages solidaires) : formation, échanges de pratiques, co construction de méthodes et d'outils pédagogiques, ...

Mob'In a été lauréat de l'appel à projet Plan de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté pour la période 2021-2022. Son projet « la mobilité solidaire pour tous et sur tous les territoires » a été soutenu par le ministère des solidarités à hauteur de 1,2 M euros. Les acteurs de Mob'In ont ainsi pu développer une application nationale répertoriant les solutions de mobilité inclusive et solidaire sur chaque territoire, s'appuyer sur un chargé de développement dans chaque région et une équipe de direction Mob'In France pour proposer encore plus de ressources à ses adhérents et leurs partenaires.

Mob'In est membre du Laboratoire de la Mobilité Inclusive aux côtés d'autres grands acteurs nationaux, publics et privés : Ademe, Croix Rouge, FACE, FASTT, La Poste, Fondation Macif, Malakoff Humanis, Pôle Emploi, Fondation PSA, réseau Apreva, Secours Catholique, SNCF, Total, Transdev.

Pour sa part l'AFAPCA, met en place une veille administrative, juridique et opérationnelle, pour permettre à ses salariés de rester informé, d'acquérir de nouvelles compétences et d'être force de proposition.

Ainsi, l'AFAPCA par l'intermédiaire de son directeur, Co pilote le dispositif Mob'In Active pour le compte de Mob'In AURA dont il est Co président et est aussi administrateur de Mob'In France.



De plus, le directeur de l'AFAPCA, participe au groupe de travail « Pauvreté précarité en rural » organisé par le Commissariat à la lutte contre la pauvreté auprès du Préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes via CAP RURAL et anime la thématique « Mobilité ».

De même, il participe au Groupe de travail « Mobilité pour Tous », qu'il Co anime avec le collectif Handicap & société sur le territoire du Cantal.

C'est dans ce cadre que **Pierre Savaric**, Directeur de l'association dirige le dispositif et son déploiement sur le territoire à hauteur de 0.60 ETP sur 12 mois, il est assisté d'une secrétaire-comptable.

La secrétaire-comptable saisit les éléments comptables, enregistre les factures, prépare les paiements, effectue les rapprochements bancaires, vérifie le paiement des adhésions et le respect des contrats d'engagement et met à jour le tableau des conventions partenariales.

Pierre Savaric possède une expérience de plus de 10 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion et de plus de 8 ans à la direction de l'association.

Il est titulaire d'un MASTER 2 Professionnel Administration et Entreprise et Territoriale option Administration Générale et Territoriale à l'Université de Rennes 1.

Martine Linard, référente de parcours au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires de la plateforme de mobilité à hauteur de 0.3 ETP sur 12 mois et coordonnera l'équipe des conseillers mobilité à hauteur de 0.3 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de plus de 15 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion.

Elle a suivi en 2019, une formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion » et une formation « compétences linguistiques et Code de la route pour les primo-arrivants ».

Mélanie Vialle, référente de parcours au sein de l'AFAPCA est en charge de l'accompagnement des bénéficiaires Pole Emploi de la plateforme de mobilité à hauteur de 0.8 ETP sur 12 mois dans le cadre du marché public MBI.

Elle possède une expérience de 3 ans dans le conseil à la mobilité et est titulaire d'un Master 2 en psychologie du travail.

Elle a suivi en 2019, une formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion » et une formation « compétences linguistiques et Code de la route pour les primo-arrivants ».

Alanna Pages, référente de parcours au sein de l'AFAPCA est en charge de l'accompagnement des bénéficiaires de la plateforme de mobilité à hauteur de 1 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de 2 ans dans le conseil à la mobilité et est titulaire d'un BTS en Economie Sociale et familiale.

Elle a suivi en 2019, une formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion » et une formation « compétences linguistiques et Code de la route pour les primo-arrivants ».

Elle a obtenu en 2023 un Diplôme d'Etat de Conseillère en Economie Sociale et Familiale



Dominique Réjaud, référent de parcours au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires de la plateforme de mobilité à hauteur de 1 ETP sur 12 mois.

Il possède une expérience de plus de 10 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion.

Il a suivi en 2021, une formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion »

Isabelle Lassalle, référente de parcours au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires orientés vers l'atelier « Intégracode » de la plateforme de mobilité à hauteur de 0.34 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de plus de 5 ans dans la formation et de plus de 4 ans dans le conseil à la mobilité.

Elle a suivi en 2019, une formation intitulée « compétences linguistiques et Code de la route pour les primo-arrivants » et en janvier 2020 elle a suivi la formation intitulée « les fondamentaux du Conseil en Mobilité pour l'insertion ».

Michel Gohier, enseignant de la conduite au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires orientés vers l'auto-école solidaire à hauteur de 1 ETP sur 12 mois.

Il possède une expérience de plus de vingt ans dans l'enseignement du code et de la conduite, et est titulaire du BPCASER ainsi qu'une autorisation de conduite.

Sonia Robert, enseignante de la conduite au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires orientés vers l'auto-école solidaire à hauteur de 1 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de plus de vingt ans dans l'enseignement du code et de la conduite, et est titulaire du BPCASER ainsi qu'une autorisation de conduite.

Laurence Castanier, assistante des référents de parcours renseigne les bénéficiaires du dispositif, les oriente vers le bon dispositif et le référent de parcours afférent.

Elle réoriente les bénéficiaires vers leurs prescripteurs si nécessaires.

Elle organise des rendez-vous en tenant compte des problématiques des bénéficiaires (garde d'enfant, vacances, déplacement...)

Mme Castanier valide des fiches de prescription après vérification de l'éligibilité des publics et participe au réunion d'équipe hebdomadaire pour l'attribution des prescriptions aux référents de parcours.

Elle gère les absences des bénéficiaires sur les groupes de formation (Prépa Code, Intégra Code, Code Renforcé...) et rédige les justificatifs de présences des bénéficiaires, ainsi que les contrats de financement

Mme Castanier vérifie aussi la complétude des dossiers

60% de son temps de travail est affecté à ses tâches.

En 2020, l'ensemble de l'équipe mobilité a participé à une formation avec Finances et Pédagogie sur le thème du Micro Crédit social et en 2021, elle a assisté à une formation animée par la Banque de France sur les thèmes suivants :

- Mission banque de France
- Surendettement



- Fichier bancaire
- Droit au compte
- Info Banque

En 2021 et 2022, des cycles d'échanges de pratique entre salarié de structure de mobilité inclusive ont été mis en œuvre sur les thèmes suivant :

- L'accueil des différents publics
- Les outils du Conseiller En Mobilité d'Insertion
- Les pédagogies adaptées
- La mobilisation des partenaires

En 2022, l'ensemble de l'équipe mobilité a participé à une formation avec le Centre de Ressources sur l'illettrisme sur le thème de : « Comprendre et identifier les situations d'illettrisme et de difficultés langagières pour mieux accompagner et orienter »

En cas d'orientations trop importantes ou d'incapacité d'un conseiller mobilité, un autre conseiller mobilité ayant les pré requis nécessaires sur ce poste sera soit recruter en externe soit détaché en interne pour permettre la continuité de service et garantir l'accompagnement des bénéficiaires.

Il est à noter que l'AFAPCA se réserve le droit de stopper les prescriptions numériques si le nombre d'orientation vers la plateforme de mobilité est trop important (+de 400) et remets donc en cause la qualité de l'accompagnement.

Un recrutement d'un (e) référent (e) de parcours - conseiller (ère) mobilité est à l'étude pour l'année 2024 afin de renforcer l'équipe, maintenir un accompagnement qualitatif avec des délais de traitement des prescriptions réduit.

3.5 Moyens matériels

Les sites délocalisés pour l'organisation des entretiens individuel et/ou collectif tiendront compte au mieux des besoins de transports au travers d'une proximité (lorsqu'elle est possible) d'une offre de transport existante (transport en commun, TAD, bus, trains, etc.).

L'AFAPCA proposera des interventions à minima sur Aurillac, Mauriac et Saint Flour via les SIAE du département, les Maison de Services Aux Personnes, les Communautés de communes, les mairies, le télé centre de Mauriac....

Ces lieux d'intervention tiennent compte de l'accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite.

Le camion itinérant de l'AFAPCA vient renforcer cette organisation.



Concernant son siège social, l'AFAPCA est située 16 place de la paix – 15000 Aurillac, dans des locaux avec une accessibilité PMR.

Moyens d'accès au site d'exécution	Salle à disposition		Equipements mis à disposition
<p>Transports en Commun permettant l'accès au site d'exécution à 100 mètres</p> <p><u>Réseau Car Région</u> à 600 m Place du Gravier - Aurillac Ligne C01 – C03 – C05 – C06 – C21 - C36</p> <p><u>Réseau Car Région</u> à 600 m Square Gambetta - Aurillac Ligne C02 – C04 - C11</p> <p>Stationnement à proximité des locaux</p> <p>Stationnement PMR devant les locaux</p>	<p>Locaux professionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> 10 bureaux pour les entretiens individuels d'accompagnement 	<p>Salle de formation 1</p>  <p>Espace multimédia</p> 	<p>Mobilier et matériel des bureaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mobilier de bureau et armoire Objets meublants (corbeilles, Téléphone, lampe de bureau...) Tables Chaises Standard téléphonique Photocopieur – Imprimante Scanner ordinateurs équipés Pack Office 16 et Windows 10 reliés à Internet par un réseau sécurisé <p>Mobilier et matériel de l'espace multimédia :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tables Chaises 4 ordinateurs équipés du Pack Office 16 et navigateur Internet Explorer, Mozilla Firefox, Google chrome <p>Mobilier et matériel de l'espace réunion / Salle de formation</p> <ul style="list-style-type: none"> Tables Chaises 1 vidéo projecteur avec ordinateur 1 écran de projection 10 tablettes Internet Fibre Optique WiFi public et privé 2 Paper board
<p>Conformité</p> <p>Accessibilité aux personnes handicapées</p> <p>Registre de sécurité sur place</p>	<p>Hall d'accueil</p> 	<p>Salle de formation 2</p>  <p>Toilettes publiques normes PMR et toilettes salariés séparés</p>	

Dans le cadre de son activité d'Auto-école Solidaire l'AFAPCA possède aussi :

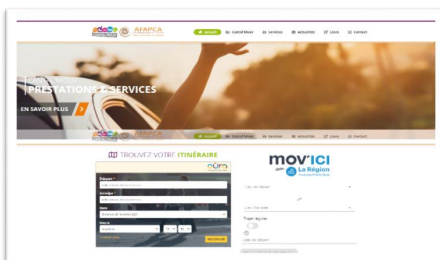
- 1 véhicule école boîte automatique
- 1 véhicule école boîte manuelle



3.6 Moyens numérique

L'AFAPCA possède un site internet responsif dédié à la mobilité (www.cantalmouv.fr) qui permet d'accéder à un **calculateur d'itinéraire** en libre accès à un **extranet** avec :

- Un accès à une **base de données des aides à la mobilité** mise à jour régulièrement
- Un accès à une **demande de prise en charge** en ligne uniquement pour les prescripteurs



L'AFAPCA possède aussi son propre logiciel de bilan mobilité qui permet de suivre les parcours individuels des bénéficiaires. Ce logiciel permet au conseiller de décrire les différents accompagnements réalisés, et les livrables constituant le parcours mobilité du bénéficiaire peuvent y être téléchargés. L'ensemble des actions composant le parcours mobilité du bénéficiaire peuvent y être renseignés.

Les données gérées par cet outil sont conformes à la RGPD et une interface prescripteur est accessible.

Ce logiciel reprend l'ensemble des dimensions suivantes :

- La vie professionnelle
- La vie sociale, les ressources
- La santé
- Les moyens matériels
- Les compétences sociales
- Les expériences mobilité
- Le territoire

Les éléments saisis dans le logiciel sont en lien avec la fiche de positionnement remplie lors du 1^{er} rendez-vous du bilan approfondi de mobilité que chaque bénéficiaire doit obligatoirement effectuer et dont les questions portent sur :

- Ma mobilité
- Mon projet mobilité et professionnel
- Ma confiance en moi
- Ma capacité à savoir se repérer
- Ma capacité à savoir s'organiser
- Ma capacité à savoir utiliser les outils numériques
- Ma capacité à savoir lire un plan
- Ma capacité en lecture et compréhension (5 tests)
- Ma capacité en calcul et logique (9 tests dont 2 optionnels en fonction du niveau du bénéficiaire)
- Ma capacité financière (3 questionnaires - budget mobilité, budget réparation ou achat de véhicule)

Bilan d'évaluation					
Numéro dossier : 2020-00233	Orienté : Plateforme mobilité				
Référént(s) : Martine LNIARD					
Début du parcours : 01/10/2020	Date d'évaluation : 20/10/2020				
Bénéficiaire	Prescripteur				
ANAMNESE					
<p>Me a bénéficié de la prestation de Pôle emploi En route vers l'entreprise. Il a obtenu son permis de conduire. Son projet est désormais de s'orienter vers les métiers de l'aide à la personne. Il va suivre une formation d'ASH et travailler les week ends dans une maison de retraite. Il recherche des financements pour l'achat d'un véhicule de façon à améliorer sa mobilité et élargir sa recherche d'emploi</p>					
DIAGNOSTIC					
<p>• Situation administrative</p> <table border="0"> <tr> <td>Freins</td> <td>Atouts</td> </tr> <tr> <td>Inscrit à Pôle Emploi Pièce d'identité valide</td> <td>En formation Agent de service hospitalier au GRETA jusqu'au 27/01/2021 Inscrit au Pôle emploi et indemnisé jusqu'au 01/11/2020</td> </tr> </table>		Freins	Atouts	Inscrit à Pôle Emploi Pièce d'identité valide	En formation Agent de service hospitalier au GRETA jusqu'au 27/01/2021 Inscrit au Pôle emploi et indemnisé jusqu'au 01/11/2020
Freins	Atouts				
Inscrit à Pôle Emploi Pièce d'identité valide	En formation Agent de service hospitalier au GRETA jusqu'au 27/01/2021 Inscrit au Pôle emploi et indemnisé jusqu'au 01/11/2020				
<p>• Situation personnelle</p> <table border="0"> <tr> <td>Freins</td> <td>Atouts</td> </tr> <tr> <td>Autonomie Accès et maîtrise Internet</td> <td>Célibataire, 50 ans Ancien compagnon d'Emmalis Locataire (le propriétaire est un particulier) Accès internet sur ordinateur</td> </tr> </table>		Freins	Atouts	Autonomie Accès et maîtrise Internet	Célibataire, 50 ans Ancien compagnon d'Emmalis Locataire (le propriétaire est un particulier) Accès internet sur ordinateur
Freins	Atouts				
Autonomie Accès et maîtrise Internet	Célibataire, 50 ans Ancien compagnon d'Emmalis Locataire (le propriétaire est un particulier) Accès internet sur ordinateur				

Le bénéficiaire effectue obligatoirement une série de tests qui vont lui permettre de situer ses connaissances suivantes :

Les connaissances de lecture d'un plan, d'une carte, d'organisation et de l'utilisation de l'outil numérique seront évaluées sur :

- Les capacités liées à la recherche d'une rue sur un plan de ville via le site www.cantalmouv.fr
- Les capacités pour réaliser un itinéraire via le site www.cantalmouv.fr



- La lecture et l'interprétation d'une légende et d'un index (mettre en application sur le support)

Les savoirs de base ou compétences socle (lecture, compréhension, calcul et logique) nécessaires à la mobilité seront évalués sur :

- Les compétences d'écriture, de lecture et de compréhension de texte
- Les compétences d'observation (recopier un texte)
- Les capacités de logique (relier des images à des mots)
- Les compétences et les capacités à s'orienter (Nord/sud/est/ouest)
- Les connaissances des chiffres (pair/impair) et de calcul (addition, soustraction...)

La connaissance du territoire et de son environnement mobilité sera évaluée sur :

- L'utilisation des cartes à tarif réduit par exemple (bénéficiaires, durée de validité, d'utilisation, territoire...)
- Le fonctionnement d'une gare (horaires), des car région et bus interurbain...

De plus, le logiciel de l'AFAPCA permet aussi de retracer le parcours d'accompagnement individuel des bénéficiaires et reprends les éléments suivants :

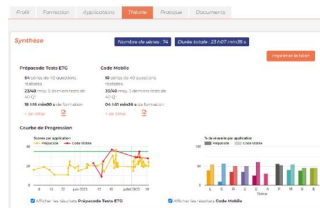
- Anamnèse
- Conclusion du bilan dévaluation
- Le détail de l'accompagnement individuel

Bilan de parcours	
Número dossier : 2019-00226	Orientación : Plateforme mobilité
Referente : Martine LINARD	
Début du parcours : 30/07/2019	Date d'évaluation : 30/07/2019
Bénéficiaire	Prescripteur
	Maison de la Solidarité Départementale 50 avenue du Dr Mallet 13100 ST FLOUR Référént : SALAT Veronique 04-71-60-08-87 csalat@cantal.fr
ANAMNESE	
CONCLUSION DU BILAN D'EVALUATION	
Bilan finalisé le 13 septembre 2019	

PARCOURS	
*1 - BILAN MOBILITE 00/00/2019 Au 00/00/2019	
Prestataire : AFAPCA	Lieu : ST FLOUR
Nombre d'heures : 000H00	
Compétences : Acquis	
Etat : Réalisée complètement	
*2 - ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISE A LA MOBILITE	
Prestataire : AFAPCA	Lieu : ST FLOUR
Nombre d'heures : 000H00	
Etat : En attente	
*CODE DE LA ROUTE 00/00/2019 Au 10/05/2021	
Prestataire : AFAPCA	Lieu : ST FLOUR
Nombre d'heures : 000H00	
Compétences : Acquis	
Etat : Réalisée complètement	
Objectifs :	
Inscrite à l'auto-école Cussac	
Bilan prestation :	
Code obtenu en mai 2021	

De plus, dans le cadre de son activité d'auto-école solidaire, l'AFAPCA dispose d'un :

- Logiciel de gestion d'auto-école
- Logiciel de code de la route
- box tests de code avec des tablettes pour reproduire à l'identique les conditions de l'examen théorique



Enfin l'AFAPCA possède aussi un site plus généraliste www.afapca.fr présentant les activités de l'association et permettant l'envoi de news letter.

3.7 Organisation immatérielle

L'ensemble des temps de préparation, les entretiens préalables et d'organisation des entretiens individuels et des temps collectifs sont à la charge de l'AFAPCA et inclus dans l'état des prix forfaitaires.

Aucun surcoût ne pourra être présenté en cours de mission.

4 Budget prévisionnel

DEPENSES		RECETTES	
Plateforme de Mobilité			
Charge de personnel: 1 Enseignant de la conduite à 1 ETP sur 12 mois	46 854,00 €	Conseil départemental du Cantal	100 000,00 €
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité & FLE à 0,34 ETP sur 12 mois	15 982,00 €	Conseil Régional Auvergne Rhone Alpes	52 000,00 €
Charge de personnel: 1 Enseignante de la conduite à 1 etp sur 12 mois	46 510,00 €	FSE Mobilité	353 592,28 €
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité / coordinatrice ML 0,60 ETP sur 12 mois	30 322,20 €	DDETSPP - Stratégie pauvreté /aide à l'achat	
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité 1 ETP sur 12 mois	42 013,00 €	POLE EMPLOI	42 000,00 €
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité AP à 1 ETP sur 12 mois	42 872,00 €	Intégr'a Code - Mob In	10 000,00 €
Charge de personnel: 1 conseiller Mobilité DR à 1 ETP sur 12 mois	42 872,00 €	Participation bénéficiaires	10 950,00 €
Charge de personnel: 1 conseillère Mobilité MV à 0,80 ETP sur 12 mois	40 430,00 €	CAF	10 000,00 €
Charge de personnel: 1 assistante référent de parcours LC à 0,60 ETP sur 12 mois	20 768,00 €		
Charge de personnel: 1 directeur à 0,60 ETP sur 12 mois	45 231,00 €		
Gestion Administrative et sociale - Forfait 40 %	149 541,68 €		
Forfait Code et conduite / réparation & Achat	55 145,00 €		
Prestation de service - Prepa Code (9 000 €) et Intégr'a Mob (00€)	9 000,00 €		
Total	578 540,88 €	Total	578 542,28 €

5 Bilans et justificatifs de réalisation

5.1 Justificatif de réalisation

Au terme de la phase d'accompagnement, l'AFAPCA sera en mesure de fournir sur demande :

- Bilan mobilité individuel



- Une feuille d'émargement cosignée par le participant et l'intervenant comme présentée en annexe
- Contrat d'engagement
- Le bilan du parcours de l'accompagnement individuel

5.2 Suivi du dispositif

Des échanges réguliers entre le prescripteur, le service Emploi Insertion et l'AFAPCA sont gage de réussite. En cas d'absence injustifiées, répétées et/ou démission du participant, l'AFAPCA s'engage à informer dans les plus brefs délais le prescripteur dans le but d'en comprendre les raisons et de remobiliser le bénéficiaire.

5.2.1 Commission mobilité

L'AFAPCA organisera des Commissions Mobilité ce qui permettra d'effectuer un suivi régulier du dispositif, de prendre connaissance des bilans mobilité et de valider l'entrée dans la phase 3 « accompagnement individualisé ».

5.2.2 Comité de pilotage et compte rendu

L'AFAPCA s'engage à mettre en place un comité de pilotage avant le 31 décembre de chaque année composée du responsable de la structure, des salariés en charge de l'accompagnement mobilité et des agents du Service Emploi Insertion du Conseil départemental en charge du suivi de l'opération. Ce comité de pilotage permettra de faire un bilan intermédiaire de l'opération.

Ce bilan écrit devra être transmis avant le 31 décembre et fera notamment état des éléments suivants :

- Description et analyse des prescriptions (nombre, provenance, besoins exprimés, etc.)
- Description et analyse des profils des participants (nombre de bénéficiaires, répartition Homme / Femme, tranches d'Age, répartition géographique, problématiques, durée des parcours, etc.)
- Analyse des bilans mobilité et phase d'accompagnement (type de préconisations, de démarches...).

6 Obligation

1. L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

2. Lors de toute communication ou publication, l'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :



L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinanceurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de L'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

3.L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de L'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

4.L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

1.1 Obligation liée à l'intervention du Fonds Social Européen

Le dispositif « Cantal'Mouv » est mis en place avec la participation financière des Fonds Européen.

Dans ce cadre, l'AFAPCA informera les participants, le personnel affecté à l'opération et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans la notice ;



Annexes :

- Demande écrite adressée au Président
- Attestation de régularité fiscale
- Pouvoir d'engagement
- Délégation de signature
- Compte de résultat et Bilan comptable certifié 2020, 2021, 2022
- Feuille d'émargement, contrat d'engagement
- Déclaration de Constitution d'Association
- Document de création d'association
- Liste des aides demandées pour le projet
- Avis de répertoire Sirène
- Statuts de l'association
- Composition du Conseil d'administration et du bureau
- Rapport d'activité de la dernière année
- RIB



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-19

Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'AFAPCA dans le cadre de l'appel à projets 2021-2025 "Parcours d'insertion sans obstacle" (Dispositif RESPIR)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour - 2 non-participation(s), Magali MAUREL et Valérie RUEDA se retirent et ne prennent pas part au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du Département ;

Vu la délibération n° 20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n° 20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi du Cantal 2021-2025 ;

Vu la délibération n° 21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociale ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de l'AFAPCA en date du 2 novembre 2023 ;

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Conseil départemental au profit de l'AFAPCA à hauteur de 40 000 € pour l'année 2024 ;

- **APPROUVE** la convention de partenariat relative à la mise en œuvre du dispositif « RESPIR » dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrit au chapitre 011-Nature 6288-fonction 420 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'AFAPCA
DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS 2021-2025
« PARCOURS SANS OBSTACLE »**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 26 janvier 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »

D'une part,

Et

L'AFAPCA – CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI, 16 place de la Paix, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL, ci-après désigné par les termes « **l'AFAPCA** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L.5314-1 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la délibération n°20CD03-04 du Conseil départemental du 25 septembre 2020 approuvant la convention de gestion du RSA avec la CAF du Cantal ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du Département ;

Vu l'attestation de dépôt de la demande de subvention de la l'AFPCA en date du 02/11/2023 ;

Vu la décision n° xxxxxxxx de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26/01/2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La loi du 1er décembre 2008, généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion entend « lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires ».

A ce titre, le Conseil départemental, chef de file dans la définition et la conduite de la politique d'insertion, a fait le choix d'élaborer un document unique, réunissant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi, et le Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi dans un souci de bonne articulation, regroupant les actions d'insertion sociale et professionnelle adaptées aux besoins des cantaliens et mettant l'accent sur le retour à l'emploi des publics inscrits dans un parcours d'insertion.

C'est donc un Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi (PDIE) et un Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi (PTIE) qui définit la politique commune au Département et à ses partenaires pour la période de 2021 à 2025 dans le Cantal avec une approche décloisonnée entre les publics et les directions du Département intervenant dans le champ des solidarités (enfance famille, autonomie, action sociale et insertion).

L'enjeu de ce PDIE est **d'accélérer le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, des jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance ou des publics travailleurs handicapés par une prise en charge plus rapide et un accès facilité aux emplois de proximité.**

Le PDIE/PTIE 2021-2025 a défini cinq engagements : une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé, un passeport vers l'emploi, **un parcours d'insertion sans obstacle**, la prise en compte des spécificités de chacun et une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente. Ces engagements se traduisent en vingt-deux fiches actions.

Les publics, suivis par le Département dans le cadre de leurs parcours en insertion, peuvent se heurter à des **freins périphériques, notamment liés à santé. L'accompagnement individualisé a pour objectif d'aider la personne à trouver les ressources nécessaires à sa remobilisation et de déclencher une dynamique favorisant son insertion professionnelle.**

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Les problèmes de santé représentent un frein important dans l'accès à l'emploi durable (souffrance physique, psychique, estime de soi...). **La prise en charge du public** par des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des professionnels psychologues, ostéopathes, socio esthétiques et diététiciens, dans le cadre d'un soutien ponctuel, peut permettre de **favoriser un mieux-être et par conséquent de renforcer son employabilité**, ou de le réorienter vers un suivi social ou médical si l'accès à l'emploi n'est pas envisageable.

Le Conseil départemental du Cantal confie donc à l'AFAPCA la mise en œuvre de l'action « RESPIR » comportant trois types accompagnements (indépendants) :

- Une écoute et un soutien psychologique par des professionnels pour les personnes en situation de souffrance psychologique ou de mal-être non suivies par ailleurs (par le biais de psychologues ou de professionnels de pratiques alternatives complémentaires ou de socio-esthéticienne pour l'amélioration de l'image de soi) ;
- Un soutien ponctuel d'un ostéopathe pour débloquer une situation de difficulté corporelle,
- Un bilan diététique personnalisé et des conseils nutritionnels réalisés par un diététicien.

Indirectement, ces séances ont pour finalités de :

- Travailler sur la levée des freins personnels, sociaux, socioprofessionnels pour faciliter l'accès à un parcours d'insertion socioprofessionnelle.
- Orienter, si nécessaire, la personne vers des soins de droit commun.
- Préconiser des actions individuelles cohérentes et adaptées à la personne pour optimiser son parcours d'insertion.
- Permettre le développement de l'autonomie de la personne, de son aptitude à entreprendre une démarche d'insertion ou à s'impliquer dans des activités à dimension sociale, éducative, culturelle et à améliorer ses conditions de vie.

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE L'AFAPCA

Par la présente convention, **l'AFAPCA s'engage**, à son initiative et sous sa responsabilité, à **réaliser l'opération « RESPIR » comme présentée dans la fiche de présentation en annexe.**

Par conséquent, l'AFAPCA s'engage à assurer, grâce à des professionnels disposant des qualifications requises, **l'accompagnement d'au moins 200 bénéficiaires** (personnes éloignées de l'emploi dont les freins personnels, sociaux, socioprofessionnels ou de difficultés corporelles ponctuelles sont trop importants pour permettre l'accès au marché de l'emploi), **représentant environ 1300 consultations.**

Pour cela, l'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre l'action en :

- Mettant à disposition des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des psychologues, des ostéopathes, des socio-esthéticiennes et des diététiciennes diplômés ayant une expérience pour la réalisation des consultations et opérer l'accompagnement du public ciblé,
- Assurant la gestion comptable et financière du dispositif,
- Animant les réunions de présentation du dispositif RESPIR sur demande,
- Assurant la gestion administrative des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif,
- Veillant à une bonne coordination entre le professionnel intervenant et le prescripteur,
- Fournissant le bilan d'exécution du dispositif lors du comité de pilotage.

L'AFAPCA assurera en continu, la gestion comptable et financière du dispositif et la gestion administrative des dossiers de chaque participant.

L'AFAPCA s'engage à être en mesure de proposer au public la prise en charge de :

- **Une à cinq consultations** individuelles avec un **psychologue** (non renouvelable).
- **Une à deux consultations** (non renouvelable) suivant le diagnostic effectué avec l'ostéopathe.
- **Une à cinq consultations** individuelles avec une **socio esthéticienne** (non renouvelable).
- **Une à cinq consultations** (non renouvelable) suivant le bilan diététique effectué avec le diététicien.
- **Une à cinq consultations** individuelles avec un intervenant de **pratique alternative complémentaire** (renouvelable par dérogation).

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone). En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur concerné. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

Concernant le déroulement technique de l'action, l'**AFAPCA s'engage à respecter l'article 3.2 : « Mise en œuvre de l'accompagnement » de la fiche descriptive de son opération**, déposée lors de sa candidature.

L'AFAPCA s'engage à mettre en place des comités de suivis mensuels avec les agents concernés du SEI afin de suivre les prescriptions numériques et les dossiers participants notamment des bénéficiaires du RSA. En effet, L'AFAPCA s'engage en sus, à tenir informé le chef de projet SEI du territoire concerné, de toute entrée validée dans le dispositif d'un bénéficiaire du RSA, en temps réel.

ARTICLE 3 : VOLUME DE PUBLIC CONCERNE

L'AFAPCA propose d'accompagner environ 200 personnes sur la durée de la convention, **du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024**, identifiées par les référents uniques, les services du Département ou les partenaires.

Afin d'apporter une solution à l'ensemble des publics en difficultés d'insertion, l'AFAPCA propose de dispenser les consultations des professionnels **sur les trois arrondissements du Cantal** (Aurillac, Mauriac, Saint-Flour).

En cas de difficulté, l'AFAPCA s'engage à informer le Département de l'impossibilité de mailler le territoire de manière efficace et à trouver une solution dans les meilleurs délais.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS A DISPOSITION

Pour la mise en œuvre des parcours d'accompagnements, l'AFAPCA :

- Met à disposition des **intervenants professionnels de santé** (Psychologues, ostéopathes, diététiciens, socio-esthéticien) ;
- Met en place **une prestation externalisée pour les intervenants de pratiques alternatives complémentaires** ;
- Met à disposition une **référente de parcours au sein de l'AFAPCA** pour l'accompagnement des bénéficiaires sur le dispositif RESPIR.

Selon le budget prévisionnel décrit dans la réponse de l'AFAPCA, 0.40 ETP seront affectés à l'orientation des publics, 0.20 ETP à la Direction et 0.20 ETP à l'assistante de référent de parcours.

L'AFAPCA met à disposition également les locaux adaptés à l'accueil du public tant au niveau de l'accompagnement individuel que collectif, au plus près des bénéficiaires conformément à l'article 5.2 « Organisation géographique » de sa candidature.

ARTICLE 5 - REGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de l'association peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 6 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le coût total prévisionnel de l'opération est de 141 064,52 € pour la durée de cette convention soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

La subvention départementale attribuée au bénéficiaire pour la réalisation de l'opération est fixée à un montant de 40 000 euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de 28,35 % du coût total de l'opération

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 7 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

7.1 Avance

La subvention départementale est versée au bénéficiaire au titre d'une avance de 20 000 euros, soit une avance de 50 % du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

7.2 Solde

Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet avant le 15/12/2024.

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La contribution financière est créditée au compte de l'AFAPCA selon les procédures comptables en vigueur. Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

AFAPCA CENTRE RESSOURCES ET INGÉ
Domiciliation bancaire : Caisse d'épargne Auvergne et Limousin
N° IBAN : FR76 1871 5002 0008 7795 8639 668
BIC : C E P A F R P P 8 7 1

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'AFAPCA :

L'AFAPCA s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

L'AFAPCA s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le

Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Elle agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'elle informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par L'AFAPCA, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.1 Utilisation de la subvention

L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Conseil départemental, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 13 ci-après.

8.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, l'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

- L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.
- Toute communication ou publication de l'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

8.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de l'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

8.4 Information du Département

L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 9 ci-après.

ARTICLE 9 - REVERSEMENT :

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 8, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à l'AFAPCA en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement. Cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 10 - CADUCITE ET DECHEANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à l'AFAPCA de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 11 : SUIVI ET EVALUATION

Le suivi et l'évaluation de l'action « RESPIR » se fera aux moyens de :

- Comités de suivis mensuels (en présentiel ou en visioconférence)
- Comités de pilotage en fin d'action
- Bilan d'exécution portant sur l'ensemble des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné.

ARTICLE 12 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du **1^{er} janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024**. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenant(s).

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - RESILIATION

13.1 : A l'initiative de l'AFAPCA

L'AFAPCA peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'AFAPCA est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

13.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'AFAPCA, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'AFAPCA est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque l'AFAPCA n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque l'AFAPCA refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'AFAPCA dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du Service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de l'AFAPCA, le Service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

13.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'AFAPCA ou de notification définitive de la résiliation par le Service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'AFAPCA.

Les sommes dues à l'AFAPCA à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'AFAPCA déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le Service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 7.1.

ARTICLE 14 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 15- ANNEXE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'AFAPCA,

Bruno FAURE

Gérard PRADAL

ETUDE DE LA CANDIDATURE :
AFAPCA Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi

REPONSE A L'APPEL A PROJET PERMANENT DU DOMO PDIE 2021-2025
« Parcours d'insertion sans obstacle »

CONCERNANT LE DOSSIER DE DEMANDE :

Les pièces citées ci-après sont demandées et énumérées dans le DOMO du PDIE 2021-2025, version du 1^{er} février 2021, page 4.

Le candidat a fourni :

- Une demande écrite adressée au Président du Conseil départemental. Cette pièce est nécessaire pour démontrer que l'initiative de la demande provient du bénéficiaire. Elle peut prendre la forme d'une lettre d'intention préalable mais devra être accompagné ou suivi d'un dépôt d'un dossier complet dans les six mois. À défaut, la demande sera déclarée irrecevable.
- La fiche de présentation de l'opération en annexe.
- Une copie de la publication au Journal Officiel ou du récépissé de déclaration à la Préfecture.
- Une copie des statuts.
- Une liste des membres de l'organe décisionnel.
- Le numéro SIRET pour justifier de l'immatriculation de l'organisme, obligatoire pour percevoir des aides publiques. Il peut s'agir de l'avis de situation au répertoire SIRENE disponible sur <https://avis-situation-sirene.insee.fr/>
- Le relevé d'identité bancaire indiquant le code BIC et le code IBAN.
- Une attestation sur l'honneur de la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme.
- Les documents comptables des 3 derniers exercices pour justifier de la santé financière de la structure demandeuse.
- Une liste de l'ensemble des aides perçues au cours des trois dernières exercices (dont l'exercice en cours) pour la conformité au régime d'aides d'État, le cas échéant.
- Une liste de l'ensemble des aides demandées ou perçues au titre du projet lors de la demande pour vérifier l'absence de surcompensation, de double financement ou de sur-financement.

CRITERES D'ELIGIBILITE :

Les critères cités ci-après sont demandées et énumérées dans le DOMO du PDIE 2021-2025, version du 1^{er} février 2021, page 4.

Critères conformes :

- Le descriptif du projet doit être précis et détaillé dans la demande d'aide, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens prévisionnels en moyens humains et financiers mobilisés à cette fin ;
- La durée de réalisation des opérations ne pourra excéder 36 mois pour les appels à projets permanents. Seront privilégiées les opérations d'une durée de 12 ou 24 mois.
- Le projet doit être mené au bénéfice direct ou indirect des publics visés par le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 et dans le périmètre géographique du Cantal ;
- Le porteur de projets doit être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes applicables ;
- Le porteur de projets doit être en capacité de respecter les obligations de communication de l'intervention du Conseil départemental.

- Le positionnement sur les actions retenues sera du ressort du Conseil départemental ou du prescripteur habilité en s'assurant de l'adhésion du bénéficiaire. Une fiche navette départementale de positionnement, dûment remplie, sera signée par le bénéficiaire et le référent social ou professionnel et ensuite adressée (par courrier ou courriel) à la structure qui assure l'action concernée.
Proposition d'une prescription numérique via des codes de connexion sur une plateforme de l'AFAPCA.

Critère non détaillé dans la candidature :

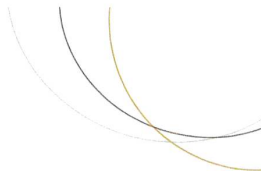
- Chaque organisme retenu dans le cadre des appels à projets devra mettre en place des comités de suivi (nombre fixé dans la convention) dont les comptes rendus seront transmis au Service Emploi Insertion.
Il est indiqué que des échanges réguliers auront lieu avec le Chef de projet mais il n'est pas mentionné de comité de suivi.

NOTATION DU CANDIDAT, SELON CRITERES DE SELECTION :

Critères	Note	Commentaires
L'expérience des intervenants (compétences, qualifications, connaissance du public et du champ de l'insertion sociale et professionnelle, connaissance du territoire au niveau social et économique et des acteurs)	50/50	<p>Dans le cadre de l'accompagnement du projet, l'AFAPCA met à disposition 3 professionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un directeur : 0.20 ETP - une référente de parcours : 0.40 ETP - une assistante référente de parcours : 0.20 ETP <p>L'ensemble de ces professionnels sont expérimentés.</p> <p>Les intervenants ne sont pas cités nominativement. Toutefois, l'AFAPCA s'engage à mettre à disposition des professionnels diplômés (psychologue, diététicien, socio-esthéticien, ostéopathe) ayant une connaissance du public visé.</p> <p>L'AFAPCA et les intervenants missionnés dans le cadre de l'action sont donc compétents en matière d'accompagnement du public éloigné de l'emploi et ont également la connaissance du territoire cantalien, de par les multiples « points d'accueil » proposés qui desservent chaque arrondissement (article 5.2, p.21).</p> <p>Globalement, l'AFAPCA est une structure implantée sur le Cantal depuis de nombreuses années, qui a su s'imprégner du territoire et travailler sur divers champs de l'insertion.</p>
La qualité du parcours proposé (outils, méthode d'animation, partenaires sollicités, plus-value, suivi)	25/50	<p>Le parcours d'accompagnement proposé (article 3.2, p.15 à 18), permet un suivi du stade de la prescription par le référent du participant jusqu'à la restitution d'un bilan de l'action suivie.</p> <p>L'AFAPCA propose ainsi d'orienter les participants sur le dispositif au moyen d'une prescription numérique, avec un engagement par le bénéficiaire dès le premier entretien en signant une fiche de suivi. Au cours de l'accompagnement, des émargements seront cosignés entre participants et professionnels pour donner enfin lieu à un bilan de prise en charge avec préconisations.</p> <p>L'AFAPCA met l'accent sur les précautions à prendre quant à la confidentialité des suivis, mais aussi sur la nécessaire coordination avec les référents pour le bon déroulement du parcours du participant.</p>

		<p>Les partenaires sollicités sont les prescripteurs (article 3.1, p.14) : « travailleurs sociaux du Département, Pôle Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, MSA, ASE... ».</p> <p>En terme de suivi, il est dommage que des comités de suivi ne soient pas proposés, que ce soit pour la validation des prescriptions ou le suivi de leur mise en œuvre.</p> <p>En effet, il est primordial pour le Cd15 d'avoir une information constante et actualisée des entrées du public cible du PDIE, et notamment des BRSA. Les prescriptions se faisant via une plateforme, comment l'AFAPCA envisage de se coordonner avec le Cd15 pour la « validation » des prescriptions ?</p> <p>Par ailleurs, des comités de suivis mensuels permettraient également d'avoir une connaissance des nouveaux dossiers / ceux en cours, non aboutis ou bien terminés de manière régulière.</p> <p>Les comités de suivi seront intégrés dans la convention.</p>
La logique de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats) en favorisant une approche intégrée et globale	30/30	<p>La logique de projet est évidente avec un processus clair et défini comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un diagnostic – un public – une approche globale d'une problématique santé avec différents champs d'interventions ; - Un calendrier de mise en œuvre prévisionnel - Un déroulement technique (méthode de prescriptions, documents de suivi, coordination avec les partenaires) avec une gestion administrative (compilation des données participants et financières) ; - Une phase de bilan et d'évaluation (des bilans individuels, une réunion de clôture ainsi qu'un bilan d'exécution) <p>Les objectifs sont décrits (article 2.2 p.13) avec la mise en œuvre d'un outil de reporting (page 17).</p> <p>L'AFAPCA prévoit de toucher 200 participants pour une estimation de 1300 consultations auprès des professionnels de santé dans le but de lever le freins à l'insertion pour une meilleure « employabilité » de la personne.</p>
L'impact territorial du projet en privilégiant l'échelle des bassins d'emploi et/ou du département (maillage territorial permettant de favoriser l'accessibilité de l'opération aux publics ciblés par l'opération)	30/30	<p>RESPIR est un dispositif proposé sur l'ensemble du département du Cantal (article 5.2, p.21) prenant en compte l'importance du maillage territorial lorsqu'il est possible.</p> <p>L'AFAPCA propose ainsi de dispenser des consultations sur les arrondissements d'Aurillac, Mauriac et Saint-Flour, notamment pour le psychologue, les ostéopathes et les intervenants de pratiques alternatives.</p> <p>Pour les deux socio-esthéticiennes et diététicienne, le maillage complet n'est pas possible et ne se fera que sur Aurillac et Saint-Flour.</p> <p>La couverture territoriale est importante pour que chaque bénéficiaire puisse avoir accès facilement au dispositif.</p> <p>Par ailleurs, l'AFAPCA met en avant le portage de la plateforme mobilité pour accompagner les participants dans la levée des freins potentiels liés aux déplacements.</p>

Le nombre de participants accompagnés	30/30	200 participants sont visés par l'action RESPIR
Le coût de l'opération par participant	30/30	40 000 € sont sollicités au titre de la demande de subvention pour 200 participants soit un coût par participant estimé à 200€. C'est un coût juste qui peut en revanche être revu, fonction du nombre de séances dont bénéficie un participant. En effet, un participant peut être amené à ne suivre que deux séances d'ostéopathe, tandis qu'un autre pourrait suivre 5 séances de psychologie combinées à 3 séances avec une socio-esthéticienne.
La capacité d'animation et le partenariat réuni autour du projet	30/30	L'AFAPCA est un acteur du territoire connu et reconnu qui sait déjà être ressource pour divers partenaires cités précédemment. Tout au long de la fiche descriptive du projet sont cités plusieurs partenaires de l'insertion tels que le SEI du Cd15, les TS, les MILO, Pôle Emploi, Cap Emploi, etc.
Le caractère novateur et/ou anticipatif des opérations sur les problématiques de mutations économiques	30/30	RESPIR ne constitue pas en soi une opération novatrice, puisque ces actions individuelles (psycho ostéo / diététicienne / pratiques alternatives) sont déjà conduites depuis de nombreuses années. En revanche, dans un contexte (partie Diagnostic, p.8) de faible taux de chômage et de difficultés de recrutements, l'AFAPCA sait être moteur en proposant des solutions pour lever les freins liés à la santé. Grâce à RESPIR, des clés d'amélioration de l'employabilité du public à ce jour éloigné de l'emploi sont proposées.
La capacité à mobiliser d'autres sources de financement.	20/20	L'AFAPCA montre sa capacité à mobiliser plusieurs types de financements en sollicitant (article 6, p.22) : <ul style="list-style-type: none"> - Le FSE - La DDCCSP- Droits des femmes - La DREETS- Politique Insertion - Le Cd15
NOTE	275/300	



M. Bruno FAURE
Président du Conseil départemental
28 Avenue Gambetta
15 000 Aurillac

A Aurillac, le 2 novembre 2023

Objet : Demande de subvention au titre de l'appel à projets 2021-2025 - Parcours d'insertion sans obstacle

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de solliciter au nom de l'AFAPCA, une subvention du Conseil départemental d'un montant de **40 000 €** au titre de l'appel à projets 2021-2025
Parcours d'insertion sans obstacle, pour **le dispositif RESPIR - RE**seau de Soins et de Pratiques pour une Insertion Réussie

En application du règlement correspondant, je vous adresse ci-joint le dossier et ses annexes obligatoires dûment complétés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Gérard PRADAL



AFAPCA
Centre de Ressources et d'Ingénierie
Pour l'Insertion et l'Emploi
Président de l'AFAPCA
15000 AURILLAC

AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'emploi
16 place de paix – 15000 Aurillac- 04 71 43 07 20 - secretariat@afapca.fr

SIRET:
397 733 015 001 01
RNA :
W151000844



www.afapca.fr



DISPOSITIF RESPIR

REseau de **S**oins et de **P**ratiques pour une
Insertion **R**éussie

Fiche de présentation de l'opération

FICHE SIGNALÉTIQUE

Nom	AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi
Sigle	AFAPCA
Statut juridique	Association Loi 1901
Adresse	AFAPCA 16 place de la paix – 15000 Aurillac
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : contact@afapca.fr www.afapca.fr
N° de Siret	397 733 015 001 01
N° RNA	W151000844
Code APE	8899B
Agrément O F	83150296115
Agrément Auto-école	1 23 015 000 10
Représentant légal	Gérard PRADAL
Fonction	Président
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : contact@afapca.fr
Personne référente	Pierre SAVARIC
Fonction	Directeur
Coordonnées	Tel : 04 71 43 07 20 Courriel : direction@afapca.fr



PRESENTATION

L'AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi, association reconnue Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale, s'inscrit sur le territoire Cantalien depuis bientôt 30 ans.

L'association a pour objet de favoriser l'insertion socio professionnelle des publics éloignés de l'emploi en portant des projets, des dispositifs et des expérimentations.

Les valeurs de l'association reposent sur :

➡ **Le Caractère social et solidaire de ses activités**

L'association s'adresse essentiellement aux partenaires accompagnant des publics éloignés de l'emploi mais aussi aux structures salariant des personnes en contrats aidés et aux Structures de l'Insertion par l'Activité Economique.

L'objectif est le retour vers l'emploi durable, en proposant à ces publics des dispositifs d'accompagnement et de formation.

A cet effet, l'association :

- Fédère salariés, employeurs et partenaires pour faire du parcours d'insertion un procédé « gagnant-gagnant ».
- Préconise des actions de remobilisation et de formations pour les publics fragilisés et contribue à leurs mises en œuvre en assurant la gestion administrative et financière
- Mobilise et mutualise des fonds publics et privés liés à la mise en œuvre de ces actions

➡ **Sa volonté de s'inscrire dans l'innovation**

L'AFAPCA se positionne comme un acteur de "l'expérimentation active" de nouvelles solutions et dispositifs innovants. Elle est force de proposition vis-à-vis des partenaires institutionnels en charge de la politique publique de l'emploi et de l'insertion.

L'association développe ses propres actions sous sa responsabilité administrative et pédagogique pour permettre de travailler à l'insertion des personnes en grande difficulté.

L'AFAPCA est un lieu neutre dans lequel sont rassemblés les savoir-faire de différents professionnels ayant des compétences en matière d'évaluation, d'orientation, de mobilité et d'insertion professionnelle.

En 2022, l'AFAPCA porte plusieurs activités d'ingénieries s'intégrant dans 4 pôles de compétence :

1. Remobilisation et action santé :

- Dispositif RESPIR – REseau de Soins et de Pratiques pour une Insertion Réussie

2. Accompagnement à la mobilité :

- Dispositif Cantal'Mouv - Plateforme de mobilité



- Auto-école Solidaire

3. Accompagnement à la formation

- Dispositif DEFI 15 - Développement par l'Emploi et la Formation pour l'Insertion dans le Cantal

4. Accompagnement à l'emploi :

- Clauses Sociales d'Insertion

Gouvernance :

Concernant sa composition, l'AFAPCA est dirigée par un Conseil d'Administration composé de membres de fondateur, autorité de l'état, des collectivités territoriales et des financeurs (DDETSPP, Conseil Régional d'Auvergne Rhône-Alpes, Conseil départemental, Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, Association des Maires, Mission Locale, CAP Emploi), de membres actifs (issus des employeurs de contrats aidés) et de membres associés (personnes approuvées et qualifiées). Parmi les membres du Conseil d'Administration, certains ont été élus lors de l'Assemblée Générale de l'association pour composer le bureau associatif. Ce dernier regroupe un président, une vice-présidente, une trésorière, une secrétaire.

Rôle des instances

L'assemblée générale approuve les rapports moraux et financiers,

- Entend et approuve le rapport d'activité et le rapport moral de l'association
- Entend et approuve les comptes de l'exercice clos
- Définit les orientations morales et financières pour l'exercice suivant,
- Renouvelle les membres élus du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale, sur rapport du Conseil d'Administration, est appelée à ratifier le programme annuel prévisionnel des actions à mener.

Le Conseil d'Administration gère le budget, détermine l'emploi des fonds, conduit les réflexions sur l'action à mener par l'Association dans le respect des orientations décidées par l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut comporter **une commission pédagogique** dans le but d'aider au montage des actions de formations et **un comité de sélection** lorsque l'association met en œuvre un appel à projet pour une cotraitance.

Le Conseil d'Administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs au bureau.

Le bureau du Conseil d'administration se réunit chaque fois qu'il est nécessaire et assure le fonctionnement régulier de l'Association. Il prépare l'ordre du jour des Assemblées, les rapports d'activités et financiers de l'année écoulée, le rapport d'orientation et assure l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales.



Respect des obligations réglementaires :

Dispositions prises pour se conformer aux obligations réglementaires qui incombent aux organismes de formation et notamment celles relatives au règlement intérieur

L'AFAPCA dispose d'un règlement intérieur établi conformément aux articles L6352-3 et L6352-4 et R6352-1 à R6352-15 du Code du Travail. Ce règlement s'applique à l'ensemble des stagiaires, quel que soit le lieu de formation.

Ce règlement intérieur :

- Rappelle les principales mesures applicables en matière d'hygiène et de sécurité
- Fixe les règles de discipline : nature et échelle des sanctions, droits et recours des stagiaires sanctionnés...
- Précise les modalités de représentation des stagiaires pour les stages d'une durée supérieure à 200 heures.

Il est constitué d'articles et intègre les modalités obligatoires :

- Objet et champ d'application
- Règles d'hygiène et de sécurité
- Consignes en cas d'incendies
- Règles en matière de tabac, boissons alcoolisées et drogues
- Assiduité du stagiaire en formation (horaires, présences, absences, retards ou départs anticipés, formalisme attaché au suivi de la formation)
- Accès aux locaux
- Tenue
- Comportement
- Utilisation du matériel
- Sanctions disciplinaires
- Garanties disciplinaires
- Représentation des stagiaires (élections des délégués, durée des mandats, rôles)

Les stagiaires sont informés oralement de la présence du règlement intérieur, peuvent le consulter au siège de l'AFAPCA et sur le site internet www.afapca.fr.

La signature du contrat d'engagement vaut acceptation et engagement à respecter tout au long de leur parcours de formation, le règlement intérieur.

Toute attitude en contradiction avec le règlement fait l'objet d'un rappel oral du règlement s'il n'y a pas de caractère de gravité. Dans le cas contraire, un courrier formalise l'avertissement et le risque de sanction en cas de réitération. Si les attitudes en cause se renouvellent, la sanction encourue est la mise à pied puis l'exclusion de la formation.

Les attitudes en contradiction au règlement intérieur font l'objet d'échange lors des réunions de l'équipe de formateurs, l'équipe échange alors afin de mettre en place une réaction mesurée et pertinente.

Dispositions prises en matière de respect des principes d'égalité et de non-discrimination

En matière de lutte contre les discriminations, le cadre légal qui s'impose aux organismes de formation repose dans l'article L. 1132-1 du Code du travail « aucune personne ne peut être écartée



[...] de l'accès à une formation[...] en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son orientation sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son patronyme ou en raison de son état de santé ou de son handicap ».

Le respect de ce cadre légal passe par un engagement de notre part dans la lutte contre les discriminations afin de garantir :

- L'égal accès aux formations quel que soient les candidats ;
- Un recrutement égalitaire dans son déroulement, conduisant à des effectifs mixtes et divers ;

L'AFAPCA se conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) qui poursuit à savoir :

- L'AFAPCA s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement et conformément aux instructions de l'acheteur
- L'AFAPCA s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées.
- L'AFAPCA s'engage à ce que ses salariés soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité
- L'AFAPCA s'engage à aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition...
- L'AFAPCA s'engage à notifier à l'acheteur par courriel, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Ce courriel comportera les éléments suivants :
 - o La description de la nature de la violation de données à caractère personnel
 - o Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données
 - o La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
 - o La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre
- L'AFAPCA s'engage à aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation d'analyse d'impact relative à la protection des données
- L'AFAPCA s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :
 - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
 - o Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes de des services de traitement
 - o Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celle-ci dans un délai approprié en cas d'incident
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement

Conformément à la législation en cours, l'AFAPCA possède un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur et les mettra à disposition pour permettre la réalisation d'audits et/ou d'inspection.



L'AFAPCA se conforme également aux autres normes en vigueur liées :

- A l'émargement : les stagiaires émargement chaque demi-journée. Les feuilles d'émargement sont contre signées par le formateur à chaque demi-journée
- A l'information et aux documents à remettre avant l'entrée en formation : les stagiaires sont informés en amont du règlement intérieur, du programme, de l'équipe pédagogique et du planning. Ces documents leur sont remis.
- A la remise d'une attestation de fin de formation
- A la garantie de la protection des libertés individuelles
- Aux conditions de réalisation d'une action de formation.

Enfin, l'AFAPCA a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par: le décret n°2019-564 du 6 juin 2019 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle et le décret n° 2019-565 du 6 juin 2019 relatif au référentiel national sur la qualité des actions concourant au développement des compétences, mentionné à l'article L.6316-3 du code du travail ainsi que selon l'arrêté du 6 juin 2019 relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6319-1-1 du code du travail.

L'AFAPCA est donc certifié « **Qualiopi** » ce qui vise à :

- Attester de la qualité du processus mis en œuvre par les prestataires d'actions concourant au développement des compétences ;
- Permettre une plus grande lisibilité de l'offre de formation auprès des entreprises et des usagers.



LE PROJET

Diagnostic

Le Département du Cantal connaît un relatif faible taux de chômage (4.1% de demandeur d'emploi de catégorie A au second trimestre 2023). Le vivier de main d'œuvre pour les entreprises locales apparaît donc extrêmement réduit, avec des personnes pour la plupart très éloignées de l'emploi cumulant diverses difficultés.

Ce chiffre, qu'on peut estimer très bas par rapport au niveau national, masque en fait une évasion importante des compétences du territoire, notamment pour les populations les plus jeunes. La baisse démographique s'accompagnera de celle du nombre des actifs.

D'ores et déjà, les jeunes actifs entrant sur le marché du travail ne compensent plus les départs à la retraite des générations nées après-guerre. Une part non négligeable des publics restant demandeurs d'emploi connaît des difficultés d'insertion liées à des problématiques croisées tels que des addictions diverses, problèmes de santé, manque de qualification, problèmes de mobilité, problèmes de savoir-être et de comportement.

Pour ces personnes, les trajectoires d'accès à l'emploi relèvent de parcours associant des outils d'insertion du type Atelier et Chantier d'Insertion, mais également de formations en travaillant simultanément sur la problématique de freins annexes tels que des difficultés d'ordre psychologique et / ou d'ordre organique.

Tous les acteurs de l'insertion s'accordent sur la nécessité de mettre en place une ou plusieurs étapes de parcours pour l'insertion liées à la santé. En effet, la santé – l'estime de soi... sont des freins récurrents des publics accompagnés pour un retour dans l'emploi.

De nombreuses actions/expérimentations ont été conduites ponctuellement sur quelques territoires. Or un accompagnement socioprofessionnel efficient pour lever ce type de freins nécessite temps et suivi.

En réponse à ce constat, le Plan Départemental d'Insertion et d'Emploi a défini cinq engagements :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé
- Un passeport vers l'emploi
- Un parcours d'insertion sans obstacle
- La prise en compte des spécificités de chacun
- Une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente

Le PDIE confirme et amplifie la mobilisation du département du Cantal en innovant et en construisant avec ses partenaires des réponses adaptées :

- En utilisant les différentes formes d'actions individuelles ou d'interventions collectives pour remobiliser les personnes, créer une dynamique de parcours, et favoriser la mobilité des publics, qu'elle soit physique ou intellectuelle,
- En luttant contre les freins périphériques à l'emploi.

C'est pourquoi l'AFAPCA souhaite se positionner comme un acteur départemental permettant de travailler à l'insertion socio professionnelle des publics éloignés de l'emploi avec une approche globale en tenant compte :



- Des problématiques sociales via le dispositif **RE**seau de **S**oins et de **P**ratiques pour une Insertion **R**éussie (**RESPIR**)
- Des problématiques formatives via le dispositif de **D**éveloppement de l'**E**mloi par la **F**ormation et l'**I**nsertion (**DEFI Cantal**)
- Des problématiques de mobilité via le dispositif **CANTAL'MOUV**



1. Généralité :

En tant que porteur de projet, l'AFAPCA permettra l'accès, à court terme, à des consultations d'intervenants de pratiques alternatives complémentaires, de professionnels psychologues, ostéopathes, socio esthétiques et diététiciens pour un soutien ponctuel, visant :

- à lever des freins personnels, sociaux, socioprofessionnels et/ou de souffrances corporelles ponctuelles pour faciliter l'insertion sociale et un mieux-être des bénéficiaires,
- à retrouver la confiance nécessaire pour se valoriser lors d'un entretien d'embauche et mettre en avant leur savoir-faire,
- à proposer un coaching bien être et soins esthétiques pour les amener à revaloriser leur image,
- à orienter les personnes vers des soins de droits communs pour un suivi si nécessaire,
- à préconiser des actions individuelles cohérentes et adaptées à la personne pour optimiser son parcours d'insertion
- à faciliter le parcours d'insertion socioprofessionnel avec la mise en œuvre **d'environ 1300 consultations** à destination de 200 personnes éloignées de l'emploi sur l'année 2024 en renforçant leur employabilité et donc l'accès à l'emploi.

L'accompagnement par les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, les psychologues, les ostéopathes, les socio esthéticiennes et les diététiciennes s'effectuera sur l'ensemble du département du Cantal auprès des publics fragiles éloignés de l'emploi.

Cette action nécessitera donc une communication spécifique, avec des supports spécifiques, auprès des prescripteurs (Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, CIDFF, MSA, Travailleur Sociaux...) et des principales SIAE du département.

Ces partenaires travaillent déjà en collaboration avec l'AFAPCA.

Cette habitude de travail doit permettre à l'AFAPCA de sensibiliser les prescripteurs, de développer leurs préconisations et d'accompagner la levée des freins psychologiques et organiques pour des personnes orientées à des fins d'insertion professionnelle.

2. Le projet

L'accompagnement par des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes a vocation à répondre au déficit d'offre adaptée en matière d'insertion socioprofessionnelle et d'accès à la médecine douce du public très éloigné de l'emploi dans le département du Cantal. Il s'inscrit, dans le parcours d'insertion, en complément des offres actuellement proposées pour lever les freins sociaux et socioprofessionnels.

La dispositif RESPIR sera effectif à compter du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024 et sur l'ensemble du territoire du Cantal



2.1 Le public visé

On retrouve très souvent chez les publics en situation d'insertions certaines caractéristiques communes. Cela nous amène à adapter l'accompagnement et les méthodes à la réalité et à la diversité de ce public bien connu de notre association.

Ainsi, il sera nécessaire de tenir compte des difficultés des personnes pour les orienter vers les meilleurs professionnels, tout en étant vigilant sur la confidentialité des informations transmises.

De plus, les professionnels qui interviendront sur ce dispositif sont et seront à nouveau sensibilisés aux diverses problématiques qui peuvent toucher les bénéficiaires de l'action.

✓ Typologie de public :

L'accompagnement par des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes sera mis en place au bénéfice des personnes en situation ou menacées de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable.

Plus précisément, le public cible est composé de personnes éloignées de l'emploi dont les freins personnels, sociaux, socioprofessionnels ou de difficultés physiques ponctuelles sont trop importants pour permettre l'accès au marché de l'emploi ou une entrée en ACI par exemple.

Il peut s'agir (liste non exhaustive) :

- de demandeurs d'emploi,
- de personnes intégrées en SIAE,
- de personnes orienté par le CIDFF
- de personnes sans emploi bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA),
- de bénéficiaires de minimas sociaux (ASS, etc.),
- de jeunes de 16 ans à 25 ans, suivis par les Missions Locales et autres structures d'insertion,
- de personnes reconnues travailleurs handicapés,
- de personnes orientées par la MDPH,
- ...

✓ Implication des bénéficiaires :

Ils seront orientés vers ce dispositif par leurs référents qui nous transmettront une fiche de prescription numérique. Cette méthode doit permettre de répondre à une problématique transversale d'accompagnement en lien avec leurs parcours d'insertion socio professionnel.

Avec l'antériorité du dispositif, les prescripteurs ont une bonne connaissance de ce dernier. Il est à noter qu'en 2023, 12 prescripteurs différents ont orienté des bénéficiaires sur le dispositif RESPIR.

L'AFAPCA mettra à disposition un document de présentation de l'action pour permettre l'information et la formation des nouveaux conseillers prescripteurs qui seront eux-mêmes par la suite suffisamment armés pour évoquer ce dispositif dans leurs accompagnements et impliquer leurs bénéficiaires sur cette problématique. Cette démarche devrait favoriser l'orientation d'un



public déjà sensibilisé avec une volonté d'agir et donc une implication forte sur leur accompagnement.

Les identifiants et des mots de passe seront fournis à l'ensemble des prescripteurs afin qu'ils puissent rédiger les prescriptions en ligne via la plateforme <https://gestion.afapca.fr/>.

✓ Obstacles en lien avec les bénéficiaires

Concernant les professionnels, la principale difficulté sera la mise en place d'une méthode de travail homogénéisée avec l'ensemble des partenaires ainsi qu'une large mobilisation de ces derniers

La standardisation de la méthode de travail doit amener une notion d'équité dans le traitement des situations sur l'ensemble du territoire et permettre de faire le lien avec tous les référents pour inscrire cet accompagnement dans une démarche de parcours.

Un point de vigilance complémentaire doit être levé tant à la qualité de la demande réalisée par le référent du parcours de la personne qui doit être suffisamment explicite sans remettre en cause l'obligation de discrétion et/ou le secret professionnel pour permettre la mise en œuvre de l'accompagnement adapté aux besoins du participant, mais aussi permettre aux professionnels intervenants d'individualiser son accompagnement et d'en faire le retour au référent de parcours.

Concernant les bénéficiaires, le risque auquel nous pouvons être confrontés est celui d'immédiateté de l'action.

En effet, les bénéficiaires espèrent toujours des réponses rapides. Cependant, les problématiques potentielles à accompagner telle que **stress post traumatique, troubles anxieux avec troubles du sommeil et de l'alimentation, troubles des conduites addictives, phobies dont phobie sociale, angoisses, auto dévalorisation, sentiment d'échec, déficit narcissique....** nécessitent du temps.

Concernant **les bénéficiaires qui ont une difficulté dans l'appropriation de la langue française**, ils devront être accompagnés soit de leurs référents pour faire l'interface si nécessaire, soit d'un traducteur/interprète.

Si la nécessité d'un traducteur/interprète s'impose, cette démarche sera à la charge du prescripteur pour trouver la ressource sur le territoire, organiser la mise en œuvre de la prestation mais aussi son financement.

Cette prestation n'étant pas prévue par ce dispositif d'accompagnement, en aucun cas l'AFAPCA n'effectuera ces démarches.

Concernant les bénéficiaires qui ont un handicap du type déficience auditive et/ou de langage et/ou visuelle, ils devront être accompagnés soit de leurs référents pour faire l'interface si nécessaire, soit d'un traducteur/interprète, soit d'un signeur en Langue des Signes Française.

Si la nécessité d'un traducteur/interprète et ou d'un signeur s'impose, cette démarche sera à la charge du prescripteur pour trouver la ressource sur le territoire, organiser la mise en œuvre de la prestation mais aussi son financement.

Cette prestation n'étant pas prévue par ce dispositif d'accompagnement en aucun cas l'AFAPCA effectuera ces démarches.



2.2 Finalité et objectifs :

Le dispositif RESPIR a pour objectifs de :

- Permettre une écoute et un soutien psychologique par un professionnel aux personnes en situation de souffrance psychologique ou de mal-être non suivies par ailleurs.
- Débloquer une situation de difficulté corporelle par un soutien ponctuel et à titre préventif d'un ostéopathe, et apporter un équilibre dans une approche globale du corps.
- Dispenser des conseils nutritionnels à partir d'un bilan diététique personnalisé réalisé par un diététicien
- Retrouver la confiance nécessaire pour se valoriser lors d'un entretien d'embauche et mettre en avant leur savoir-faire,
- Proposer un coaching bien être et soins esthétiques pour les amener à revaloriser leur image,
- Savoir évoluer au sein d'un groupe (prendre la parole, écouter les autres, travailler ensemble...)

L'accompagnement a pour finalité:

- De travailler avec la psychologue sur la levée des freins personnels, sociaux, socioprofessionnels facilitant l'accès à un parcours d'insertion socioprofessionnel en portant une attention particulière à la santé.
- De débloquer une situation de difficulté corporelle par un soutien ponctuel et, à titre préventif, d'apporter un équilibre dans une approche globale du corps avec l'ostéopathie,
- Retrouver la confiance nécessaire pour se valoriser lors d'un entretien d'embauche et mettre en avant leur savoir-faire avec la socio esthétique et les intervenants de pratiques alternatives complémentaire
- De dispenser des conseils nutritionnels avec la diététique
- D'orienter, si nécessaire, la personne vers des soins de droit commun pour un suivi médical,
- De permettre le développement de l'autonomie de la personne, de son aptitude à entreprendre une démarche d'insertion à visée professionnelle ou à s'impliquer dans des activités à dimension sociale, éducative, culturelle et à améliorer ses conditions de vie,
- De préconiser des actions individuelles cohérentes et adaptées à la personne pour optimiser son parcours d'insertion.

2.3 Mission de l'AFAPCA

- Mettre à disposition des intervenants de pratiques alternatives complémentaires, des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes diplômés ayant une expérience pour la réalisation des consultations et opérer à l'accompagnement du public ciblé,
- Assurer la gestion comptable et financière du dispositif
- Animer les réunions de présentation du dispositif RESPIR sur demande,
- Assurer la gestion administrative des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif,
- Veiller à une bonne coordination entre le professionnel intervenant et le prescripteur,
- Fournir un bilan d'exécution du dispositif lors du comité de pilotage.

Pour satisfaire les objectifs, l'AFAPCA mettra en œuvre une organisation qui permet de :

- Aider la personne à lever les freins qui perturbent le bon déroulement de son parcours d'insertion,



- Prévenir, orienter et guider la personne dans une démarche de soins de droit commun si nécessaire,
- Aider le participant à se projeter à court et moyen terme tant sur le plan social que professionnel dans un projet d'insertion socioprofessionnelle,
- Identifier et proposer à la personne les étapes à mettre en œuvre pour favoriser son autonomie,
- Faciliter le parcours d'insertion de la personne par des propositions accessibles et cohérentes,
- Guider la personne dans la gestion des démarches à réaliser pour cheminer en plus grande autonomie dans son parcours socioprofessionnel,

3. Déroulement technique

L'AFAPCA mettra à disposition des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes diplômés pour les consultations de l'accompagnement du public cible.

Le nom des professionnels pour l'année 2024, ne sont pas encore connus car l'appel à candidature pour être intervenant sur le dispositif RESPIR se termine le 11 décembre 2023

Concernant les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, une prestation externalisée sera mise en place afin de :

- Mobiliser et fédérer des professionnels de pratiques alternatives complémentaires
- Coordonner les disponibilités des professionnels et mettre en œuvre des plannings
- Réserver les salles le cas échéant
- Travailler en collaboration avec la personne ressource au sein de l'AFAPCA pour favoriser le meilleur parcours de prise en charge du bénéficiaire

L'AFAPCA assurera la gestion comptable et financière du prestataire fédérant les intervenants de pratiques alternatives, des prestations des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes et de leurs frais de déplacement.

Chaque professionnel intervenant assurera sa propre prise de rendez vous

L'AFAPCA assurera la gestion administrative des dossiers de chaque participant à l'entrée comme à la sortie du dispositif.

Pour ce faire différentes étapes doivent être mise en œuvre.

3.1 Prescriptions numériques

Le public devra être orienté sur le dispositif par son référent (travailleurs sociaux du département, Pole Emploi, Mission Locale, Cap Emploi, MSA, ASE...) au moyen d'une prescription numérique.



Prescription en ligne

Merci de remplir la prescription en renseignant les champs ci-dessous.

? Prescription

Bénéficiaire

Situation

Finalisation

Orientation

Choisir une orientation ...

Besoins

Merci de sélectionner une orientation, pour initialiser la liste des besoins.

Prescripteur

Choisir un prescripteur ...

Raison sociale *

Adresse *

Complément

Code postal *

Ville *

Conseiller

Nom *

Prénom *

Téléphone *

Email *

Précédent
Suivant

La prescription devra être accompagnée des justificatifs suivants :

- Le justificatif d'éloignement de l'emploi (attestation de minima sociaux, d'inscription à Pole Emploi, attestation Mission Locale, PASS IAE, CEJ...)
- Fiche d'entrée FSE

Le bénéficiaire, lors de son 1^{er} entretien, en signant la fiche de suivi, confirmera et certifiera vouloir s'engager dans une démarche de travail personnel au sein du dispositif « RESPIR », attestera avoir été informé que l'opération à laquelle il participe bénéficie d'un soutien de l'Union Européenne au titre du Fonds Social Européen et donnera son consentement à l'utilisation et au traitement de ses données personnelles.

3.2 Mise en œuvre de l'accompagnement

3.2.1 Méthode et support

· Méthode

Chaque entrée dans le dispositif, suite à une prescription numérique transmise avec les pièces jointes demandées, donnera lieu à un entretien avec la référente de parcours pour les consultations d'intervenants de pratiques alternatives complémentaire afin de d'orienter le bénéficiaire vers la pratique la plus adaptée.

La prescription validée vers un professionnel psychologue, ostéopathe, socio esthéticienne ou diététicienne permettra le commencement des consultations individuelles dans le mois suivant la



prescription dans la mesure du possible sans avoir d'entretien préalable avec la référente de parcours.

Ce dispositif est envisagé pour la mise en œuvre **d'environ 1300 consultations** à destination d'environ 200 personnes éloignées de l'emploi sur l'année 2024 en renforçant leur employabilité et donc l'accès à l'emploi.

Les participants pourront bénéficier selon l'orientations et les besoins :

- D'une à 5 consultations individuelles avec un psychologue, (non renouvelable). Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et pour tenir compte de l'intérêt de la personne dans son orientation.
Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à deux consultations (non renouvelable) suivant le diagnostic effectué avec l'ostéopathe.
Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 2 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à 5 consultations individuelles avec une socio esthéticienne, (non renouvelable). Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et pour tenir compte de l'intérêt de la personne dans son orientation.
Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à cinq consultations (non renouvelable) suivant le bilan diététique effectué avec le diététicien.
Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.
- D'une à 5 consultations individuelles avec un intervenant de pratique alternative complémentaire, (renouvelable par dérogation). Les séances seront cadencées en fonction des objectifs fixés et le changement d'intervenant en cours d'accompagnement est possible pour permettre la complémentarité des pratiques alternatives.
Une orientation vers un autre professionnel en simultané, ou en cours ou suite aux 5 consultations sera possible via la fiche de suivi.

L'AFAPCA établira deux contacts par le biais de canaux différents (mail, courrier, téléphone). En cas de non réponse, l'AFAPCA en informera le prescripteur concerné. Après concertation, la prescription pourra être considérée comme non aboutie.

L'objectif final est d'amener la personne à progresser en meilleure autonomie dans son parcours individuel d'insertion socioprofessionnelle en bénéficiant, notamment, d'un soutien ponctuel concernant sa santé.

Pour ce faire l'AFAPCA propose la méthode d'accompagnement suivante :

- Réception par l'AFAPCA de la fiche de prescription numérique.
- La fiche de prescription devra impérativement être accompagnée d'un justificatif d'éloignement de l'emploi.



Sans ces éléments constitutifs du dossier du participant, l'entrée dans le dispositif ne pourra se faire.

- L'AFAPCA saisira cette dernière dans un outil de reporting par professionnel intervenant où figurent le Nom, le Prénom du participant, le nombre de consultations prévues, le nombre de consultations effectuées par semestre et le solde de celles-ci à chaque fin de semestre, ce qui génère le report à prévoir en année N+1 des consultations non consommées si nécessaire.

Bénéficiaires	Prescription 1 ^{er} semestre 2024	Consommation 1 ^{er} semestre 2024	RESTE au 1 ^{er} semestre 2024	Consommation 2 ^{ème} semestre 2024	RELIQUAT N+1
Nom Prénom	5	2	3	3	0

- Transmission numérique par l'AFAPCA de la fiche de prescription au professionnel intervenant choisi en fonction de la méthode d'accompagnement (Intervenant de pratiques alternatives complémentaires, Psychologue, Ostéopathe, Socio esthéticienne ou diététicienne) et du lieu (Aurillac / Mauriac / Saint Flour)
- Le professionnel intervenant devra recevoir le bénéficiaire de l'action dans le mois qui suit la date de validation de la prescription dans la mesure du possible.
- Lors du 1^{er} entretien, le professionnel intervenant devra compléter la fiche de suivi (cf. Annexe) où figurent le nom et le prénom du participant, ces coordonnées ainsi que les informations sur le prescripteur.

Si lors du 1^{er} entretien le bénéficiaire et/ou le professionnel intervenant ne souhaite pas poursuivre l'accompagnement, il sera nécessaire de le justifier et le professionnel intervenant devra proposer une réorientation dans la mesure du possible.

Le bénéficiaire, lors de son 1^{er} entretien, en signant la fiche de suivi, confirmera et certifiera vouloir s'engager dans une démarche de travail personnel au sein du dispositif « RESPIR », attestera avoir été informé que l'opération à laquelle il participe bénéficie d'un soutien de l'Union Européenne au titre du Fonds Social Européen et donnera son consentement à l'utilisation et au traitement de ses données personnelles.

- Le professionnel intervenant devra transmettre à l'AFAPCA à chaque fin d'accompagnement les émargements ainsi que le bilan de la prise en charge avec des préconisations dans la mesure du possible (cf. fiche de suivi en annexe).
- Support
- La mise à disposition de cinq consultations avec **un psychologue diplômé** pour permettre à chaque participant de lever les freins qui entravent l'avancée de son parcours d'insertion socioprofessionnelle (difficultés personnelles, sociales, professionnelles),



- La mise à disposition d'une à deux consultations avec **un ostéopathe diplômé** pour permettre à chaque participant de lever une difficulté corporelle ponctuelle qui l'empêche de cheminer sereinement dans son parcours socioprofessionnel,
- La mise à disposition de cinq consultations avec **une socio esthéticienne diplômée** pour permettre à chaque participant de lever les freins qui entravent l'avancée de son parcours d'insertion socioprofessionnelle.
- La mise à disposition d'une à cinq consultations avec **un diététicien diplômé** pour permettre à chaque participant d'obtenir des conseils nutritionnels à partir d'un bilan diététique personnalisé,
- La mise à disposition de différents **intervenants de pratiques alternatives complémentaires** via une prestation de service afin de :
 - Mobiliser et fédérer des professionnels de pratiques alternatives complémentaires
 - Coordonner les disponibilités des professionnels et mettre en œuvre des plannings
 - Réserver les salles le cas échéant
 Cette prestation devra permettre à chaque participant de lever les freins qui entravent l'avancée de son parcours d'insertion socioprofessionnelle.
- L'AFAPCA s'engage à assurer, le cas échéant, la continuité des prestations de consultations par le remplacement des professionnels momentanément indisponibles.
- Ces accompagnements se dérouleront sur le département du Cantal à la demande des prescripteurs au moyen d'une fiche de prescription numérique.
- L'AFAPCA transmettra sur demande uniquement au prescripteur concerné un bilan écrit par le professionnel intervenant à la fin de chaque accompagnement avec des préconisations accessibles aux besoins de la personne (cf. fiche de suivi en annexe) pour faciliter l'accompagnement de la personne avec son référent et dans l'optique de favoriser la mise en œuvre, avec une autonomie optimisée, des étapes à réaliser.

3.2.2 Calendrier

Le dispositif prendra effet au 1^{er} janvier 2024. Son exécution sera réalisée au fil de l'eau jusqu'au 31 décembre 2024.

4 Justificatifs attendus

Des échanges réguliers entre le prescripteur, le chef de projet insertion et l'AFAPCA sont le gage de la réussite de l'accompagnement du bénéficiaire.

En cas d'absences injustifiées, répétées et/ou de « démission » du participant, l'AFAPCA s'engage à informer dans les plus brefs délais le prescripteur dans le but d'en comprendre les raisons et de remobiliser le bénéficiaire.



4.1 Justificatifs de réalisation de l'opération

4.1.1 Réunion de clôture

L'AFAPCA s'engage à mettre en place une réunion de clôture composée du directeur de l'AFAPCA, des prestataires en charge de l'accompagnement, des représentants de la Mission Cantal Europe et des agents du Service emploi Insertion du Conseil départemental en charge du suivi de l'opération.

Cette réunion de clôture permettra de faire un bilan de l'opération fin 2024 et abordera notamment:

- Nombre de prescription, provenance, nature
- Nombre de bénéficiaires
- Répartition homme femme
- Statuts
- Répartition par tranche d'âge
- Problématiques majeures
- Besoins exprimés....

4.1.2 Bilan d'exécution

Ce bilan écrit devra être transmis avant le 31 décembre 2024 et fera notamment état des éléments suivants :

- Description et analyse des prescriptions (nombre, provenance, nature, durée, etc.)
- Description et analyse des profils des participants (nombre de bénéficiaires, répartition Homme / Femme, tranches d'Age, répartition géographique, problématiques, nombre de séances en moyenne, etc.)
- Analyse des bilans des accompagnements et renouvellements (type de préconisations, besoins exprimés, etc.).

4.2 Justificatifs de suivi des participants

Une fiche de suivi sera établie, dans le respect du secret professionnel, pour chaque participant (Annexe) :

- Toute consultation sera emmargée par le participant et le professionnel intervenant, avec mention de l'heure de début et de fin d'entretien.
- Pendant toute la durée de l'accompagnement, le professionnel intervenant aura le souci d'identifier tout ce qui, aux yeux du bénéficiaire, peut apparaître comme un frein à l'insertion et devra définir et proposer des actions permettant de le(s) lever.

A la fin de l'action, des préconisations visant à éviter une rupture dans le parcours d'insertion de la personne, se feront en accord avec le référent (prescripteur). Elles s'inscriront dans une logique de parcours cohérente avec le projet de la personne et son environnement, utilisant les dispositifs existants.

Cette fiche de suivi pourra être transmise sur demande uniquement aux prescripteurs.



5 Organisation humaine et matérielle

5.1 Les moyens humains

L'AFAPCA mettra à disposition des psychologues, des ostéopathes, des socio esthéticiennes et des diététiciennes diplômés pour les consultations de l'accompagnement du public cible. (cf. diplôme, CV de chaque intervenant en annexe)

Le nom des professionnels pour l'année 2024, ne sont pas encore connus car l'appel à candidature pour être intervenant sur le dispositif RESPIR se termine le 11 décembre 2023

Concernant les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, une prestation externalisée sera mise en place afin de :

- Mobiliser et fédérer des professionnels de pratiques alternatives complémentaires
- Coordonner les disponibilités des professionnels et mettre en œuvre des plannings
- Réserver les salles le cas échéant
- Travailler en collaboration avec la personne ressource au sein de l'AFAPCA pour favoriser le meilleur parcours de prise en charge du bénéficiaire

C'est dans ce cadre que **Pierre Savaric**, Directeur de l'association dirige le dispositif et son déploiement sur le territoire à hauteur de 0.20 ETP sur 12 mois, il est assisté d'une secrétaire-comptable.

La secrétaire-comptable saisit les éléments comptables, enregistre les factures, prépare les paiements, effectue les rapprochements bancaires, vérifie le paiement des consultations et le respect des contrats d'engagement et met à jour le tableau des conventions partenariales.

Pierre Savaric possède une expérience de plus de 10 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion et de plus de 8 ans à la direction de l'association.

Il est titulaire d'un MASTER 2 Professionnel Administration et Entreprise et Territoriale option Administration Générale et Territoriale à l'Université de Rennes 1.

Martine Linard, référente de parcours au sein de l'AFAPCA sera en charge de l'accompagnement des bénéficiaires sur le dispositif RESPIR à hauteur de 0.4 ETP sur 12 mois.

Elle possède une expérience de plus de 15 ans dans la formation et l'accompagnement des publics en situation d'insertion.

Laurence Castanier, assistante des référents de parcours sera en charge de :

- Renseigner les bénéficiaires du dispositif
- Orienter les bénéficiaires vers le bon professionnel et/ou la référente de parcours
- Réorienter vers les prescripteurs si nécessaires
- Valider des fiches de prescription après vérification de l'éligibilité des publics
- Transmettre des prescriptions vers le professionnel de santé en fonction de la demande
 - o Pratiques alternatives orientées vers la référente de parcours
 - o Consultations psychologique orientées vers la professionnelle
 - o Consultations ostéopathique orientées vers le professionnel de secteur
 - o Consultations diététique orientées vers le professionnel de secteur
 - o Consultations socio esthétique orientées vers le professionnel de secteur



- Réaliser un point de situation avec la référente de parcours lors de la réunion hebdomadaire consacrée au dispositif
- Réaliser un point d'accompagnement mensuel avec les professionnels intervenant pour vérifier de la présence des bénéficiaires lors des consultations
- Vérifier de la complétude des dossiers
- Gérer les sorties des bénéficiaires en prenant attache auprès d'eux si nécessaire pour valoriser leur situation actuelle

5.2 Organisation géographique

L'ensemble du Département du cantal sera couvert par cet accompagnement répondant aux besoins identifiés sur le département.

Ainsi sur chaque bassin de vie du Département du Cantal, à savoir Aurillac, Mauriac et Saint Flour, un professionnel Ostéopathe, diététicien et Psychologue sera présent.

Avec seulement deux socio esthéticienne sur le département du Cantal, l'ensemble du territoire ne pourra être couvert par cet accompagnement. Les deux seules professionnelles du territoire devraient être prestataire de l'AFAPCA.

Concernant les intervenants de pratiques alternatives complémentaires, la constitution de la cohorte devra permettre d'accompagner des bénéficiaires aussi bien sur le bassin de vie d'Aurillac, de Mauriac et de Saint Flour.

Grace aux différents professionnels intervenants sélectionnés, nous sommes en capacité d'intervenir au plus près des bénéficiaires avec une bonne couverture territoriale.

a) Le transport :

Les sites pour l'organisation des entretiens individuels tiendront compte au mieux des besoins de transport au travers d'une proximité (lorsqu'elle est possible) d'une offre de transport existante (transport en commun, TAD, bus, trains, etc.).

L'AFAPCA portant la plateforme de Mobilité Cantal'Mouv, une réorientation vers celle-ci sera possible pour travailler à la levée des freins liés au déplacements.

b) Locaux, mobilier et matériel :

Ainsi sur chaque bassin de vie du Département du Cantal, à savoir Aurillac, Mauriac et Saint Flour, les lieux de consultations des professionnels intervenants devront être conforme à la réglementation en vigueur aussi bien en terme d'hygiène, d'accessibilité que de sécurité.

Ces lieux devront prévoir aussi :

- Une salle d'attente avec chaises
- Des sanitaires publics
- Une salle de consultations respectant la confidentialité et équipée du matériel adéquate en fonction des pratiques (table de massage, de tête, chaise de relaxation...), et d'un espace



pour les d'entretiens avec un mobilier fonctionnel (bureau, chaises et système bureautique nécessaire).

5.3 Organisation immatérielle

L'ensemble des temps de préparation et d'organisation des consultations individuelles sont à la charge de chaque professionnel intervenant et inclus dans l'état des prix forfaitaires.

Aucun surcoût ne pourra être présenté en cours de mission.

6 Budget prévisionnel

BUDGET PREVISIONNEL RESPIR 2024			
DEPENSES		RECETTES	
Orientation des publics: Martine Linard 0,40 ETP sur 12 mois	20 214,00 €	FSE +	83 065,00 €
Direction: Pierre SAVARIC - 0,20 ETP sur 12 mois	15 077,00 €	CD15	40 000,00 €
Assistante Référente de parcours - L CASTANIER - 0,20 ETP sur 12 mois	6 923,00 €	DDCSPP - Droit des femmes	3 000,00 €
Prestations: Psycho - ostéo - Diet - Socio Esthétique - Coordo Pratiques Alternatives	80 000,00 €	DRETSS - Politique d'insertion	15 000,00 €
Loyer	9 622,00 €		
Gestion Administrative et sociale (forfait 7%)	9 228,52 €		
TOTAL	141 064,52 €	TOTAL	141 065,00 €

7 Les obligations

7.1 Obligation liées au Conseil départemental du Cantal

1. L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, L'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

2. Lors de toute communication ou publication, L'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :



L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux cofinanceurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de L'AFAPCA, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

3.L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de L'AFAPCA, le reversement des sommes indûment perçues.

4.L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

7.2 Obligation liée à l'intervention du Fonds Social Européen

Le dispositif « RESPIR » est mis en place avec la participation financière des Fonds Européen.

Dans ce cadre, l'AFAPCA informera les participants, le personnel affecté à l'opération et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du FSE+ au financement du projet, en respectant les modalités précisées dans la notice ;



Annexes :

- Demande écrite adressée au Président
- Attestation de régularité fiscale
- Pouvoir d'engagement
- Délégation de signature
- Compte de résultat et Bilan comptable certifié 2020, 2021, 2022
- Fiche de suivi, contrat d'engagement
- Déclaration de Constitution d'Association
- Document de création d'association
- Liste des aides demandées pour le projet
- Avis de répertoire Sirène
- Statuts de l'association
- Composition du Conseil d'administration et du bureau
- Rapport d'activité de la dernière année
- RIB



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-20

**Conventions de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal
et l'Agence de services et de paiement (ASP)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code du travail ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1611-7 et suivants ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.313-1 et D.313-13 et suivants relatifs à l'ASP ;

Vu la loi modifiée n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 ;

Vu le décret modifié n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2021 relatif aux modalités de contrôle des dépenses d'intervention par l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement ;

Vu la délibération n° 23CD05-13 du Conseil départemental en date du 18 décembre 2023 approuvant l'inscription des crédits 2024 pour la politique de l'insertion et du logement donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre ;

- **APPROUVE** les conventions de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'Agence de Services et de Paiement lui permettant ainsi d'assurer le paiement de l'aide aux employeurs des salariés en Contrats Unique d'Insertion (CUI) et l'aide au poste pour les salariés des Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) pour le compte du Département dont les projets sont joints en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal ou son représentant à signer lesdites conventions.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MANDAT RELATIVE A LA GESTION DE L'AIDE DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL AUX EMPLOYEURS DE SALARIES EN CONTRAT UNIQUE
D'INSERTION**

Vu la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018

Vu la loi modifiée n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

Vu le code du travail,

Vu notamment les articles L5134-19-1 et suivants, les articles L.5134-20 et suivants, et les articles L.5134-65 et suivants du code du travail,

Vu notamment les articles R.5434-14 et suivants, les articles R.5134-26 et suivants, et les articles R.5134-51 et suivants du code du travail,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1611-7 et suivants,

Vu le code rural et de la pêche maritime, et notamment ses articles L.313-1 et D.313-13 et suivants relatifs à l'ASP,

Vu l'article D.313-42 du code rural fixant par arrêté les conditions dans lesquelles l'agent comptable de l'ASP peut exercer par sondages le contrôle des dépenses d'intervention ;

Vu le décret n°2011-522 du 13 mai 2011 modifiant la participation mensuelle du Département au financement de l'aide versée à l'employeur au titre des contrats initiative emploi,

Vu le décret modifié n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 16 juillet 2021 relatif aux modalités de contrôle des dépenses d'intervention par l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement.

Vu la circulaire DGEFP n°2009-42 du 5 novembre 2009 relative à l'entrée en vigueur du contrat unique d'insertion au 1^{er} janvier 2010,

Vu la circulaire DGEFP/MIP/MPP/2020/163 du 28 septembre 2020 relative à la mise en œuvre des mesures du plan #1jeune 1solution concernant les parcours emploi compétences,

Vu la circulaire DGEFP/MIP/METH/MPP/2023/14 du 7 avril 2023 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail

Vu la délibération n°23CD05-13 du Conseil départemental en date du 18 décembre 2023,

Vu la délibération n°XXXXX de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 26 janvier 2024,

ENTRE :

Le Département du Cantal, 28, avenue Gambetta 15000 AURILLAC représenté par M. Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

d'une part

ET :

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) représentée par son Président Directeur Général,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Outil privilégié depuis plusieurs années des politiques publiques d'emploi et d'insertion, en articulation avec le RSA, le contrat unique d'insertion (CUI) s'inscrit depuis la circulaire du 19 janvier 2018 dans le cadre d'un Parcours Emploi Compétences (PEC) visant à l'insertion dans l'emploi durable des personnes les plus éloignées du marché du travail. Maintenant, les aides à l'insertion adossées aux contrats uniques d'insertion sont priorisées sur les employeurs du secteur non marchand sélectionnés en fonction de leur capacité à accompagner le salarié et à faciliter son accès à la formation et l'acquisition de compétences.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le Département du Cantal confie à l'ASP la gestion financière et le versement de l'aide qu'il consent aux employeurs de salariés en contrat unique d'insertion (CAE et CIE).

ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION

L'employeur peut recevoir une aide du Conseil départemental, si la personne embauchée en contrat unique d'insertion (CAE ou CIE) est bénéficiaire du RSA.

Les employeurs éligibles à l'aide sont ceux définis par les articles L.5134-21 pour les CAE et L. 5134-66 pour les CIE, du Code du travail.

La détermination de la contribution du Conseil départemental dépend des options retenues par ce dernier :

- 1) Le Conseil départemental se conforme au taux de prise en charge défini dans l'arrêté préfectoral, l'aide forfaitaire à l'embauche versée par l'ASP pour le compte du Conseil départemental est défini par l'article D5134-41 pour les CAE et D5134-64 pour les CIE du Code du travail et s'élève à 88% du RSA versé à une personne isolée sans activité dans la limite du montant total de l'aide versée à l'employeur.
- 2) Lorsque le Conseil départemental fixe un taux de prise en charge supérieur au taux fixé dans l'arrêté préfectoral, la part du montant de l'aide résultant de l'application de son propre taux s'ajoute à la contribution forfaitaire du département.
- 3) Cas particulier des CUI dont l'aide versée aux employeurs est exclusivement financée par le Conseil départemental. L'article L. 5134-19-4 du code du travail prévoit que le Département peut décider de financer intégralement l'aide versée aux employeurs pour tout ou partie des CUI qu'il souhaite conclure avec des bénéficiaires du RSA qu'il finance.
- 4) Dans le secteur non marchand, les CUI-CAE ouvrent le droit à l'exonération des cotisations sociales patronales dans les limites fixées par l'article D.5134-48 du code du travail.

Conformément à l'article L.5134-19-4 du code du travail, ces options sont fixées dans une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) que le président du conseil départemental signe avec l'État.

L'ASP ne prendra en charge la participation financière du Conseil départemental qu'après communication de la convention annuelle d'objectifs et de moyens prévue à l'article L. 5134-19-2 du code du travail. Les prescriptions devront en outre être postérieures à cette convention.

Dans l'hypothèse où la CAOM serait signée postérieurement à la date de début de la reconduction, le courrier de reconduction annuelle, prévu à l'article 8 de la présente convention, doit indiquer si l'ASP doit prendre en charge, par anticipation et de façon exceptionnelle, de nouveaux dossiers au titre de l'année n.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La participation financière du Conseil départemental de 130 000 €¹³ versée à l'ASP et relative à l'engagement des dossiers signés sur la période indiquée à l'article 8 est fixée chaque année au budget départemental et communiquée à l'ASP pour la première année par la présente convention, puis pour les abondements suivants par une **notification de crédits distinguant la somme allouée aux crédits d'intervention et celle correspondant aux frais de gestion de l'ASP**. Cette notification devra être adressée à l'ASP dès le vote des élus.

La dotation versée par le Conseil départemental à l'ASP comprend :

- Le montant nécessaire au paiement des aides définies à l'article 1 de la convention,
- Le coût des prestations effectuées par l'ASP en application de la présente convention (frais de gestion).

Le montant de la participation financière maximale du Conseil départemental du Cantal est fixé à 130 995,95 € pour l'année 2024, dont 130 000 € au titre des crédits d'intervention répartis prévisionnellement de la manière suivante :

- pour les contrats CUI-CAE : 65 000 €
- pour les contrats CUI-CIE : 65 000 €

3.1 Crédits d'intervention

Le paiement des sommes dues au titre des crédits d'intervention par le Conseil départemental du Cantal s'effectuera de la manière suivante :

- une avance préalable d'un montant de 32 500 € est versée à la signature de la présente convention et à chaque début d'exercice,
- les avances suivantes seront débloquées sur appels de fonds trimestriels, conformément au point II du cahier des charges, et justifiées par un compte-rendu des dépenses réalisées (cf. annexe jointe).

Pour éviter tout risque de rupture de paiement des aides, ces appels de fonds tiendront compte d'un fonds de roulement calculé sur la base d'un pourcentage des dépenses payées au cours du trimestre précédent « T-1 ».

L'ASP assure le versement des aides dans la limite des sommes reçues.

En cas de trésorerie insuffisante, l'ASP présentera à la collectivité un appel de fonds complémentaire exceptionnel et pourra être amené à suspendre les paiements dans l'attente de la réception de ces fonds.

Si nécessaire, l'ASP est autorisée à utiliser la trésorerie disponible au niveau du financeur, dans l'attente de la réception effective de la trésorerie au titre de la présente convention.

Les crédits d'intervention versés par le Département doivent permettre le paiement jusqu'à leur terme de tous les dossiers signés au cours de la période indiquée à l'article 8. Le Département doit donc prévoir le versement de fonds sur les années 2024 et suivantes en fonction de la durée du contrat initial et de ses renouvellements potentiels.

3.2 Frais de gestion

Les frais de gestion de l'ASP sont fixés au 1^{er} janvier 2024 à

- 13,42 € par convention initiale créée,
- 3,65 € par mois pour le suivi et le paiement d'un dossier,
- 7,91 € à la création d'un avenant de renouvellement.

Ces coûts incluent le suivi statistique et financier des conventions pour lesquelles l'ASP est en charge du versement du RSA pour le compte du Département.

Ces montants sont actualisés chaque année au 1^{er} janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation (tous ménages hors tabac ; mois de référence : août). L'ASP informe le Conseil départemental de l'actualisation des tarifs par courrier simple.

Sur la base de 20 dossiers, les frais de gestion sont calculés de manière prévisionnelle et estimés à 1 144,40 € pour 2024. Ils donneront lieu à un ajustement au vu des quantités réellement traitées à chaque fin d'année civile.

Ils sont appelés deux fois par an, sur la base d'une facture semestrielle spécifique précisant le type et le nombre de dossiers gérés et le cas échéant le récapitulatif des montants déjà versés au titre des frais de gestion.

Les factures devront parvenir de manière dématérialisée via Chorus dont les indications nécessaires pour l'enregistrement des factures sont les suivantes :

SIRET : 22150001000014

Code service : PSDI

N° EJ :

En cas de modification de ces éléments, le Conseil départemental transmettra par courrier dans les meilleurs délais les nouveaux éléments.

En dehors des prestations prévues à la présente convention, des demandes particulières de la Collectivité pourront éventuellement être satisfaites après étude préalable par l'ASP portant sur la faisabilité technique, la forme, le délai de mise en œuvre et les moyens financiers complémentaires nécessaires, dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT

Le versement des fonds du Conseil départemental sera effectué sur le compte de dépôt ouvert au Trésor au nom de l'agent comptable de l'ASP :

IBAN : FR76 1007 1630 0000 0010 0402 210

BIC : TRPUFRP1

ARTICLE 5 - ORDRE DE RECOUVRER ET RECOUVREMENT DES INDUS

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer, de leur recouvrement amiable et forcé et de leur apurement selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les indus recouvrés sont réemployés pour financer le dispositif.

L'ASP peut accorder des délais de paiement aux débiteurs qui en font la demande.

Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises par l'ASP, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives.

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance autre que clôture pour insuffisance d'actif, effacement de créance ou décès du débiteur est constaté, l'ASP soumet au Conseil départemental pour décision la liste des dossiers concernés et lui communique, sur demande, une copie de la pièce justifiant la demande, à l'exception des créances initiales ou des restes à recouvrer inférieurs ou égaux à 30 € pour lesquelles l'ASP procédera à l'apurement automatique. Le Conseil départemental informe l'ASP de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de quatre mois vaut acceptation de la demande.

Si le Conseil départemental estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations permettant de reprendre le recouvrement.

L'ASP procède à l'apurement des prises en charge en fonction de la décision exprimée. Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur ou les créances faisant l'objet d'un abandon dans le cadre de la convention sont à la charge du Conseil départemental.

ARTICLE 6 - QUALITE DES SIGNATAIRES

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle efficace avant paiement, en vue de garantir les intérêts du Conseil départemental, celui-ci transmettra à l'ASP, avant tout commencement d'exécution, la liste des agents habilités à signer, par délégation du Président, les documents permettant la liquidation et le paiement des prestations prévues à la présente convention, ainsi qu'un spécimen de leur signature.

Le Conseil départemental s'engage à actualiser ces délégations et spécimens de signature au fur et à mesure de nouvelles nominations et/ou changements de fonctions.

En l'absence de communication de ces documents à jour, la responsabilité de l'ASP sera dérogée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le traitement des données personnelles doit permettre à l'ASP d'assurer l'instruction des dossiers ainsi que le versement et le recouvrement des aides aux bénéficiaires, de procéder aux contrôles des dossiers.

Le traitement de ces données s'inscrit donc strictement dans le cadre de la gestion de l'aide publique confiée à l'ASP et de la transmission des restitutions statistiques nécessaires à son suivi par le Conseil départemental.

Dans le cadre de ce traitement, l'ASP agit en qualité de sous-traitant du Conseil départemental conformément au Règlement général européen sur la protection des données n° 2016/679 et à la loi n°2018-493 du 20 juin 2018.

ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 01/01/2024. Sont concernés les dossiers (décision d'attribution d'aide initiale ou avenant de renouvellement) dont la date de signature est comprise entre le 01/01/2024 et le 31/12/2027.

La convention pourra être modifiée à tout moment, après accord des parties, par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois. Dans ce cas, l'ASP ne prendra plus en charge de nouveaux dossiers à compter de la date de résiliation.

ARTICLE 10 - CLOTURE DE LA CONVENTION – REDDITION DES COMPTES

L'ASP opère la reddition des comptes une fois par an dans le respect des délais réglementaires de production des comptes du comptable public du mandant.

Ainsi et à la reddition annuelle des comptes, l'ASP, en tant qu'organisme mandataire doté d'un comptable public transmettra au mandant les éléments suivants :

- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;
La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition sera accompagnée d'une attestation de l'agent comptable de l'ASP certifiant que les paiements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes à celles prévues par le code des collectivités territoriales, et dans le cadre des contrôles par sondage qu'il a réalisés conformément à l'arrêté du 16 juillet 2021 relatif aux modalités de contrôle des dépenses d'intervention par l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement , qu'il est en possession des pièces afférentes aux opérations qu'il a contrôlées pour celles qu'il conserve, les autres étant détenues par les services de l'ordonnateur sous sa responsabilité ;
- L'état de développement de solde et la situation de trésorerie sur la période, certifiés conforme à la balance générale des comptes ;
- Le cas échéant, un état des restes à recouvrer établi par débiteur ;
- Pour chaque créance impayée, le mandataire précise, le cas échéant, les relances qu'il a accomplies, les délais qu'il a accordés, les poursuites qu'il a diligentées, les remises gracieuses accordées ou les admissions en non-valeur décidées. Il justifie le caractère irrécouvrable au regard des diligences qu'il a accomplies ;
- Un état des autres opérations de trésorerie non dénouées (réimputations budgétaires ou oppositions non soldées)
- Une liste détaillée des bénéficiaires payés produite par l'ordonnateur

Les pièces justificatives sont conservées par les services ordonnateurs et comptables de l'ASP, chacun pour ce qui les concerne et selon les dispositions précitées, et tenues disponibles et accessibles au comptable du mandant, et au juge des comptes pour une durée au moins équivalente à la date de réalisation des conditions de prescription extinctive telles que prévues par l'article L142-1-3 du code des juridictions financières.

A la reddition définitive des comptes et, en cas de non-utilisation de tout ou partie des crédits de paiement versés par le mandant, ou d'utilisation non conforme à leur destination, le mandant émet à l'encontre de l'ASP, un ordre de recouvrer conformément à la réglementation en vigueur, pour reversement.

Après le dernier paiement, l'ASP est chargée de poursuivre le recouvrement des ordres de recouvrer. A chaque fin d'exercice comptable suivant, le solde des sommes recouvrées au cours de l'exercice, diminué d'éventuels frais de gestion, est reversé au Conseil départemental s'il est positif, ou payé à l'ASP par le Conseil départemental s'il est négatif. La clôture définitive de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement du dernier ordre de recouvrer.

ARTICLE 11 - SUIVI D'EXECUTION DE LA CONVENTION

L'ASP produira trimestriellement au Conseil départemental un compte rendu statistique des dépenses réalisées, ainsi que des états rendant compte :

- des effectifs présents par statut employeur,
- des effectifs sortants par statut employeur,
- des dossiers créés par statut employeur,
- des effectifs présents et sorties prévisionnelles par statut employeur,
- de la liste des employeurs et nombre de décisions se référant aux dépenses d'un mois donné,

- du nombre de décisions par commune et type d'employeur se référant aux dépenses d'un mois donné.

Ces états sont décrits en annexe 2 au cahier des charges.

L'ASP s'engage à mettre à disposition du Département tout nouveau rapport développé dans le cadre du suivi du CUI.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 13 - ANNEXES CONTRACTUELLES

- Annexe 1 : cahier des charges
- Annexe 2 : demande d'avance
- Annexe 3 : données statistiques

Fait à le

LE PRESIDENT
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
DE L'ASP

Bruno FAURE

I – MONTANT ET MODALITE DE VERSEMENT DE L'AIDE**I - 1/ Décision d'attribution**

L'ASP met en paiement l'aide du Département au vu de la décision d'attribution d'aide de contrat unique d'insertion (CUI2) signée par les parties, qui indique le taux de prise en charge du Département. Par ailleurs, l'ASP contrôlera la réalisation des objectifs fixés par la CAOM prévue à l'article L.5134-19-4 du code du travail. Lorsque le nombre prévisionnel d'aide à l'insertion professionnelle est atteint, les prescriptions transmises à la Direction Régionale de l'ASP sont rejetées et le conseil départemental en est informé. Il est rappelé que conformément aux articles R5134-26 et R5134-51 les prescriptions d'aide parvenant à la délégation régionale de l'ASP doivent être antérieures à la conclusion du contrat de travail CUI-CAE ou CUI-CIE.

I - 2/ Montant de l'aide

Le montant de la contribution forfaitaire du Département est défini par l'article D5134-41 pour les CAE et D5134-64 pour les CIE du Code du travail. La contribution du Département peut varier selon qu'il s'agisse du taux de cofinancement de base ou d'un taux majoré à sa charge.

Pour la prise en charge d'un CAE ou CIE dans le cadre du CUI, le montant de la contribution du Département varie en fonction du taux de prise en charge déterminé et du nombre d'heures conventionné.

I - 3/ Modalité de versement

Les versements sont effectués à l'employeur mensuellement.

Le versement du Département et celui de l'Etat seront versés conjointement à l'employeur.

Le paiement a lieu avant le 30 du mois au titre duquel l'aide est due.

I - 4/ Modalités de reversement et remboursement d'indus

Tous les mois, l'ASP demande aux employeurs de renseigner dans SYLAé un état de présence – Déclaration de Suivi d'Activité (DSA) – permettant de vérifier la présence effective de leur salarié en Contrat Unique d'Insertion. La déclaration de suivi d'activité précise le nombre de jours d'absence non rémunérés. En cas d'absence de déclaration par l'employeur, l'ASP suspend ses versements.

A des fins de contrôle, l'ASP pourra réclamer sur échantillons des bulletins de salaires aux employeurs ayant réalisé une déclaration de suivi d'activité dématérialisée afin de s'assurer de la réalité de la présence du salarié. L'employeur ainsi contrôlé devra fournir les éléments demandés sous peine de voir son aide suspendue et éventuellement de faire l'objet d'une régularisation mise en œuvre par l'ASP.

L'employeur doit signaler à l'ASP les ruptures de contrats de travail ainsi que leur motif. L'ASP peut également suspendre ses versements sur instruction écrite de l'autorité signataire de la décision d'attribution, lorsque celle-ci a été informée par l'employeur d'une rupture avant terme du contrat de travail.

Afin d'éviter la création d'indus, l'autorité signataire de la décision d'attribution transmet dès qu'elle en a connaissance toute information susceptible d'entraîner l'interruption des paiements.

Au vu des éléments communiqués, l'ASP procède si nécessaire à la régularisation des versements. L'ASP demande le reversement du montant des sommes perçues au titre des jours non justifiés par l'employeur.

II – ÉTABLISSEMENT DES DEMANDES D'AVANCES FINANCIERES TRIMESTRIELLES

Au plus tard le 10 du deuxième mois de chaque trimestre t , l'ASP adresse au Conseil Départemental une demande d'avance trimestrielle pour le trimestre $t+1$, selon le modèle figurant en annexe.

A chaque demande d'avance, est joint un échéancier actualisé des prévisions de dépenses.

Les avances trimestrielles demandées pour le trimestre $t+1$ sont mises à la disposition de l'Agent Comptable de l'ASP au plus tard le dernier jour ouvré du trimestre t .

III – INFORMATIONS TRANSMISES AUX ORGANISMES GESTIONNAIRES DU RSA

L'ASP est chargée de la transmission à la CNAF et à la CCMSA des informations relatives aux allocataires du RSA financé par le Département entrés en CUI, telles que définies au 3^{ème} de l'article R. 5134-18 et à l'article R. 5134-20 :

- Le nom et l'adresse des intéressés
- Leur numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques
- Leur numéro d'allocataire CAF ou MSA
- La date de leur embauche

Cette communication est limitée aux besoins liés à l'application des dispositions du 3^{ème} alinéa du I de l'article L. 262-24 du code de l'action sociale et des familles.

ANNEXE 2

Au plus tard le 10 du 2ème mois de T

DEMANDE D'AVANCE Contrat unique d'insertion

Convention CG /ASP du

Demande d'avance pour le trimestre [T+1]

Situation financière du 1^{er} janvier au [fin du trimestre t-1]

<p>1. Report : trésorerie disponible au 1^{er} janvier 2023.....</p> <p>2. Crédits encaissés par l'ASP sur la période(+)</p> <p>3. Crédits mandatés par l'ASP sur la période(-)</p> <p>4. Reversements et remboursements d'indus sur la période(+)</p> <p>5. Trésorerie disponible à la date d'arrêt (1+2+3+4)(=)</p> <p>6. Crédits ordonnancés au profit de l'ASP, non encaissés sur la période (+)</p> <p>7. Solde théorique (5+6)(=)</p> <p>8. Dépenses payées au cours du trimestre [t-1].....</p> <p>Prévisions de dépenses :</p> <p>9. Prévision actualisée de dépenses pour le trimestre [T]</p> <p>10. Prévision de dépenses pour le trimestre [T+1].....</p> <p>11. Fonds de roulement (60% de 8).....</p> <p>12. Avance à verser pour le trimestre [T+1] (9+10+11-7).....</p>	
---	--

ANNEXE 3 DONNEES STATISTIQUES

Présentation des Rapports

1.1 Effectifs présents par statut employeur

Profil 'Départemental'
Onklet 'Département'

<i>Dépt</i>	Effectifs présents en fin de chaque mois											
Statut Employeur	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
10 Commune												
11 EPCI												
21 Département												
22 Région												
60 Association, Fondation												
60 Autre personne morale												
...												
Total												
Total <i>Région</i>												

le *Dépt* est le département du profil connecté

la *Région* est la région administrative du département

1.2 Effectifs sortants par statut employeur

Profil 'Départemental'
Onklet 'Département'

<i>Dépt</i>	Effectifs sortants en fin de chaque mois											
Statut Employeur	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
10 Commune												
11 EPCI												
21 Département												
22 Région												
60 Association, Fondation												
60 Autre personne morale												
...												
Total												
Total <i>Région</i>												

le *Dépt* est le département du profil connecté

la *Région* est la région administrative du département

1.3 Dossiers créés par statut employeur

Profil 'Départemental'
Onklet 'Département'

<i>Dépt</i>	Dossiers créés mois par mois de l'année civile en cours											
Statut Employeur	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
10 Commune												
11 EPCI												
21 Département												
22 Région												
60 Association, Fondation												
60 Autre personne morale												
...												
Total												
Total <i>Région</i>												

le *Dépt* est le département du profil connecté

la *Région* est la région administrative du département

1.4 Effectifs présents et sorties prévisionnelles par statut employeur

Profil 'Régional'

Onglet 'Détail Départements'

Dépt	Effectifs présents et sorties prévisionnelles par statut Employeur											
	Effectifs présents (mois +0)	Sorties / de (mois +0)	Sorties / de (mois +1)	Sorties / de (mois +2)	Sorties / de (mois +3)	Sorties / de (mois +4)	Sorties / de (mois +5)	Sorties / de (mois +6)	Sorties / de (mois +7)	Sorties / de (mois +8)	Sorties / de (mois +9)	Sorties / de (mois +10)
Statut Employeur												
10 Commune												
11 EPCI												
21 Département												
22 Région												
50 Association, Fondation												
50 Autre personne morale												
Total												

Dépt	Effectifs présents et sorties prévisionnelles par statut Employeur											
	Effectifs présents (mois +0)	Sorties / de (mois +0)	Sorties / de (mois +1)	Sorties / de (mois +2)	Sorties / de (mois +3)	Sorties / de (mois +4)	Sorties / de (mois +5)	Sorties / de (mois +6)	Sorties / de (mois +7)	Sorties / de (mois +8)	Sorties / de (mois +9)	Sorties / de (mois +10)
Statut Employeur												
10 Commune												
11 EPCI												
21 Département												
22 Région												
50 Association, Fondation												
50 Autre personne morale												
Total												

Dépt	Effectifs présents et sorties prévisionnelles par statut Employeur											
	Effectifs présents (mois +0)	Sorties / de (mois +0)	Sorties / de (mois +1)	Sorties / de (mois +2)	Sorties / de (mois +3)	Sorties / de (mois +4)	Sorties / de (mois +5)	Sorties / de (mois +6)	Sorties / de (mois +7)	Sorties / de (mois +8)	Sorties / de (mois +9)	Sorties / de (mois +10)
Statut Employeur												
10 Commune												
11 EPCI												
21 Département												
22 Région												
50 Association, Fondation												
50 Autre personne morale												
Total												

1.5 Liste des employeurs et nombre de contrats se référant aux dépenses d'un mois donné

Traitement du : mm/ssaa

Département : [libellé du financeur de l'unité de suivi]

Identifiant ASP	Dénomination Employeur	Nombre de dossiers

1.6 Nombre de contrats par commune et type d'employeur se référant aux dépenses d'un mois donné

Traitement du : mm/ssaa

Département : [libellé du financeur de l'unité de suivi]

Commune	Statuts Employeur									
	10	11	21	22	50	60	70	80	90	99
87095 Limoges										

**CONVENTION DE MANDAT RELATIVE A LA GESTION DE L'AIDE AU POSTE
OCTROYEE PAR LE CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR LES STRUCTURES
PORTEUSES D'ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION (ACI)**

Vu la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018

Vu la loi modifiée n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,

Vu l'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte,

Vu la loi n° 2013 1278 du 29 décembre 2013 portant loi de Finances et notamment son article 142,

Vu l'ordonnance n°2014-577 du 4 juin 2014 modifiant les livres Ier, III et VII du code du travail

Vu le code du travail et notamment les articles L5132-1 et suivants du code du travail, et notamment les articles R.5132-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1611-7-II et suivants, D1611-26-1

Vu le code rural et de la pêche maritime notamment ses articles L.313-1 et D.313-13 et suivants relatifs à l'ASP,

Vu l'article D.313-42 du code rural fixant par arrêté les conditions dans lesquelles l'agent comptable de l'ASP peut exercer par sondages le contrôle des dépenses d'intervention ;

Vu le décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,

Vu le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,

Vu le décret modifié n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu l'arrêté du 16 juillet 2021 relatif aux modalités de contrôle des dépenses d'intervention par l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement.

Vu la délibération n°23CD05-13 du Conseil départemental en date du 18 décembre 2023,

Vu la délibération XXXXX de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 26 janvier 2024,

ENTRE :

Le Département du Cantal, 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC représenté le Président du Conseil départemental, M. Bruno FAURE,

d'une part

ET :

L'Agence de services et de paiement (ASP) représentée par son Président Directeur Général, Monsieur,

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

L'article 142 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 définit le cadre juridique nécessaire à la poursuite du cofinancement par les Départements des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) dans le cadre de la réforme des modalités de financement de ce secteur par l'Etat.

Cette réforme du financement de l'insertion par l'activité économique (IAE) est entrée en vigueur en deux temps au cours de l'année 2014.

Elle est effective depuis le 1er janvier 2014 pour les entreprises d'insertion (EI) et les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) et s'applique depuis le 1er juillet 2014 pour les associations intermédiaires (AI) ainsi que les ateliers et chantiers d'insertion (ACI).

L'aide au poste d'insertion est désormais la seule modalité de financement des quatre catégories de SIAE (hors Fonds Départemental d'Insertion – FDI). Or, jusqu'en 2014 le cofinancement des Départements en faveur de l'IAE reposait principalement sur le cofinancement des contrats aidés pour les bénéficiaires du RSA en ACI, et depuis le 1er juillet 2014, les contrats aidés à taux préférentiel ne sont plus mobilisés pour le recrutement des salariés en insertion au sein des ACI. Le contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) est devenu le support contractuel associé à l'aide au poste d'insertion.

En 2017, des évolutions ont été introduites dans les modalités de gestion des aides aux postes et à partir de janvier 2018, un nouvel extranet IAE a été mis en production.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Le Département du Cantal confie à l'ASP la mission de gérer et de payer le cofinancement sous la forme d'une aide aux structures porteuses gérant des ateliers et chantiers d'insertion (ACI).

ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION

L'employeur peut recevoir une aide du Département pour le cofinancement de l'aide aux postes des structures porteuses des ateliers et chantiers d'insertion conformément aux décisions arrêtées en convention annuelle d'objectifs et de moyens.

Les structures d'insertion éligibles à l'aide sont :

- les associations,
- les CCAS
- les organismes de droit privé à but non lucratif ayant pour objet l'embauche de personnes mentionnées à l'article L 5132-1 du code du travail ou l'emploi de personnes détenues ayant signé un acte d'engagement,
- les CIAS
- les EPCI
- les Communes
- les départements
- les chambres d'agriculture
- les syndicats mixte
- les établissements d'enseignement professionnel et d'enseignement agricole de l'Etat ;
- l'Office National des Forêts

La détermination de la contribution du Conseil départemental est arrêtée dans la convention annuelle d'objectifs et de moyens précitée.

Les modalités de calcul de l'aide au poste sont précisées dans le cahier des charges joint en annexe.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La participation financière du Conseil départemental de 430 000 € versée à l'ASP est fixée chaque année au budget départemental et communiquée à l'ASP pour la première année par la présente convention, puis pour les abondements suivants par une notification de crédits distinguant la somme allouée aux crédits d'intervention et celle correspondant aux frais de gestion de l'ASP. Cette notification devra être adressée à l'ASP dès le vote des élus.

La dotation versée par le Conseil départemental à l'ASP comprend :

- le montant nécessaire au paiement des aides définies à l'article 1 de la convention (crédits d'intervention),
- le montant nécessaire à la rémunération des prestations effectuées par l'ASP en application de la présente convention (frais de gestion).

Le montant de la participation financière **maximale** du Conseil départemental du Cantal est fixé à 439 000€ pour l'année 2024, dont 430 000 € prévisionnels au titre des crédits d'intervention.

3.1 Crédits d'intervention

Le paiement des sommes dues au titre des crédits d'intervention par le Conseil départemental s'effectuera de la manière suivante :

Dans l'attente de la notification par le Conseil départemental de la dotation annuelle de l'exercice n le montant de l'avance est calculé sur la base de la dotation annuelle de l'exercice n-1.

- Une avance de 4/12ème de la dotation annuelle de l'exercice n-1 est versée au plus tard le 25 janvier de l'année N

et les avances suivantes seront versées selon les modalités ci-dessous :

- 4/12ème de la dotation annuelle au plus tard le dernier jour ouvré du mois de mars
- 3/12ème de la dotation annuelle au plus tard le dernier jour ouvré du mois de juin
- 1/12ème de la dotation annuelle au plus tard le dernier jour ouvré du mois de septembre

L'ASP assure le versement des aides dans la limite des sommes reçues.

En cas de trésorerie insuffisante, l'ASP présentera à la collectivité un appel de fonds complémentaire exceptionnel et pourra être amenée à suspendre les paiements dans l'attente de la réception de ces fonds.

Si nécessaire, l'ASP est autorisée à utiliser la trésorerie disponible au niveau du financeur, dans l'attente de la réception effective de la trésorerie au titre de la présente convention.

Les crédits d'intervention versés par le Département doivent permettre le paiement jusqu'à leur terme de tous les dossiers signés au cours de la période indiquée à l'article 8.

Le Département doit donc prévoir le versement de fonds sur les années 2024 et suivantes en fonction de la durée de l'annexe financière.

3.2 Frais de gestion

Les frais de gestion de l'ASP sont fixés au 1^{er} janvier 2024 à :

- La saisie, gestion et paiement d'une annexe financière, d'un avenant de renouvellement ou modificatif ayant un impact financier sur le montant du cofinancement du Conseil départemental : 36,60 €
- Forfait annuel de 7 674,65 € au titre de la mise en œuvre et du suivi de la convention. Il comprend notamment : l'instrumentation technique, le suivi financier de la convention, (appels de fonds des crédits d'intervention, facturation des frais de gestion), l'accès à l'extranet, la production de statistiques, appui technique au Département.

Ces montants sont actualisés chaque année au 1^{er} janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE des prix à la consommation (tous ménages hors tabac ; mois de référence : août).

L'ASP informe le Conseil départemental de l'actualisation des tarifs par courrier simple.

Sur la base de une annexe financière traitée, les frais de gestion sont calculés de manière prévisionnelle et estimés à 8 004,05 € pour 2024. Ils donneront lieu à un ajustement au vu des quantités réellement traitées à chaque fin d'année civile.

Ils sont appelés deux fois par an, sur la base d'une facture semestrielle spécifique précisant le nombre d'annexes financières gérées. Le forfait est facturé en une seule fois à l'occasion du premier appel de fonds de l'année considérée.

Les factures devront parvenir de manière dématérialisée via Chorus dont les indications nécessaires pour l'enregistrement des factures sont les suivantes :

SIRET : 22150001000014

Code service : PSDI

En cas de modification de ces éléments, le Conseil départemental transmettra par courrier dans les meilleurs délais les nouveaux éléments.

En dehors des prestations prévues à la présente convention, des demandes particulières de la Collectivité pourront éventuellement être satisfaites après étude préalable par l'ASP portant sur la faisabilité technique, la forme, le délai de mise en œuvre et les moyens financiers complémentaires nécessaires, dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4 - MODALITES DE REGLEMENT

Le versement des fonds du Conseil départemental sera effectué sur le compte de dépôt ouvert au Trésor au nom de l'agent comptable de l'ASP :

IBAN : FR76 1007 1630 0000 0010 0402 210

BIC : TRPUFRP1

ARTICLE 5 - ORDRE DE RECOUVRER ET RECOUVREMENT DES INDUS

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer, de leur recouvrement amiable et forcé et de leur apurement selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les indus recouverts sont réemployés pour financer le dispositif.

L'ASP peut accorder des délais de paiement aux débiteurs qui en font la demande.

Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises par l'ASP, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives.

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance est constaté autre que clôture pour insuffisance d'actif, effacement de créance ou décès du débiteur, l'ASP soumet au Conseil départemental pour décision la liste des dossiers concernés et lui communique une copie de la pièce justifiant la demande, à l'exception des créances initiales ou des restes à recouvrer inférieurs ou égaux à 30 € pour lesquelles l'ASP procédera à l'apurement automatique. Le Conseil départemental informe l'ASP de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de quatre mois vaut acceptation de la demande.

Si le Conseil départemental estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations permettant de reprendre le recouvrement.

L'ASP procède à l'apurement des prises en charge en fonction de la décision exprimée. Les sommes admises en remise gracieuse ou en non-valeur ou les créances faisant l'objet d'un abandon dans le cadre de la convention sont à la charge du Conseil départemental.

ARTICLE 6 - QUALITE DES SIGNATAIRES

Pour permettre à l'ASP d'effectuer un contrôle efficace avant paiement, en vue de garantir les intérêts du Conseil départemental, celui-ci transmettra à l'ASP, avant tout commencement d'exécution, la liste des agents habilités à signer, par délégation du Président, les documents permettant la liquidation et le paiement des prestations prévues à la présente convention, ainsi qu'un spécimen de leur signature.

Le Conseil départemental s'engage à actualiser ces délégations et spécimens de signature au fur et à mesure de nouvelles nominations et/ou changement de fonctions.

En l'absence de communication de ces documents à jour, la responsabilité de l'ASP sera dérogée en cas de contentieux portant sur l'habilitation des signataires concernés.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le traitement des données personnelles doit permettre à l'ASP d'assurer l'instruction des dossiers ainsi que le versement et le recouvrement des aides aux bénéficiaires, de procéder aux contrôles des dossiers.

Le traitement de ces données s'inscrit donc strictement dans le cadre de la gestion de l'aide publique confiée à l'ASP et de la transmission des restitutions statistiques nécessaires à son suivi par le Conseil départemental.

Dans le cadre de ce traitement, l'ASP agit en qualité de sous-traitant du Conseil départemental conformément au Règlement général européen sur la protection des données n° 2016/679 et à la loi modifiée n° 78-17 du 6 janvier 1978.

ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION - MODIFICATION

La présente convention prend effet à compter du 01/01/2024.

Sont concernées les annexes financières dont la date de signature est comprise entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2027.

La convention pourra être modifiée à tout moment, après accord des parties, par voie d'avenant.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La présente convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois. Dans ce cas, l'ASP ne prendra plus en charge de nouveaux dossiers à compter de la date de résiliation.

ARTICLE 10 - CLOTURE DE LA CONVENTION – REDDITION DES COMPTES

L'ASP opère la reddition des comptes une fois par an dans le respect des délais réglementaires de production des comptes du comptable public du mandant.

Ainsi et à la reddition annuelle des comptes, l'ASP, en tant qu'organisme mandataire doté d'un comptable public transmettra au mandant les éléments suivants :

- La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition ;
La balance générale des comptes arrêtée à la date de la reddition sera accompagnée d'une attestation de l'agent comptable de l'ASP certifiant que les paiements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes à celles prévues par le code des collectivités territoriales, et dans le cadre des contrôles par sondage qu'il a réalisés conformément à l'arrêté du 16 juillet 2021 relatif aux modalités de contrôle des dépenses d'intervention par l'agent comptable de l'Agence de services et de paiement, qu'il est en possession des pièces afférentes aux opérations qu'il a contrôlées pour celles qu'il conserve, les autres étant détenues par les services de l'ordonnateur sous sa responsabilité ;
- L'état de développement de solde et la situation de trésorerie sur la période, certifiés conforme à la balance générale des comptes ; Le cas échéant, un état des restes à recouvrer établi par débiteur ;
- Pour chaque créance impayée, le mandataire précise, le cas échéant, les relances qu'il a accomplies, les délais qu'il a accordés, les poursuites qu'il a diligentées, les remises gracieuses accordées ou les admissions en non-valeur décidées. Il justifie le caractère irrécouvrable au regard des diligences qu'il a accomplies ;
- Un état des autres opérations de trésorerie non dénouées (réimputations budgétaires ou oppositions non soldées) ;
- Une liste détaillée des bénéficiaires payés produite par l'ordonnateur.

Les pièces justificatives sont conservées par les services ordonnateurs et comptables de l'ASP, chacun pour ce qui les concerne et selon les dispositions précitées, et tenues disponibles et accessibles au comptable du mandant, et au juge des comptes pour une durée au moins équivalente à la date de réalisation des conditions de prescription extinctive telles que prévues par l'article L142-1-3 du code des juridictions financières.

A la reddition définitive des comptes et, en cas de non-utilisation de tout ou partie des crédits de paiement versés par le mandant, ou d'utilisation non conforme à leur destination, le mandant émet à l'encontre de l'ASP, un ordre de recouvrer conformément à la réglementation en vigueur, pour reversement.

Après le dernier paiement, l'ASP est chargée de poursuivre le recouvrement des ordres de recouvrer. A chaque fin d'exercice comptable suivant, le solde des sommes recouvrées au cours de l'exercice est reversé au Conseil départemental s'il est positif, ou payé à l'ASP par le Conseil départemental s'il est négatif. La clôture définitive de la convention interviendra après le recouvrement ou l'apurement du dernier ordre de recouvrer.

ARTICLE 11 - SUIVI D'EXECUTION DE LA CONVENTION

Dans le cadre de son accès à l'extranet IAE, le Conseil départemental disposera d'une série de restitutions listées dans le cahier des charges joint en annexe.

L'ASP produira annuellement, un état comptable d'exécution de la convention.

ARTICLE 12 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 13 – ANNEXES CONTRACTUELLES

- Annexe 1 : cahier des charges
- Annexe 2 : modèle compte d'emploi

Fait à le

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

LE PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
DE L'ASP

Bruno FAURE

Sommaire

1	Présentation générale du dispositif	2
1.1	Textes de référence.....	2
1.2	Présentation générale de la réforme.....	2
1.3	Les missions de l'ASP	2
2	Description des modalités de gestion	3
2.1	L'enregistrement des annexes financières ou des avenants.....	3
2.2	La détermination du calcul de l'aide	3
2.3	Les modalités de versement de l'aide	4
2.4	Les suspensions, les reversements	5
3	Le système d'information et les restitutions	6
3.1	Les fonctionnalités disponibles dans l'extranet IAE 2.0	6
3.2	Les restitutions	14
4	Annexe.....	15

1. Présentation générale du dispositif

1.1 Textes de référence

- ❖ loi n° 2013 1278 du 29 décembre 2013 portant loi de Finances et notamment son article 142,
- ❖ articles L 5132-2 et suivants du code du travail,
- ❖ décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,
- ❖ décret n°2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des Départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique
- ❖ note DGEFP n°2014 du 13 janvier 2014 portant modalités techniques d'application de l'instruction du 16 décembre 2013 relative aux orientations pour la mise en œuvre de la politique de l'emploi au 1er semestre 2014

1.2 Présentation générale de la réforme

Depuis la loi du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, les Conseils Départementaux contribuent au financement des contrats aidés pour les bénéficiaires du RSA. Les engagements entre l'Etat et le Département sont formalisés dans une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM).

L'article 142 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 définit le cadre juridique nécessaire à la poursuite du cofinancement par les Départements des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) dans le cadre de la réforme des modalités de financement de ce secteur par l'Etat.

Jusqu'à la réforme, le cofinancement des Départements en faveur de l'IAE repose principalement sur le cofinancement des contrats aidés pour les bénéficiaires du RSA en ACI. A compter du 1er juillet 2014, les contrats aidés à taux préférentiels de 105% ne seront plus mobilisés pour le recrutement des salariés en insertion au sein des ACI. Le contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) sera le support contractuel associé à l'aide au poste d'insertion.

Le niveau de participation du Département est déterminé dans l'annexe financière transmise à l'ASP. Sauf accord différent conclu entre le CD et les services de l'Etat, le cofinancement du Département porte sur les salariés bénéficiaires du revenu de solidarité active avant leur embauche (personnes couramment désignées dans le présent document sous le nom de « bénéficiaires du RSA ») et il s'élève à 88% du montant du RSA pour une personne seule.

1.3 Les missions de l'ASP

L'ASP est l'opérateur chargé par le Conseil départemental de gérer et de payer sa participation à l'aide au poste versée aux ACI. A ce titre, elle est chargée de :

- Permettre un accès à l'extranet IAE pour les données le concernant,
- Valider les annexes financières instruites par les Unités départementales (UD) dans l'extranet 2.0 ;
- Procéder aux contrôles de cohérence préalables aux paiements ;
- Verser l'aide aux SIAE concernées ;
- D'émettre les avis de paiement à chaque structure ;
- D'émettre des ordres de recouvrer, du recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de recouvrer selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Proposer des outils embarqués dans l'extranet IAE 2.0 permettant notamment au CD de suivre les dépenses de leurs crédits ainsi que les personnes accompagnées en insertion par les structures qu'il finance ;

- Transmettre au Conseil départemental périodiquement des données nécessaires au pilotage, au suivi et à l'évaluation du dispositif.

2. Description des modalités de gestion

2.1. L'enregistrement des annexes financières ou des avenants

La DIRECCTE ou l'Unité Départementale instruit l'annexe financière dans l'extranet IAE 2.0 puis la transmet dûment signée à l'ASP par voie postale. L'ASP contrôle puis valide l'annexe financière dès réception.

Cette annexe mentionne notamment le financement du Conseil départemental prévu par la CAOM pour la structure d'insertion considérée. Les taux de participation Etat et Conseil départemental sont déterminés d'après le montant total de l'aide et le montant cofinancé par le CD portés à l'annexe financière.

2.2. La détermination du calcul de l'aide

Les taux de participation Etat et Conseil départemental sont déterminés d'après le montant total de l'aide et le montant cofinancé par le CD portés à l'annexe financière.

Exemples de calcul de l'aide déterminée à partir du SMIC 2018

Exemple : Hypothèse d'une annexe financière d'une durée de 12 mois avec cofinancement des postes occupés par des bénéficiaires du RSA.

Nombre de postes d'insertion en ETP : 6

Dont bénéficiaires du RSA : 4

Montant unitaire annuel de l'aide au poste : 19655,00 €

Montant total de l'aide au poste : $117930,00 \text{ €} = (19655/12 \times 12 \times 6)$

Montant part Conseil départemental (*) (88 % du socle RSA soit 480,02 €) : $(480,02 \times 4) \times 12 = 23040,96 \text{ €}$

Montage financier

	En €	%
Montant total de l'aide au poste	117930,00	100,00
Etat	94889,04	80,46
Conseil départemental	23040,96	19,54

Exemple : Hypothèse d'une annexe financière d'une durée de 6 mois avec cofinancement des postes occupés par des bénéficiaires du RSA.

Nombre de postes d'insertion en ETP : 6

Dont bénéficiaires du RSA : 4

Montant unitaire annuel de l'aide au poste : 19655,00 €

Montant total de l'aide au poste : $(19\ 200/12 \times 6) \times 6 = 58965,00 \text{ €}$

Montant part Conseil départemental (*) (88 % du socle RSA soit 480,02 €) : $(480,02 \text{ €} \times 4) \times 6 = 11520,48 \text{ €}$

Montage financier

	En €	%
Montant total de l'aide au poste	58965,00	100,00
Etat	47444,52	80,46
Conseil départemental	11520,48 €	19,54

(*) Ce montant est défini dans l'annexe financière à partir de la CAOM.

L'ASP adresse ensuite un courrier de notification à la SIAE conventionnée. Ce document rappelle les modalités de financement et comporte un échéancier prévisionnel des paiements. Les informations permettant l'accès à l'extranet IAE 2.0 sont envoyées par mail dès la validation de l'annexe financière par l'ASP au correspondant de la structure qui figure sur l'annexe financière.

2.3. Les modalités de versement de l'aide

Les montants forfaitaires mensuels.

Le montant forfaitaire mensuel est déterminé en fonction de la durée de la convention.

Exemple

Montant de l'aide = 117930€ - Durée 12 mois

Montant forfaitaire mensuel = 117930 € : 12 = 9827,50 €

Dont 7907,21 € pour la part Etat

Dont 1920,29 € pour la part CD

L'ASP verse le montant forfaitaire mensuel d'un mois donné au cours de ce mois. L'ASP notifie un avis de paiement qui indique l'origine du financement de l'aide.

La SIAE doit procéder à l'enregistrement des salariés en insertion dans l'extranet IAE 2.0 (saisie de la fiche Salarié avec des informations sur le contrat).

En fin de mois, la SIAE doit :

- déclarer les heures réalisées (heures payées en ACI) pour l'ensemble des salariés en insertion,
- imprimer l'états mensuels de présence qui comporte l'ensemble des salariés et les heures déclarées,
- l'adresser au plus tôt par voie postale à la Direction régionale de l'ASP compétente.

Les régularisations

L'aide au poste est régularisée après chaque trimestre de la période conventionnée (au deuxième mois qui suit le trimestre à régulariser, sauf pour le dernier trimestre de l'annexe pour lequel la régularisation se fait au plus tôt) : le nombre d'heures réalisées par les salariés est comparé à celui des heures théoriques prévu au regard du nombre de postes d'insertion aidés.

Les prérequis :

- les États mensuels de présence des mois échus doivent tous être validés par l'ASP,
- le nombre d'heures réalisées par tous les salariés en CDD d'insertion est rapporté au nombre d'heures théoriques pour le nombre de postes aidés au titre de la période considérée (chaque trimestre).

Les modalités de régularisation :

Après chaque trimestre, si le nombre d'heures réalisées depuis le début de l'annexe financière est inférieur au nombre d'heures théoriques pour le nombre de postes conventionnés au titre de la même période, aucun versement n'est opéré ou un versement est effectué à hauteur des heures réalisées restant dues.

Si le nombre d'heures réalisées depuis le début de l'annexe financière est supérieur au nombre d'heures théoriques pour le nombre de postes conventionnés au titre de la même période, le montant du versement s'appuie sur le nombre d'heures réellement effectuées restant dues (à hauteur du montant mensuel forfaitaire).

Dans tous les cas, le montant total versé en fin de conventionnement n'excède pas le montant total de l'aide au poste indiqué sur l'annexe financière (sous réserve d'une revalorisation du montant unitaire annuel réglementaire).

Les heures réalisées qui sont prises en compte lors d'une régularisation de l'aide au poste concernent tous les salariés, qu'ils soient bénéficiaires ou non du RSA. Néanmoins, la participation du CD est établie en prenant en compte le nombre réel de bénéficiaires du RSA employés en CDDI : tout bénéficiaire du RSA ayant au moins une heure réalisée sur un mois donné entraîne pour le Département une dépense égale à 88% du RSA au titre de ce mois. La participation globale du

Département reste cependant limitée au montant stipulé sur l'annexe financière. Dans le cas où le budget du CD viendrait à être épuisé avant la fin de l'annexe financière, les paiements se poursuivraient, les crédits Etat venant prendre le relais des crédits départementaux.

En fin d'annexe, un avenant de modification négocié avec l'Etat peut permettre de réviser la participation du Conseil départemental à la hausse ou à la baisse. Les révisions de participation se traduisent par une modification des autorisations d'engagement (AE) du CD à la hausse à condition d'avoir un avenant de modification (EJ) notifié sur l'exercice budgétaire.

2.4. Les suspensions, les recouvrements

▪ Les suspensions de paiement

En cas de non saisie de l'état mensuel de présence d'un mois donné dans le délai du mois suivant, l'ASP suspend les versements programmés. A l'exception du forfait mensuel du premier mois, les versements de l'aide au poste sont effectués par l'ASP seulement si les États mensuels de présence des mois précédents sont validés par l'ASP.

▪ Les ordres de recouvrer

L'ASP est chargée de l'émission des ordres de recouvrer, du recouvrement des indus et de l'apurement des ordres de recouvrer selon les règles fixées par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les modalités de régularisations peuvent conduire à l'émission d'ordres de recouvrer après le dernier mois de l'annexe.

Dans ce cadre, deux ordres de recouvrer, respectivement pour la part Etat et pour la part du Conseil départemental, sont adressés à la structure d'insertion si le nombre d'heures réalisées depuis le début de la période d'effet est inférieur au nombre d'heures théoriques pour le nombre de postes conventionnés et si la différence entre ces deux grandeurs excède le nombre d'heures mensuel théorique.

Les demandes de remise gracieuse des personnes morales ne sont pas admises par l'ASP, ces dernières pouvant bénéficier des dispositions relatives aux procédures collectives

Lorsqu'un motif de non-valeur ou d'abandon de créance est constaté, l'ASP soumet au Conseil départemental pour décision la liste des dossiers concernés et lui communique une copie de la pièce justifiant la demande, à l'exception des créances initiales ou des restes à recouvrer inférieurs ou égaux à 30 € pour lesquels l'ASP procédera à l'apurement automatique. Le Conseil départemental informe l'ASP de sa décision. L'absence de réponse dans le délai de quatre mois vaut acceptation de la demande.

Si le Conseil départemental estime qu'il n'y a pas lieu d'admettre une créance en non-valeur, il communique à l'ASP dans le délai imparti les informations permettant de reprendre le recouvrement.

3. Le système d'information et les restitutions

Afin que le Conseil départemental puisse suivre et contrôler la mise en œuvre du dispositif, l'ASP propose :

- Un accès à l'extranet IAE 2.0 qui permet de disposer des fonctionnalités décrites ci-après ;

3.1. Les fonctionnalités disponibles dans l'Extranet IAE 2.0

Le Conseil départemental aura accès uniquement aux informations relatives aux structures d'insertion dont il cofinance l'aide au poste.

L'accès à l'Extranet IAE 2.0 permet de :

- Consulter une annexe financière,
- Consulter la fiche Salarié d'une personne accompagnée en insertion,
- Consulter les suivis mensuels couverts par la période conventionnée,
- Consulter le détail des paiements effectués par l'ASP,
- Consulter le tableau de bord des alertes de suivi des réalisations par annexe,
- Consulter et éditer les Bilans intermédiaires d'une annexe financière,
- Consulter le Bilan final d'une annexe financière,
- Consulter le Bilan des objectifs négociés,
- Exporter (fichier excel) le « Suivi des annexes financières »,
- Exporter (fichier excel) le « Suivi de réalisation des postes d'insertion »,
- Exporter (fichier excel) les « Données des annexes financières »,
- Consulter et exporter (fichier Excel) les « Réalisations mensuelles par salarié de niveau Annexe financière »,
- Exporter (fichier excel) les « Réalisations mensuelles des salariés accompagnés en insertion par toutes les structures » cofinancées du département.

Chaque page de l'extranet dispose d'une aide en ligne et l'utilisateur du CD a un manuel utilisateur à sa disposition.

3.2. Les restitutions

La reddition annuelle des comptes.

L'ASP produira au Conseil départemental un compte d'emploi annuel certifié par l'Agent comptable. Il retrace la totalité des opérations de dépenses et de recettes décrites sans contraction entre elles.

L'ASP produira également un suivi des engagements et un suivi des annexes financières.

Annexe 2 : Compte d'Emploi (cf pdf ci-joint)



ASP
Agence de l'ASP
14 rue de l'Éclair

Balance générale des comptes

Compte d'emploi récapitulatif

Convention _____ De _____ Financier _____

Objet _____

Période du _____ au _____

COMPTE DE TRÉSORERIE <hr/> Crédits d'intervention reçus _____ Frais de gestion reçus _____ Prescriptions _____ Recouvrement des CR émis (par compensation-encasement) _____ Crédits d'intervention transférés _____ <hr/> 1 Total des encaissements sur la période _____ <hr/> Dépenses de dossiers d'aides _____ Dont Commissions Lettre Chèque _____ Dépenses de charges sociales _____ Frais de gestion dus _____ Reversement du recouvrement _____ Remboursement reliquat financier _____ Transfert reliquat financier _____ Conservation reliquat financier _____ <hr/> 2 Total des décaissements sur la période _____ <hr/> Solde de trésorerie au _____ (1-2) _____	RESTE À PAYER <hr/> Montant total prévisionnel de la convention _____ <hr/> • Prise en charge de la convention sur la période _____ - Dépenses de dossiers d'aides _____ - Dépenses de charges sociales _____ - Frais de gestion dus _____ • Prise en charge du recouvrement sur la période _____ <hr/> Reste à payer au _____
RESTE À RECOURIR <hr/> • Emission d'ordres de recourir (OR) _____ - Recouvrement des CR émis par compensation _____ - Recouvrement des CR émis par encasement _____ - Non-valeurs _____ - Remises gracieuses _____ - Annulations et réductions d'OR _____ <hr/> Reste à recourir sur CR au _____	

L'agent comptable de l'ASP certifie que les paiements effectués sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par l'article D1611-19 du code général des collectivités territoriales, et dans le cadre des contrôles par sondage qu'il a réalisés conformément aux versions actualisées du décret du 27 mars 2009 relatif à l'ASP et de l'arrêté ministériel du 14 juillet 2021, qu'il est en possession des pièces afférentes aux opérations qu'il a contrôlées pour celles qu'il conserve, les autres étant détenues par les services de l'ordonnateur sous sa responsabilité.

Certifié exact

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-21

**Conventions relatives à la délégation de la mission de référent RSA à l'association Forum
réfugiés pour les bénéficiaires du RSA hébergés en centre provisoire d'hébergement (CPH)
et les bénéficiaires du RSA orientés vers le programme d'accompagnement global
et individualisé des réfugiés (AGIR)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.263-1 à L.263-2 et L. 262-29 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu l'arrêté n° 16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du Département ;

Vu la délibération n°09CP08-006 de la Commission Permanente du 18 septembre 2009 approuvant la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active et son avenant approuvé par délibération n°10CP07-10 de la Commission Permanente du 17 septembre 2010 ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

- **APPROUVE** la convention relative à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA hébergés au Centre Provisoire d'Hébergement et confiés à ce titre à l'Association Forum réfugiés dont le projet est joint en annexe ;

- **APPROUVE** la convention relative à l'accompagnement des bénéficiaires du RSA confiés à l'Association Forum réfugiés dans le cadre du programme d'Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés (AGIR) dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES BENEFICIAIRES
DU RSA HEBERGES AU CENTRE PROVISOIRE D'HEBERGEMENT ET CONFIES
A L'ASSOCIATION FORUM REFUGIES**

Entre

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 26 janvier 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION FORUM REFUGIES, 18 rue Paul Doumer, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Marc NOAILLY,

ci-après désignée par les termes « **Forum réfugiés** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du département ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu le Code de l'action sociale et notamment les articles L.263-1 à L.263-2 et L. 262-29 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu la décision n° XXXX de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 janvier 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Département du Cantal, par les compétences qui lui sont dévolues en matière d'action sociale et d'insertion, souhaite contribuer à la construction d'une société solidaire qui ne marginalise aucune population et où le principe d'égalité des chances est le moteur de sa politique.

L'article L. 262-27 du CASF prévoit que le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. Selon l'article L262-9, il revient au Président du Conseil départemental de procéder cette orientation.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de la mission confiée par le Conseil départemental à Forum réfugiés qui s'engage, dans le cadre de l'accompagnement du parcours d'insertion, à assurer l'élaboration et le suivi des contrats d'engagements réciproques des bénéficiaires du rSa hébergés au Centre Provisoire d'hébergement (CPH) et pour lesquels, elle désigne un référent unique en son sein.

ARTICLE 2 : PUBLIC CIBLE

Les publics concernés sont les bénéficiaires du rSa relevant, selon les termes de la loi, du régime des droits et devoirs et accompagnés par Forum Réfugiés dans le cadre de leur prise en charge au Centre Provisoire d'Hébergement d'Aurillac.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION FORUM REFUGIES

Forum Réfugiés s'engage à désigner un référent unique en charge d'assurer l'accompagnement social global et personnalisé ainsi que l'élaboration et le suivi des contrats d'engagements réciproques avec les bénéficiaires du rSa relevant des droits et devoirs, suivis par son service. Le référent unique RSA coordonne l'accompagnement du bénéficiaire en lui proposant des temps de rencontre réguliers pour le suivi et l'évaluation de son parcours. Cet accompagnement global doit permettre aux bénéficiaires, de recevoir les aides et conseils nécessaires permettant de favoriser leur autonomie et leur retour à l'emploi

ARTICLE 4 : MISE EN ŒUVRE DE LA MISSION

L'accompagnement socio-professionnel global se déroulera essentiellement sous forme d'entretiens individuels approfondis et/ou de phases en collectif qui permettront de diagnostiquer, d'orienter, de soutenir et d'accompagner les bénéficiaires du RSA orientés vers Forum Réfugiés par les services du Département. En plus de leurs propres outils, les intervenants sociaux de Forum Réfugiés mobiliseront les dispositifs de droit commun et ceux du PDIE/PTIE.

Le référent unique formalise, dans un délai de deux mois maximum, après l'orientation du bénéficiaire, un contrat énumérant les engagements réciproques en matière d'insertion sociale ou professionnelle.

Le référent unique collabore étroitement avec le Service Emploi Insertion afin de mettre à jour régulièrement les informations relatives au suivi du bénéficiaire et le cas échéant prépare le dossier pour le passage en équipe pluridisciplinaire. A titre d'exemple, des points mensuels sur les dossiers des BRSA peuvent être effectués avec l'agent de gestion d'insertion référent mais aussi avec les chefs de projets du Service Emploi Insertion du Conseil départemental, pour échanger sur des situations particulières ou les contenus des Contrats d'Engagements Réciproques (CER). Il est à même de solliciter les procédures de sanction en lien avec le service emploi insertion du Conseil départemental du Cantal.

Modalités de travail du référent unique

- 1. Contacter le bénéficiaire dans les 15 jours qui suivent l'orientation par le Président du Conseil départemental, pour fixer une date de rendez-vous**
- 2. Elaborer dans le mois qui suit l'orientation par les services du Département, le diagnostic socio-professionnel du bénéficiaire.**

Cette étape est un préalable à la construction négociée du parcours d'insertion et s'appuie sur les ressources et compétences du bénéficiaire,

 - a. Informer le bénéficiaire des droits et devoirs liés à la perception de l'allocation de RSA,
 - b. Saisir le Service Emploi Insertion pour un passage en équipe pluridisciplinaire en cas d'impossibilité d'établir le CER.
- 3. Construire le parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle.**
 - a. Elaborer le projet et séquencer le parcours en prenant en compte la globalité de la situation du bénéficiaire en proposant des entretiens réguliers,
 - b. Favoriser l'accès aux droits du bénéficiaire en l'orientant, l'accompagnant ou en constituant des dossiers.
 - c. Favoriser l'accès aux soins,
 - d. Favoriser l'insertion sociale
- 4. Contractualiser les engagements du bénéficiaire dans un délai maximum de 2 mois.**
 - a. Expliquer la valeur du contrat engagement réciproque,
 - b. Rédiger et formaliser le document contractuel énumérant les engagements. Le contrat retrace les actions en matière d'accompagnement personnalisé aussi bien au niveau social que professionnel.
- 5. Mettre en œuvre et suivre le contrat d'engagement.**
 - a. Evaluer l'évolution de la situation du bénéficiaire et le respect des engagements contractuels,
 - b. Centraliser les informations, diagnostics et évaluations d'étapes,
 - c. Communiquer avec les différents partenaires impliqués dans le parcours sur le projet d'insertion et coordonner sa mise en œuvre,
 - d. Rédiger et formaliser le renouvellement du contrat d'engagement dans le respect des échéances prévues dans le contrat précédent.
 - e. Saisir si nécessaire le Service Emploi Insertion à l'aide de la fiche de liaison EP (cf annexe) pour un passage en équipe pluridisciplinaire (réorientation, impossibilité de renouveler le CER, non-respect du CER). Le bénéficiaire du rSa peut bénéficier d'une réorientation, si l'examen de sa situation fait apparaître qu'un autre organisme que Forum Réfugiés serait mieux à même de conduire les actions d'accompagnement nécessaires,
 - f. Effectuer le bilan du suivi. Pour chaque personne allocataire du RSa qui sort de l'action, le référent Rsa remplit, dans un souci de continuité de parcours, une fiche de bilan d'accompagnement. Cette fiche est transmise au service emploi insertion.

L'association s'engage à transmettre, dès l'élaboration et la signature par le bénéficiaire, le contrat d'engagement réciproque ainsi que les renouvellements au secrétariat de l'équipe pluridisciplinaire, à l'adresse suivante :

Conseil départemental- Service Emploi Insertion
28 avenue Gambetta
15000 AURILLAC

La prise en charge au titre de cette convention s'arrête lorsque le bénéficiaire sort du dispositif RSA ou lorsqu'une autre structure est désignée comme référent unique. Il appartiendra alors à Forum Réfugiés de transmettre les éléments au Service Emploi Insertion concernant le parcours du bénéficiaire du RSA afin de favoriser une continuité de parcours fluide.

Article 5 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil départemental assure l'information, la formation, ainsi que l'appui technique au référent chargé de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa au sein de l'association.

- Aide à l'élaboration et au suivi du parcours d'insertion des bénéficiaires
- Information et transmission de documents.

Le Conseil départemental étudie, également, les demandes d'aides individuelles transmises par le référent unique et l'informe de la décision notifiée à l'intéressé.

Le Conseil départemental désigne un correspondant chargé de suivre les évolutions de la situation des bénéficiaires et d'appuyer les actions du référent.

Outils proposés par le Conseil départemental du Cantal afin de faciliter la mise en œuvre de la référence RSA

- Contrat d'engagement et d'orientation : primo-diagnostic réalisé lors du rendez-vous d'orientation,
- Livret accueil RSA,
- Courrier de convocation à un entretien,
- Contrat d'engagement réciproque,
- Fiche de liaison RSA,
- Fiche bilan d'accompagnement.

ARTICLE 6 – MODALITE DE GESTION

L'accompagnement social et professionnel confié à Forum Réfugiés est effectué à titre gracieux.

ARTICLE 7 : SUIVI ET EVALUATION

7.1 Suivi du participant

Le suivi renforcé des bénéficiaires RSA orientés est nécessaire pour leur permettre de sortir positivement du dispositif.

Forum Réfugiés s'engage à mettre en place un outil permettant de justifier à la fois de l'intervention des conseillers auprès des bénéficiaires RSA qui leurs sont orientés et des jalons de parcours (actions de PMSMP, prestations externes, etc.), bilan de l'accompagnement à la sortie du dispositif.

7.2 Suivi de l'opération

Durant toute la durée de la convention, des échanges réguliers avec le Service Emploi Insertion, et notamment avec l'agent de gestion insertion référent et les chefs de projets concernés, seront garants de la bonne coordination de l'action.

a) Comités de suivis semestriels

Forum Réfugiés s'engage à mettre en place un comité de suivi composé ad minima du ou des responsables de la structure et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention.

Ces réunions devront avoir lieu semestriellement sur invitation de l'association ou fixées d'un commun accord. L'ordre du jour devra traiter ad minima des points suivants :

- Nombre d'entrées / sorties des bénéficiaires orientées ;
- Bilan intermédiaire ou final de chaque bénéficiaire orienté à Forum Réfugiés en cours de suivi.
- Difficultés rencontrées et/ou pistes d'amélioration (remontée de besoins en fonctions des freins identifiés)

Selon la nécessité et dans l'intérêt du bénéficiaire RSA, tout acteur gravitant autour du parcours pourra être convié à participer lors de ces comités de suivis semestriels.

ARTICLE 8- ECHANGES D'INFORMATIONS- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES- CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce partenariat, les partenaires sont susceptibles de recueillir et échanger des informations personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés dans la présente Convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

Toute information ou donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre à l'occasion de la Convention, ou à laquelle les parties pourraient avoir accès à l'occasion de la Convention, ne peut être utilisée que dans le cadre de la Convention, et ne peut être communiquée à des tiers sans l'accord écrit et préalable de l'autre partie.

ARTICLE 9 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans le cadre de cette convention, la délégation de la mission référent rSa prend effet au 1^{er} janvier 2024.

La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un délai de préavis de trois mois, formalisée par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de résiliation de la présente convention, les parties seront tenues des engagements pris antérieurement à celle-ci jusqu'à leur terme (finalisation des contrats en cours). Aucune nouvelle orientation ne sera proposée durant le délai de préavis.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, les parties se réservent la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 10- ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'Association Forum Réfugiés

Bruno FAURE

Marc NOAILLY

ANNEXE 1 : Courrier de convocation à un entretien,

Madame, Monsieur XXX

Adresse

CP Commune

Objet : Entretien dans le cadre de votre parcours d'insertion (RSA)

Madame, Monsieur,

Vous percevez le revenu de solidarité active (RSA).

A ce titre, vous bénéficiez de droits et êtes soumis à des obligations d'insertion. Le Conseil départemental du Cantal vous a orienté vers notre association afin de vous accompagner dans votre projet d'insertion.

Afin de faire le point sur votre situation, vous êtes convoqués à un entretien le :

XXXXXX
A XXXXXX

A cette occasion, vous rencontrerez M/Mme XXXX, fonction.

Je vous invite à apporter avec vous le(s) document(s) suivant(s) :

- Xxx
- Xxxx

Je vous informe que conformément aux articles L.262-27 et L.262-68 du Code de l'Action Sociale et des Familles, vous êtes tenu de participer à cet entretien ainsi qu'aux rendez-vous suivants qui seront fixés dans le cadre de votre parcours d'insertion. En cas d'absence au rendez-vous fixé, le Conseil départemental pourra engager une procédure de réduction ou de suspension de votre allocation en application de l'article R.262-69 du CASF.

En cas d'empêchement, vous devez en informer XXXXX au XXXXX ou par courriel : XXXXXXXX

Veuillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signature

- ANNEXE 2 : FICHE DE LIAISON EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE



REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

Fiche de liaison Equipe Pluridisciplinaire

Cette fiche est à envoyer aux adresses mails :

POUR AURILLAC, MAURIAC et St FLOUR : ccluse@cantal.fr

COORDONNÉES DU BENEFICIAIRE RSA :

NOM : _____ PRÉNOM : _____

Adresse postale : _____

Date de naissance : _____

COORDONNÉES DE LA STRUCTURE DU RÉFÉRENT UNIQUE :

STRUCTURE :

NOM du référent :

N° de téléphone ou mail :

Cocher la case correspondante :

☐ Demande de réorientation

☐ Changement de référent

☐ Signalement en vue d'une convocation en EP :

Trois cas constituent un non-respect des devoirs du bénéficiaire du RSA et peuvent justifier la réduction ou la suspension de son allocation RSA :

☐ Lorsque, du fait du bénéficiaire et sans motif légitime, le PPAE ou le CER ne sont pas établis dans les délais prévus ou ne sont pas renouvelés (Nous vous rappelons que 2 RDV successifs non honorés doivent être signalés pour passage en EP).

☐ Lorsque, sans motif légitime, les dispositions du PPAE ou du CER ne sont pas respectées par le bénéficiaire ;

☐ Lorsque le bénéficiaire du revenu de solidarité active, accompagné par Pôle Emploi a été radié de la liste des demandeurs d'emploi. (Les BRSA orientés vers Pôle Emploi doivent obligatoirement être inscrits)

Motivations de la demande (à remplir par le référent unique *(limité à 400 caractères)*) :

Fait à _____ le _____

• **ANNEXE 3 : FICHE BILAN D'ACCOMPAGNEMENT**

FICHE BILAN D'ACCOMPAGNEMENT PAR UNE STRUCTURE REFERENTE AU TITRE DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

PERSONNE CONCERNEE	NOM Prénom : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
DATE DE SORTIE	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Adresse :

Tél : _____ Courriel : _____

Date de naissance _____ à _____

N° allocataire CAF / MSA :

NIR :

Ressources à la sortie de l'action :

☐ RSA ☐ AAH ☐ Indemnités chômage ☐ Salaires ☐ Autres-Préciser :

Structure référente RSA

Nom-Prénom du chargé d'accompagnement :

Tél : _____ Courriel : _____

Action ou structure dans laquelle la personne a été accompagnée :

Date d'entrée : Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.

Date de sortie Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.

N° allocataire CAF / MSA :

Réorientation proposée par la structure référente à la sortie de l'action :

Monsieur, Madame

A pris connaissance du contenu de ce bilan d'accompagnement ☐ oui ☐ non et est d'accord avec le contenu de ce bilan ☐ oui ☐ non.

A pris connaissance du fait que certaines informations mentionnées dans le présent bilan pourront être échangées avec d'autres partenaires du Conseil départemental du Cantal afin d'assurer une continuité du parcours ☐ oui ☐ non.

Donne son accord à la transmission des informations ci-après ☐ oui ☐ non.

A le **Signature du bénéficiaire**

SITUATION A L'ENTREE

Expliquer ici la situation du salarié sur le plan socio-professionnel

FREINS PRINCIPAUX A L'INSERTION IMMEDIATE DURABLE :

- ☐ Mobilité
- ☐ Santé
- ☐ Maîtrise de la langue
- ☐ Logement
- ☐ Administratif
- ☐ Autres : préciser

OBJECTIFS DE DEPART DU PARCOURS INSERTION

Exemple : Travailler la confiance en soi, le travail en équipe et valider un projet professionnel

PROJET PROFESSIONNEL

Décrire succinctement le(les) projet(s) professionnel(s) du salarié.

SITUATION/EVOLUTION DU PARCOURS

Décrire ici les jalons du parcours du bénéficiaire du RSA. Exemple : réalisation d'une PMSMP, prescriptions faites pour lever les freins à la santé, la mobilité, etc.

PRECONISATIONS A L'ISSUE DU PARCOURS

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**CONVENTION RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES BENEFICIAIRES
DU RSA CONFIES A L'ASSOCIATION FORUM REFUGIES DANS LE CADRE DU
PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL ET INDIVIDUALISE DES
REFUGIES (AGIR)**

Entre

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 26 janvier 2024, ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION FORUM REFUGIES, 18, rue Paul DOUMER, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Marc NOAILLY, ci-après désignée par les termes « **Forum réfugiés** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du département ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

Vu le Code de l'action sociale et notamment les articles L.263-1 à L.263-2 et L. 262-29 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu la décision n° XXXX de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 janvier 2024.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Le Département du Cantal, par les compétences qui lui sont dévolues en matière d'action sociale et d'insertion, souhaite contribuer à la construction d'une société solidaire qui ne marginalise aucune population et où le principe d'égalité des chances est le moteur de sa politique.

L'article L. 262-27 du CASF prévoit que le bénéficiaire du revenu de solidarité active a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique. Selon l'article L262-9, il revient au Président du Conseil départemental de procéder cette orientation.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités de la mission confiée par le Conseil départemental à Forum réfugiés qui s'engage, dans le cadre de l'accompagnement du parcours d'insertion, à assurer l'élaboration et le suivi des contrats d'engagements réciproques des bénéficiaires du rSa intégrant le programme AGIR et pour lesquels, elle désigne un référent unique en son sein.

ARTICLE 2 : PUBLIC CIBLE

Les publics concernés sont les bénéficiaires du rSa relevant, selon les termes de la loi, du régime des droits et devoirs et accompagnés par Forum Réfugiés au titre du programme AGIR.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION FORUM REFUGIES

Forum Réfugiés s'engage à désigner un référent unique en charge d'assurer l'accompagnement social global et individualisé ainsi que l'élaboration et le suivi des contrats d'engagements réciproques pour les bénéficiaires du rSa relevant des droits et devoirs, orientés vers son service dans le cadre du programme AGIR. Le référent unique RSA coordonne l'accompagnement du bénéficiaire en lui proposant des temps de rencontre réguliers pour le suivi et l'évaluation de son parcours. Cet accompagnement global doit permettre aux bénéficiaires, de recevoir les aides et conseils nécessaires permettant de favoriser leur autonomie et leur retour à l'emploi.

ARTICLE 4 : MISE EN ŒUVRE DE LA MISSION

L'accompagnement socio-professionnel global se déroulera essentiellement sous forme d'entretiens individuels approfondis et/ou de phases en collectif qui permettront de diagnostiquer, d'orienter, de soutenir et d'accompagner les bénéficiaires du RSA orientés vers Forum Réfugiés par les services du Département. En plus de leurs propres outils, les intervenants sociaux de Forum Réfugiés mobiliseront les dispositifs de droit commun et ceux du PDIE/PTIE.

Le référent unique formalise, dans un délai de deux mois maximum, après l'orientation du bénéficiaire, un contrat énumérant les engagements réciproques en matière d'insertion sociale ou professionnelle.

Le référent unique collabore étroitement avec le Service Emploi Insertion afin de mettre à jour régulièrement les informations relatives au suivi du bénéficiaire et le cas échéant prépare le dossier pour le passage en équipe pluridisciplinaire. A titre d'exemple, des points mensuels sur les dossiers des BRSA peuvent être effectués avec l'agent de gestion d'insertion référent mais aussi avec les chefs de projets pour discuter de situations particulières ou de contenus des Contrats d'Engagements Réciproques (CER). Il est à même de solliciter les procédures de sanction en lien avec le service emploi insertion du Conseil départemental du Cantal.

Modalités de travail du référent unique

- 1. Contacter le bénéficiaire dans les 15 jours qui suivent l'orientation par le Président du Conseil départemental, pour fixer une date de rendez-vous,**
- 2. Elabore dans le mois qui suit l'orientation par les services du Département, le diagnostic socio-professionnel du bénéficiaire.**

Cette étape est un préalable à la construction négociée du parcours d'insertion et s'appuie sur les ressources et compétences du bénéficiaire,

- a. Informer le bénéficiaire des droits et devoirs liés à la perception de l'allocation de RSA,
- b. Saisir le Service Emploi Insertion pour un passage en équipe pluridisciplinaire en cas d'impossibilité d'établir le CER.

3. Construire le parcours d'insertion sociale et/ou professionnelle.

- a. Elaborer le projet et séquencer le parcours en prenant en compte la globalité de la situation du bénéficiaire en proposant des entretiens réguliers,
- b. Favoriser l'accès aux droits du bénéficiaire en l'orientant, l'accompagnant ou en constituant des dossiers.
- c. Favoriser l'accès aux soins,
- d. Favoriser l'insertion sociale et l'accès au logement.

4. Contractualiser les engagements du bénéficiaire dans un délai maximum de 2 mois.

- a. Expliquer la valeur du contrat engagement réciproque,
- b. Rédiger et formaliser le document contractuel énumérant les engagements. Le contrat retrace les actions en matière d'accompagnement personnalisé aussi bien au niveau social que professionnel.

5. Mettre en œuvre et suivre le contrat d'engagement.

- a. Evaluer l'évolution de la situation du bénéficiaire et le respect des engagements contractuels,
- b. Centraliser les informations, diagnostics et évaluations d'étapes,
- c. Communiquer avec les différents partenaires impliqués dans le parcours sur le projet d'insertion et coordonner sa mise en œuvre,
- d. Rédiger et formaliser le renouvellement du contrat d'engagement dans le respect des échéances prévues dans le contrat précédent.
- e. Saisir si nécessaire le Service Emploi Insertion à l'aide de la fiche de liaison EP (cf annexe) pour un passage en équipe pluridisciplinaire (réorientation, impossibilité de renouveler le CER, non-respect du CER). Le bénéficiaire du rSa peut bénéficier d'une réorientation, si l'examen de sa situation fait apparaître qu'un autre organisme que Forum Réfugiés serait mieux à même de conduire les actions d'accompagnement nécessaires,
- f. Effectuer le bilan du suivi. Pour chaque personne allocataire du rSa qui sort de l'action, le référent Rsa remplit, dans un souci de continuité de parcours, une fiche de bilan d'accompagnement. Cette fiche est transmise au service emploi insertion.

L'association s'engage à transmettre, dès l'élaboration et la signature par le bénéficiaire, le contrat d'engagement réciproque ainsi que les renouvellements au secrétariat de l'équipe pluridisciplinaire, à l'adresse suivante :

Conseil départemental- Service Emploi Insertion
28 avenue Gambetta
15000 AURILLAC

La prise en charge au titre de cette convention s'arrête lorsque le bénéficiaire sort du dispositif RSA ou lorsqu'une autre structure est désignée comme référent unique. Il appartiendra alors à Forum Réfugiés de transmettre les éléments au Service Emploi Insertion concernant le parcours du bénéficiaire du RSA afin de favoriser une continuité de parcours fluide.

Article 5 : ENGAGEMENTS DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le Conseil départemental assure l'information, la formation, ainsi que l'appui technique au référent chargé de l'accompagnement des bénéficiaires du rSa au sein de l'association.

- Aide à l'élaboration et au suivi du parcours d'insertion des bénéficiaires
- Information et transmission de documents.

Le Conseil départemental étudie, également, les demandes d'aides individuelles transmises par le référent unique et l'informe de la décision notifiée à l'intéressé.

Le Conseil départemental désigne un correspondant chargé de suivre les évolutions de la situation des bénéficiaires et d'appuyer les actions du référent.

Outils proposés par le Conseil départemental du Cantal afin de faciliter la mise en œuvre de la référence RSA

- Contrat d'engagement et d'orientation : primo-diagnostic réalisé lors du rendez-vous d'orientation,
- Livret accueil RSA,
- Courrier de convocation à un entretien,
- Contrat d'engagement réciproque,
- Fiche de liaison RSA,
- Fiche bilan d'accompagnement.

ARTICLE 6 – MODALITE DE GESTION

L'accompagnement social et professionnel confié à Forum Réfugiés est effectué à titre gracieux.

ARTICLE 7 : SUIVI ET EVALUATION

7.1 Suivi du participant

Le suivi renforcé des bénéficiaires RSA orientés est nécessaire pour leur permettre de sortir positivement du dispositif.

7.2 Suivi de l'opération

Durant toute la durée de la convention, des échanges réguliers avec le Service Emploi Insertion, et notamment avec les chefs de projets concernés et l'agent de gestion insertion référent, seront garants de la bonne coordination de l'action.

a) Comités de suivis semestriels

Un comité de suivi composé ad minima du ou des responsables de la structure et des agents du Service Emploi Insertion (SEI) du Conseil départemental en charge du suivi de la convention sera mis en œuvre.

Ces réunions devront avoir lieu semestriellement sur invitation de l'association ou fixées d'un commun accord. L'ordre du jour devra traiter ad minima des points suivants :

- Nombre d'entrées / sorties des bénéficiaires orientés ;
- Bilan intermédiaire ou final de chaque bénéficiaire orienté à Forum Réfugiés en cours de suivi.
- Difficultés rencontrées et/ou pistes d'amélioration (remontée de besoins en fonctions des freins identifiés)

Selon la nécessité et dans l'intérêt du bénéficiaire RSA, tout acteur gravitant autour du parcours pourra être convié à participer lors de ces comités de suivis semestriels.

ARTICLE 8- ECHANGES D'INFORMATIONS- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES- CONFIDENTIALITE

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce partenariat, les partenaires sont susceptibles de recueillir et échanger des informations personnelles concernant les bénéficiaires, s'inscrivant dès lors dans les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En application des principes posés par ces dispositions, chacune des parties garantit l'autre partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, en particulier de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi informatique et libertés ») et du règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données personnelles et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD »).

Chacune des parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés dans la présente Convention et s'engage à faire respecter cette confidentialité par ses salariés concernés.

Toute information ou donnée personnelle, quel qu'en soit le support, communiquée par l'une des parties à l'autre à l'occasion de la Convention, ou à laquelle les parties pourraient avoir accès à l'occasion de la Convention, ne peut être utilisée que dans le cadre de la Convention, et ne peut être communiquée à des tiers sans l'accord écrit et préalable de l'autre partie.

ARTICLE 9 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans le cadre de cette convention, la délégation de la mission référent rSa prend effet au 1^{er} janvier 2024.

La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un délai de préavis de trois mois, formalisée par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de résiliation de la présente convention, les parties seront tenues des engagements pris antérieurement à celle-ci jusqu'à leur terme (finalisation des contrats en cours). Aucune nouvelle orientation ne sera proposée durant le délai de préavis.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, les parties se réservent la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 10- ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 11- ANNEXE

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental

Le Président de l'Association Forum Réfugiés Cosi

Bruno FAURE

Marc NOAILLY

- **ANNEXE 1 : Courrier de convocation à un entretien,**

Madame, Monsieur XXX
Adresse
CP Commune

Objet : Entretien dans le cadre de votre parcours d'insertion (RSA)

Madame, Monsieur,

Vous percevez le revenu de solidarité active (RSA).

A ce titre, vous bénéficiez de droits et êtes soumis à des obligations d'insertion. Le Conseil départemental du Cantal vous a orienté vers notre association afin de vous accompagner dans votre projet d'insertion.

Afin de faire le point sur votre situation, vous êtes convoqués à un entretien le :

XXXXXX
A XXXXXX

A cette occasion, vous rencontrerez M/Mme XXXX, fonction.

Je vous invite à apporter avec vous le(s) document(s) suivant(s) :

- Xxx
- Xxxx

Je vous informe que conformément aux articles L.262-27 et L.262-68 du Code de l'Action Sociale et des Familles, vous êtes tenu de participer à cet entretien ainsi qu'aux rendez-vous suivants qui seront fixés dans le cadre de votre parcours d'insertion. En cas d'absence au rendez-vous fixé, le Conseil départemental pourra engager une procédure de réduction ou de suspension de votre allocation en application de l'article R.262-69 du CASF.

En cas d'empêchement, vous devez en informer XXXXX au XXXXX ou par courriel : XXXXXXXX

Veillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Signature

- ANNEXE 2 : FICHE DE LIAISON EQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE



REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

Fiche de liaison Equipe Pluridisciplinaire

Cette fiche est à envoyer aux adresses mails :

POUR AURILLAC, MAURIAC et St FLOUR : ccluse@cantal.fr

COORDONNÉES DU BENEFICIAIRE RSA :

NOM :

PRÉNOM :

Adresse postale :

Date de naissance :

COORDONNÉES DE LA STRUCTURE DU RÉFÉRENT UNIQUE :

STRUCTURE :

NOM du référent :

N° de téléphone ou mail :

Cocher la case correspondante :

☐ Demande de réorientation

☐ Changement de référent

☐ Signalement en vue d'une convocation en EP :

Trois cas constituent un non-respect des devoirs du bénéficiaire du RSA et peuvent justifier la réduction ou la suspension de son allocation RSA :

☐ Lorsque, du fait du bénéficiaire et sans motif légitime, le PPAE ou le CER ne sont pas établis dans les délais prévus ou ne sont pas renouvelés (Nous vous rappelons que 2 RDV successifs non honorés doivent être signalés pour passage en EP).

☐ Lorsque, sans motif légitime, les dispositions du PPAE ou du CER ne sont pas respectées par le bénéficiaire ;

☐ Lorsque le bénéficiaire du revenu de solidarité active, accompagné par Pôle Emploi a été radié de la liste des demandeurs d'emploi. (Les BRSA orientés vers Pôle Emploi doivent obligatoirement être inscrits)

Motivations de la demande (à remplir par le référent unique *(limité à 400 caractères)*) :

Fait à le

• **ANNEXE 3 : FICHE BILAN D'ACCOMPAGNEMENT**

FICHE BILAN D'ACCOMPAGNEMENT PAR UNE STRUCTURE REFERENTE AU TITRE DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

PERSONNE CONCERNEE	NOM Prénom : Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
DATE DE SORTIE	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Adresse :	
Tél :	Courriel :
Date de naissance	à
N° allocataire CAF / MSA :	
NIR :	
Ressources à la sortie de l'action :	
<input type="checkbox"/> RSA <input type="checkbox"/> AAH <input type="checkbox"/> Indemnités chômage <input type="checkbox"/> Salaires <input type="checkbox"/> Autres-Préciser :	

Structure référente RSA
Nom-Prénom du chargé d'accompagnement :
Tél :
Action ou structure dans laquelle la personne a été accompagnée :
Date d'entrée : Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.
Date de sortie Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.
N° allocataire CAF / MSA :
Réorientation proposée par la structure référente à la sortie de l'action :

Monsieur, Madame A pris connaissance du contenu de ce bilan d'accompagnement <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non et est d'accord avec le contenu de ce bilan <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non. A pris connaissance du fait que certaines informations mentionnées dans le présent bilan pourront être échangées avec d'autres partenaires du Conseil départemental du Cantal afin d'assurer une continuité du parcours <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non. Donne son accord à la transmission des informations ci-après <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non. A le	Signature du bénéficiaire
--	----------------------------------

SITUATION A L'ENTREE

Expliquer ici la situation du salarié sur le plan socio-professionnel

FREINS PRINCIPAUX A L'INSERTION IMMEDIATE DURABLE :

- ☐ Mobilité
- ☐ Santé
- ☐ Maîtrise de la langue
- ☐ Logement
- ☐ Administratif
- ☐ Autres : préciser

OBJECTIFS DE DEPART DU PARCOURS INSERTION

Exemple : Travailler la confiance en soi, le travail en équipe et valider un projet professionnel

PROJET PROFESSIONNEL

Décrire succinctement le(les) projet(s) professionnel(s) du salarié.

SITUATION/EVOLUTION DU PARCOURS

Décrivez ici les jalons du parcours du bénéficiaire du RSA. Exemple : réalisation d'une PMSMP, prescriptions faites pour lever les freins à la santé, la mobilité, etc.

PRECONISATIONS A L'ISSUE DU PARCOURS

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-22

Appel à projets 2024-2025 "prise en compte des spécificités des travailleurs non salariés"

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi PTIE (2021-2025) et la fusion en un seul document intitulé PDIE-PTIE 2021-2025 ;

- APPROUVE le lancement de l'appel à projets 2024 "Prise en compte « Prise en compte des spécificités des travailleurs non salariés ».

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJETS 2024-2025

PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES DES TRAVAILLEURS NON SALARIES

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

Le Conseil départemental du Cantal a adopté le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 et a délégué la mise en œuvre d'un appel à projet pour l'engagement 4 « Prise en compte des spécificités de chacun » du PDIE au Président du Conseil départemental. Il s'inscrit dans la volonté manifestée par le Conseil départemental du Cantal de mobiliser davantage de moyens pour l'accès ou le retour dans l'emploi durable des Travailleurs Non-Salariés, dont les agriculteurs, en situation de précarité en concourant au renforcement quantitatif, qualitatif et financier des opérateurs de l'insertion et des opérations d'accompagnement.

Le présent document expose les modalités de mise en œuvre complémentaire au Document de Mise en Œuvre du PDIE auquel il convient de se référer. **La demande d'aide est obligatoirement à déposer avant le 29 février 2024, par courrier ou par courriel, à l'attention du Président du Conseil départemental – Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal - Hôtel de Département - 28, avenue Gambetta - 15 015 AURILLAC Cedex.**

APPEL À PROJETS - PRISE EN COMPTE DES SPECIFITES DE CHACUN

Référence au PDIE – ENGAGEMENT 4

- Fiche action 10 : Développer la référence de parcours pour les travailleurs non-salariés y compris du secteur agricole

Constats

La loi du 1^{er} décembre 2018 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF).

Afin de garantir l'application effective de ce droit et de prendre en compte la diversité des profils, des parcours et des besoins des publics en insertion, le Département du Cantal a conventionné avec plusieurs structures partenaires pour qu'elles accompagnent des allocataires du RSA en tant que référent unique.

Si ce mode de fonctionnement a démontré sa pertinence, il apparaît nécessaire aujourd'hui d'aller plus loin et de proposer des actions permettant de mieux prendre en compte des besoins spécifiques à certains publics, parmi lesquels l'activité des Travailleurs Non-Salariés, dont les agriculteurs, ne permet pas toujours de générer un revenu suffisant.

Objectifs stratégiques

Développer des réponses adaptées aux publics des Travailleurs Non-Salariés (dont agriculteurs) présentant des besoins spécifiques.

Objectifs opérationnels

Renforcer le suivi des bénéficiaires du RSA travailleurs non-salariés (TNS), par l'intervention d'opérateurs experts de l'accompagnement des entrepreneurs (agricoles et non agricoles).

Appliquer le référentiel de maintien des travailleurs non-salariés dans le dispositif RSA adopté par la collectivité.

Réduire le nombre de bénéficiaires du RSA ayant un statut de TNS en les aidant à vivre de leur activité.

Augmenter l'orientation des gens du voyage, bénéficiaires du RSA, vers l'accompagnement professionnel des travailleurs non-salariés.

Types d'opérations prévues

Opérations d'accompagnement spécifique des travailleurs non-salariés (diagnostic de viabilité de l'entreprise et des capacités de l'entrepreneur, accompagnement individuel et collectif renforcé et adapté au développement de l'activité de l'entreprise, aide à la recherche d'une activité complémentaire si besoin ou d'une réorientation professionnelle (si cessation d'activité envisagée), etc.)

Types de bénéficiaires visés

Tous les acteurs de l'offre territoriale d'insertion

Principaux groupes cibles visés par ces actions

Les travailleurs non-salariés en situation, ou menacés de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontés à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable.

Éligibilité temporelle

La période de réalisation des opérations doit être incluse entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2025.

Les dépenses liées à la réalisation des opérations seront retenues si elles ont été effectivement payées au plus tard trois mois après la fin de la période de réalisation de l'opération sous réserve qu'un dossier de demande complet ait été reçu avant la date butoir de dépôt des dossiers de réalisation.

Modalité d'intervention

L'appel à projets ne prévoit ni montant de subvention planchers, ni montant de subvention plafonds, ni coût total opération planchers ou plafonds. Pour autant, le Conseil départemental déterminera annuellement une enveloppe pour chaque orientation qui conditionnera l'accès au soutien sous des crédits disponibles.

Le taux maximum d'aide du Département peut aller jusqu'à 100% de l'opération. Pour autant, les opérations bénéficiant d'un concours de l'Union européenne (FSE+), de l'État et/ou des collectivités territoriales seront privilégiées.

À la suite de la décision de la Commission permanente et après signature de la convention attributive de l'aide départementale, le Département pourra procéder au versement d'une avance équivalent à maximum 60% de la subvention octroyée. Aucun acompte ne sera versé lors de la réalisation de l'opération. Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet,
merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal

Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta

15 015 AURILLAC Cedex

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-23

Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 18 voix pour - 12 non-participation(s), Marina BESSE, Sophie BENEZIT, Valérie CABECAS, Céline CHARRIAUD, Marie-Hélène CHASTRE, Alain DELAGE, Sylvie LACHAIZE, Isabelle LANTUEJOUL, Pierre MATHONIER, Jean-Jacques MONLOUBOU, Marie-Hélène ROQUETTE et Christophe VIDAL se retirent et ne prennent pas part au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment l'article D 312-159-5 ;

Vu la délibération n° 23CD05-44 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 adoptant le Budget annexe de la Conférence des Financeurs pour 2024 ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs du 11 janvier 2024 portant sur les actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal inscrites dans le programme au titre de l'exercice 2024 ;

- **APPROUVE** les conventions-types relatives au financement des dépenses engagées pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal au titre de l'exercice 2024 telles que jointes en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** le versement d'une subvention « actions collectives de prévention » au titre de 2024 aux organismes listés dans le tableau tel que joint en annexe pour un montant total de 248 145 €.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer lesdites conventions avec chaque bénéficiaire attributaire.

Le montant des dépenses d'un total de 201 328 € sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 du budget annexe de la Conférence des Financeurs.

Le montant des dépenses d'un total de 46 817 € sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 657363, fonction 4232 du budget annexe de la Conférence des Financeurs.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe 1

AAP n°1 - Publics personnes résidant à domicile et AAP n°2 - Publics aidants/aidés

**CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET DE FINANCEMENT
DES DEPENSES ENGAGEES
POUR LA REALISATION DES ACTIONS DE PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE
DES PERSONNES AGEES DU CANTAL
INSCRITES DANS LE PROGRAMME VALIDE PAR LA CONFERENCE DES FINANCEURS
AU TITRE DE L'EXERCICE 2024**

Entre les soussignés,

D'une part,

(à compléter par : le nom de l'organisme bénéficiaire de la subvention, adresse du siège social et statut, représenté(e) par
Numéro de Siret : XXXXXXXXXXXXX
Ci-après désigné « le porteur de projet »

Et d'autre part,

Le Département du CANTAL,

Représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Bruno Faure, autorisé à signer par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental n°24CP01- du 26 janvier 2024
Numéro de Siret : 221 500 010 00014
SIS 28 avenue Gambetta – 15 015 AURILLAC CEDEX

Vu le concours financier « Autres actions de prévention » de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie des personnes âgées du Cantal le 11 janvier 2024 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 janvier 2024 ;

Considérant les appels à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie pour les habitants du Cantal âgés de 60 ans ou plus et les proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie. Ces 2 appels à projets sont différenciés par le public qu'ils ciblent.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention précise les modalités d'intervention financière du Département au titre de la Conférence des Financeurs dans le cadre de l'appel à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal ainsi que :

- Les obligations de chacune des parties ;
- Le délai de validité des aides ;
- Le cadre de l'évaluation.

Article 2 : Engagement des parties

2.1 Le porteur de projet

Par la présente convention, le porteur de projet s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'action ou les actions décrite(s) à l'article 3. Il fera le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour mener à bien son projet

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'ensemble des actions prévues et à justifier des dépenses afférentes, conformément au dossier de candidature déposé auprès du Département. En cas de modification, il devra en informer le Département.

2.2 Le Département

Le Département est chargé de s'acquitter de toutes les obligations découlant de la présente convention attributive de l'aide.

Article 3 : Montant de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention. La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2024 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention. La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2024 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée en fonction des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

La subvention sera attribuée sous réserve de l'atteinte des objectifs qualitatifs définis au dépôt du dossier.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

4.1 Avance

La subvention départementale est versée au porteur de projet au titre d'une avance de XXXXXX euros, correspondant à 40 % du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

4.2 Solde

Le solde de la subvention sera versé à la suite du contrôle de service fait établi par la Maison Départementale de l'Autonomie sur la base du bilan financier de l'opération (ou des opérations) et de la déclaration sur l'honneur transmis par les services du Conseil départemental, déposés par le porteur de projet dès la clôture de l'action ou au plus tard le 10 décembre 2024

Le solde de la subvention sera calculé sur la base des dépenses effectivement retenues par le service gestionnaire lors du contrôle de service fait.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La dépense sera imputée sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 ou sur le chapitre 65, nature 657363, fonction 4232 du budget annexe du Département (selon le statut porteur privé/public).

La contribution financière est créditée au compte du porteur de projet selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5: Obligations du porteur de projet

Le porteur de projet s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le porteur de projet doit engager et réaliser l'action (ou les actions) au cours de l'année civile 2024.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le porteur de projet, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le porteur de projet fournit, pour chaque action financée, un bilan qualitatif **dès la clôture de l'action** ou au plus tard le **10 janvier 2025, uniquement pour les actions qui se prolongent entre le 15 décembre et le 31 décembre 2024**. A défaut, aucune autre demande de subvention ne pourra être étudiée en 2025.

5.1 Utilisation de la subvention

Le porteur de projet accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, le porteur s'engage à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier et à permettre l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Le porteur de projet est informé que dans le cadre d'opérations de contrôle menées à postériori, notamment par la CNSA, il devra justifier de tout élément composant le présent dossier.

Le porteur de projet s'engage à communiquer **le calendrier consolidé des actions dès la notification de l'accord** de la subvention afin que le Département programme des visites sur place au moment du déroulement des actions.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

5.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, le porteur de projet s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal, à savoir :

Le porteur de projet s'engage à indiquer la participation financière de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Il a l'obligation de faire apparaître le logo de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et des membres la composant dans l'ensemble de ses supports de communication. Il est tenu d'informer la presse que l'article devra faire mention du financement de la conférence des financeurs.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de l'aide notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'action (ou les actions) subventionnée(s).

Ces documents devront être transmis au Département ; à défaut, une diminution de la subvention pourra être appliquée.

5.3 Information du Département

Le porteur de projet devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant qui impacte la réalisation de l'action subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

Article 6 : Reversement

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de l'avance et/ou du solde la subvention allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au porteur de projet en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil Départemental.

Article 7 : Caducité et déchéance

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Article 8 : Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet à partir de la date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2024.

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au porteur de projet, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du porteur de projet est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- lorsque le porteur de projet n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- en cas de fraude avérée ;
- lorsque le porteur de projet refuse de se soumettre aux contrôles du Département ou de la CNSA.

Le porteur de projet qui souhaite abandonner son projet, peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer au plus vite le Département par lettre recommandée avec accusé réception.

Le porteur de projet s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais.

Article 9 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télé recours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux originaux, chaque signataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

**Le Président du Conseil départemental
du Cantal**

**Le représentant de l'organisme bénéficiaire
de la subvention**

Annexe 2

AAP n°3 - Actions proposés par les EHPAD

**CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET DE FINANCEMENT
DES DEPENSES ENGAGEES
POUR LA REALISATION DES ACTIONS DE PREVENTION DE LA PERTE D'AUTONOMIE
DES PERSONNES AGEES DU CANTAL
INSCRITES DANS LE PROGRAMME VALIDE PAR LA CONFERENCE DES FINANCEURS
AU TITRE DE L'EXERCICE 2024**

Entre les soussignés,

D'une part,

(à compléter par : le nom de l'organisme bénéficiaire de la subvention, adresse du siège social et statut, représenté(e) par

Numéro de Siret : XXXXXXXXXXXXX

Ci-après désigné « le porteur de projet »

Et d'autre part,

Le Département du CANTAL,

Représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Bruno Faure, autorisé à signer par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental n°24CP01- du 26 janvier 2024,

Numéro de Siret : 221 500 010 00014

SIS 28 avenue Gambetta – 15 015 AURILLAC CEDEX

Vu le concours financier « Autres actions de prévention » de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

Vu l'avis rendu par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie des personnes âgées du Cantal le 11 janvier 2024 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 26 janvier 2024 ;

Considérant l'appel à projet 3 pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie pour les habitants du Cantal âgés de 60 ans ou plus et les proches aidants des personnes âgées en perte d'autonomie. Cet appel à projets concerne les actions mises en place par les EHPAD

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention précise les modalités d'intervention financière du Département au titre de la Conférence des Financeurs dans le cadre de l'appel à projets pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal ainsi que :

- Les obligations de chacune des parties ;
- Le délai de validité des aides ;
- Le cadre de l'évaluation.

Article 2 : Engagement des parties

2.1 Le porteur de projet

Par la présente convention, le porteur de projet s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser l'action ou les actions décrite(s) à l'article 3. Il fera le nécessaire pour obtenir toutes les autorisations requises pour mener à bien son projet.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'ensemble des actions prévues et à justifier des dépenses afférentes, conformément au dossier de candidature déposé auprès du Département. En cas de modification, il devra en informer le Département.

2.2 Le Département

Le Département est chargé de s'acquitter de toutes les obligations découlant de la présente convention attributive de l'aide.

Article 3 : Montant de la subvention

Le coût total prévisionnel de l'action (nom de l'action) est de XXXXXXXX € pour la durée de cette convention. La subvention départementale attribuée au porteur de projet pour la réalisation de cette opération, au titre de l'année 2024 est fixée à un montant de XXXXXX euros maximum, soit un taux de cofinancement maximum arrondi à deux décimales de XXXXXXXX % du coût total de l'opération.

La subvention sera plafonnée à hauteur de 1 000,00 €.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée en fonction des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

La subvention sera attribuée sous réserve de l'atteinte des objectifs qualitatifs définis au dépôt du dossier.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

4.1 Avance

La subvention départementale est versée au porteur de projet au titre d'une avance de XXXXXXX euros, correspondant à 40 % du montant prévisionnel, mise en paiement dès notification de la présente convention.

4.2 Solde

Le solde de la subvention sera versé au plus tard le 31 décembre 2024 pour les porteurs dont l'action se termine avant le 15 décembre 2024.

Le Département se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

La dépense sera imputée sur le chapitre 65, nature 65748, fonction 4232 ou sur le chapitre 65, nature 657363, fonction 4232 du budget annexe du Département (selon le statut porteur privé/public).

La contribution financière est créditée au compte du porteur de projet selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 : Obligations du porteur de projet

Le porteur de projet s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du Projet et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

Le porteur de projet doit engager et réaliser l'action (ou les actions) au cours de l'année civile 2024.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le porteur de projet, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le porteur de projet fournit, pour chaque action financée, un bilan qualitatif **dès la clôture de l'action** ou au plus tard le **10 janvier 2025, uniquement pour les actions se prolongeant entre le 15 décembre et le 31 décembre 2024**. A défaut, aucune autre demande de subvention ne pourra être étudiée en 2025.

5.1 Utilisation de la subvention

Le porteur de projet accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, le porteur s'engage à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier et à permettre l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Le porteur de projet est informé que dans le cadre d'opérations de contrôle menées à postériori, notamment par la CNSA, il devra justifier de tout élément composant le présent dossier.

Le porteur de projet s'engage à communiquer **le calendrier consolidé des actions dès la notification de l'accord** de la subvention afin que le Département programme des visites sur place au moment du déroulement des actions.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

5.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, le porteur de projet s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal, à savoir :

Le porteur de projet s'engage à indiquer la participation financière de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Il a l'obligation de faire apparaître le logo de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie et des membres la composant dans l'ensemble de ses supports de communication. Il est tenu d'informer la presse que l'article devra faire mention du financement de la conférence des financeurs.

Les mesures d'information et de publicité incombent au bénéficiaire de l'aide notamment en cas de publication de documents, d'affichage ou d'actions de communication concernant l'action (ou les actions) subventionnée(s). Ces documents devront être transmis au Département ; à défaut, une diminution de la subvention pourra être appliquée.

5.3 Information du Département

Le porteur de projet devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant qui impacte la réalisation de l'action subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 6 ci-après.

Article 6 : Reversement

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de l'avance et/ ou du solde de la subvention allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée au porteur de projet en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil Départemental.

Article 7 : Caducité et déchéance

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Article 8 : Durée et résiliation de la convention

La convention prend effet à partir de la date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2024.

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au porteur de projet, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle du porteur de projet est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- lorsque le porteur de projet n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- en cas de fraude avérée ;
- lorsque le porteur de projet refuse de se soumettre aux contrôles du Département ou de la CNSA.

Le porteur de projet qui souhaite abandonner son projet, peut demander la résiliation de la convention. Il s'engage à en informer au plus vite le Département par lettre recommandée avec accusé réception.

Le porteur de projet s'engage à procéder au reversement des sommes indûment perçues dans les plus brefs délais.

Article 9 : Règlement des litiges

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Clermont Ferrand.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télé recours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 10 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en deux originaux, chaque signataire bénéficiant d'un original.

Fait à Aurillac, le

**Le Président du Conseil départemental
du Cantal**

**Le représentant de l'organisme bénéficiaire
de la subvention**

Annexe
Actions collectives pour la prévention de la perte d'autonomie

Appel à projets n°1 Public résidant à domicile				
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribué	Sous total par porteur
Mutualité Française Auvergne Rhone Alpes	Mémoire en scène et en mouvement	sensibilisation sur la mémoire et le bien-être	7 176	37 876
	Stop chute, je m'équilibre	prévention des chutes	16 562	
	Le sens des arts	sensibilisation sur l'audition, la vue, le goût	7 807	
	Forum "Ma santé, mon bien-être"	journée de prévention	6 331	
Commune de Ydes	Fonctionnement du service proximité seniors en faveur des personnes âgées fragilisées et isolées	transport accompagné, actions collectives de loisirs, activité physique, visites à domicile et sorties	10 000	6 880
SOLHA	TRUCK de l'autonomie et des économies d'énergie	actions sur les leviers du maintien à domicile et des économies d'énergie	7 425	
CCAS Saint-Cirgues de Malbert	Ateliers mémoire	mémoire	3 000	
Conseil départemental du Cantal	Animation en EHPAD via la plateforme "CULTURE à Vie"	site dédié aux animations en EHPAD	3 500	
Centre social et culturel d'Arpajon sur Cère	Le Pouvoir d'agir des Seniors, Bien vieillir en ruralité	bien être pour se maintenir en forme	3 700	6 880
	Le Pouvoir d'agir des Seniors, Bien vieillir en ruralité	agilité numérique	3 180	
CCAS Aurillac	Atelier adapté de stimulation cognitive	mémoire spécifique PHV	1 267	11 317
	Atelier de prévention "Mémoire en éveil"	mémoire	6 750	
	Ateliers numériques du CLIC	numérique	3 300	
Centre social ALC	Atelier gym douce	activité physique	1 500	5 700
	Atelier gym sensorielle	activité physique	750	
	Atelier nutrition	nutrition	2 250	
	Atelier numérique	numérique	1 200	
DAHLIR	L'insertion sociale par les loisirs : une démarche globale pour un accès à des activités collectives, physiques et de loisirs	activité physique	21 000	30 025
CROMS	"Roulez Seniors"	vélo électrique	5 025	
	Marchons dans nos campagnes	marche	15 000	
	Redansons dans nos campagnes	danse	10 000	
ARSEPT	Actions généralistes vitalité	danse, chant, nutrition	13 770	41 281
	Programme prévention santé des seniors - bien dans sa tête	mémoire, gestion du stress, sommeil	6 750	
	Programme prévention santé des seniors - bien avec les autres	prévention routière, numérique, événement intergénérationnel	6 681	
	Programme prévention santé des seniors - bien dans son corps	activité physique adaptée, nutrition	10 000	
	Programme prévention santé des seniors - conférences connectées	santé bucco-dentaire, sommeil, etc	4 080	
Généralisations Mouvement - Les Aînés ruraux du Cantal	Nos villages d'hier à d'aujourd'hui	visite de villages	1 125	8 766
Centre socioculturel d'Ytrac	Pérennisation d'actions collectives de prévention : "Bien vieillir grâce au numérique"	numérique	4 000	
	Pérennisation d'actions collectives de prévention : "Bien-être - sport santé estime de soi"	bien être, sport santé, estime de soi	4 766	
ASLJ	Sport santé seniors	activité physique adaptée	6 000	11 400
	Vélos électriques seniors "la remorque itinérante"	vélo électrique	5 400	
CODEP EPGV 15	Consolider la condition physique des personnes de +60 ans vivant à domicile	activité physique	3 000	6 000
Petits Frères des Pauvres	Consolider l'équipe de bénévoles" sur Aurillac et la CABA pour le développement des actions collectives de proximité	isolement	6 000	
CCAS d'Arpajon sur Cère	Pôle seniors du CCAS maintenir l'autonomie physique et cognitive par le biais d'activité physique et diététique	activité physique et diététique	9 000	
UNIS-CITE	SOLIDARITES SENIORS : Ateliers numériques	numérique	4 200	
	SOLIDARITES SENIORS : Actions individuelles Reduire l'isolement - Les ambassadeurs du bien-vieillir	isolement	1 800	
Total appel à projets n°1			223 295	

Appel à projets n°2 Aidants / Aïdés			
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribuée
CODEP EPGV 15	déployer une offre de soutien et de prévention sport santé bien être auprès des seniors proches aidants	activité physique	850
Total appel à projets n° 2			850

Appel à projets n° 3 auprès des EHPAD				Sous total par porteur
Bénéficiaires	Nom de l'action	Thème abordé	Montant attribuée	
EHPAD La Mainada PIERREFORT	Communication et lien social intergénérationnel	lien social intergénérationnel	1 000	
EHPAD du pays vert MAURIAC	Entre les lignes	lecture et musique	1 000	
MARPA Nostre Ostal SAINT MARTIN VALMEROUX	Bien chez soi pour prévenir les chutes et oser la mobilité	prévention des chutes	1 000	
CCAS Aurillac - EHPAD Limagne	Déploiement de gazettes mensuelles FAMILÉO	lien social intergénérationnel	1 000	
CCAS Aurillac - EHPAD Louis Taurant	Déploiement de gazettes mensuelles FAMILÉO	lien social intergénérationnel	1 000	
EHPAD Les Vaysses MAURIAC	Dansons la Vie	danse	1 000	
EHPAD La Louvière AURILLAC	Ateliers d'expression orale et d'écriture créative et collective avec Ml. Vermell	mémoire	1 000	
EHPAD RAULHAC	Organiser la vie citoyenne et les sorties	sorties nature	1 000	
EHPAD Roger Jalenques MAURS	Crayon vole	mémoire	1 000	
EHPAD les Jardins de SAINT ILUDE	Yoga assis, yoga bien être pour les résidents de l'EHPAD	yoga	1 000	
EHPAD Saint Joseph SAINT URCIZE	Vivre vieux, vieillir heureux !	activité physique	1 000	
EHPAD Les prés verts REILHAC	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD Saint Joseph AURILLAC	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD Villa Sainte-Marie AURILLAC	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD Pierre Valadou LE ROUGET	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD Avinin Johannel MASSIAC	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD Haut Mallet MASSIAC	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD L'Orée du Bois SAIGNES	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD La Sumène YDES	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD Jean Meyronneinc SAINT FLOUR	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD La Vigièrie SAINT FLOUR	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD La Forêt YTRAC	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
EHPAD Jean Llandier VIC SUR CERRE EHPAD	Les aînés des CCA prennent leur envol : Le Cantal, entre souvenirs d'hier et visions d'Aujourd'hui	mémoire	1 000	
Centre hospitalier de Condat	parcours de santé de repérage des fragilités	activité physique, prévention des chutes, dénutrition, dépression	1 000	
Total appel à projets n° 3			24 000	

TOTAL GENERAL des 3 appels à projets	248 145 €
--------------------------------------	-----------

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-24

Favoriser le remplacement des agriculteurs - Subvention au Service de Remplacement Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

***Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir :** M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL*

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture, conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validées en 2023 ;

- DECIDE d'accorder au Service de Remplacement Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 11 893,50 € correspondant à 79,5 jours de prise en charge d'agents de remplacement suite au décès de deux chefs d'exploitation.

Cette aide est allouée sur la base du règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, et prolongée jusqu'au 31 décembre 2023 par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020.

Le montant de cette subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-25

Contrat Sport Cantal : Soutien au Comité départemental de Sport Adapté pour le déplacement en compétition de ses licenciés sur la saison 2023-2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-13 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant les orientations de la nouvelle politique sportive 2022-2028 intitulés "Contrat Sport Cantal" ;

Vu la délibération n°23CD05-25 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur du sport pour 2024 dans le cadre du Contrat Sport Cantal et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **ATTRIBUE** au Comité départemental de Sport Adapté, une subvention de 2 400 € au titre des déplacements en compétition des structures qui relèvent de ce comité au titre de la saison 2023-2024.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65734 fonction 32 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-26

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac -
Restructuration de l'école d'Arpajon-sur-Cère**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) Isabelle LANTUEJOUL se retire et ne prend pas part au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n° 22CD05-23 du Conseil départemental en date du 12 décembre 2022 approuvant le Contrat Cantal Développement relevant du territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de restructuration de l'école d'Arpajon-sur-Cère et de son restaurant scolaire, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents, les équipements mobiliers étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recettes €	
417 901 € HT	Conseil départemental - 17,95 %	75 000 €
Base de dépense éligible pour le Département	Etat - DETR 2022 - 21,64 %	90 442 €
	Autofinancement - 60,41 %	252 459 €
410 000 € HT	TOTAL	417 901 €

- **ATTRIBUE** à la Commune d'Arpajon-sur-Cère une subvention de 75 000 € pour les travaux de restructuration de l'école et de son restaurant scolaire ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 410 000 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du Budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-27

**Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de Communes du Pays de Mauriac -
Création d'un nouveau restaurant scolaire au Vigean**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n° 23CD02-12 du Conseil départemental du 23 juin 2023 approuvant le Contrat Cantal Développement relevant du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Mauriac pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de création d'un nouveau restaurant scolaire, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents, les équipements mobiliers étant exclus ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Coût total de l'opération €	Recettes €	
436 700 € HT	Conseil départemental - 8,01 %	35 000 €
Base de dépense éligible pour le Département	Etat - DETR - 40,00 %	174 680 €
	Région AURA - 11,45 %	50 000 €
	Autofinancement - 40,54 %	177 020 €
260 000 € HT	TOTAL	436 700 €

- **ATTRIBUE** à la Commune du Vigean une subvention de 35 000 € pour les travaux de création d'un nouveau restaurant scolaire ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'œuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 260 000 € HT. Les équipements mobiliers sont exclus.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire du Pays de Mauriac pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-28

Contrat Cantal Développement 2022-2027 - Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne - Commune de Saint-Mamet-la-Salvetat - Création de 3 logements passerelles Les Clefs du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL.

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.1111-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'absence de régime d'aides européen ;

Vu la délibération n° 23CD02-10 du Conseil départemental en date du 23 juin 2023 approuvant le programme d'actions Contrat Cantal Développement du territoire de la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne pour la période 2022-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD04-1 du Conseil départemental en date du 17 novembre 2023 approuvant l'adaptation des modalités d'aides financières du Département allouées dans le cadre des dispositifs contractuels en faveur des territoires existants Contrat Cantal Développement, Fonds Cantal Innovation, Fonds Cantal Villes et Fonds Cantal Solidaire afin d'autoriser un soutien financier départemental aux projets de logements Les Clefs du Cantal à hauteur de 25 000 € et 50 % maximum d'aide par logement ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

Considérant les conditions d'encadrement du taux d'aides publiques ;

Considérant la lettre d'engagement concernant les logements Les Clefs du Cantal du maître d'ouvrage ;

Considérant la nature des dépenses retenues : travaux de création de 3 logements passerelles Les Clefs du Cantal, incluant les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents ;

Considérant le plan de financement prévisionnel présenté par le maître d'ouvrage :

Cout total de l'opération	Recettes	
2 248 653 € HT Base de dépense éligible pour le Département 345 763 € HT	Conseil départemental - 3 ,3 %	75 000 €
	Etat - DETR - 32,9 %	740 448 €
	Région AURA - 6,67 %	150 000 €
	Amendes de police - 0,24 %	5 500 €
	ADEPA - 5,34 %	120 000 €
	ADEME - Réseau Chaleur Bois - 0,67 %	15 000 €
	Autofinancement - 50,82 %	1 142 705 €
	TOTAL	2 248 653 €

- **ATTRIBUE** à la Commune de Saint-Mamet-la-Salvetat une subvention de 75 000 € pour les travaux de création de 3 logements passerelles Les Clefs du Cantal ainsi que les frais d'études et de maîtrise d'oeuvre inhérents sur la base d'une dépense éligible de 345 763 € HT.

Cette opération relève de l'action inscrite au Contrat Cantal Développement du territoire de la Communauté de communes de la Châtaigneraie Cantalienne pour la période 2022-2027.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 54 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-29

Petites Villes de Demain : Avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en œuvre des contributions de la Banque des Territoires

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés "Petites Villes de Demain" et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en œuvre ;

Vu la délibération n° 23CD05-28 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de l'appui aux territoires pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits ;

Considérant le taux de réalisation, un avenant est nécessaire pour proroger la convention de partenariat avec la Banque des Territoires jusqu'au 31 décembre 2026 et mobiliser l'enveloppe globale ;

- VALIDE l'avenant à la convention de partenariat opérationnel pour la mise en œuvre des contributions de la Banque des Territoires au programme Petites Villes de Demain, tel que joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand
dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.*

**AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE PARTENARIAT OPERATIONNEL
POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CONTRIBUTIONS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS
AU PROGRAMME PETITES VILLES DE DEMAIN**

Entre

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège au 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Barbara FALK Directrice régionale Auvergne-Rhône-Alpes,

Ci-après dénommée **"La Caisse des Dépôts"**

d'autre part,

Et

Le Département du Cantal, ayant son siège Hôtel du département, 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex, représenté par Bruno FAURE, Président du Conseil départemental en exercice dûment habilité en vertu de la délibération de la Commission Permanente du 26 janvier 2024,

Ci-après dénommé **"Le Département"**

d'autre part,

Ci-après désignées conjointement les "Parties" et individuellement une "Partie"

Les Parties ont conclu en date du 15/04/2021 une convention de partenariat opérationnel pour la mise en œuvre des contributions de la Caisse des Dépôts au programme Petites villes de demain, pour une durée initiale de 3 années. Les Parties ont décidé de proroger cette convention selon les modalités fixées par le présent avenant.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier les articles suivants de la convention initiale (ci-après la « Convention ») :

- 3.2 « Durée de la convention »,
- 4.1 « Montant de l'enveloppe ».

Article 2 : Modification de l'article 3.2 « Durée de la convention »

Les stipulations de l'article 3.2 sont remplacées par les stipulations suivantes :

« La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée déterminée qui s'achèvera le 31 décembre 2026, sous réserve des articles 4.2, 5.3, 6 et 7, dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la présente convention. »

Article 3 : Modification de l'article 4.1 « Montant de l'enveloppe »

Les stipulations de l'article 4.1 sont remplacées par les stipulations suivantes :

« Le montant plafond de la dotation de la Caisse des Dépôts au programme Petites Villes de Demain est fixé à 765 000 € pour la période 2021-2026 sur la base d'un montant indicatif de 85 000 euros par Territoire PVD du Département du Cantal, faisant l'objet d'une convention d'adhésion au programme PVD.

Les montants disponibles pourront être attribués aux Territoires PVD par le Conseil départemental jusqu'au 31.03.2026 et les appels de fonds du Département adressés jusqu'au 31.12.2026 au plus tard.

La répartition prévisionnelle annuelle de cette dotation est de 153 000 €.

Les montants correspondants seront contractualisés et versés directement aux bénéficiaires par le Département sur son propre budget. La moitié du montant annuel de la première année sera versé à la signature de la présente. Ensuite, les versements suivants seront attribués sur constatation de l'attribution d'au moins 80 % du versement précédent, après remise à la Caisse des dépôts des informations de type reportings prévues au point 1 de l'article 3 de la Convention et au vu de la programmation constatée, toujours dans la limite de l'enveloppe de 765 000 €.

Un versement anticipé pourra être sollicité avant la fin de l'année, en cas de consommation des crédits attribués, et selon les mêmes modalités précitées, toujours dans la limite de l'enveloppe de 765 000 €. »

Article 4 : Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à sa date de signature par les Parties. Les autres stipulations de la Convention, en ce qu'elles ne sont pas expressément modifiées par le présent avenant, restent inchangées.

Fait à _____ en 2 exemplaires,
Le ____ / ____ / ____

Pour la Caisse des dépôts et consignations
La Directrice régionale

Pour le Conseil départemental du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Barbara FALK

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-30

Patrimoine - Programmation 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 27 voix pour - 3 non-participation(s), Céline CHARRIAUD, Pierre MATHONIER, Florian MORELLE se retirent et ne prennent pas part au vote.

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu la délibération n° 23CD05-26 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions en faveur de la culture pour 2024 et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

Vu l'avis favorable de la Commission Culture du 27 octobre 2023 ;

- **DECIDE** d'attribuer des subventions pour un montant global de 156 843 € pour la restauration du patrimoine cantalien dans les conditions définies dans le tableau joint en annexe de la présente délibération.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 204141, nature 204142, fonction 312 du Budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMMATION 2024

Bénéficiaire	Objet	Montant subventionnable HT	Taux	Montant subvention sollicité	Commentaire
Monuments historiques					
ALBEPierre BREDONS	Restauration des toitures chapelles et chevet - Urgence mûrie - Tranche 3 de l'église de Saint-Pierre Saint-Paul de Bredons	350 636 €	20%	30 000 €	Plafond
ALLEUZE	Travaux d'entretien de la toiture de l'église Saint-Illide	11 099 €	20%	2 220 €	
AURILLAC	Travaux Abbatiale St Géraud (couverture, charpente, décors peints, vitraux, archéologie, étude géotechnique)	219 790 €	15%	30 000 €	Plafond
SAINT-ETIENNE DE CARLAT	Diagnostic préalable à la restauration de l'église	13 100 €	20%	2 620 €	
SAINT-VINCENT DE SALERS	Travaux de maçonnerie des façades de l'église Saint-Vincent	214 170 €	20%	30 000 €	Plafond
VIRARGUES	Restauration de la Vierge à l'enfant avec livre et encier de l'église Saint Jean-Baptiste	8 050 €	20%	1 610 €	
JOU-SOUS-MONJOU	Etude géotechnique complémentaire de l'église	13 080 €	20%	2 616 €	
PLEAUX	Etude SPR (sites patrimoniaux remarquables)	35 800 €	30%	10 740 €	
MAURS	Travaux de déplacement d'une marche de la chapelle Saint-Césaire	6 810 €	15%	1 022 €	
TRIZAC	Dépense, étude et stockage du retable maître autel de l'église Saint-Beauzire	7 021 €	20%	1 404 €	
MONTMURAT	Etude préalable à la restauration du bénitier de l'église Sainte-Marie	6 160 €	20%	1 232 €	
	SOUS TOTAL MONUMENTS HISTORIQUES	885 716 €		113 464 €	
Patrimoine rural non protégé					
SAINT-FLOUR	Restauration de la couverture de la chapelle du Calvaire	106 902 €	30%	7 648 €	Montant total : 30 000 € Engagé en 2023 : 22 352 €
PLEAUX	Restauration des toitures des bâtiments communaux de l'espace Saint-Joseph - Tr 2	99 834 €	30%	29 950 €	
LADINHAC	Restauration des abais-sons et réparation du plancher du haut clocher de l'église	3 367 €	30%	1 010 €	
	SOUS TOTAL PATRIMOINE RURAL NON PROTEGE	210 103 €		38 608 €	
Objets mobiliers non protégés					
ALLEUZE	Restauration de la cloche de la chapelle de La Barge	4 450 €	40%	1 780 €	
	SOUS TOTAL OBJETS MOBILIERS NON PROTEGES	4 450 €		1 780 €	
Aide à la valorisation du patrimoine					
SAINT-FLOUR COMMUNAUTE	Collecte des mémoires du barrage et de la retenue d'eau de Grandval (montage du film et impression des panneaux pour exposition itinérante)	6 290 €	30%	1 887 €	
SUMENE ARTEENSE COMMUNAUTE	Création de circuits patrimoniaux en Sumène Artense	3 680 €	30%	1 104 €	
	SOUS TOTAL AIDE A LA VALORISATION DU PATRIMOINE	9 970 €		2 991 €	
	TOTAL			156 843 €	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-31

Stratégie Cantal Europe - Bilan et Perspectives

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) 2020/2094 du Conseil du 14 décembre 2020 établissant un instrument de l'Union européenne pour la relance en vue de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la COVID-19 ;

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 est paru au Journal officiel de l'Union européenne du 30 juin 2021 ;

Vu le Programme National FSE+ Emploi – Inclusion – Jeunesse – Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;

Vu la convention de subvention globale au titre du programme national FSE SG2022026 signée le 27 novembre 2023 ;

Vu la décision de la Commission Européenne du 30 mars 2021 validant la labellisation d'EUROPE DIRECT Cantal pour la période 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CP04-12 du 23 avril 2021 validant la convention cadre de partenariat avec la Commission Européenne pour les activités EUROPE DIRECT Cantal pour l'octroi de subventions de l'Union Européenne suite à la validation de la labellisation 2021-2025 ;

Vu l'Accord de Coopération entre le Judet de Maramures (Roumanie) et le Département du Cantal signé le 7 novembre 2022 ;

Considérant le plan de communication du centre EUROPE DIRECT Cantal au titre de l'année 2024 ;

Considérant le plan d'actions relatif à l'Accord de Coopération Maramures-Cantal au titre de l'année 2024 ;

- **PREND ACTE** du plan de communication 2024 du centre EUROPE DIRECT Cantal avec une orientation particulière pour la sensibilisation des Cantaliennes et des Cantaliens à la participation aux élections européennes ;

- **PREND ACTE** du plan d'actions 2024 de l'Accord de Coopération Maramures-Cantal avec la préparation des Assises de la Coopération décentralisée France/Roumanie en 2025 ;

- **PREND ACTE** du bilan de mise en œuvre de la convention de subvention globale FSE+ 2022-2027 avec un rattrapage du calendrier de la piste d'audit FSE+ tant pour le service gestionnaire que les bénéficiaires du fait d'un conventionnement tardif avec l'État.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe : Liste des projets portés par des opérateurs cantaliens programmés par le Comité de programmation FEDER - 2023

Projet	Bénéficiaire	Coût total	FEDER	Taux
Projet de restructuration du service imagerie & implantation d'un équipement scanner	CENTRE HOSPITALIER DE MAURIAC	681 285	406 165	60%
Inventaire des zones humides sur certains secteurs du bassin versant de l'Alagnon en vue de l'intégration de l'enjeu de préservation des zones humides dans les documents d'urbanisme	SYNDICAT MIXTE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION INTEGREE DE L'ALAGNON	88 224	52 934	60%
Création d'un complexe hôtelier à Tournemire	SCI TOURNEMIRE IMMOBILIER	9 484 083	1 496 816	16%
Restructurer l'offre des chalets de l'Eau Verte en se positionnant sur des hébergements et services "haut de gamme"	AUVERGNE AVENTURE CHALETS ET LOISIRS	644 303	120 000	19%
Modernisation du camping le Belvédère	SARL ANATISMA	671 288	200 000	30%
Acquisition d'un logiciel au sein du service de Réanimation et de surveillance continue	CENTRE HOSPITALIER HENRI MONDOR	242 426	145 455	60%
Développement touristique du domaine du lac des Graves	SARL LDG DEVELOPMENT	836 580	200 000	24%
Actions de préservation et de restauration des continuités écologiques de l'ouvrage de Chapsal	DEPARTEMENT DU CANTAL	341 387	204 832	60%
Acquisition de deux IRM	CENTRE HOSPITALIER HENRI MONDOR	2 975 797	1 785 478	60%
Rénovation embellissement et transformation écologique du cœur de ville	COMMUNE DE MURAT	1 134 513	368 291	32%
Aménagement du bourg	COMMUNE DE PAULHAC	708 353	322 915	46%
Aménagement de la rue du champ de foire - entrée nord	COMMUNE DE RIOM ES MONTAGNE	951 696	471 851	50%
Requalification de la place d'armes et de la rue marchande	COMMUNE DE SAINT FLOUR	1 606 704	533 625	33%
Création d'un pôle enfance jeunesse	EPCI SUMENE ARTENSE	2 092 385	385 000	18%
Construction d'un équipement sportif et culturel en lieu et place du chapiteau	COMMUNE DE CHALVIGNAC	1 464 759	496 051	34%
Rénovation énergétique et reconstruction de la salle multi-activités	COMMUNE DE PRUNET	744 720	372 360	50%
Création d'une salle multi-activités intergénérationnelle	COMMUNE DE YTRAC	3 222 266	1 031 125	32%
Requalification du centre ancien	COMMUNE DE MAURIAC	2 084 614	312 692	15%
Revitalisation du bourg de SIRAN	COMMUNE DE SIRAN	642 631	257 052	40%
Préserver les milieux naturels remarquables des sites du lac du Pêcher et du chaos de Landeyrat	HAUTES TERRES COMMUNAUTAUTE	107 640	61 546	57%
TOTAL		30 725 653	9 224 189	30%

Annexe 2 : Liste des projets portés par des opérateurs cantaliens programmés par l'Organisme Intermédiaire Cantal - 2023

Projet	Bénéficiaire	Coût total	FSE+	Taux
2023 - ACI ADAPEI15 - Transition active EST Cantal	ASSOC DEPART AMIS PARENTS ENFANTS INADAP	68 849,68 €	19 965,68 €	29%
2023-OXYGENE- accompagnement socioprofessionnel des salariés éloignés de l'emploi	OXYGENE	48 150,00 €	21 717,00 €	45%
2023 - AUORE - Insertion Professionnelle en IAE -	ASSOCIATION AUORE	23 648,60 €	14 048,60 €	59%
2023 - AINOC - Accompagner dans leurs parcours d'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.	ASSOC INTERMEDIAIRE NORD-OUEST CANTAL	34 479,64 €	11 950,64 €	35%
2023 - ACART - renforcement de l'accompagnement socioprofessionnel des personnes éloignées de l'emploi au sein des ACI de l'association	ASSOC CANTALENNE AIDE REMISE AU TRAVAIL	102 823,79 €	52 800,79 €	51%
2023-HTC-Atelier Chantier d'insertion	HAUTES TERRES COMMUNAUITE	26 735,55 €	11 674,33 €	44%
2023 - DISPO-SERVICES-ACI - Accompagner et favoriser l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi	DISPO SERVICES	84 193,48 €	39 531,48 €	47%
2023-Département du Cantal-Coordination de l'offre d'insertion et d'emploi du Cantal	DEPARTEMENT DU CANTAL	127 223,00 €	67 849,00 €	53%
2023 - Conseil départemental du Cantal- Cantal Emploi Insertion	DEPARTEMENT DU CANTAL	399 999,17 €	229 999,17 €	57%
2023 - DAHLIR Cantal - La mise en mouvement au service d'une meilleure employabilité	DAHLIR	56 828,87 €	33 061,87 €	58%
2023 - AFAPCA - Dispositif Cantal Mou	AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI	532 413,24 €	298 892,24 €	56%
2023 - AFAPCA - Dispositif RESPIR	AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI	127 502,48 €	69 502,48 €	55%
2022 - 2023 - AFAPCA - Clauses Sociales d'insertion	AFAPCA - CENTRE DE RESSOURCES ET D'INGENIERIE POUR L'INSERTION ET L'EMPLOI	78 215,20 €	45 842,20 €	59%
2023 - ACI ADAPEI15 - Transition active EST Cantal	ASSOC DEPART AMIS PARENTS ENFANTS INADAP	68 849,68 €	19 965,68 €	29%
2023-OXYGENE- accompagnement socioprofessionnel des salariés éloignés de l'emploi	OXYGENE	48 150,00 €	21 717,00 €	45%
2022-23 CD 15 - Accompagnement des jeunes âgés de 16 à 21 ans par l'Aide Sociale à l'Enfance	DEPARTEMENT DU CANTAL	450 695,13 €	270 417,08 €	60%
TOTAL		2 161 757,83 €	1 188 252,56 €	55%

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-32

Soutenir les équipements connectés des élevages - Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absents excusés ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAIDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° AP-2022-06/07-13-6750 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes du 30 juin 2022 adoptant le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation et approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 22CD05-4 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 adoptant la convention cadre entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;

Vu la délibération n° 23CP04-4 de la Commission Permanente du 28 avril 2023 adoptant les fiches actions du programme agricole 2023-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-5 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de poursuivre la mise en oeuvre du programme agricole 2023-2027 du Conseil départemental en faveur de l'agriculture conformément aux modalités d'intervention des différents dispositifs validés en 2023 ;

- **DECIDE** d'accorder des subventions pour un montant global de 71 047,18 € à 36 agriculteurs pour l'acquisition d'équipements connectés selon les conditions définies dans la liste annexée à la présente délibération.

Les subventions accordées relèvent du régime cadre notifié SA 107520 relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, fonction 6312 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

Nom du demandeur (ou raison sociale)	Adresse du siège social de l'exploitation	CP	Commune	Nombre exploitant	Date autorisation début de travaux	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
GAEC ENTRE EPIE ET TRUYERE	8 Rue Capitaine Cristal Cordesse	15260	NEUVESGISE-SUR-TRUYERE	2	1	05/12/23	Dispositif de surveillance vidéo.	5 670,20	45	2 551,59
	1 Rue Louis Pons	15100	SAINT FLOUR	1	0	26/10/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	2 780,00	40	1 112,00
	Fridières	15110	CHAUDÈS AIGUES	1	0	26/10/23	Dispositif de surveillance vidéo.	3 886,20	40	1 554,48
GAEC DE BOISSIERES	2 Rue de Boissières	15200	JALEYRAC	4	0	31/10/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	9 945,85	40	3 978,34
GAEC DU PLATEAU BLANC	La Fagote	15300	VEILLESPESE	2	0	26/10/23	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	9 500,00	40	3 800,00
	Borlange - Dignac	15700	ALLY	1	0	27/10/23	Dispositif de surveillance vidéo.	2 162,60	40	865,04
EARL ROUCHES DE SARRUT	Saint Louis Bouquet	15230	MAUBO	1	0	27/10/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	9 414,38	40	3 765,75
GAEC DES BACHOUX	1 rue des Esis	15300	VALLEJOLS	2	0	31/10/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	4 727,70	40	1 891,08
GAEC LAFON	Esternes - Le Rouget	15290	LE ROUGET-PERS	2	0	04/12/23	Dispositif de surveillance vidéo.	3 900,00	40	1 560,00
	Embeise	15400	COLLANDRES	1	0	11/12/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	3 350,70	40	1 340,28
GAEC DE LA BARRE DE FER	Ladignac	15110	CHAUDÈS AIGUES			08/11/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	1 428,00	40	571,20
	La Chamette	15230	PAULHENC	1	0	08/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	2 160,48	40	864,19
	La Chamette	15260	NEUVESGISE SUR TRUYERE	1	0	08/11/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	8 205,60	40	3 282,24
GAEC BEYLE	Carluet	15400	CHEYLADE	3	1	08/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	3 851,60	43,33	1 592,24
	Villanière	15710	PEYRUSSE	1	0	20/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	3 610,00	40	1 444,00
GAEC DES CAMPS DE L'ADRET	Gargoux - Mourjou	15340	PUYCAPPEL	2	0	13/11/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	1 553,04	40	621,22
GAEC DE LADIGNAC	Ladignac	15110	CHAUDÈS AIGUES	3	1	13/11/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	1 428,00	43,33	618,75
EARL DU BERTHOT	Le Bertrot	15110	SAINT URÇIZE	1	0	14/11/23	Dispositif de piratage du troupeau en continu.	3 651,60	40	1 460,64
GAEC LALO	Le Bourg	15430	PAULHAC	3	1	20/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	6 500,00	43,33	2 816,45
	Le Bourg	15150	ROFFIAC	1	0	20/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	2 533,30	40	1 013,32
EARL DELPUCHUE DE LASPORTE	Lasorte	15130	SAINT ETIENNE DE CARLAT	1	0	22/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	5 775,95	40	2 310,38

Nom du demandeur (ou raison sociale)	Adresse du siège social de l'exploitation	CP	Commune	Nombre exploitant	Nombre JANI	Date autorisation début de travaux	Nature de l'investissement	Montant total du projet HT (€)	Montant éligible HT (€)	Taux de subvention	Montant de la subvention sollicitée (€)
GAEC ARMANDET	Le Lac - Serrie Anestaise	15170	NEUSSARGUES EN PINATELLE	2	0	30/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	1 361,66	1 361,66	40	544,66
GAEC RECONNU GUILBOT	3 Impasse du Champ Grand	15110	FRUDEFONT	2	1	20/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	3 000,00	3 000,00	45	1 350,00
GAEC DE LA FONT NEGRE	Rue de la Serre	15230	NARNHAC	3	1	28/11/23	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	9 999,00	9 999,00	43,33	4 332,57
GAEC DU PIVOUL	14 Avenue de Fournols	15170	REZENIERES	2	0	27/11/23	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	7 089,00	7 089,00	40	2 835,60
	Le Fau	15140	SAINT PAUL DE SALERS	1	0	28/11/23	Dispositif de surveillance vidéo.	4 426,33	4 426,33	40	1 770,53
GAEC BEDOS GILBERT	Le Viellard	15110	ESPNASSE	4	1	13/12/23	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 651,60	3 651,60	42,50	1 551,93
GAEC DE VAISSIERES	Vaisieres	15700	BARRIAC LES BOSQUETS	2	0	04/12/23	Dispositif de surveillance vidéo.	2 900,00	2 900,00	40	1 160,00
GAEC DU SABOT	17 La Brugère	15110	FRUDEFONT	2	0	12/12/23	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 304,80	3 304,80	40	1 321,92
GAEC CALAMITY ELEVAJE	Vaux	15220	SAINT MANET LA SALVETAT	3	0	13/12/23	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	10 617,50	10 000,00	40	4 000,00
GAEC ELEVAJE THERON	8 Pajol	15220	JOANNES SAINT MARY	3	1	12/12/23	Dispositif de surveillance vidéo.	6 120,00	6 120,00	43,33	2 651,80
	Sarvalo	15110	JABRUN	1	1	14/12/23	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 651,60	3 651,60	50	1 825,80
	La rocheville	15300	SECUR LES VILLAS	1	0	13/12/23	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 651,60	3 651,60	40	1 460,64
	Le Bourg	15160	VERNOLS	1	0	18/12/23	Dispositif de pilotage du troupeau en continu.	3 651,60	3 651,60	40	1 460,64
GAEC FABRE	Lodéjac	15140	SAINT CHAMANT	2	0	15/12/23	Dispositif de surveillance vidéo.	4 544,74	4 544,74	40	1 817,90
GAEC RECONNU TALAMANDIER	12 Rue des Fontilles	15500	ASTIC	3	0	19/12/23	Dispositif de guidage pour travaux de précision.	9 900,00	9 900,00	40	3 960,00
TOTAL								173 704,63	173 697,13		71 047,18

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-33

**Renouvellement de l'adhésion du Conseil départemental au CRAIG
(Centre Régional Auvergne-Rhône-Alpes de l'Information Géographique)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.3121-3 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération N° 21CD03-05 du 16 juillet 2021, désignant Valérie Cabécas en tant que titulaire et Céline Chariud en tant que suppléante, pour représenter le Conseil départemental au sein des instances délibératives du CRAIG ;

Considérant l'accompagnement du CRAIG dans le domaine de l'information géographique ;

- APPROUVE le renouvellement de l'adhésion du Conseil départemental du Cantal au CRAIG pour un montant de 19 110 € par an. Ce montant est fixé pour 3 ans (01/01/2024 au 31/12/2026).

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer toutes conventions et documents à intervenir pour la mise en œuvre de la présente délibération.

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 011 nature 6281 fonction 68 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-34

Cantal'ENS Collèges et Lycées

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absents excusés ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 19CP04-26 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 24 mai 2019 approuvant la Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles et validant le programme d'actions pour la période 2019-2028 ;

Vu la délibération n° 23CD05-35 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 approuvant le programme d'interventions 2024 en faveur des espaces naturels et ruraux et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

Considérant les projets déposés par les collèges et lycées du département et retenus par le comité de sélection ;

- **ATTRIBUE** des subventions aux collèges et lycées désignés dans le tableau ci-après, en soutien à la réalisation des projets pédagogiques retenus dans le cadre de l'appel à projets « Cantal'ENS Collèges » et « Cantal'ENS Lycées » 2023-2024 :

Projets Cantal ENS Collèges et Cantal ENS Lycées - 2023-2024					
Collèges	Sites ENS	Structures	Budget (TTC)	Subv CD15	Part collèges
Jean de la Fontaine Vic-sur-Cère	Pas de Cère	Safari flore / fédé de pêche/CNPF	1 164 €	1 048 €	116 €
La Ponétie Aurillac	Marais du Cassan	Alter Eco	2 600 €	1 500 €	1 100 €
Maurice Peschaud Allanche	Lac du Pêcher	Terres 2 Cimes	385 €	347 €	38 €
Georges Pompidou Condat	Lac du Pêcher	Terres 2 Cimes	540 €	486 €	54 €
Jules Ferry Aurillac	Puy Courmy Marais du Cassan	CPIE	1 262 €	1 136 €	126 €
Pierre Galery Massiac	Lac du Pêcher	Moments Nature	910 €	819 €	91 €
Georges Pompidou Murat	Tourbières Chastel-sur-Murat	Moments Nature et CBNMC	1 855 €	1 455 €	400 €
Lycée	Sites ENS	Structures	Budget (TTC)	Subv CD15	Part Lycées
Lycée Georges Pompidou Aurillac	Pas de Cère	Safari Flore et CPIE	1 151 €	921 €	230 €
Total			9 867 €	7 712 €	2 155 €

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 221 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-35

Contrat ENS des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 19CP04-26 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 24 mai 2019 approuvant la Stratégie départementale en faveur des Espaces Naturels Sensibles et validant le programme d'actions pour la période 2019-2028 ;

Vu la délibération n° 20CP01-52 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 31 janvier 2020 approuvant le Contrat ENS des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes pour la période 2020-2024 ;

- **ATTRIBUE** au Conservatoire d'Espaces Naturels d'Auvergne une subvention de 7 960 € en soutien à la réalisation de travaux de restauration de zones humides et cours d'eau sur le bassin de l'Auze, dans l'Espace Naturel Sensible des zones humides du bassin de Saint-Paul-des-Landes, sur la base d'un taux de participation de 19,94 % d'une dépense subventionnable 39 924 € TTC.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 204 fonction 78 du budget départemental.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-36

**Route départementale n°617 - Rétablissement de la continuité écologique -
Pont de la Planche du Souq - Commune de BOISSET**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Vu la délibération n° 23CD05-10 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 adoptant le budget et notamment le budget d'investissement relatif aux Ouvrages d'Art (ligne IROA) ;

Vu la délibération du Syndicat mixte du Bassin Célé - Lot médian en date du 13 décembre 2023 faisant part de son intention de réaliser les travaux de rétablissement de la continuité écologique ;

- DECIDE de prendre en considération les travaux de rétablissement de la continuité écologique, sous maîtrise d'ouvrage du Syndicat mixte du bassin Célé - Lot médian, au Pont de la Planche du Souq sur la RD 617 (Commune de Boisset), pour un montant de participation estimé à 39 040 € TTC ;

- **APPROUVE** la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage à titre gratuit, à conclure avec le Syndicat mixte du bassin Célé - Lot médian, fixant les modalités administratives, techniques et financières de réalisation des travaux, dont le projet est joint en annexe de la délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et tout acte s'y rapportant.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DEPARTEMENT DU CANTAL

CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LE SYNDICAT DE BASSIN CELE-LOT MEDIAN POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITE ECOLOGIQUE DU PONT DE LA PLANCHE DU SOUQ ET L'INSTALLATION D'UNE STATION LIMNIGRAPHIQUE

COMMUNE DE BOISSET

ROUTE DEPARTEMENTALE N°617 – PR 6 + 462

Entre :

Le DEPARTEMENT DU CANTAL dont le siège est 28 avenue Gambetta 15 000 Aurillac, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 2024, d'une part

Et

Le SYNDICAT DE BASSIN Célé-Lot médian dont le siège est 24, Allées Victor Hugo 46 100 FIGEAC, représenté par son Président, dûment autorisé par délibération du conseil Syndical en date du 13 décembre 2023, d'autre part

Vu le code de la Commande publique et notamment ses articles L.2422-12 et suivants ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Dans le cadre du projet de rétablissement de la continuité écologique du ruisseau du Moulègre, porté par Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian, le Département du Cantal donne délégation au Syndicat de bassin Célé-Lot médian qui l'accepte, à titre gratuit, pour exercer en son nom et pour son compte la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement de la continuité écologique du Pont de la PLANCHE DU SOUQ sous la Route Départementale n°617, au PR 6 + 462.

Sur la base du projet technique, les attributions déléguées sont les suivantes :

1. Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront exécutés,
 2. Préparation du choix du maître d'œuvre, signature et gestion du contrat de maîtrise d'œuvre,
 3. Préparation du choix de l'entrepreneur, signature et gestion du marché de travaux,
 4. Versement de la rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre et des travaux,
 5. Réception des travaux
 6. Etablissement des conventions avec les riverains pour la réalisation des travaux et rétrocession des aménagements réalisés hors du domaine public (Enrochements, Plantations, ...)
- Et accomplissement de tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Dans le cadre de l'implantation d'une station limnigraphique au droit du Pont de la PLANCHE DU SOUQ, le Département du Cantal autorise le Syndicat de bassin Célé-Lot médian à réaliser les travaux suivants :

- Réalisation d'un radier de fond en béton armé à l'amont de l'ouvrage
- Implantation sur le tympan amont de l'ouvrage de la station limnigraphique dont le support et les fixations seront réalisés en acier inox A4 ou aluminium qualité marine.
- Implantation sur une dalle béton d'un coffret électrique alimenté par panneau solaire sur le domaine public départemental, éventuellement protégé par un dispositif de sécurité si nécessaire.

Article 2 : Obligations des parties

Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian s'engage à respecter toutes les obligations lui incombant et découlant de la maîtrise d'ouvrage des travaux cités en objet.

Il lui appartient notamment, d'assurer lui-même ou de recourir à une maîtrise d'œuvre et d'en assurer son financement,

Le Département s'engage à participer aux travaux d'aménagement de la continuité écologique de l'ouvrage à hauteur de 39 040 € TTC, soit 17 % du coût total de l'opération et à intégrer ces derniers dans son patrimoine à l'issue de leur réalisation.

Article 3 : Conditions techniques

Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian réalisera ou fera réaliser le projet. Ce projet et les conditions techniques de réalisation, seront soumis à la validation technique du Service Investissement et Programmation de la Direction des mobilités. Les travaux de démolition du radier actuel, de confortation des fondations de l'ouvrage et d'amélioration de la continuité écologique ne devront pas compromettre sa stabilité et engendrer de désordres sur l'ouvrage. La conception et la réalisation des travaux devront être conformes aux règles de l'art.

De même, le Syndicat de bassin Célé Lot médian réalisera ou fera réaliser le projet relatif à la station de mesure des débits et le soumettra à la validation technique du Service Investissement et Programmation

Article 4 : Conditions financières

CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE :

Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian étant maître d'ouvrage de l'opération, l'intégralité du financement demeure pour l'instant à sa charge. L'engagement du Département pour une participation financière, estimée à 39 040 € TTC sera honoré au titre de l'année 2024 sur la ligne d'investissement IROA.

Ce montant est établi sur la base du projet du bureau d'études ECOGEA, Maître d'œuvre du Syndicat de bassin Célé-Lot médian. Le Département financera les travaux à hauteur de 39 040 € TTC. La participation du Département exclue les travaux liés au rétablissement provisoire et définitif des réseaux divers situés en domaine public ainsi que les travaux annexes à l'ouvrage hors emprise du domaine public départemental.

Le versement du fond de concours au Syndicat de bassin Célé-Lot médian par le Département à l'issue des travaux, tiendra compte des quantités mises en œuvre et des prix du marché de travaux sans dépasser le montant indiqué ci-dessus.

Le Département pourra s'acquitter de sa participation en plusieurs versements, après justification et certification des dépenses relatives aux travaux lui incombant par Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian. Le solde sera versé après la réception définitive et sans réserves, par le Département, des travaux prévus à l'article 7 de la présente convention.

Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian ne percevra aucune rémunération pour l'exécution des prestations déterminées à l'article 1 de la présente convention et pour l'exercice de ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

STATION LIMNIGRAPHIQUE :

Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian étant maître d'ouvrage de cette opération, l'intégralité du financement est à sa charge.

Article 5 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 6 : Modalités de contrôle

Outre les prérogatives de contrôle appartenant au Syndicat de bassin Célé-Lot médian, le Département se réserve le droit de procéder ou de faire procéder à tout contrôle de l'exécution des travaux prévus par la présente au titre de la conservation du patrimoine départemental. A ce titre, Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian et son maître d'œuvre inviteront le Département, représenté par le service Investissement et Programmation ainsi que l'Antenne départementale de Maurs, à chacune des réunions relatives à l'élaboration du projet ou à sa réalisation.

Article 7 : Réception et remise des ouvrages, transferts domaniaux

Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian invitera le Département, représenté par le service Investissement et Programmation ainsi que l'Antenne départementale de Maurs, à participer aux opérations préalables à la réception des travaux. Après réception définitive et sans réserve de ces derniers par Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian, il sera dressé contradictoirement un procès-verbal de remise des ouvrages réalisés sur le domaine public départemental ou destinés à être incorporés dans le domaine public départemental.

Le Département assurera :

- La surveillance de l'ouvrage selon son protocole
- L'entretien courant, spécialisé et la réparation de l'ouvrage d'Art
- L'entretien et les grosses réparations de la chaussée,
- L'entretien des accotements et talus de remblai,

Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian assurera :

- La surveillance, l'entretien courant et spécialisé, le renouvellement du radier réalisé pour la station limnigraphique et des aménagements hydrauliques connexes au radier,
- L'entretien, la réparation et le renouvellement des autres équipements (station de mesure, coffret électrique, panneau solaire ...).

Article 8 : Responsabilité

Chacune des parties sera entièrement et exclusivement responsable, tant envers les autres collectivités qu'envers les tiers ou usagers, de tous les dommages qui pourraient résulter de la non-exécution ou de la mauvaise exécution des actions dont elle a la charge (cf. articles 2, 3, 5, et 7).

Article 9 : Publicité

Dans toute communication (panneaux, dossiers de presse, etc....) relative à l'opération visée par la présente convention, le maître d'ouvrage délégué s'engage à faire mention de la participation du Département.

Article 10 : Domiciliation de la convention

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de BOISSET.

Article 11 : Règlement des litiges

Le Département autorise Le Syndicat de bassin Célé-Lot médian, après information préalable, à ester en justice pour le règlement des litiges intervenant antérieurement à la réception définitive des travaux concernant le patrimoine départemental et à leur remise au Département.

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Article 12 : Modalités d'établissement de la convention

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Syndicat
De bassin Célé – Lot médian,

Le Président du Conseil départemental

Bernard LABORIE

Bruno FAURE



Le mercredi 13 décembre 2023 à 20 heures et trente neuf minutes, se sont réunis, à Figeac, les membres du Conseil syndical du Syndicat mixte du bassin Célé - Lot médian sur convocation qui leur a été adressée le 29 novembre 2023, conformément aux articles L.5211-1 et L.5211-2 du Code des Collectivités Territoriales.

Etaient présents, les délégués titulaires suivants :

CC Grand Figeac :

Mme : Nathalie MASBOU

MM. : Fausto ARAQUE ; Guillaume BALDY ; Bernard LABORIE ; Jean-Claude LABORIE ; Bernard LANDES ; Jean LAPORTE ; André MELLINGER ; Antoine SOTO ; Francis THERS

CC Châtaigneraie cantalienne :

MM. François BARRIERE ; Michel FEL ; François LABRUNIE ; Patrice LAVERGNE ; Florian MORELLE

CC Decazeville Communauté :

Mme Christine TEULIER

M. Alain ALONSO

CC Ouest Aveyron Communauté : Mme Marie-Josée DOUCET

CC Plateau de Montbazens : M. Jean-Michel VITRAC

CC du Pays Rignacois : M. Benoît OLIVIE

Suppléants avec droit de vote :

CC Grand Figeac :

MM. : Denis DAYNAC (Suppléant de M. Bertrand CAVALERIE) ; Jean-Louis GRIFFOUL (Suppléant de Mme Eliane LAVERGNE)

CC Decazeville Communauté :

Mme Michèle JOSEPH-EDMOND

M. Jean-Pierre BALDI

Pouvoirs :

M. Vincent LABARTHE donne pouvoir à M. André MELLINGER

M. Francis CAYRON donne pouvoir à M. Alain ALONSO

M. Gérard COLONGES donne pouvoir à Mme Marie-Josée DOUCET

Secrétaire de séance : M. Fausto ARAQUE

Services :

MM. Joël TREMOULET, Directeur SmCLm ; Nicolas TOURNIER, Directeur Adjoint SmCLm ;

Mme : Isabelle UGHETTO - MARTIN, Secrétariat SmCLm.

Nombre de membres en exercice : 47 Nombre de membres présents : 24

Votants : 24 + 3 pouvoirs = 27

Conseil syndical n°5/2023
Délibération n° 6/13.12.2023
Total délibérations 2023 : 109

PONT DE LA PLANCHE DU SOUQ A BOISSET : DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

Rapporteur : Monsieur Michel FEL, 3^e Vice-Président

ENTENDU l'exposé du rapporteur relatif au seuil du Pont de la Planche du Souq ainsi relaté :

Suite au rendu de l'étude de franchissabilité des ouvrages sur le Veyre et la Rance qui s'est déroulée de 2020 à 2023, dite « étude continuité n°2 », une présentation a été déposée auprès de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne pour obtenir des financements majorés pour les travaux de restauration de la continuité écologique, les travaux de limitation de l'impact des plans d'eau et les travaux / acquisitions liés à la mobilité des cours d'eau. Une réponse officielle est attendue fin décembre 2023.

Le seuil du Pont de la planche du Souq, étudié dans l'étude continuité n°2, a été intégré à cette demande.

Le seuil du Pont de la planche du Souq est situé sur le ruisseau du Moulègre, cours d'eau classé en liste I et reconnu comme en bon état écologique (rôle de réservoir biologique). Ce seuil est infranchissable à la montaison pour les espèces piscicoles cibles (chute d'environ 1 m et radier de fond de 13 m). La reconquête de la continuité écologique n'est pas imposée sur les cours d'eau liste I comme celui-ci mais ce site présente un intérêt majeur pour reconnecter la Rance et le Moulègre et faciliter la migration vers cet affluent.

Cet ouvrage est lié à un pont départemental dont les fondations ont été consolidées en 1994 suite à une crue dévastatrice (plusieurs ponts anéantis).

CONSIDERANT que le fait que le projet de travaux pourrait émerger en 2024 et qu'il comprendrait l'effacement du seuil et la sécurisation du pont par la mise en place de bèches ancrées dans le substratum, de risbermes et d'un radier rugueux enterré au niveau de la cote d'érosion après effacement ;

ENTENDU le fait que ce pont est aussi ciblé pour installer une station de mesure des débits du Moulègre ;

ENTENDU le montant prévisionnel du projet développé comme suit :

Montant estimatif des aménagements		
Désignation	Montant HT	Montant TTC
TRANCHE FERME		
Travaux d'effacement, création de risbermes, enrochements végétalisés	99 540 €	119 448 €
Divers et imprévus (10%)	9 954 €	11 945 €
Maîtrise d'œuvre + SPS (20%)	19 908 €	23 890 €
TOTAL TF	129 402 €	155 282 €
TRANCHES OPTIONNELLES		
Tranche optionnelle 1		
Ancrage supplémentaire des risbermes en protection du pont	16 925 €	20 310 €
Divers et imprévus (10%)	1 693 €	2 031 €
MOE + SPS (20%)	3 385 €	4 062 €
TOTAL TO 1	22 003 €	26 403 €
Tranche optionnelle 2		
Réalisation d'un radier de fond en enrochements libres sous le pont	4 300 €	5 160 €
Divers et imprévus (10%)	430 €	516 €
MOE + SPS (20%)	860 €	1 032 €
TOTAL TO 2	5 590 €	6 708 €
Tranche optionnelle 3		
Apport supplémentaire de blocs d'enrochements pour diversification	600 €	720 €
Divers et imprévus (10%)	60 €	72 €
MOE + SPS (20%)	120 €	144 €
TOTAL TO 3	780 €	936 €
Tranche optionnelle 4a		
Réalisation d'une nouvelle traversée AEP sous le ruisseau	24 500 €	29 400 €
Divers et imprévus (15%)	3 675 €	4 410 €
MOE + SPS (20%)	4 900 €	5 880 €
TOTAL TO 4a	33 075 €	39 690 €
Tranche optionnelle 4b		
Réalisation d'une nouvelle traversée AEP en encorbellement	28 500 €	34 200 €
Divers et imprévus (15%)	4 275 €	5 130 €
MOE + SPS (20%)	5 700 €	6 840 €
TOTAL TO 4b	38 475 €	46 170 €
Tranche optionnelle 5		
Réfection de la clôture en aval du pont (parcelle BC118)	900 €	1 080 €
Divers et imprévus (10%)	90 €	108 €
MOE + SPS (20%)	180 €	216 €
TOTAL TO 5	1 170 €	1 404 €
TOTAL TOUTES TRANCHES OPTIONNELLES (option 4a)	62 618 €	75 141 €
TOTAL TOUTES TRANCHES OPTIONNELLES (option 4b)	68 018 €	81 621 €
TOTAL TF+ TO (option 4a)	192 020 €	230 423 €
TOTAL TF+ TO (option 4b)	197 420 €	236 903 €

ARRIVÉ le :

27 DEC. 2023

PREFECTURE DU LOT

ENTENDU le fait que toutes les tranches optionnelles avec l'option « A » pour la 4^e sont privilégiées à ce jour sous réserve de leur faisabilité technique ;

COMPTE TENU du fait que le Département du Cantal, propriétaire de l'ouvrage, prépare une convention pour déléguer la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble de ces travaux au Syndicat mixte du Célé – Lot médian ;

ENTENDU le fait que ce dernier ne financera pas la maîtrise d'œuvre ;

ENTENDU le plan de financement prévisionnel suivant :

PLAN DE FINANCEMENT ESTIMATIF		Agence de l'Eau Adour-Garonne		Conseil Départemental du Cantal		SmCLm*	
Désignation	Montant TTC	%	Montant TTC	%	Montant TTC	%	Montant TTC
TRANCHE FERME							
Travaux	131 393 €	80%	105 114 €	20%	26 279 €	0%	-
Maîtrise d'œuvre	23 890 €	80%	19 112 €	0%	-	20%	4 778 €
TRANCHES OPTIONNELLES (avec option 4a)							
Travaux	63 807 €	80%	51 046 €	20%	12 761 €	0%	-
Maîtrise d'œuvre	11 334 €	80%	9 067 €	0%	-	20%	2 267 €
TOTAL	230 423 €	80%	184 339 €	17%	39 040 €	3%	7 045 €

Le Conseil syndical, après en avoir délibéré, DECIDE, A L'UNANIMITÉ :

- D'AUTORISER le Président à signer la convention de Délégation de Maîtrise d'Ouvrage avec le Conseil Départemental du Cantal ;
- DE VALIDER le plan de financement prévisionnel ci-dessus ;
- D'AUTORISER le Président à solliciter les partenaires financiers conformément au plan de financement associé ;
- D'AUTORISER le Président à attribuer les marchés après avis des commissions concernées ;
- D'AUTORISER le Président à signer tous les documents relatifs à ce dossier ;
- D'AUTORISER le Président à lancer la consultation de MOE pour les travaux.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits
pour extrait certifié conforme
FIGEAC, le 13 décembre 2023

Le Président du Syndicat Mixte
Célé - Lot médian



Bernard LABORIE

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le 13 décembre 2023 et affichage



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-37

Convention portant sur l'attribution d'une subvention au titre du contrat de chaleur renouvelable (ADEME)

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2022/11 du Comité Syndicat Mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie du 13 octobre 2022 validant le conventionnement avec l'ADEME, relatif au Contrat de Chaleur Renouvelable ;

Vu la demande de subvention, en date du 3 août 2023, pour une " Etude de faisabilité pour une chaufferie bois" au collège de Val de Cère sur la Commune de Laroquebrou ;

Vu l'arrêté n°2023/015 du 27 novembre 2023 portant sur l'attribution d'une subvention au Conseil départemental du Cantal au titre du Contrat de Chaleur Renouvelable ;

- **VALIDE** le projet identifié ci-dessous pour solliciter un financement dans le cadre du développement de la chaleur renouvelable :

- Etude de faisabilité pour une chaufferie bois au collège Val de Cère à Laroquebrou.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à solliciter une aide en faveur du développement de la chaleur renouvelable et à signer tout document afférent à l'attribution de l'aide.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



SYNDICAT MIXTE DU SCoT DU BASSIN D'AURILLAC, DU CARLADES ET DE LA CHATAIGNERAIE

CONVENTION PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU TITRE DU CONTRAT DE CHALEUR RENEUVELABLE

ENTRE

Le Syndicat Mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie,
dont le siège est 3 place des Carmes 15000 Aurillac,
représenté par son Président, Pierre MATHONIER,

Désigné ci-après par le "SM SCoT BACC"

D'une part,

ET

Le Conseil Départemental du Cantal,
dont le siège est Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 Aurillac,
représentée par son Président, Bruno FAURE,

Désignée ci-après par le "bénéficiaire"

D'autre part,

Vu la convention de mandat n° 22RAD0478 portant sur le contrat de développement des énergies renouvelables thermiques, signée le 15/12/2022 entre l'ADEME et le Syndicat Mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie ;

Vu l'arrêté n° 2020/08 du Comité Syndical du Syndicat Mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie du 01/09/2020 portant sur la délégation de fonction à Monsieur Antoine GIMENEZ dans le domaine des finances ;

Vu les délibérations adoptées par le Conseil d'administration de l'ADEME, n° 14-3-7 du 23/10/2014 sur le système d'aides, et n° 19-5-9 du 20/11/2013 sur les règles générales d'attribution des aides ;

Vu la convention de prestation de services portant sur l'assistance technique aux porteurs de projet de chaleur, liée à la mise en œuvre du Contrat de Chaleur Renouvelable, signée le 15/06/2023 entre le Syndicat Mixte du SCoT du Bassin d'Aurillac, du Carladès et de la Châtaigneraie, et l'association Energies 15 ;

Vu la demande d'aide présentée par Monsieur Bruno FAURE, Président, représentant le Conseil Départemental du Cantal, pour une "Etude de faisabilité pour une chaufferie bois" en date du 03/08/2023 ;

Vu l'avis favorable du Comité d'Engagement des aides réuni le 07/11/2023 dans le cadre du Contrat de Chaleur Renouvelable ;

Vu l'arrêté attributif de subvention n° 2023/15 du 27/11/2023 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Géré par l'ADEME, le Fonds Chaleur soutient le développement de la production de chaleur à partir des énergies renouvelables (biomasse, géothermie, solaire...). Il est destiné à tous les maîtres d'ouvrage (hors sphère domestique) : entreprises des secteurs agricoles, industriels et tertiaires privés, collectivités et gestionnaires d'habitat collectif. Grâce à des aides financières spécifiques, le Fonds Chaleur facilite l'installation de nouveaux équipements destinés à produire de la chaleur issue de sources renouvelables.

Le SM SCoT BACC porte l'ambition d'accélérer la diversification énergétique, et souhaite renforcer et soutenir la production de chaleur renouvelable sur son territoire (solaire thermique, géothermie, combustion de biomasse), pour atteindre l'autosuffisance énergétique en 2030.

Afin de dynamiser les filières d'énergies renouvelables et d'accroître fortement le nombre de dossiers éligibles et sélectionnés, la gestion de ces aides financières du Fonds chaleur a été déléguée par l'ADEME au SM SCoT BACC par le biais d'un Contrat Chaleur Renouvelable signé le 15/12/2022.

La gestion déléguée des aides du Fonds chaleur par le SM SCoT BACC, opérateur territorial, permet d'ouvrir l'accès de ces aides aux porteurs de projets de petite et moyenne envergures, jusqu'alors exclus de ce dispositif pour des raisons de seuils de production.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les caractéristiques de l'opération envisagée, ainsi que le montant, et les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide financière accordée au bénéficiaire.

Article 2 – Définition de l'opération

La présente convention porte sur les dépenses d'étude liées à la réalisation de l'opération suivante :

<p>Opération : Etude de faisabilité pour une chaufferie bois Lieu : collège du Val de Cère sur la commune de Laroquebrou</p>
--

Le détail technique et les modalités de suivi de cette opération figurent en annexe 1 de cette convention (annexe technique). Cette annexe technique correspond au devis du dossier de demande d'aide validé par le Comité d'Engagement des aides.

Article 3 – Calendrier de réalisation de l'opération

a) Commencement de l'opération

Le bénéficiaire peut commencer l'exécution de l'opération à partir du 03/08/2023. Tout commencement d'opération avant cette date rend l'ensemble du projet inéligible.

Le bénéficiaire est tenu d'informer le SM SCoT BACC de la date réelle de commencement de l'opération.

b) Fin d'exécution de l'opération

L'opération doit obligatoirement être achevée dans un délai de 12 mois à compter de la date de commencement de l'opération. A e ce délai, la présente convention devient caduque.

Article 4 – Coût total de l'opération et dépenses éligibles

Le détail estimatif du coût total de l'opération et des dépenses éligibles figure en annexe 2 de cette convention (annexe financière) Cette annexe financière correspond à la fiche étude du dossier de demande d'aide validé par le Comité d'engagement des aides.

Article 5 – Nature et montant de l'aide maximale prévisionnelle

Il est accordé par le SM SCoT BACC au bénéficiaire pour l'opération, une aide d'un montant maximum de 7 840,00 €, imputée sur le budget du SM SCoT BACC.

Synthèse de l'opération et de l'aide correspondante :

Opération : Etude de faisabilité pour une chaufferie bois au collège du Val de Cère à Laroquebrou	Montant maximal de l'aide attribuée en € HTR*
ETUDE	7 840,00

* Le montant de l'aide s'entend hors taxe recalculé (HTR)¹.

L'aide ainsi accordée n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de bénéfice direct.

Les modalités de calcul de l'aide sont définies dans l'annexe financière précitée du contrat (annexe 2).

Le calcul de l'aide aux études est déterminé par application d'un taux d'aide sur dépenses éligibles.

¹ Définition du HTR – Hors Taxe Récupérable (extrait du VOLET FINANCIER du Dossier de demande d'aide ADEME) :

- Assujetti à la TVA : HTR = HT
- Non assujetti à la TVA ou soumis au régime du FCTVA : HTR = TTC
- Assujetti partiellement à la TVA : HTR = HT + TVA non récupérable

Les engagements financiers du SM SCoT BACC restent subordonnés à l'obtention des moyens financiers délégués par l'ADEME.

Article 6 – Modalités et conditions de versement de l'aide

Le montant de l'aide fixé à l'article 5 sera versé au bénéficiaire par le SM SCoT BACC par délégation de l'ADEME selon les modalités suivantes :

Synthèse de l'opération et des modalités de versement :

Opération : Etude de faisabilité pour une chaufferie bois au collège du Val de Cère à Laroquebrou	Versement de l'aide
INVESTISSEMENTS	<p>Versement unique sur présentation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du certificat de qualification du prestataire ayant réalisé l'étude - du rapport final de l'étude, tel que décrit dans le cahier des charges fourni au maître d'ouvrage - d'un état récapitulatif des dépenses réalisées pour l'opération avec la copie des factures acquittées

Cette aide ne pourra pas être utilisée pour un usage autre que ceux prévus par cette convention.

Le versement sera effectué sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire, qui fournira un Relevé d'Identité Bancaire à indiquer en annexe 3.

Article 7 – Engagements

a) engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser l'opération envisagée selon les conditions définies dans les articles de cette convention
- respecter les critères techniques tels que stipulés dans sa demande d'aide. Il est dans l'obligation de s'assurer qu'il possède toutes les autorisations nécessaires à l'accomplissement de son opération.
- autorise le SM SCoT BACC à effectuer ou faire effectuer par toute personne dûment mandatée par ses soins, tout contrôle nécessaire permettant de vérifier si les résultats

techniques obtenus sont conformes aux objectifs et prévisions de l'opération aidée ou si les dépenses ou les recettes présentées sont justifiées et vérifiées en comptabilité

- participer à toute évaluation menée par le SM SCoT BACC et l'ADEME en acceptant de répondre à une enquête qualitative et de fournir notamment tous les éléments quantitatifs nécessaires à l'évaluation des bénéfices économiques, sociaux, et environnementaux de l'opération aidée
-

b) engagements du SM SCoT BACC

Le SM SCoT BACC s'engage à :

- accompagner techniquement le bénéficiaire, porteur de l'opération, et avec l'association Energies 15
- l'informer sur les aides d'études et d'investissements à sa disposition, déléguées par l'ADEME dans le cadre du Contrat de Chaleur Renouvelables, pour lui permettre de concrétiser son projet de production de chaleur renouvelable

Article 8 – Devoir d'information

Le bénéficiaire a une obligation générale d'information de tous les faits internes et externes liés à l'opération et affectant ou étant susceptibles d'affecter sa réalisation. Pour cela, il devra informer le SM SCoT BACC de l'avancée de l'opération **tous les 6 mois**.

Le bénéficiaire doit communiquer sans délai :

- Les difficultés éventuelles rencontrées ainsi que tout projet de modification ou abandon de l'opération
- Les modification et évolutions relatives à sa forme juridique, à son capital et à l'organisation de ses activités statutaires

Article 9 – Communication

Le bénéficiaire s'engage à associer le SM SCoT BACC et l'ADEME lors de la mise en œuvre d'actions de communication et d'information du public (inauguration de l'installation...).

Le SM SCoT BACC s'engage à associer le bénéficiaire pour toute action d'information et de communication concernant son opération (et son installation en cas d'investissements).

Le bénéficiaire s'engage à mentionner l'ADEME, le SM SCoT BACC et Energies 15 comme partenaires dans tous les documents, actes et supports de communication. Les logos des partenaires et du fonds chaleur (voir annexe 4) doivent apparaître sur tous documents ou support de communication relatif à l'opération (site internet, article de presse, revue, dépliant...).

Le SM SCoT BACC s'engage à mentionner le bénéficiaire comme partenaire dans tous les documents, actes et supports de communication, et à faire afficher son logo s'il le fournit en annexe 4.

Le SM SCoT BACC s'engage à fournir au bénéficiaire et en version numérique les logos des partenaires (ADEME, SM SCoT BACC, Energies15) et du fonds chaleur. Le bénéficiaire peut communiquer au SM SCoT BACC son logo en version numérique.

Dans le cas de la réalisation d'étude, le bénéficiaire s'engage à faire apposer la participation financière et les logos de l'ADEME et du SM SCoT BACC dans le cadre du Fonds Chaleur sur les rapports.

Article 10 – Principe de non-cumul des aides attribuées

Le bénéficiaire déclare être informé et connaître les droits et obligations relatives au cumul des aides publiques, ainsi qu'au cumul des aides de l'ADEME et des incitations CEE.

Il s'engage une fois l'aide notifiée à ne pas solliciter d'aide publique cumulable à celle de l'ADEME gérée par le SM SCoT BACC, ayant pour effet de dépasser le plafond des aides publiques pouvant être attribuées pour son opération en application de la réglementation nationale et / ou communautaire.

Il s'engage à communiquer au SM SCoT BACC toute aide publique qu'il aurait sollicité ou reçues, solliciterait ou recevrait pour la réalisation de l'opération, postérieurement à la date de signature du présent contrat.

En cas de dépassement du plafond des aides publiques, le SM SCoT BACC est en mesure de se faire rembourser le montant de l'aide amenant à dépasser le plafond. Il est entendu que cette décision sera prise suite à un échange avec les co-financeurs publics de l'opération.

Article 11 – Modification

Au cas où le bénéficiaire envisage de modifier le contenu ou le déroulement de l'opération, il devra en avertir préalablement le SM SCoT BACC par écrit afin d'obtenir son accord sur les modifications envisagées. En tout état de cause, cette demande devra être formulée au plus tard 3 mois avant la date de fin de l'opération.

Le SM SCoT BACC se réserve le droit d'analyser cette demande selon les motifs présentés, et si cette demande est acceptée, un accord sera formalisé par la voie d'un avenant au présent contrat, signé par les parties.

Toute demande ne respectant pas ces délais pourra être rejetée sans analyse par le SM SCoT BACC.

Toute autre modification au présent contrat, devra faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

Article 12 – Annulation

En cas de manquement du bénéficiaire à tout ou partie de ses obligations, le SM SCoT BACC pourra annuler de plein droit la présente convention, sous réserve d'une mise en demeure préalable, par lettre recommandée restée ou tout ou partie sans effet pendant une durée d'un mois à compter de la date de l'accusé de réception.

L'annulation dans les conditions précitées ne donnera lieu à aucune indemnisation et implique la restitution des aides versées par le SM SCoT BACC.

En cas de non-respect de la durée contractuelle de l'opération prévue dans le présent contrat, sans qu'un avenant ait formalisé une prolongation de la durée contractuelle de l'opération initiale, le SM SCoT BACC est en mesure de retirer tout ou partie du bénéfice de l'aide par simple notification au bénéficiaire.

En cas de non-respect de la production moyenne d'énergie, si elle est inférieure à 50% de l'engagement initial, le SM SCoT BACC se réserve le droit selon les exigences de l'ADEME, de demander au bénéficiaire le remboursement de la totalité des sommes qu'il aura perçues.

Article 13 – Litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels survenant à l'occasion notamment de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention et des dispositions qui lui sont applicables, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable.

Cependant, si aucune solution amiable ne peut intervenir, selon les dispositions du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié le 28 novembre 1983, le présent contrat peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand. La juridiction administrative peut être saisie soit par voie postale : 6 cours Sablon – CS 90129 – 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1, soit par voie électronique sur le site internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Article 14 – Pièces annexes

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

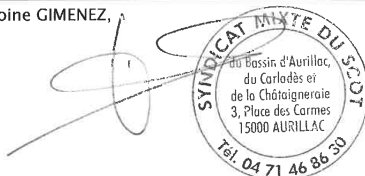
- Annexe 1 : annexe technique du dossier de demande d'aide
- Annexe 2 : annexe financière du dossier de demande d'aide

- Annexe 3 : Relevé d'Identité Bancaire du bénéficiaire
- Annexe 4 : logos des partenaires (ADEME, SM SCoT BACC, ENERGIES 15) et fonds chaleur, logo du bénéficiaire

Fait en 2 exemplaires à Aurillac, le

Le Vice-Président du SM SCoT BACC, Antoine GIMENEZ,

Signature et cachet



Le bénéficiaire représentant le Conseil Départemental du Cantal, Bruno FAURE,

Signature et cachet

Annexe 1 – ANNEXE TECHNIQUE du dossier de demande d'aide

POLE ROUTES DEPARTEMENTALES ET INFRASTRUCTURES

DIRECTION DES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX

Affaire suivie par Hugo Pons

Tél. : 04.71.46.49.07

Email : 04 71 46 21 84

Email : hpons@cantal.fr

Engagement n°X009912

Ligne : 9460

D23PDI06420

ARGETEC

544 Boulevard des Saveurs

Cré@vallée Nord

24660 Coulounieix-Chamiers



LETTRE DE COMMANDE N°2023/204

Selon procédure adaptée ouverte (articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique)

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL demande au destinataire sous nommé

de procéder à l'étude de faisabilité pour la construction d'une chaufferie biomasse au collège de Laroquebrou

suivant devis du 05/06/2023

d'un montant de 11 200,00 € HT, soit 13 440,00 € TTC

dans un délai de : 3 mois.

lieu de livraison ou d'exécution : Collège du Val de Cère de Laroquebrou

Les conditions générales de vente communiquées le cas échéant dans le présent devis ne sont pas acceptées et ne s'appliquent pas de fait à la présente commande.

La prestation sera réglée en un paiement unique à l'achèvement de la prestation (travaux, fournitures, services, prestations intellectuelles).

La facture dématérialisée devra être transmise via Chorus :

- identifiant destinataire : 22150001000014

- Saisir le code service : PDI

- être libellée à l'ordre du CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL – Direction des bâtiments

- faire référence à la présente commande et au n° d'engagement

- comporter le n° de compte exact sur lequel doit être créditée la somme due.

Aurillac le 28 août 2023

Le Président du Conseil départemental,
Pour le Président du Conseil départemental,

Et par délégation,

Le Directeur du Pôle Routes Départementale et Infrastructures



Philippe FABREGUE

Conseil départemental du Cantal
28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

Chaque jour à vos cotes

**Maître d'Ouvrage :
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL**



**Mission de faisabilité et de maîtrise d'œuvre pour la
construction d'une chaufferie Biomasse et la
restructuration des réseaux et des émetteurs
Collège du Val de Cère - LAROQUEBROU (15)**



MEMOIRE TECHNIQUE ET FINANCIER

■ Siège : 544, Boulevard des Saveurs – Cré@vallée Nord 24660 COULOUNIEUX CHAMIER
■ Agences : BORDEAUX - BRIVE LA GAILLARDE – PAU – SETE
Téléphone : 05 53 08 41 40 - Courriel : accueil@argetec.fr

SIRET 439 972 076 00053 - NAF 7112B - R.C.S Périgueux 439 972 076 - SAS au capital de 110 000 euros

La présente note a pour objet de présenter l'organisation et les moyens qui seront déployés pour la réalisation de la mission de faisabilité en vue des travaux de construction d'une chaufferie biomasse et de la réfection des réseaux de chauffage du collège du Val de Cère à LAROQUEBROU.

Les éléments développés ci-après permettront, dans une certaine mesure, de renseigner la commission sur notre organisation, et sur le vif intérêt que nous portons à cette mission.

■ Composition et organisation de l'équipe

Notre équipe est constituée du bureau d'études techniques fluides, structure et environnemental **ARGETEC**, et de l'agence d'Architecture **ARCHI MADE 19**.

Argetec possède de solides références en matière de réhabilitation de chaufferie et réseaux associés, ainsi que pour la réalisation de chaufferies biomasse.

Une équipe expérimentée de 16 personnes, ingénieurs CVC et électriciens, ingénieurs structure appuyés par des projeteurs dédiés, sont à même de concevoir tout type de projet technique ayant attrait à la production, la distribution et l'émission de chaleur.

Un pôle environnemental composé des deux experts en réglementation thermique et environnementale ainsi qu'en certification et labellisation, nous permet de proposer une offre globale et complète.

Notre ingénieur Environnemental possède également une expérience d'AMO et de conduite de projet afin d'assister nos maîtres d'ouvrage dans le montage des opérations, recherche de financements (ADEME, CEE,...)

ARGETEC et **ARCHI MADE 19** collaborent efficacement depuis plusieurs années, notamment en matière de réhabilitation thermique de bâtiments en site occupé.

Cette ancienneté nous permet d'être efficaces, chacun ayant pleine conscience des besoins et demandes de l'autre partenaire.

C'est dans cet esprit de véritable partenariat que nous développons nos projets.

Les principales références similaires les plus récentes sont listées ci-dessous :

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL
Faisabilité et MOE pour la construction d'une chaufferie Biomasse au collège du Val de Cère – 15150 LAROQUEBROU

	MAITRE D'OUVRAGE	MISSIONS	SITE OCCUPE	SURF. TRAITEES m²	MONTANT LOT CVC € H.T.	DATE LIVRAISON
MONASTERE ZEN KANSHOJI LA COQUILLE (24)	MONASTERE ZEN KANSHOJI	Réalisation d'une chaufferie biomasse (20kW), réseau de chaleur associé et création de 3 sous stations	oui	3000 m²	360 000€	Janvier 2024
Cité de CLAIRVIVRE (24)	EPDA CLAIRVIVRE	Remplacement de la chaufferie biomasse (8MW), du réseau de chaleur associé (3 km) et réfection des 16 sous stations	Oui	>20 000 m²	8 000 000 €	Septembre 2025
EHPAD DES CARS (87)	MUTUALITE FRANCAISE	Construction d'une chaufferie à granulés (250kW) dans le cadre de la construction du nouvel EHPAD	Non	4 500 m²	1 200 000€	2025
EHPAD D'AUBETERRE (16)	MAIRIE D'AUBETERRE	Construction d'une chaufferie à granulés (100kW) dans le cadre de la restructuration et l'extension de l'EHPAD	OUI	4 000 m²	1 600 000 €	2025
ENSEMBLE HOTELIER A SERRES CHEVALIER (74)	OASIS PROMOTION	Construction d'une chaufferie biomasse (1MW), du réseau de chaleur et sous stations associées dans le cadre d'un complexe touristique	NON	20 000 m²	Estimation en cours	2026
RCU DE LA VILLE DE BELVES (24)	COMMUNE DE BELVES	Création d'une chaufferie biomasse et du RCU associé alimentant les bâtiments publics de la commune	NON			2008
RCU DE LA VILLE DE MEYRALS (24)	COMMUNE DE MEYRALS	Création d'une chaufferie biomasse et du RCU associé alimentant les bâtiments publics de la commune	NON			2009
RCU DE LA VILLE DE VANXAINS (24)	COMMUNE DE VANXAINS	Création d'une chaufferie biomasse et du RCU associé alimentant les bâtiments publics de la commune	NON			2008
UNIVERSITE STAPS DE NICE	UNIVERSITE DE NICE	Création d'une production géothermique dans le cadre de la rénovation énergétique de l'université STAPS	OUI	11 000 M²	1 700 000 €	Janvier 2023
HOTEL DU DEPARTEMENT 82	CONSEIL DEP. 82	Réfection des équipements de climatisation et de chauffage de l'ensemble du site	OUI	10 500	634 000€	2022
AMBASSADE DE FRANCE A CONAKRY (GUINEE)	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	Remplacement des équipements de climatisation et de ventilation de l'ambassade	OUI	2 800 m²	504 000 €	Mai 2018 (tranche 1) Juin 2019 (tranche 2)
IMPRIMERIE NATIONALE DU TIMBRE DE PERIGUEUX (24)	POSTE IMMO	Remplacement de la totalité des CTA des ateliers d'impression, sans interruption de la production	OUI	35 000 m²	950 000 €	Avril 2019 (tranche 1) Travaux tranche 2 en cours

■ ENVIRONNEMENT DU PROJET - PROBLEMATIQUE

Nous avons visité les locaux, en présence de M. Hugo Pons, chargé d'opération au sein du conseil départemental du Cantal.

De cette visite, nous avons tiré les enseignements suivants :

- La production de chaleur du collège est assurée via 2 chaudières fuel de 320KW unitaire. La consommation de fuel (moyenne 2018 à 2022) est de 400 000kwh pour un besoin évalué à 285 000 kWh. L'étude comparative faite par le maître d'ouvrage, permet de conclure à l'opportunité de substitution de l'énergie fuel par une énergie biomasse de type plaquette de bois déchiqueté. Outre l'aspect économique évoquant un temps de retour favorable, une telle énergie permettrait de réduire drastiquement les émissions de CO2 de l'établissement.
- La chaufferie actuelle est excentrée par rapport aux bâtiments du collège qui sont alimentés en chaleur par un réseau enterré et sous-station pour le bâtiment d'enseignement principal. Cette chaufferie semble pouvoir accueillir une chaudière bois, sa fumisterie, et un silo de stockage du combustible. L'emplacement permettrait une livraison par camion de 15T, sans modifications importantes de chaussée.
- La chaufferie serait à remanier dans son ensemble, y compris pour la production d'ECS du self, les circulateurs et la régulation dans son ensemble sont obsolètes.
- Les réseaux extérieurs ont été partiellement repris (externat et gymnase), celui du bâtiment d'administration est à revoir.
- Nous avons noté quelques incohérences sur les réseaux en sous station du bâtiment du gymnase, et ceux-ci seront à étudier.
- La distribution dans le bâtiment d'enseignement, se fait par un réseau monotube, il serait opportun d'étudier un passage en bitube, et d'étudier le remplacement, ou, la conservation des émetteurs.
- Nous avons noté que seuls des travaux de remplacement des menuiseries étaient envisagés, cependant, nous pensons qu'il serait très opportun d'avoir une réflexion énergétique globale, ne serait-ce que pour définir les puissances de chaudières biomasse, mais aussi répondre aux exigences de consommation à venir imposées par le décret tertiaire, mais aussi par la volonté bien compréhensible du département, de réduire les consommations énergétiques de ses établissements en gestion.

■ PROPOSITION TECHNIQUE

L'étude d'opportunité énergétique fournie par le Maître d'Ouvrage montre de façon évidente qu'une chaufferie biomasse à base de bois déchiqueté serait un investissement avec une rentabilité relativement courte.

Afin d'épauler le maître d'ouvrage dans la construction de son dossier technique et en vue d'obtentions de financements publics (ADEME, CEE,...), nous proposons en tranche ferme:

1. Une étude de faisabilité d'une chaufferie BIOMASSE basée sur le cahier des charges de l'ADEME et comprenant les principaux chapitre suivants :
 - étude des besoins
 - plan d'approvisionnement
 - choix des équipements
 - étude économique et financière
 - évaluation des impacts

2. Une étude de DIAGNOSTIC des réseaux extérieurs de chauffage et de distribution à l'intérieur des bâtiments, ainsi que des émetteurs de chauffage et de leur régulation. Cette étude sera complétée par une étude de FAISABILITE définissant les contraintes techniques et normatives de réhabilitation. Plusieurs scénarios seront étudiés, assortis d'estimations financière et d'estimations de durée de travaux et possibilités de phasage.
3. Un rapport de l'ensemble de ces études présenté en séance et mis à jour selon les remarques et les échanges avec le Maître d'ouvrage

En tranche optionnelle, nous proposons une mission de maîtrise d'œuvre (selon loi MOP) des travaux validés par le maître d'ouvrage.

Cette mission serait assortie d'un dépôt de permis de construire pour la chaufferie biomasse et en particulier son silo de stockage.

Nous proposons une mission « de Base » assortie des études d'exécution limitées aux dimensionnements, et la production de bordereaux de prix avec quantités et métrés (DQE), afin de faciliter la consultation des entreprises, et d'obtenir des réponses qualitatives dans tous les corps d'état.

■ PROPOSITION FINANCIERE

BASE DE REMUNERATION

PHASE MISSION en tranche ferme		% MISSION	MONTANT TOTAL H.T.
Etudes de FAISABILITE			
Etude de faisabilité ADEME d'une chaufferie Biomasse	FAISA	55%	6 160.00
Diagnostic et faisabilité de réfection des réseaux extérieurs, de la distribution intérieure, des émetteurs de chauffage et de la régulation	FAISA	39%	4 320.00
Rapports de faisabilité présentés en séance		6%	720.00
TOTAL H.T.			11 200.00
T.V.A. 20%			2 240.00
TOTAL T.T.C.			13 440.00

*Soit treize mille quatre cent quarante Euros taxes comprises
Prix fermes et non révisables, comprenant tous frais de déplacement, visites de site et réunions de travail.*

PLANNING DES ETUDES :

Remise rapports finaux sous 8 semaines à compter de l'OS,

DOCUMENT NECESSAIRES :

Base de plans des bâtiments au format papier, PDF ou DWG, nécessaires à l'établissement des pièces graphiques.

Consommations énergétiques des 3 dernières années de l'établissement

Nous proposons une rémunération de la mission de Maîtrise d'œuvre (en tranche optionnelle) à taux forfaitaire, basé sur le montant des travaux validés par le Maître d'ouvrage en phase Faisabilité. Soit, pour l'ensemble de la mission décrite, un taux de 9% sur le montant estimatif des travaux.

■ Siège : 544, Boulevard des Sapeurs – Cré@vallée Nord 24660 COULOUNIEUX CHAMIERES
■ Agences : BORDEAUX - BRIVE LA GAILLARDE – PAU – SETE
Téléphone : 05 53 08 41 40 - Courriel : accueil@argotec.fr
SIRET 439 732 076 00059 - NAF 75130 - R.C.S Périgueux 439 972 076 - SAS au capital de 110 000 euros

PHASE MISSIONS en tranche conditionnelle	% MISSION	MONTANT TOTAL H.T.
Mission de maîtrise d'œuvre suivant loi MOP		
Avant-projet, comprenant dépôt du PC	AVP 25%	9 % du montant prévisionnel des travaux validés par le M.O. en phase de faisabilité
Etudes de projet	PRO 25%	
Dossier de consultation des entreprises	DCE 2%	
Etudes d'exécution	EXE 1 8 %	
Assistance aux contrats de travaux	ACT 5%	
Direction de l'exécution des Travaux	DET 28 %	
Assistance aux opérations de réception	AOR 5%	
Garantie de parfait achèvement	GPA 2%	

■ CONCLUSION

Cette proposition n'est qu'un reflet de notre volonté et des moyens que nous pourrions mettre en œuvre pour participer à la concrétisation de ces travaux.

Nous avons une bonne expérience de ce type de mission technique, dans des bâtiments similaires et en site occupé, et sommes véritablement très motivés pour accomplir relever cette mission dans les meilleurs délais impartis, afin de valoriser notre savoir-faire en le mettant à votre service.

Fait à Brive, le 05 Juin 2023

Guilhem LEBARON-KHERIF
Pour ARCHI MADE 19



Arnaud TRENY,
Pour ARGETEC



Annexe 2 – ANNEXE FINANCIERE du dossier de demande d'aide

Annexe 3 – RIB du demandeur

Annexe 2

FICHE ÉTUDE POUR COMITÉ D'ENGAGEMENT

Etude de faisabilité chaufferie bois déchiqueté du Collège de Laroquebrou

Financé par:



Logo opérateur

Proposition BE

Devis

Attestation RGE

Alertes

Date demande d'aide	3/8/2023	Demande formation et Qualifications OPQIBI 20.08 en cours TTC uniquement si le bénéficiaire ne récupère pas la TVA sur ce projet
Date commande	28/8/2023	
Bureau d'études retenu	ARGETEC	
Conformité proposition BE avec cahier des charges ADEME ?	oui	
Bureau d'étude RGE ?	oui	
HT ou TTC	HT	
Montant de l'étude (HT ou TTC à préciser)	11.200 €	
Aide proposée	7.840 €	
Taux	70%	

Remarques complémentaires ou réponse(s) aux alertes

Etude de Faisabilité d'une chaufferie bois déchiqueté et adaptation des réseaux primaire et secondaire pour le Collège de Laroquebrou

Annexe 4 – LOGOS

Logos des partenaires (ADEME, SM SCoT BACC, ENERGIES 15) et fonds chaleur



Coordination – animation



Partenaire Financier :

Financé par



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*



FONDS
CHALEUR
EXPERTISE ET FINANCEMENT

Partenaire Technique :



Logo du bénéficiaire :

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-38

Attribution des logements des collèges publics - Année scolaire 2023-2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOUL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'éducation ;

Vu la délibération n° 09CG03-010 du Conseil général du 26 juin 2009 relative aux référentiels d'emploi accueil et sécurité dans les collèges ;

Vu la délibération n° 23CD05-6 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 donnant délégation à la Commission Permanente du Conseil départemental pour l'examen des conditions d'occupation des logements de fonction ;

Considérant les demandes d'attribution de logements pour nécessité absolue de service (NAS) aux personnels relevant de l'État présentées par les Conseils d'Administration des établissements et les dérogations à l'obligation de loger accordées par Monsieur le Recteur de l'Académie de Clermont-Ferrand ;

Considérant les demandes d'attribution de logements pour nécessité absolue de service aux personnels territoriaux présentées par les Conseils d'Administration des établissements eu égard aux règles édictées par le Conseil départemental et les dérogations à l'obligation de loger accordées par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Considérant le principe du maintien à titre transitoire des concessions de logements NAS non prévues par les nouvelles règles d'attribution, jusqu'au départ des personnels territoriaux en bénéficiant ou jusqu'à la nouvelle affectation du bien, sa désaffectation ou son aliénation ;

Considérant le principe selon lequel lorsque tous les besoins résultant de la nécessité de service pour les personnels État et pour les personnels territoriaux ont été satisfaits, l'établissement peut proposer des conventions d'occupation précaire à des personnels appartenant à la communauté éducative ou ayant un lien direct avec l'établissement ;

Considérant le principe selon lequel au-delà de l'occupation précaire à l'année, il est possible d'accorder des conventions d'occupation précaire occasionnelle à la nuitée ;

- **ALLOUE** au titre de l'année scolaire 2023-2024 les logements situés dans les collèges publics du Cantal selon le tableau joint en annexe de la présente délibération ;

- **DECIDE** de laisser aux établissements le bénéfice des sommes encaissées auprès des bénéficiaires de conventions d'occupation précaire. En contrepartie, les dépenses d'entretien des logements concernés seront prises en charge sur leur budget (dérogation à la règle de « répartition des travaux d'entretien et de réparation entre le propriétaire et l'établissement »).

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

339

Logement 6	Logement 5	Logement 4	Logement 3	Logement 2	Logement 1	colonne
Logement 6	Logement 5	Logement 4	Logement 3	Logement 2	Logement 1	colonne

Marcelin Boulle Monsieur	NAS Ebat F6 / 104 m ² Chef de service pas de dérogation occupé	NAS Ebat F5 / 88 m ² Gestionnaire pas de dérogation occupé
		Yannick CURTOT

Georges Pompidou Mural	NAS Bat1 F5, 120 m ²	NAS Elm F5, 120 m ²	NAS CJT F3, 108 m ²	F5 / 104 m ²
	Chif d'établissement adjoint dérogation vacant	performance pas de dérogation occupé	ajout de maintenance pas de dérogation occupé	vacant
		Prézide SANI GILLES Bruno DELCOS (AI)		

[illegible]

Raymond Corbell Phis ut	NAS Bn1 #4,116 m ² Cylid d'falsissimul Pars de desorption occupé	NAS Elv #4,116 m ² Gensomase Desorption vacant	#4,116 m ²	chambree
----------------------------	---	---	-----------------------	----------

Georges Batala Riom les Montoyes	MAIS Bata 53,79 m ² Café d'attachement Plan de dérogation occupé	MAIS Bata 53,19 m ² Gendarmerie Plan de dérogation occupé	MAIS CT 53,19 m ² apart en chaudi de la sécurité Plan de dérogation occupé	53,10 m ² occupé en C.O.P.O Sélio ROLLAND (enseignant) Jérôme PROU	chertines M&I interrel chertines M&I interrel
-------------------------------------	---	--	---	--	--

Henri Mondor Saint Germin	NAS Elat # 4 / 100 m ² Chef d'établissement de location vacant
------------------------------	---

[illegible]

La Vieille Sard Hour Internat	NAS Eau	NAS Eau	NAS Eau	F3/75m ²
		F4/100m ²	CPE	
	Ouf d'écloissemnt	Généraliste		
	Pai de dérogation	Pai de dérogation	Pai de dérogation	Vieilles
	Occupé	Occupé		
	Scholar	Scholar	Endreux 2007-2018 / CSE	

Jean Daudet Saint-Marcel Interna I	NAS Est F 3 / 150 m ² Cher d'assèchement dégradation	NAS Est F 5 / 90 m ² CPE Pas de dégradation	NAS Est F 5 / 90 m ² CPE Pas de dégradation
	occupé en CPE long : 100 ft. mois	vacant	occupé
	Dawa GORSEIN (ARFI)		Arzoua (MCI BAIF)

Jean de la Esquivola Via la Caba	44.170 m ² (maison) Gardiennement	44.100 m ² (appartement) définitif	44.80 m ² (appartement) vacant	P3) 86 m ² (habitation) vacant
	44.170 m ² (maison) définitif	44.100 m ² (appartement) vacant	44.80 m ² (appartement) vacant	P3) 86 m ² (habitation) vacant
	44.170 m ² (maison) définitif	44.100 m ² (appartement) vacant	44.80 m ² (appartement) vacant	P3) 86 m ² (habitation) vacant
	44.170 m ² (maison) définitif	44.100 m ² (appartement) vacant	44.80 m ² (appartement) vacant	P3) 86 m ² (habitation) vacant

Georges Brassens Yvels	NAS Ebl	NAS Elm	NAS Elm
	F4 / 110 m ²	F4 / 98 m ²	F4 / 90 m ²
	Chef d'établissement	généraliste	
	pas de dérogation	dérogation	
	occupé	occupé en C/CPD	vacant
	Martine COMBAR	Nicolas BARBER embauché Guillaume VALADE embauché	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 26 JANVIER 2024

DELIBERATION N°24CP01-39

Mise à la réforme du matériel appartenant au Département

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-six janvier à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 janvier 2024, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : M. Jamal BELAÏDI donne pouvoir à Mme Sylvie LACHAIZE, M. Jean-Yves BONY donne pouvoir à Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Vincent DESCOEUR donne pouvoir à Mme Isabelle LANTUEJOL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du Commerce et notamment les articles L.321-1 à L.321-38 ;

- **APPROUVE** la liste du matériel à mettre à la réforme conformément à la proposition jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à organiser la vente selon la procédure en vigueur dans la Collectivité.

Publication : 31-01-2024

Transmission Préfecture : 30-01-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MISE A LA REFORME DE MATERIEL

VENTE A LA REFORME 2024-1

N sur parc	TYPE DE MATERIEL	MARQUE ET TYPE	IMMAT.	MISE EN SERVICE	Km non garantie	Lieu de dépôt	Valeur estimée	vente via
1	Epareuse	RENAULT ERGOS 100H HYDRO-EPAPELUSE SMA Jaguar 2153V	AN040VG-D2125	18/12/2001	13000h	St Flour	800 €	Vente Enchères
2	PL	RENAULT KERAX 270 DCI 19T 4X4	AL720VB	04/12/2003	12000h	4 CHEMINS	3 000 €	Vente Enchères
3	PL	MERCEDES ATEGO 15T 4X4 BIBENNE	AL872DG	28/10/2002	8000h	4 CHEMINS	1 500 €	Vente Enchères
4	FG/Benne	RENAULT MAXITY 150 45DC Benne	BL809HW	12/04/2011	230 000	4 CHEMINS	800 €	Vente Enchères
5	FG/Benne	RENAULT MASCOOT 130 55DC Benne	AN802KF	15/09/2003	320 000	4 CHEMINS	800 €	Vente Enchères
6	VL	RENAULT MEGANE 2 DCI	2117HQ15	24/07/2003	125000	4 CHEMINS	2 500 €	Prime conversion
7	VL	CITROEN C4	CN326DP	30/11/2014	160000	4 CHEMINS	500 €	Vente Domaine
8	VL	PEUGEOT 3008 BLUE HDI 150	EW956NC	12/04/2018	195000	4 CHEMINS	1 000 €	Vente Domaine
9	VLU	PEUGEOT BIPPER 1,3HDI 75	CW891EX	25/06/2013	250000	4 CHEMINS	50 €	Vente Domaine
10	VL	RENAULT CLIO III D	EK902BX	17/09/2007	250000	4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
11	VLU	CITROEN BERLINGO	1758HS15	20/10/2004	250000	4 CHEMINS	2 500 €	Prime conversion
12	VLU	PEUGEOT BIPPER 1,3HDI 75	BL613NA	28/02/2011	200000	4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
13	VLU	PEUGEOT BIPPER 1,3HDI 75	CK391DF	25/06/2013	300000	4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
14	VLU	CITROEN NEMO 1,3HDI 75	CK767JM	04/09/2012	225000	4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
15	VLU	PEUGEOT BIPPER 1,3HDI 75	CW061FQ	26/06/2013	230000	4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
16	VLU	PEUGEOT BIPPER 1,3HDI 75	BV570PX	28/09/2011	210000	4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
17	LAME	SICOMETAL PVR290	D2007	01/11/2009		4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
18	SALEUSE	ACOMETIS 6m3 VIS	D2110	01/11/2009		4 CHEMINS	250 €	Vente Enchères
19	ETRAVE	Franco NEIGE VARIO 4,25	LD2174	20/01/2017		4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
20	ETRAVE	BAILLER TAJIR	D1907	03/11/2004		4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
21	SALEUSE	ACOMETIS 7M3 + SAUMURE	E1323	01/01/1998		4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
22	GRAVILLONNEUR	SECMAIR GPB1400	E1307	30/09/1997		4 CHEMINS	150 €	Vente Enchères
23	LAME	SCHMIDT TARON	D2135	09/10/2015		St Flour	150 €	Vente Enchères
24	ETRAVE	VILLETTE EG2030	E1644	05/11/2002		St Flour	150 €	Vente Enchères
25	VLU	CITROEN JUMPY 2L HDI	8H40HX15	11/09/2007	235000	St Flour	150 €	Vente Enchères
26	PL	IVECO DAILY 7PL CAISSE MESSAGERIE	AL284NX	08/12/2005	280000	St Flour	500 €	Vente Enchères
27	TRACTOPELLE	CATERPILLAR 428E	D1969	22/10/2007	9000 h	St Flour	1 000 €	Vente Enchères
28	LAME	VILLETTE BI-RACLAGE	D1773	09/11/1999		St Flour	100 €	Vente Enchères
29	PELLE	TEREX TW85 A PNEUS	D1979	30/04/2008	18000 h	Mauriac	1 500 €	Vente Enchères
30	TRACTOPELLE	JCB 3CX 4RM	D1955	14/11/2006	10000 h	4 CHEMINS	1 000 €	Vente Enchères
31	Epareuse	RENAULT ERGOS 448H1 HYDRO-EPAPELUSE SMA Jaguar 2552V	5217H515-D1931	01/07/2005	13000h	4 CHEMINS	800 €	Vente Enchères
32	VLU	RENAULT KANGOO 1,5DCI	AL383NX	02/02/2008	125 000	St Flour	2 500 €	Prime conversion
33	VLU	CITROEN JUMPER FG 7P TOLE	612 HV 15	16/12/2005	270 000	4 CHEMINS	300 €	Vente Enchères
34	VLU	RENAULT TRAFFIC DCI	365 JA 15	18/12/2008	295 000	4 CHEMINS	300 €	Vente Enchères
35	PL	MERCEDES S182416T 4X4 BIBENNE	BD659KD	05/01/1999	16000H	4 CHEMINS	1 500 €	Vente Enchères
36	FG/Benne	RENAULT MAXITY 150 45DC Benne	AE116TX	05/11/2009	185 000	St Flour	800 €	Vente Enchères
37	PL	MERCEDES ATEGO 15T 4X4 BIBENNE	AL488NX	18/10/2004	13000H	Murat	1 500 €	Vente Enchères